

Département de la Mayenne

VILLE DE LAVAL

CONSEIL MUNICIPAL



PROCÈS-VERBAL

DE LA

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 2018

N° 489



SÉANCE ORDINAIRE

SÉANCE DU 17 décembre 2018

Présidence de M. François ZOCCHETTO, maire

Le lundi dix-sept décembre deux mille dix-huit, à dix-neuf heures, le conseil municipal, dûment convoqué le dix décembre deux mille dix-huit, comme le prévoient les articles L. 2121-10 et L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales, s'est réuni à l'Hôtel de Ville en séance publique, sous la présidence de M. François ZOCCHETTO, maire.

Étaient présents :

François ZOCCHETTO, maire, Xavier DUBOURG, Marie-Cécile CLAVREUL, Alexandre LANOË, Danièle JACOVIAC, Didier PILLON, Béatrice MOTTIER, Philippe HABAULT, Gwendoline GALOU, Jacques PHELIPPOT, adjoints, Jean-Pierre FOUQUET, Damiano MACALUSO, Anita ROBINEAU, Bruno MAURIN, Marie-Hélène PATY, Alain GUINOISEAU, Josiane DEROUET, Jamal HASNAOUI, Martine CHALOT, Philippe VALLIN, Stéphanie HIBON-ARTHUIS, Mickaël BUZARÉ, Florence QUENTIN Patrice AUBRY, Hanan BOUBERKA, Sophie DIRSON, Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN, Aurélien GUILLOT, Georges POIRIER, Nadia CAUMONT, Pascale CUPIF, Florian MARTEAU et Isabelle EYMON, conseillers municipaux.

Était excusé :

- Jean-Christophe GRUAU, conseiller municipal.

Étaient représentés :

- Chantal GRANDIÈRE, adjointe, représentée par Alexandre LANOË, adjoint,
 - Jean-Jacques PERRIN, adjoint, représenté par Patrice AUBRY, conseiller municipal,
 - Jean-Paul GOUSSIN, adjoint, représenté par Marie-Cécile CLAVREUL, adjointe,
 - Sophie LEFORT, adjointe, représentée par Danièle JACOVIAC, adjointe,
 - Bruno de LAVENÈRE-LUSSAN, conseiller municipal, représenté par Xavier DUBOURG, adjoint,
 - Pascal HUON, conseiller municipal, représenté par Philippe HABAULT, adjoint,
 - Dorothée MARTIN, conseillère municipale, représentée par Florence QUENTIN, conseillère municipale,
 - Catherine ROMAGNÉ, conseillère municipale, représentée par Aurélien GUILLOT, conseiller municipal,
 - Claudette LEFEBVRE, conseillère municipale, représentée par Georges POIRIER, conseiller municipal,
 - Jean-François GERMERIE, conseiller municipal, représenté par Pascale CUPIF, conseillère municipale.
-
- Philippe VALLIN, conseiller municipal, est entré en séance à 19 h 25 et était précédemment représenté par Didier PILLON, adjoint,
 - Gwendoline GALOU, adjointe, quitte la séance à 20 h 28 et est ensuite représentée par Sophie DIRSON, conseillère municipale.

Damiano MACALUSO et Isabelle EYMON sont désignés secrétaires.

La séance est ouverte à 19 h 5.

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2018

M. Le Maire : *Vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 24 septembre dernier. Y a-t-il des observations ?*
Non, donc il est adopté.

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L. 2122-22 ET L. 2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE)

M. Le Maire : *Vous avez reçu le compte-rendu des décisions municipales. Avez-vous des questions ? Monsieur Gourvil.*

Claude Gourvil : *Je cherchais ma feuille, mais en réalité, c'est assez simple. Parce que c'est quelque chose que nous avons déjà fait et déjà dit. Nous répétons donc inlassablement les mêmes remarques, mais ce n'est pas grave. Sur la décision numéro 75, vous décidez de la gratuité du stationnement en zone verte et rouge, je crois, le samedi 22 décembre, de 15 heures à 18 heures. Ce qui nous ennuie, c'est que nous répétons toujours les mêmes choses et que finalement, vous n'en tenez pas compte. Cela peut se comprendre, remarquez. Quelquefois, nous nous demandons à quoi nous servons. Mais vous auriez pu opter, comme je l'ai déjà dit la dernière fois, pour un encouragement pour les citoyens et les gens qui viennent faire leurs emplettes à Laval, pour ensuite peut-être voir les illuminations, pour un encouragement à utiliser les transports en commun plutôt que la pénétration de l'automobile dans la cité. Voilà la énième réflexion de même nature.*

Xavier Dubourg : *Deux choses : je vais reprendre les mêmes arguments que d'habitude. D'une part, vous le savez très bien, nous sommes au conseil municipal de Laval. Le conseil municipal n'est pas compétent en matière de transports publics. C'est le conseil de l'agglomération, donc je vous invite à formuler votre remarque auprès du vice-président en charge des transports de l'agglomération.*
Quant à la gratuité du stationnement partielle en centre-ville, pour l'attractivité commerciale, effectivement, nous ne sommes pas d'accord. Mais je vous invite, Monsieur Gourvil, par solidarité, à aller voir l'association Cœur de commerce et les commerçants pour savoir ce qu'ils en pensent. Puisque c'est une décision que nous prenons après discussion et concertation. Ce n'est pas une décision unilatérale de notre fait. Nous concertons avec les commerçants et nous convenons des modalités de la gratuité et de l'attractivité du centre-ville. Je pense que les commerçants du centre-ville en ont bien besoin après les trois samedis extrêmement difficiles et perturbants qu'ils ont connus, pour les raisons que nous connaissons tous.

Claude Gourvil : *Première chose, se cacher derrière l'Agglo est assez croquignolet, parce que l'Agglo, c'est vous aussi. Ce n'est donc pas très compliqué d'aller solliciter Laval agglomération pour lui demander dans quelle mesure on pouvait mettre une forme de gratuité des transports en commun ce jour-là, voire un ticket unique pour la journée, ou un remboursement avec une preuve d'achat.*

Je n'en sais rien, il faut être imaginatif un peu et ne pas rester tout le temps sur les mêmes positions.

Deuxièmement, j'entends bien que c'est fait en concertation avec les commerçants. Je dis « bravo ». En revanche, pourquoi ne pas tenter une expérimentation et voir quels en sont les effets pour en rediscuter ensuite avec les commerçants ? Est-ce que c'est finalement plus intéressant d'opter pour un encouragement aux transports en commun ou une pénétration des voitures en ville ? Parce que, je l'ai dit la dernière fois, la gratuité du stationnement sur ces zones-là va forcément attirer quelques automobilistes supplémentaires pour ceux qui seront au courant. Sauf qu'ils ne vont pas nécessairement trouver de place. Ils vont tourner en rond et cela va être contre-productif.

Aurélien Guillot : *Je voulais parler d'autre chose, mais je fais une petite remarque à l'attention de Monsieur le Président de l'agglomération auparavant. Du point de vue du commerce, il y a besoin de places disponibles ces jours-là. Là, nous favorisons donc le fait qu'il y ait des voitures ventouses qui restent longtemps là où il y aurait besoin de rotation. Si l'année prochaine, vous voulez garder cela, d'accord. Mais essayez en même temps une journée de transport en commun gratuite ou quelques heures l'après-midi. Cela favorisera de la rotation. Je pense que les commerçants ne sont pas opposés à ce que nous fassions un après-midi de bus gratuit à Laval les jours où il y a une forte affluence dans les commerces du centre-ville. Essayez. Moi, Je voulais intervenir sur les mises à disposition de salles de sport, parce que je ne comprends pas trop. Je trouve qu'il y a une différence de traitement sur la première décision municipale, la numéro 68. On fait payer, certes peu cher, à l'université du Mans l'utilisation d'une salle de sport, 10 € de l'heure. Dans une décision un peu plus loin, à la numéro 70, on met à disposition gratuitement un gymnase pour la police nationale. Pourquoi n'avons-nous pas une égalité de traitement ? Pourquoi ne faisons-nous pas 10 € pour tout le monde ou gratuit pour tout le monde ? Je ne comprends pas trop cette différence.*

Alexandre Lanoë : *Pour vous répondre en quelques mots, il y a certes une différence de traitement qui apparaît sur le papier, mais après, c'est aussi dans le cadre d'un échange de bons procédés. Sur l'université du Maine, là, nous sommes sur de l'application de tarifs classiques qui ont été pris dans le cadre d'une décision municipale, d'où les 10 € horaires. Dans le cadre de la mise à disposition du gymnase Ferrié au personnel de la police nationale, nous leur permettons de pouvoir faire leurs entraînements nécessaires. À côté de cela, ils font participer les membres de la police municipale aux entraînements sportifs.*

COMPTE-RENDU DES MARCHÉS CONCLUS DEPUIS LE 19 NOVEMBRE 2018.

M. Le Maire : *Vous avez également reçu le compte-rendu des marchés qui ont été conclus. Nous passons donc aux questions de la commission personnelle, administration générale, finances avec la décision modificative numéro trois.*
Patrice Aubry.

**PERSONNEL - ADMINISTRATION GÉNÉRALE
FINANCES - GESTION DE LA VILLE**

RAPPORT

DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 POUR 2018

Rapporteur : Patrice Aubry

La présente décision modificative conduit à des redéploiements de crédits entre opérations M14 :

Opération d'origine	Opération destinataire	Montant
Dotation équipements	Salle polyvalente	5 000
Sécurisation des espaces publics		50 000
Economies d'énergie		50 000
Plan qualité écoles		50 000

Certaines opérations sont également financées par des recettes :

Dépenses	Recettes	Montant
Taxe d'aménagement (Paiement)	Taxe d'aménagement (Reversement)	60 000
Etudes missions odorantes	Dotations pour les titres sécurisés	5 000

Pour d'autres, des redéploiements entre chapitres sont parfois nécessaires :

Opération d'origine	Opération destinataire	Montant
Charges à caractère général	Autres charges de gestion courante	4 000
Charges exceptionnelles	Provisions crédits de TVA Mos	178 000
Charges exceptionnelles	Provisions pour créances douteuses	34 000
Subvention théâtre	Charges exceptionnelles	9 000

Il vous est donc proposé d'approuver la décision modificative numéro 3.

Patrice Aubry : *Merci, Monsieur le Maire. Cette décision numéro trois présente des écritures concernant la salle polyvalente. Dans le premier tableau, vous avez, à gauche, les écritures d'origine, les dotations aux équipements, la sécurisation des espaces publics, l'économie d'énergie, le plan qualité école. Elles sont donc fléchées vers les travaux de la salle polyvalente pour respectivement 5 000 et trois fois 50 000 €. Ensuite, vous avez une opération d'écriture sur la taxe d'aménagement paiement vers la taxe d'aménagement reversement pour 60 000 €, et une dépense pour les études d'émissions odorantes sur le quartier du Gravier, dont les recettes proviennent de la dotation pour les titres sécurisés, qui est une enveloppe qui était plus élevée que prévue, un reversement de l'État, de 5 000 €.*

*Après, il y a des redéploiements entre chapitres. Je vous laisse lire le tableau, pour respectivement 4 000 €, 178 000 €, 34 000 € et 9 000 €.
Je vous propose donc d'approuver cette décision modificative numéro trois. Je vous remercie.*

M. le Maire : *Je rappelle que pour la salle polyvalente, c'est plus de 500 000 € de travaux de sécurité qui vont être faits dans les semaines qui viennent.
Madame Eymon.*

Isabelle Eymon : *Je vous remercie. Nous voudrions savoir pourquoi il y a un redéploiement de 50 000 € qui étaient prévus pour les économies d'énergie, une autre somme équivalente pour le plan qualité école au profit de la salle polyvalente, comme s'il n'avait pas toujours ces besoins à l'échelle des deux premiers postes.*

Philippe Habault : *Effectivement, c'est une question qui interpelle sur le papier [coupure micro] qui sont donc redéployés. Puisque nous arrivons en fin d'année, ce qui n'a pas été consommé... parfois, cela peut être simplement un problème de calendrier. Cela veut dire qu'ils ne sont pas consommés là, mais qu'ils seront consommés plus tard.*

Isabelle Eymon : *Pourquoi ?*

Philippe Habault : *Pourquoi ? Parce que nous n'en avons pas eu besoin. Nous n'avons pas eu besoin de le faire.*

Aurélien Guillot : *Sur un autre sujet, cette décision modificative est la dernière occasion de modifier des éléments du budget 2018. Or, la situation est exceptionnelle. Qu'ils portent des gilets jaunes ou non, les Français sont en colère du fait de la faiblesse de leur pouvoir d'achat. D'autant plus que le pays n'a jamais autant regorgé de richesses. Il n'y a qu'à voir les profits du CAC 40.*

Lundi dernier, nous étions en séance du conseil d'agglomération et pendant ce temps-là, le Président de la République a fait des annonces, que je juge, pour ma part, extrêmement faibles, si faibles qu'elles justifient, je crois, d'amplifier la mobilisation populaire pour la justice sociale et la justice fiscale. Je félicite d'ailleurs les députés communistes, socialistes et insoumis d'avoir déposé ensemble une motion de censure à l'Assemblée nationale. Celle-ci ayant été rejetée, il faut maintenant construire une large censure populaire. Néanmoins, le Président de la République a émis une proposition qui doit nous interpeller en tant qu'employeur. Il a proposé le versement d'une prime exceptionnelle de fin d'année. Il me semble donc indispensable d'inscrire dans cette DM3 des crédits pour le versement de cette prime de fin d'année pour les salariés de notre ville, notamment pour les catégories C dont le salaire est bien trop faible, nous en sommes tous conscients, je crois. Allons-nous faire ce soir cet effort indispensable ? Bien sûr, une prime ne remplacera jamais une nécessaire augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires. Mais il serait difficilement compréhensible pour les salariés de notre ville qu'aucun effort ne soit fait en cette fin d'année. Ne me dites pas qu'il n'y a pas d'argent. Certes, c'est l'agglomération, mais tout est lié. On verse très régulièrement des cadeaux, d'un montant de 200 000 €, à des entreprises qui n'en ont pas besoin. Une seule de ces aides, c'est 100 € de prime pour 2 000 salariés, ou 200 € si on choisit d'orienter ces primes sur les 1 000 salaires les plus faibles. Allons-nous donc ce soir dire aux salariés de la ville qu'il n'y aura pas de prime ou allons-nous faire un effort et l'inscrire dans la DM3 ?

M. Le Maire : *Je vais laisser Danielle Jacoviac répondre techniquement. Mais je pense que nous pourrions transmettre votre déclaration aux parlementaires, aux députés, de la Mayenne par exemple, pour les inciter à ce que les dotations aux collectivités locales soient revalorisées d'autant des montants que vous voudriez voir versés aux agents.*
Danielle Jacoviac.

Danielle Jacoviac : *M. Guillot, je voudrais ajouter une précision. Il se trouve qu'à la ville de Laval ainsi qu'à l'agglomération, il existe une prime de fin d'année qui est de l'ordre de 877 € environ, bruts, qui est versée en deux fois aux agents, prime qui était plus importante et que nous avons dû réduire et réintégrer dans le régime indemnitaire compte tenu de l'illégalité de l'augmentation qui avait été prononcée les années précédentes. La prime de fin d'année existe donc déjà pour les agents de la ville.*

M. le Maire : *Vous transmettez aux parlementaires. Je mets aux voix la DM3. Elle est approuvée.*
Provision pour crédits de TVA sur l'exercice 2018, Philippe Habault.

DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 pour 2018

N° S 489 - PAGFGV - 1
Rapporteur : Patrice Aubry

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2311-1 et suivants,

Vu les votes des budgets primitif, supplémentaire et des décisions modificatives n° 1 et 2 pour l'année 2018,

Considérant qu'il y a lieu de modifier les répartitions budgétaires par chapitre,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La décision modificative n°3 se présente de la manière suivante :

BUDGET PRINCIPAL**SECTION DE FONCTIONNEMENT****DEPENSES**

chapitre	compte	montant
011-CHARGES A CARACTERE GENERAL	017-ETUDES ET RECHERCHES	5 000,00
	0288-AUTRES SERVICES EXTERIEURS	-4 000,00
TOTAL		1 000,00
chapitre	compte	montant
65-AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	657363-SUBV DE FONCT AUX ETABLISSEMENTS ET SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADMINISTRATIF	-9 000,00
	6574-SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	4 000,00
TOTAL		-5 000,00
chapitre	compte	montant
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	678-AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	-203 000,00
TOTAL		-203 000,00
chapitre	compte	montant
68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	6817-DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS	34 000,00
	6865-DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES FINANCIERS	178 000,00
TOTAL		212 000,00
TOTAL		5 000,00

RECETTES

chapitre	compte	montant
74-DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	7485-DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	5 000,00
TOTAL		5 000,00
TOTAL		5 000,00

BUDGET PRINCIPAL**SECTION D'INVESTISSEMENT****DEPENSES**

chapitre	compte	montant
10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	10226-TAXE D'AMENAGEMENT	60 000,00
TOTAL		60 000,00

chapitre	compte	montant
5005-PLAN QUALITE ECOLES	2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	-50 000,00
TOTAL		-50 000,00

chapitre	compte	montant
5009-DOTATION EQUIPEMENTS	2188-AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-5 000,00
TOTAL		-5 000,00

chapitre	compte	montant
5020-SALLE POLYVALENTE	2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	155 000,00
TOTAL		155 000,00

chapitre	compte	montant
5024-SECURISATION ESPACES PUBLICS	2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	-50 000,00
TOTAL		-50 000,00

chapitre	compte	montant
5027-ECONOMIES D'ENERGIE	2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS	-50 000,00
TOTAL		-50 000,00

TOTAL		60 000,00

RECETTES

chapitre	compte	montant
10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	10226-TAXE D'AMENAGEMENT	60 000,00
TOTAL		60 000,00

TOTAL		60 000,00

Article 2

La décision modificative numéro 3 pour l'année 2018 est approuvée.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, trois conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien GUILLOT et Claude GOURVIL) et six conseillers municipaux s'étant abstenus (Pascale CUPIF, Isabelle BEAUDOUIN, Georges POIRIER et Isabelle EYMON).

RAPPORT

PROVISION CRÉDIT DE TVA M.O.S. SUR L'EXERCICE 2018

Rapporteur : Philippe Habault

À la fin de l'année 2010, il a été constaté dans les comptes de la ville de Laval un crédit de TVA de 638 m€ concernant des crédits baux de cinq bâtiments (Surgel Maine, MOS, Equus Electro, REDIP, SNLT) qui avaient été transférés à la Communauté de communes du Pays de Laval en 1994.

En 2011, ce crédit de TVA a été réduit de 106 m€ par une dépense de la ville correspondant à des prorata de TVA concernant trois établissements qui n'avaient pas été traduit comptablement (Equus Electro, REDIP, SNLT).

En 2013, la ville a réussi à obtenir une part du crédit de TVA sur l'un des deux bâtiments restants (Surgel Maine) permettant de réduire le crédit de TVA à 178 m€ concernant le bâtiment MOS.

À ce jour, il n'a pas été possible de prouver que la Communauté de communes n'avait pas encaissé le crédit de TVA. Cette créance étant incertaine, il est proposé de provisionner ce crédit de 177 780 €.

Philippe Habault : *Le but de cette délibération est de nous autoriser à passer une provision de 178 000 € pour une créance douteuse de TVA. Le dossier remonte à 1994. Aucun d'entre nous n'en était responsable, donc. À ce moment-là, la ville a fait construire cinq bâtiments en utilisant le système de crédit-bail et a obtenu de ce fait un crédit de TVA de 638 000 €. Ensuite, ces bâtiments ont été transférés à l'agglomération. Les services de l'État, depuis, se sont demandés si par hasard l'agglomération n'avait pas, elle aussi, bénéficié du crédit de TVA de 638 000 €. Il y a eu bien sûr de nombreuses réunions sur ce dossier. Finalement, aujourd'hui, il reste 178 000 € dont nous ne sommes pas encore sûrs qu'il n'y ait pas eu une double utilisation par la ville et par l'agglomération. Bien sûr, nous y travaillons donc. Nous travaillons à éclaircir ce point, mais ce n'est pas facile parce qu'il faut pas mal de temps pour éplucher tous les dossiers. En tout état de cause, comme nous ne savons pas exactement comment cela va se terminer, nous préférons passer une provision de 178 000 €, qui nous prémunirait au cas où nous aurions à reverser cela aux services de l'État. Cela ne nous surprendrait pas et ce serait fait.*

M. le Maire : *C'est un peu l'inverse de ce qui a été fait avant, puisqu'avant, il y avait des charges non provisionnées. Là, par prudence, nous préférons provisionner. C'est un bon principe. Je pense que personne n'est contre ? Personne ne s'abstient ?*
Patrice Aubry, provision pour clients douteux.

PROVISION CRÉDIT DE TVA MOS SUR L'exercice 2018

N° S 489 - PAGFGV - 2

Rapporteur : Philippe Habault

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

Vu le crédit de TVA datant de 1994 relative à la construction d'un bâtiment faisant l'objet d'un crédit bail et destiné à accueillir l'établissement MOS,

Considérant que cette créance envers l'administration fiscale est incertaine,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval constitue une provision de 177 780 € sur l'exercice 2018 au titre du crédit de TVA du dossier MOS.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

PROVISION POUR CLIENTS DOUTEUX SUR L'EXERCICE 2018

Rapporteur : Patrice Aubry

La réalisation de provisions constitue l'une des applications du principe de prudence résultant du plan comptable M14. La réglementation prévoit, en effet, qu'une provision pour dépréciation des restes à recouvrer doit être constituée lorsque le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable.

Sur le budget principal de la ville, subsistent des dettes anciennes (des années 2005 à 2017) susceptibles d'être provisionnées à hauteur de 33 592,90 € car malgré des lettres de relance, aucun règlement n'est parvenu à ce jour.

Aussi est-il proposé de constituer une provision de 33 592,90 € sur l'exercice 2018.

Patrice Aubry : *Par prudence, la réglementation prévoit de constituer des provisions. En effet, il y a actuellement des dettes qui ne sont pas payées par les différents contribuables. Nous vous proposons donc de constituer une provision de 33 592,90 € sur le budget principal 2018, vu qu'aucun règlement n'est parvenu à ce jour, malgré les relances de la comptable. Je vous remercie.*

M. Le Maire : *Avez-vous des questions ? Non, personne n'est contre ? Personne ne s'abstient ?
Maintenant, nous en venons au budget primitif 2019, présenté par Philippe Habault.*

PROVISION POUR CLIENTS DOUTEUX SUR L'EXERCICE 2018

N° S 489 - PAGFGV - 3
Rapporteur : Patrice Aubry

Le conseil municipal de la Ville de Laval,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,
Considérant que le recouvrement de 33 592,90 € est compromis auprès de plusieurs usagers,
Qu'il convient d'inscrire cette somme en provision,
Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il est constitué une provision de 33 592,90 € sur l'exercice 2018.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

BUDGET PRIMITIF 2019

Rapporteur : Philippe Habault

Budget Principal :

La section d'investissement est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 31 156 000 €.

La section de fonctionnement s'équilibre, quant à elle, à 61 810 000 €.

Les subventions aux associations font l'objet d'une annexe budgétaire dans le document du budget primitif 2019.

Budget Lotissement de Beauregard

Les sections d'investissement et de fonctionnement s'équilibrent à hauteur de 1 620 000 €.

Budget Parkings

La section d'investissement est équilibrée à hauteur de 437 000 € et celle de fonctionnement à hauteur de 639 000 €.

Il vous est proposé d'adopter le budget primitif 2019.

Philippe Habault : *Merci, Monsieur le Maire. Nous pouvons qualifier ce budget primitif 2019 d'ambitieux et de transparent. Pourquoi ambitieux ? Parce que dans un contexte de raréfaction des ressources, puisque nous avons des ressources qui diminuent légèrement par rapport à 2018, malgré tout, nous proposons au conseil municipal d'investir pour 2019 8,2 millions d'euros. Dans un tel contexte, ce n'est pas rien. Je rappelle que l'investissement moyen de notre ville est aux alentours de 7 millions par an. Cette année donc, c'est donc 8 200 000 € d'investissement. Dans le même temps, nous proposons de désendetter la ville de 4,4 millions d'euros. Vous imaginez bien les conséquences positives que ce désendettement aura sur les budgets prochains. Dans le même temps, nous avons également réussi à comprimer nos dépenses d'investissement, qui vont diminuer d'à peu près 400 000 €. C'est donc un budget qui est ambitieux, mais également transparent.*

Cette année, comme l'année dernière, nous allons présenter le budget par politique publique. Le grand intérêt de cette présentation, c'est que chaque Lavalloise et chaque Lavallois qui vont le souhaiter vont pouvoir voir instantanément, en regardant la petite infographie que vous aurez tout à l'heure, combien notre équipe municipale consacre à quelle politique publique, et vont donc pouvoir déterminer avec précision les priorités de l'équipe municipale, et avoir également un compte-rendu fidèle et exact de l'utilisation de l'argent public. Je ne présenterai donc que les grandes masses sur quelques diapositives. Ensuite, chaque élu va présenter la section financière qui relève de sa délégation.

Dans ce premier tableau, vous avez nos recettes de fonctionnement, qui diminuent légèrement de 400 000 €, essentiellement lié au FPIC qui va être modifié. Même si nous croyons pouvoir déjà penser que nous aurons une bonne surprise avec le FPIC, liée au regroupement avec la communauté de Loiron. Nous aurons peut-être une bonne surprise sur le FPIC, mais pour l'instant, nous ne l'avons pas comptabilisée. Il y a également les forfaits post stationnement qui ont diminué et aussi des ressources de la cuisine qui ont un peu diminué. Ce qui explique ces 400 000 € de baisse globale.

Dans nos ressources, la plus importante, ce sont les contributions directes, qui représentent 49 % de nos ressources. Elles diminuent de 1,8 %, de 38 millions à 37,3 millions d'euros. C'est essentiellement lié à la baisse de la DSC que l'agglomération nous a versée de manière exceptionnelle l'année dernière et qui ne se reproduira pas cette année, comme toute chose exceptionnelle. Cette baisse vient également du fait que les services mutualisés provoquent une réduction du versement que l'agglomération nous fait, qui réduit un peu nos recettes. Il y aura aussi une baisse de la TLPE. Dans ces contributions directes, nous avons 30 millions d'euros qui reviennent aux impôts ménages, soit le foncier bâti, le foncier non bâti, la taxe d'habitation. Ces impôts, ces 30 millions, c'est une augmentation de 1,6 % des impôts qui pèsent sur nos contribuables. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une décision de notre équipe municipale, mais simplement de l'incidence des revalorisations par l'État des bases d'imposition. C'est la conséquence également d'une augmentation du nombre de bases, puisqu'à force de construire dans la ville, nous finissons par avoir un peu plus d'habitants. Nous recevons un peu plus de recettes fiscales.

La deuxième recette importante, pour 19 % de nos recettes, ce sont les concours financiers de l'État, qui passent de 16,2 millions d'euros à 17,1 millions d'euros, essentiellement par le fait que l'agglomération va verser un fonds de concours, comme à toutes les communes, à la ville de Laval pour 500 000 € et que les compensations fiscales sont en légère augmentation de 95 000 €. Dans ces concours financiers de l'État, nous avons la DGF qui est composée de la dotation forfaitaire, de la dotation de solidarité urbaine et de la dotation de péréquation. C'est la dotation de l'État à proprement parler qui passe de 10 millions d'euros à 10,2 millions d'euros. C'est donc une toute petite augmentation, mais que nous n'allons pas boudier puisqu'elle survient après quatre années de baisse absolument drastique à l'issue desquelles beaucoup de communautés et de communes de se sont retrouvées en grande difficulté financière.

Le troisième produit important, ce sont les produits de service, qui représentent 10 % de nos recettes et qui vont baisser de 7,8 %, essentiellement parce que nous anticipons une modification des comportements des contribuables et des automobilistes, avec une baisse des forfaits post stationnement. Nous pensons donc qu'il y en aura moins et que les automobilistes vont être plus en concordance avec leur temps de stationnement. Il y a aussi une baisse de recettes liée au fait que le nouvel EHPAD Ferrié fait sa propre cuisine et donc ne consommera pas de cuisine de la cuisine centrale. C'est un peu dommage, mais cela s'est fait ainsi. Il y a aussi moins d'enfants pris en charge par la commune, donc une participation des familles qui baisse. Enfin, il y a une redevance archéologique qui avait été, à titre exceptionnel, reversée à la ville l'année dernière et qui ne le sera pas cette année. Pour en terminer avec nos produits, les autres produits représentent 21 % de nos recettes. Ce sont des subventions diverses pour 9 %, des dotations Agglo diverses pour 7 %, d'autres impôts pour 5 %. Tout cela est stable et n'appelle pas de commentaire particulier.

La deuxième diapositive représente les charges de fonctionnement. Cette année, comme je le disais tout à l'heure en introduction, nous anticipons une diminution de 0,9 % de nos charges de fonctionnement, qui vont passer de 56,8 millions d'euros à 56,3 millions d'euros. La charge principale dans ce fonctionnement, c'est la charge salariale qui représente 62 % de nos dépenses et qui va être en légère diminution de 2 %.

J'en profite pour répondre à Monsieur Guillot et lui dire que non seulement la prime de fin d'année existe, mais qu'en plus, les compensations dont il a parlé existent aussi puisque pour 2019, le glissement vieillesse technicité est budgété pour 217 000 €. Le PPCR est budgété quant à lui pour 133 000 €. Avec les primes qui sont transformées en point d'indice, l'ensemble représente une augmentation de 500 000 € de la masse salariale.

L'autre partie importante des charges, ce sont les charges à caractère général qui représentent 20 % de nos charges et qui sont en augmentation de 7,4 %. En fait, c'est une augmentation un peu en trompe-l'œil, puisqu'elle passe de 10,2 millions à 11 millions d'euros. Ces 800 000 € sont en grande partie dus au fait que nous paierons dorénavant en 2019 à l'agglomération le coût des services mutualisés alors que jusque-là, ils étaient retenus sur une dotation de l'agglomération. Ce qui fait donc que c'est juste un changement de position dans le plan comptable, mais que ce n'est pas réellement une dépense supplémentaire. Nous avons également 175 000 € de taxe foncière pour des bâtiments partagés avec l'agglomération, qui vont être refacturés à l'agglomération. C'est donc une augmentation des dépenses un peu en trompe-l'œil.

À signaler tout de même, et vous l'avez sûrement remarqué, qu'Altercité, l'association, apparaît pour une dépense supplémentaire de 55 000 €. En fait, ce qui se passait, c'est que cette association bénéficiait d'une subvention de 55 000 €.

Mais dans la mesure où Altercité nous faisait une facture, nous n'avons pas comptablement le droit de continuer à placer ces 55 000 € en subventions. Nous les versions donc en paiement. Ces 55 000 € sont donc également en trompe-l'œil, mais je m'empresse de vous dire que lorsque nous allons parler des subventions, elles n'ont pas diminué. Vous constaterez que les 55 000 € que vous ne retrouverez pas sont là. Ils sont versés en paiement à l'association et non plus en subventions.

Signalons aussi 35 000 € d'achat de fleurs. Le reste est stable, l'eau, l'électricité, l'alimentation, donc cela n'appelle pas de commentaire particulier.

Les charges qui appellent un commentaire sont nos charges financières, qui représentent 6 % de nos charges et qui baissent de 2,7 %. Ces charges financières sont représentées par l'intérêt de notre dette, qui baisse de 2,3 millions d'euros à 2,2 millions d'euros. Je rappelle que pour notre dette, la sortie de l'emprunt toxique entre 2017 et 2018 avait déjà amené une réduction considérable des intérêts de notre dette. Dans ce chapitre, nous retrouvons également la soule de sortie de l'emprunt toxique. Vous vous souvenez qu'après négociation avec la banque, nous avons convenu avec elle qu'elle abandonnait une grande partie de ses créances et que nous versions, pour solde de tout compte, 1 090 000 € par an pendant huit ans. Il y a donc eu un des versements.

En ce qui concerne notre remboursement de capital, je rappelle qu'il est aux alentours de 8 millions d'euros et que pour l'année 2019, nous emprunterons 3,6 millions d'euros. J'aurai l'occasion d'y revenir. Ce qui fait que, comme je vous le disais tout à l'heure, nous désendettions la ville à hauteur de 4,4 millions d'euros.

Les autres dépenses sont les subventions aux associations, qui représentent 4 % et qui sont stables si l'on veut bien considérer ce que je vous ai expliqué tout à l'heure pour Altercité. Enfin, pour 3 %, il y a la subvention au CCAS qui baisse de 4 % par rapport à l'année dernière.

Venons-en maintenant à l'équilibre budgétaire. Vous voyez que nos ressources à 61 737 000 € sont en légère baisse, que nos dépenses de fonctionnement sont également en légère baisse et que notre capacité d'autofinancement brut, c'est-à-dire les recettes moins les dépenses, est positive à 5 380 000 €, en amélioration par rapport à l'année dernière. Une fois que nous avons fait cela, il faut rembourser le capital de notre dette, qui, lui, augmente. Vous vous souvenez de ce que j'ai pu exprimer à propos de la cinétique de remboursement de notre dette, qui nous avait été léguée. Nous remboursons donc plus de capital en 2019 qu'en 2018, avec 7 960 000 €. Cela nous amène une légère dégradation de notre capacité d'autofinancement nette. Ensuite, nous intégrons les ressources d'investissement, pour 980 000 € de FCTVA et de taxe d'aménagement, et des cessions à hauteur de 2,6 millions d'euros. Ce qui nous amène, comme prévu dans le débat d'orientations budgétaires, à un disponible pour le financement de 1 million d'euros. Cette autre diapositive vous explique les investissements. Sur la colonne de droite, vous avez la partie basse de la diapositive, qui est l'investissement financé directement par la ville. La partie supérieure est l'investissement financé par la ville sous délégation de l'agglomération. Puisque le transfert de la compétence d'enseignement artistique fait que la ville ne peut plus emprunter pour une compétence qu'elle n'a plus, mais que l'agglomération a. L'agglomération emprunte donc pour la ville, mais la ville rembourse à l'agglomération, à l'euro près, chaque annuité. C'est donc bien la ville qui investit. Sur la colonne de gauche, vous avez la composition de notre financement, avec la partie basse qui est notre autofinancement, la partie juste au-dessus, des subventions, et la troisième partie, le montant de l'emprunt, de 3,6 millions d'euros. La partie encore au-dessus, la dernière, représente la partie investie via l'agglomération et payée par la ville.

Cette avant-dernière diapositive vous explique le désendettement. Vous voyez que d'un côté, à droite, nous avons nos investissements, de l'autre, à gauche, la nécessité d'emprunt de 3,6 millions d'euros pour équilibrer nos investissements. Le différentiel, représenté par la flèche, est l'économie et le désendettement de notre collectivité.

J'ai presque fini. Avant de passer la parole à mes collègues et amis élus, sur cette diapositive, je vous disais tout à l'heure que tout était transparent dans notre présentation. Quiconque cherche à s'informer peut regarder cette diapositive et savoir exactement combien notre équipe municipale consacre à quelles dépenses publiques et aussi se faire une idée précise des priorités exprimées par les décisions de l'équipe municipale. Vous voyez que la priorité des priorités, c'est l'éducation et la famille qui se voient allouer 19,7 millions d'euros. Une autre priorité, c'est l'espace public et l'environnement, avec 9,6 millions d'euros, la démocratie et la citoyenneté, avec 5,1 millions d'euros, la culture, avec 4,8 millions d'euros auxquels il faut rajouter le CRD. Il y a la solidarité et la santé, avec 2,3 millions d'euros, le sport, 2,2 millions d'euros, le tourisme et le patrimoine, 1,3 million d'euros, et l'aménagement, 1,2 million d'euros. Tout cela est donc transparent. Nous allons maintenant passer à l'analyse par politique publique.

Marie-Cécile Clavreul : *La politique publique éducation famille de la ville de Laval, qui repose sur un projet éducatif que nous avons voté en début de mandat, est une politique très ambitieuse et très importante dans la réalité de la vie des familles lavalloises. Vous avez un montant de dépenses de fonctionnement de 18,9 millions d'euros. Je reviendrai sur les recettes par la suite. Je pense qu'il y a trois grandes masses : 4,6 millions d'euros pour la petite enfance, 9,8 millions d'euros pour l'enfance, de 2 à 12 ans, 4,5 millions d'euros pour la restauration scolaire. En sachant que derrière, ce sont des agents qui prennent en charge les enfants des familles lavalloises à partir de 7 h 30 le matin et jusqu'à 18 h 30 le soir, petits comme grands. Pour ceux qui sont un peu plus grands, il y a le temps scolaire. Mais il y a une présence en continu dans les écoles des agents de la ville. C'est 9,8 millions d'euros par exemple pour accueillir 5 000 élèves, que ce soit dans le public ou dans le privé. Ce sont des éléments importants à noter. Il y a un fort engagement de la ville de Laval sur cet axe. Vous avez des recettes, parce que c'est un domaine où la Caisse d'allocations familiales est un partenaire indispensable pour conduire une telle politique et avoir une telle ampleur dans les dépenses consacrées. Il y a une participation des familles, mais relativement légère puisque l'ensemble des tarifs est basé sur les quotients familiaux, en fonction des capacités de contribution des familles. Concernant l'investissement, ce que nous pouvons noter, c'est le plan qualité école, avec 200 000 €. C'est dans la continuité des années passées, tant sur les équipements informatiques que les investissements en dur concernant les écoles. Il y a une note particulière pour 2019, qui sera l'intervention sur le restaurant scolaire de la Senelle, pour un montant de 300 000 €. Là aussi, c'est un fort engagement pour l'année 2019 envers les écoles.*

Philippe Habault : *Sur l'administration générale, là aussi, c'est un budget qui est fortement doté en raison de son importance. Au niveau des dépenses de fonctionnement, vous avez 8,3 millions d'euros, avec comme ventilation des moyens généraux pour 1,9 million d'euros, la sécurité juridique et la commande publique pour 200 000 €, la gestion du patrimoine bâti et foncier pour 3,2 millions d'euros, les systèmes d'information et de télécommunications pour 300 000 €, la gestion des ressources humaines pour 2 millions d'euros, et la gestion budgétaire et financière pour 800 000 €. Il y a également des dépenses d'investissement pour 1,4 million d'euros. Pour les moyens généraux, c'est 408 000 €, notamment pour le parc de véhicules dont vous savez qu'il a quand même rendu beaucoup de services et qu'il est assez fatigué. Il y a la sécurité juridique et la commande publique, pour 60 000 €, la gestion du patrimoine bâti et financier, pour l'accessibilité des bâtiments, pour 150 000 €, et le plan qualité des équipements publics pour 200 000 €, la gestion du patrimoine bâti et foncier pour 438 000 € en investissement, et les systèmes d'information et de télécommunications pour 487 000 €, dont 310 000 € pour l'infrastructure du système d'information. La gestion des ressources humaines représente 13 000 €, et la gestion budgétaire et financière 17 000 €.*

Xavier Dubourg : *Pour l'espace public et l'environnement, comme vous le voyez à l'écran, c'est un budget de dépenses de fonctionnement de près de 8 millions d'euros et de 1,7 million d'euros en investissement. Pour la partie de dépenses de fonctionnement, nous retrouvons quatre rubriques principales concernant l'environnement : l'eau et l'assainissement, où nous continuons à intervenir malgré le transfert de compétences, notamment dans le domaine du pluvial, la sécurité et la réglementation, pour 1,2 million d'euros, qui est un poste important de manière à contribuer notamment aux opérations de sécurisation de manifestations qui ont lieu sur le domaine public municipal. Malheureusement, c'est un poste de dépenses qui augmente et que nous devons sans cesse renouveler et renforcer, comme nous avons pu le faire le week-end dernier à l'occasion du marché de Noël. Les principales dépenses sont bien entendu consacrées à la qualité des espaces publics, à l'entretien de la voirie, des trottoirs, dont une grande partie est réalisée en régie.*

Concernant les investissements, nous avons le détail sur la diapositive suivante. Nous retrouvons un poste de contribution au budget eau et assainissement au titre du pluvial, avec trois opérations qui sont programmées en 2019, sur la rue Sainte-Anne, pour 200 000 €, Hilarde pour 70 000 €, et la rue des trois régiments pour 61 000 €. Sur la sécurité et la réglementation, la sécurisation des espaces publics, nous retrouvons un certain nombre d'investissements. Puis il y a la qualité des espaces publics, avec les espaces verts et la voirie. Nous poursuivons un vaste programme de renouvellement de la voirie. Nous avons connu cette année la rue de la Paix et le pont Aristide Briand, et la première tranche de la rue de Bretagne. En 2019, nous avons une deuxième opération, une deuxième tranche programmée pour la rue de Bretagne, et également la poursuite de la réfection de la rue du vieux Saint-Louis, pour nous emmener progressivement à avoir refait l'ensemble de ces deux voiries structurantes, à la fois du centre-ville, à la sortie de la rue de Bretagne, et du centre-ville vers la chapelle de Pritz.

Sur l'aménagement urbain, nous continuons. C'est beaucoup d'investissement. Cette fois-ci, c'est concentré sur les grands programmes urbains que nous connaissons. C'est 250 000 € sur l'opération Cœur de ville, où nous poursuivons un certain nombre d'études de lancement et de préparation de l'opération de réaménagement du centre-ville. Sachant que l'appel à candidatures des équipes pour réaménager le centre-ville et construire le bâtiment est lancé cette semaine. C'est vraiment l'actualité chaude de ce moment. Il y a une fin d'intervention sur le PRU des Pommeraies, qui nous permettra de finaliser la voie nouvelle à l'arrière des Pommeraies. Puis il y a le début des opérations sur le PRU Saint-Nicolas. La convention-cadre a été signée avec l'État cette année. En lien avec les deux bailleurs sociaux, Mayenne habitat et Méduane habitat, nous allons accompagner les opérations de rénovation de logement et de résidentialisation par des travaux et des interventions sur l'espace public, l'éclairage, les trottoirs et les voiries. Puis il y a une enveloppe qui est consacrée à la ZAC Ferrié, où nous contribuons sur les réfections de chaussée, notamment avec des travaux qui vont débiter le 15 janvier, sur le carrefour de la rue de la Gaucherie et de l'avenue de Fougères. Il y a d'autres travaux également de réfection de l'avenue de Fougères, qui auront lieu en début d'année 2019.

Jacques Phelippot : *Sur la vie démocratique et la citoyenneté, comme vous le voyez, il y a des dépenses de fonctionnement pour un peu plus de 5 millions d'euros, qui se répartissent dans quatre politiques publiques : la vie associative, la vie des quartiers et commerces, la vie citoyenne, la démocratie locale. Je vais laisser la parole à Alexandre Lanoë pour présenter les investissements au niveau de la vie associative.*

Alexandre Lanoë : *Merci. Pour la partie vie associative, nous sommes sur une somme de 500 000 € en fonctionnement, qui correspond principalement à la valorisation de toutes les charges de fonctionnement du service vie associative, à savoir les ressources humaines, le budget de fonctionnement du service, la gestion des salles, c'est-à-dire le bâtiment 13, la salle Murat et l'espace associatif Noël Meslier.*

Jacques Phelippot : *Concernant la vie des quartiers et les commerces, comme vous le voyez, les équipements et plans de qualité maison de quartier, cette politique publique a pour but d'améliorer les conditions de vie des habitants, de favoriser l'intégration de chacun. Mais il y a aussi une mission de développement et de promotion du commerce à l'intérieur de cette politique.*

Concernant la vie citoyenne, a été mis en avant le plan qualité cimetière. Mais les budgets provisionnés au titre de la vie citoyenne recouvrent différentes dépenses qui seront réalisées pour le fonctionnement des services liés à l'accompagnement de l'usager dans les démarches quotidiennes, avec un enjeu fort de modernisation du service pour une meilleure réactivité. Sont ainsi concernés par exemple, non seulement les actes d'État civil du quotidien, les passeports, cartes d'identité, la gestion des cimetières, mais aussi la gestion de la relation aux usagers déployée à Laval avec le dispositif bien connu de Laval direct proximité.

Concernant la démocratie locale, vous le voyez, il y a des équipements et logiciels. Est également mise en avant une politique très importante, choisie par l'équipe municipale pour les outils de participation citoyenne, avec la mise en avant des projets collaboratifs dans les différents quartiers. Il y a également la journée citoyenne qui a eu lieu et qui sera renouvelée en mai 2019, le 18.

Didier Pillon : *J'indique tout de suite que nous avons ajouté à la fois la partie culturelle et la partie patrimoine, puisque tout à l'heure, dans les différentes catégories de politiques publiques, vous avez pu voir tourisme et patrimoine. Je rappelle que le tourisme est beaucoup plus de la compétence de l'agglomération. Il s'agit bien ici d'une dépense de fonctionnement de l'ordre de 5 800 000 €, qui se répartissent, vous le voyez, de la manière suivante : tout ce qui est gestion et conservation du patrimoine est à hauteur de 400 000 €, tout ce qui est animation touristique et autour du patrimoine est d'environ 500 000 €, la lecture publique est à 1,6 million d'euros, la création et la diffusion artistiques sont à hauteur de 3 157 000 €. Je précise qu'il s'agit là essentiellement de toutes les dépenses liées à la fois au théâtre de Laval, dont une partie quand même est prise aussi en charge par l'agglomération, s'agissant du personnel technique, et également les musées, puisque ces derniers sont considérés maintenant comme un lieu de création et de diffusion artistiques. Vous avez également une somme de 39 000 € qui correspond à ce qu'on appelle les enseignements artistiques. C'est essentiellement l'université populaire. Puisque je rappelle qu'il y a également une très grosse dépense qui a été transférée à l'agglomération. Vous ne voyez donc plus maintenant, dans ce budget culturel, tout ce qui était lié aux enseignements artistiques, théâtre, danse, musique et arts plastiques. C'est maintenant totalement basculé vers la compétence de l'agglomération.*

En investissement, vous avez 2,4 millions d'euros qui sont évidemment rattachés à une première tranche financière des travaux du Crédit foncier, où je rappelle que sera logé le conservatoire au titre là encore de toutes les disciplines. Vous avez 236 000 € qui correspondent au plan qualité équipement. Vous savez que chaque année, nous sectorisons par politique culturelle la possibilité d'investir en fonction soit des besoins, soit des urgences. Je rappelle que hélas, de temps en temps, nous devons faire face à des urgences, car tous les bâtiments n'ont pas été strictement bien entretenus.

Par exemple, quand il y a une fuite, hélas, longtemps sur la bibliothèque municipale et qu'il faille la trouver, car ce n'est pas simple, c'est sur cette enveloppe-là de 236 000 € que nous prenons les crédits. Cela permet encore une fois d'agir le plus rapidement possible.

À l'origine, et normalement, en début d'année, il est bien prévu que tous ces crédits vont plutôt vers les monuments historiques, la restauration des églises, l'entretien du patrimoine historique. Et en particulier, j'espère que l'année prochaine, nous pourrions rendre accessible au public la très belle salle des pas perdus, qui est donc le rez-de-chaussée du palais de justice, sous la salle d'assise. Parce qu'il y a un très beau volume que nous n'utilisons pas, malheureusement. Il va donc falloir le mettre un peu en sécurité et en conformité électrique. Ce qui fait partie par exemple de ces 236 000 €. Vous avez 7 000 € pour l'animation touristique et patrimoniale. Il n'y a que 2 000 € pour la lecture publique, mais parce que là encore, il y a d'autres dépenses qui sont prises dans d'autres chapitres. Là encore, il y a 26 000 € pour la création et la diffusion artistiques. Je rappelle qu'une grande partie est prise en charge par l'agglomération.

Gwendoline Galou : *Sur la solidarité et la santé, la subvention de la mairie correspond à une petite partie du budget global du CCAS, qui se monte à 13 324 000 €. La subvention est allouée au budget principal, qui permet le maintien à domicile, le service insertion, le service aide sociale, le service épicerie sociale, le PRE, tout ce qui est directions, etc.*

Comme autres budgets, nous avons trois budgets annexes, le budget de l'EHPAD qui correspond à 6 400 000 €, le budget du SIAAD qui correspond à 1 600 000 €, le budget annexe de l'accueil de jour pour 347 000 €.

Concernant la santé, il y a 100 000 € qui correspondent à toutes les actions que nous mettons en place pour le contrat local de santé.

Alexandre Lanoë : *Le budget des sports se répartit comme suit : en fonctionnement, dépenses, recettes, nous sommes à 2 100 000 €. Sachant que sur les dépenses, les principaux postes se répartissent à la fois dans un soutien à la pratique événementielle sportive et dans un soutien aux sports de haut niveau pour 700 000 €. Ce sont donc principalement des subventions. Il y a une somme de 1,2 million d'euros pour l'entretien des bâtiments.*

En investissement, nous sommes sur le plan qualité équipements sportifs, avec le gymnase de Martonne pour 215 000 €. Pour rappel, le PQS est de 128 000 €. Nous avons également une somme qui n'est pas mentionnée dans le tableau, mais qui apparaît dans l'ensemble des plans qualité équipement, de 22 000 €, pour les sports, et qui concerne la main-d'œuvre en régie. Il y a 65 000 € en plus cette année pour remplacer le sol sportif du collège de Martonne, et 22 000 € correspondant à une dotation d'équipement, à savoir des remplacements de petits matériels, notamment gymniques.

Il y a deux points à ce sujet-là : le plan qualité équipements sportifs 2018 présente un taux de consommation de crédit de quasiment 100 %. Pour le plan qualité équipement sportif 2019, nous sommes en train de réfléchir avec les services sur comment déployer une stratégie pluriannuelle au regard du nouveau dispositif d'aide aux équipements sportifs utilisés par les collégiens, qui a été votée par le département la semaine dernière et qui couvre une période de trois ans, de 2019 à 2021.

Philippe Habault : *Sur le pilotage de la stratégie et de la performance, il y a essentiellement des dépenses de fonctionnement pour 1,8 million d'euros. Il n'y a pas de recettes générées par cette activité. Il y a peu d'investissement, mais le nécessaire, 10 000 €. Les recettes d'investissement sont également nulles.*

La composition des dépenses de 1,8 million d'euros est de 20 000 € pour les performances et la communication en interne, et nettement plus pour la communication externe, avec 660 000 €, représentant la masse salariale du service communication et le budget de communication. Il y a également 1 160 000 € pour la vie communautaire et communale.

Là aussi, il y a beaucoup de masse salariale, à peu près 500 000 €, pour les fêtes et cérémonies, les secrétariats, le cabinet, les chauffeurs, et les indemnités des élus.

M. le Maire : *Merci pour cette présentation assez complète de ce qui nous attend en 2019, dans la continuité de ce qui a été engagé depuis un moment.
Qui souhaite intervenir ? Monsieur Gourvil.*

Claude Gourvil : *On va intervenir à plusieurs voix sur ce budget, comme vous, finalement. Vous l'avez dit, Monsieur le Maire, c'est un budget dans la continuité. Nos interventions seront donc dans la continuité également. Il n'y a pas de raison que nous soyons plus inventifs que vous. Ce qui me fait dire que c'est tellement dans la continuité que je pourrais presque redire la même chose que l'année dernière. Mais je ne vais pas le faire. Je vais quand même reprendre parmi les cinq points que j'avais mis en préambule. J'en prends quatre.*

Le point numéro un de votre stratégie, parce que vous êtes dans la continuité, et c'est bien normal, et nous voulons bien vous le reconnaître, c'est que vous faites baisser les impôts en début de mandat. C'était votre engagement électoral. Sauf que pour l'instant, c'est seulement les Lavallois les plus aisés qui en ont profité et qui en ont vu la couleur. Sur le point numéro deux, vous augmentez tout ce qu'il est possible d'augmenter, les cantines, les accueils périscolaires, les services funéraires, le stationnement, tout ce que finalement les personnes qui ont le moins de budget et qui en ont le plus besoin sont obligées de payer. Le point numéro trois est que vous supprimez et vous dégradez des services publics, soit directement, soit indirectement, ou en supprimant par-ci par-là des personnels. Je pense par exemple aux personnels de BCD, dans les écoles. Il n'y en a plus. Cela touchait tous les élèves, mon cher Monsieur Dubourg. Cela permettait d'avoir aussi une présence importante tout au long de la journée et de la semaine. Elles ne sont plus là. Je visite des écoles toute la semaine, je le sais bien quand même. Vous n'allez pas me raconter des histoires. Sur le point numéro quatre, évidemment, on transfère à l'agglomération tout ce qu'on ne peut plus faire ou qu'on a plus envie de faire.

Après, vous avez dit que c'était un budget ambitieux. Nous voulons bien vous croire. « Transparent », c'est encore autre chose. Parce qu'effectivement, vous développez cela en termes de politiques publiques. C'est bien. Sauf que cela ne dit pas tout. Je vais prendre un exemple. Nous avons du mal à voir les aspects transversaux par thème. Nous ne voyons pas par exemple, sur les dépenses énergétiques, si cela augmente, si cela diminue. Là, nous rejoignons le rapport développement durable qui présente une absence de critères et de tableaux de bord. Nous ne savons pas finalement quels sont les efforts que vous faites porter sur ce point. Je pense que c'est un grand point faible de votre politique.

Je reviens sur le plan qualité école : 200 000 €. Certes, il y a 300 000 € sur le restaurant scolaire de la Senelle. Mais 200 000 €, ce n'est rien pour un plan qualité école. Je vais quand même faire un petit plaisir : je regarde un peu dans le rétroviseur et c'est normal, parce que là, vous êtes quand même dans votre cinquième budget. En regardant dans le rétroviseur, je vois votre action et la nôtre. Pour l'instant, nous en sommes à 3/0 sur les écoles, Badinter, Perrault, Tillon. Vous, zéro. C'est la réalité des choses. On ne peut pas tout dire sur un budget, sinon on y passerait la nuit entière.

Sur le plan espaces verts, cela me tient à cœur. 130 000 € pour combien d'hectares ? Rappelez-nous, Monsieur le Maire. Vous développez cela dans les jeudis citoyens, les rendez-vous de la cité. Cela concerne un certain nombre de centaines d'hectares, avec un service, finalement, qui est complètement exsangue et qui peine, avec des agents qui souffrent à entretenir tous ces espaces.

Certes, nous réduisons les charges de personnel, mais en même temps, nous avons des agents qui n'arrivent plus à faire leur travail correctement, à la fois parce qu'ils ne sont plus assez nombreux, parce qu'il y a une accidentologie importante, des arrêts du travail parce que c'est de plus en plus difficile, parce que les outils de travail ne sont pas non plus suffisamment renouvelés. Du coup, nous avons des espaces publics qui sont mal entretenus. Les Lavallois en pâtissent.

Concernant la stratégie environnementale, cela fait un peu sourire, mais le budget donne à lire votre politique : la stratégie environnementale, c'est 0,1 million d'euros. C'est normal, vous n'en avez pas. Là, c'est très honnête de votre part de mettre seulement 0,1 million d'euros. Puisque vous n'avez pas de stratégie environnementale, à part mettre du goudron. C'est cela, les espaces publics : vous mettez du goudron. La grande part de l'investissement, c'est du goudron. Pour le reste, sur les espaces verts, il n'y a pas grand-chose. Sur la qualité de l'air, il n'y a pas grand-chose. C'est la réalité des faits.

Juste pour finir, vous dites que vous désendettez la ville de 4,4 millions d'euros. OK, cela se calcule. Mais on se dit que puisque nous avons la possibilité de désendetter la ville de 4,4 millions d'euros, pourquoi cette partie-là, nous n'en prendrions pas une modeste partie, 1 ou 2 millions, pour pratiquer des investissements qui seraient productifs ? Les investissements d'aujourd'hui sont nos économies de demain. Certes, se désendetter permet d'avoir un bon bilan, un meilleur bilan du point de vue de la réduction de la dette. Mais si nous voulons voir plus loin, nous pouvons avoir des investissements contrats cycliques qui vont nous permettre de faire des économies dans un an, deux ans, trois ans, justement sur l'énergie, la baisse de consommation énergétique des bâtiments de la ville, au titre aussi de l'exemplarité des politiques publiques. Cela n'est pas fait. Il y a donc un certain nombre d'observations qui m'empêcheront de toute façon de voter votre budget, le budget que vous proposez dans la continuité de votre politique publique, qui n'est pas la nôtre.

Georges Poirier : *Je voudrais reprendre la phrase de Monsieur Habault, dans votre rapport, « Le budget des associations est intégralement reconduit. » J'ai bien entendu l'exfiltration d'Altercité. Ce qui est normal. Mais le compte n'y est pas. Parce que j'ai repris tous vos budgets, tous vos tableaux, année après année, que vous publiez dans votre budget. Votre tableau 2019 annonce 2,11 millions de budgets pour les associations. Même si nous mettons les 55 000 € d'Altercité, le compte n'y est pas parce que l'année dernière, c'était 2 233 000 €, soit 120 000 de plus. Il manque donc de 70 000 quelque part. Et si nous reprenons votre idée d'intégralement reconduit, en 2018, vous étiez à 2 233. J'élimine les centaines. En 2017, vous êtes à 2,4 millions d'euros. En 2016, vous êtes à 2,5 millions d'euros. En 2015, vous êtes à 2 526 000 €. Notre dernier budget associatif était de 2,6 millions d'euros. Si vous aviez intégralement reconduit le budget des associations depuis 2015, et je me suis amusé à faire le calcul... je ne prends pas en compte les diverses aides indirectes que toutes les municipalités font vis-à-vis des associations. Ce qui est important, c'est ce qui arrive, la contribution directe qui arrive dans la poche des associations pour alimenter leur budget. Ce sont donc les fameux tableaux que vous votez. Cela fait la cinquième année consécutive que vous baissez le budget primitif des associations, quand nous prenons votre tableau. Si nous calculons « intégralement reconduit » depuis 2014, nous voyons les pertes. Cela veut dire qu'en 2015, c'est une perte de 70 000 €. En 2016, c'est une perte de 96 000 €. Cette année, 2019, par rapport à 2014, c'est une perte de 485 000 €.*

Ce qui fait un total de 1 190 000 € en moins pour les associations lavalloises depuis 2015. C'est cela, votre « intégralement reconduit ». Vous avez presque 1,2 million d'euros que vous n'avez pas intégralement reconduit.

Il y a 3 conséquences à cela. Premièrement, c'est la perte pour l'économie locale. Parce que les associations investissent dans l'économie locale, par le transport, pour les clubs sportifs, mais aussi par tout ce qu'elles achètent dans les commerces lavallois, pour leurs prestations et leurs activités. Là, il y a donc une perte de pouvoir d'achat des associations. La deuxième perte, c'est une offre moindre d'activité. Il y a des associations qui ont diminué leurs activités. Il y a des associations qui ont perdu 50 % depuis cinq ans. Puis il y a le découragement des bénévoles. Nous le savons tous. Il y a le vieillissement des dirigeants d'associations, etc., et le fait que les gens ne se sentent pas soutenus. Que se passera-t-il demain quand vous n'aurez pas de bénévoles ? Cela coûtera beaucoup plus cher à la ville de suppléer le monde associatif.

Quand nous regardons dans le détail, il y a deux secteurs particulièrement où vous avez vraiment baissé, la culture et le social. La culture, depuis 2015, c'est 615 000 €, année après année, au total, cumulés, par rapport à 2014. Pour le social, c'est 440 000 €. Un mot sur le sport, parce que jusqu'à présent, le sport était le mieux loti. On parlait de 639 000 € de subventions aux associations en 2014. Ce sont les tableaux qui sont publiés. Vous avez augmenté jusqu'à 680 000 en 2016 et depuis, vous jouez la baisse. Là, nous arrivons à 603 000. C'est un saut périlleux en arrière qui nous ramène à 2013.

Au niveau de la culture, il faut reconnaître un petit satisfecit par rapport à l'année dernière. C'est le seul budget qui augmente. Cette année, c'est 540 000 € contre 538 000 l'année dernière. C'est plus 2 000 €. Mais les années précédentes, la chute a été vertigineuse. Nous sommes loin des 669 000 € que vous aviez votés en 2015. Vous aviez voté 669 000 € en 2015 et 540 000 cette année. La baisse cumulée est très forte. La perte du pouvoir d'achat des associations, année après année, c'est -600 000 €. Ce qui veut dire qu'en cinq ans, vous avez supprimé une année de subventions aux associations culturelles.

Sur le social, c'est vrai qu'il y en a dans plusieurs secteurs. Il faut regrouper tout ce qui relève de la cohésion sociale, de la famille, de la jeunesse, des seniors, des quartiers, etc. En 2014, la cohésion sociale, les enveloppes diverses, c'était 833 000 €. Depuis, elle a tendance à diminuer, avec 800 000 € en 2016, 749 000 en 2017. Cette année, quand nous additionnons tous les secteurs de cohésion sociale, c'est 677 000 €. En baisse cumulée, c'est -441 000 €, dont -104 000 € pour les quartiers. Il y a certaines associations qui sont particulièrement touchées. L'un des records que j'ai repérés, c'est l'association des paralysés de France, qui était à 6 400 € en 2014 et qui est à 2 600 € aujourd'hui. Là, c'est plus de 50 %. Surtout, comme l'an dernier, hélas, je suis obligé de remarquer que depuis 2015, vous n'avez pas augmenté d'un seul centime les associations caritatives lavalloises. Elles sont plafonnées à 12 000 € comme nous l'avions installé en 2014, en les augmentant. Vous n'avez pas donné un centime de plus depuis cinq ans aux associations caritatives lavalloises.

Pour finir, il y a des mesquineries qui touchent des enfants. L'action catholique de l'enfance avait 400 € en 2014, 100 euros en 2017 et vous trouvez le moyen de leur donner 95 € maintenant. -5 euros, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est la même punition pour les scouts de France : 500 € en 2015, c'était vous, 250 € en 2016, 100 euros en 2017, 95 € maintenant. C'est-à-dire que vous êtes toujours prêts à baisser les subventions.

Pascale Cupif : *J'ai une question, Monsieur Habault, sur le patrimoine. C'est le cinquième budget que vous nous présentez. De nombreux Lavallois nous interrogent sur le devenir du bateau-lavoir Saint-Yves.*

Sachant que nombre d'éléments de faisabilité existent déjà suite aux travaux du Saint-Julien, nous voulions savoir à quand une présentation du budget prévisionnel des travaux de réhabilitation de ce patrimoine lavallois. Merci.

Aurélien Guillot : *Moi, je fais une remarque très courte, parce que je partage les interventions faites par mes collègues précédemment. Si ce budget est le reflet de votre politique, je pense qu'un chiffre le montre bien, l'investissement en termes de solidarité. Cette année, c'est zéro.*

M. le Maire : *Il y a eu tellement de contre-vérités dénoncées en l'espace de quelques minutes que plusieurs élus de la majorité vont vous répondre. Qui souhaite parler en premier ? Philippe Habault d'abord, sur les grands équilibres.*

Philippe Habault : *Je répondrais tout d'abord en sens inverse des interventions, puisque ce sera plus pratique en ce sens qu'on se souvient bien de ce qui a été dit. Concernant le bateau-lavoir, je vais peut-être laisser Didier Pillon répondre puisque personnellement, comme vous le savez, je suis en charge des équilibres. Mais ce n'est pas moi qui décide à l'intérieur des programmes. Je vais donc laisser la personne qui décide vous en parler.*
Concernant le long discours de Monsieur Poirier, je souhaite vous inciter à vous méfier des chiffres que vous prenez en les extrayant d'un document qui existe effectivement. Mais ce qu'il faut comprendre, c'est que quand on présente le budget, ce sont des chiffres retraités. On peut avoir des chiffres qui viennent d'une partie d'un budget, d'une autre partie d'un budget. C'est pour cela que vous pouvez certainement de bonne foi penser qu'il y a des choses qui ne sont pas là alors qu'elles sont ailleurs. Simplement, pour les associations, il faut vous dire que les besoins des associations ne sont pas tous les ans les mêmes. Il y a des manifestations non pérennes qui peuvent faire l'objet, une année, d'une subvention, et qui ne se réalisent plus l'année d'après. Forcément, cela entraîne donc une fluctuation du volume des associations. Puis il faut aussi vous dire que nous essayons de gérer de manière un peu avisée. Il y a des critères d'attribution des subventions aux associations. Il peut arriver que certaines associations disposent de suffisamment de fonds pour ne pas nécessiter pendant un an ou deux ans d'aide de la collectivité. Voilà ce que nous pouvons donc répondre. Je laisserai le détail sur ces points.
Sinon, sur l'intervention de Monsieur Gourvil, effectivement, je crois que nous n'avons pas tout retenu. Mais j'ai quand même retenu quelques points. L'idée selon laquelle seuls les riches bénéficient de la réduction des impôts est une erreur, Monsieur Gourvil. Il faut arrêter de la commettre. Je comptais en parler au moment des taux d'imposition que, bien entendu, nous n'augmenterons pas. Lorsque nous avons baissé les taux d'imposition de 10 % là où la majorité à laquelle vous apparteniez les avait augmentés de 30 %, nous avons rendu, en capacité de vie, en capacité de consommation, en capacité de création d'emplois, en capacité d'aide aux commerces, d'aide aux artisans, 3 millions d'euros par an aux Lavallois. Certes, c'est ceux qui paient des impôts. Mais ceux qui paient des impôts, c'est eux qui vont investir, c'est eux qui vont faire travailler les commerces, c'est eux qui vont faire travailler les artisans et c'est eux qui, au final, vont créer de l'emploi et avoir un effet bénéfique sur ceux que vous considérez comme n'étant pas riches parce qu'ils ne paient pas d'impôts. Je crois donc qu'il faut arrêter d'imaginer que seuls les riches bénéficient de notre politique. Ce n'est pas vrai. C'est même le contraire.

Sur la dégradation du service public, c'est la deuxième chose qu'il faut arrêter d'asséner, parce que c'est faux, vous le savez. D'ailleurs, j'ai trouvé que vous n'y croyiez pas vraiment quand vous le disiez vous-même. Dépenser moins dans une machine qui produit le service public, c'est bien au contraire permettre plus de service public. Vous le savez, vous en souriez. Et vous continuez à dire à tout le monde, parce que c'est probablement votre fonds de commerce, qu'on veut attaquer le service public.

Ce n'est pas vrai, c'est faux. Il faudra un jour ou l'autre que vous l'admettiez et que ce soit clair dans l'esprit de tout le monde : moins la machine consomme, plus il reste d'argent pour les contribuables et les consommateurs et les personnes qui en ont besoin.

Sur les transferts au niveau de l'Agglo, là encore, c'est une tentative d'enfumage. Chaque fois que nous transférons une charge à l'Agglo, il y a une commission qui s'appelle la CLECT qui est chargée de vérifier qu'il n'y a pas d'abus et que toutes les choses sont faites dans le respect des intérêts des deux collectivités. Soyez assurés que chaque fois que nous avons transféré une charge, la CLECT, qui est présidée par un membre indépendant de la commune, a bien vérifié que la ville de Laval continuait à payer ce qu'elle transférait à l'Agglo. C'est comme cela que la DSC diminue régulièrement au fur et à mesure qu'on transfère des compétences. Ensuite, il y a une critique sur le rapport qui ne serait pas assez détaillé. Là, c'est un peu l'inverse de ce que j'ai dit tout à l'heure. Vous disposez de tous. Simplement, je ne vais pas aller ligne par ligne vous expliquer dans le détail chaque 10^e de centime d'euros. Vous avez un rapport qu'il faut lire. Vous avez des annexes au rapport qu'il faut lire. Vous verrez que nous ne manquons absolument pas de vous expliquer exactement où passe l'argent.

Sur les espaces verts, je n'y répondrai pas. Je laisserai Xavier.

Concernant la dette, vous nous dites « puisque nous pouvons faire des économies, pourquoi nous ne les dépensons pas ? » J'espère que vous avez vous-même, dans l'énoncé de cette pensée, un peu honte de le dire. Si nous pouvons faire des économies, pourquoi nous ne les dépensons pas ? Parce qu'il faut faire des économies et que si nous ne faisons pas des économies, Monsieur Gourvil, nous ne pourrions plus investir. Parce que vous savez, l'argent, nous ne l'inventons pas. Nous ne pouvons pas dépenser plus d'argent que nous n'en avons, même si certains le croient. Nous pouvons le faire pendant un an, deux ans, trois ans. Et après, la collectivité est à genoux et nous ne pouvons même plus faire la moindre politique sociale, quand nous n'avons plus d'argent. Aussi, notre crédo est d'assainir les finances de la ville. Nous avons en grande partie réussi. Ce sera réussi en fin de mandat parce que c'est pour nous la façon de mieux rendre à tout le monde le service public avec plus de service public. C'est pour cela que pour la dette, il faut que nous baissions notre endettement, parce que sinon les banquiers, qui nous regardent et nous financent, pourraient ne plus continuer à nous financer et nous ne pourrions plus investir. Il y a donc des réalités économiques qui ne peuvent pas être ignorées.

Didier Pillon : *Je vais essayer d'être clair et de répondre précisément. Je vais d'abord répondre à Madame Cupif sur le bateau-lavoir. En effet, on peut être triste et regretter que le deuxième bateau-lavoir ne soit pas restauré. Je vais être très clair et je n'ai pas l'habitude de mâcher mes mots. Vous savez très bien que les monuments historiques dépendent aussi de l'État et que nous ne pouvons rien engager tant que la direction des affaires culturelles et les monuments historiques ont inscrit, autorisé les travaux sur ces fameux monuments historiques. Je suis au regret de constater que depuis un an, nous avons rencontré les services de l'État monuments historiques, nous avons essayé de lancer un certain nombre d'opérations. En particulier, et je suis très en colère contre eux, nous avons réussi à inscrire au moins 60 000 € pour lancer un certain nombre d'études diagnostics sur des monuments historiques. Nous les avons rencontrés en février. Ils sont venus.*

Nous leur avons fait faire le tour. Nous avons dû faire le compte-rendu de leur réunion. Ensuite, nous avons attendu jusqu'en octobre la réponse de l'État nous disant qu'en effet, nous pouvions le lui demander. Ce qui veut dire que nous n'allons le demander qu'en 2019, pour quelque chose qui était prêt pour nous en février 2018. Qu'est-ce que je veux dire ? Je veux dire qu'on peut demander tout ce qu'on veut, mais si l'État n'a pas envie de répondre précisément sur des opérations, nous ne les faisons pas. Le deuxième bateau-lavoir ne fait pas partie des priorités de l'État.

Par conséquent, ils ne seront pas restaurés dans l'immédiat puisque ce sont des monuments historiques sur lesquelles l'État intervient à plus de 50 %.

Maintenant, sur les associations, je vais reprendre l'argumentaire de Monsieur Poirier, qu'il avait déjà utilisé, pour lui dire là encore que je ne partage absolument pas sa vision des choses et que je ne peux pas laisser dire que les subventions culturelles baissent autant. Pourquoi ? D'abord, vous faites une erreur en ne regardant que de BP à BP. J'aimerais qu'on compare de CA à CA. C'est-à-dire que j'aimerais bien qu'on ne regarde pas que les budgets prévisionnels, mais qu'on regarde les comptes administratifs. Pourquoi ? Parce que dans le domaine culturel, il y a beaucoup d'opérations qui sont lancées en cours d'année. C'est donc en fin d'année qu'on finance, lors d'une décision modificative 1, 2 ou 3. C'est donc au compte administratif. Je prétends donc qu'en début d'année, nous n'accordons pas toutes les subventions possibles, puisque nous attendons les actions. Je relis donc qu'en fin d'année, quand on constate le compte administratif de la ville, il n'y a pas de baisse dans le domaine culturel. Pourquoi ? Parce que vous nous dites à chaque fois que cela baisse. Oui, mais pourquoi cela baisse-t-il ? Une grosse dépense qui va donc être reprise quatre fois, puisque vous avez fait le calcul sur quatre ans... « 120 000 € x 4 », cela fait 480 000. Quelle est cette prétendue économie ? C'est que nous avons municipalisé une subvention que nous accordions à la FAL avant. Parce qu'il n'était pas normal à nos yeux que tout ce qui était programmation jeune public dépende d'une association et pas du théâtre. C'est bien pour cela que Virginie Dréano, qui était la permanente de la FAL, a été embauchée par la ville de Laval pour être directrice adjointe du théâtre. En effet donc, les 100 et quelque 1 000 € que nous donnions à la FAL, c'est maintenant la ville qui les dépense directement au titre du théâtre. Si nous faisons 120 000 x 4, cela fait en effet 480 000. Voilà déjà une grande partie des 600 000 que vous cherchez. Je le redis chaque année. Je le redirai l'année prochaine, puisque vous redirez sans doute encore la même chose.

S'agissant d'un certain nombre d'actions culturelles, nous avons augmenté les aides aux compagnies théâtrales. Nous avons même aidé de nouvelles compagnies théâtrales. Nous les aidons aussi en leur mettant des locaux qui me semblent être de très bonne qualité. Les travaux que nous avons faits à la Grande surface, les travaux que nous avons faits à Jean Macé, les travaux que nous avons faits au quartier Ferrié permettent à ces compagnies d'avoir des locaux dans lesquels elles créent, elles reçoivent dignement. Cela me paraît être une aide beaucoup plus importante que de leur accorder plus 5 000 € par ici ou plus 10 000 € par là. Mais je prétends, parce que nous signons des conventions avec elles, que toutes les compagnies théâtrales n'ont pas vu un seul euro diminué dans leur fonctionnement. Je vous mets au défi de me les trouver. Les seules diminutions réelles que nous ayons faites dans le domaine culturel, je vous l'accorde, c'est au titre de deux ou trois gros festivals, en particulier le Chaînon manquant et les Trois éléphants. Parce que là encore, la programmation, notamment de tout ce qui était arts de la rue, est prise en charge directement par la ville et pas par les associations qui étaient financées. Je veux donc bien reconnaître que deux ou trois festivals ont eu leur budget légèrement diminué. Aucune association culturelle de Laval n'a vu ses crédits diminuer depuis quatre ans. Vous me les amenez et nous en rediscutons.

Marie-Cécile Clavreul : *Je voudrais revenir sur Germaine Tillion. Quand nous sommes arrivés en 2014, les travaux d'aménagement de la cour de l'école n'étaient pas terminés. Il n'y avait pas de budget au cours de l'année 2014 de voté pour les aménagements de l'école et nous avons dû reporter une rentrée qui était prévue à Germaine Tillion en 2014 en 2015, pour avoir le temps de faire les travaux d'aménagement de la cour extérieure, plus divers aménagements de l'esplanade d'arrivée qui n'avaient pas été réalisés, pour un montant d'environ 2 millions d'euros. Excusez-moi, nous avons donc aussi été contraints de prendre en compte un projet qui n'était pas totalement bouclé, si je puis dire.*

Deuxième niveau d'intervention dans les écoles : vous évoquez Badinter. C'est vrai qu'il y a des travaux de faits, mais nous sommes encore en train de faire des travaux de restauration du chauffage en totalité, de l'étanchéité des toitures, puisque la rénovation que vous avez faite n'avait pas pris en compte ces éléments-là. Au cours des années qui se sont passées, nous avons donc pris école par école, parce que nous avons quand même trouvé une situation très dégradée dans chaque école, avec un fort mécontentement des équipes enseignantes, voire des parents, parce qu'il n'y avait pas d'intervention sur ces écoles. Nous avons mis en œuvre un plan d'intervention sur les peintures, dans chaque classe, avec un programme sur six ans. Nous sommes intervenus sur plusieurs écoles où l'état des sanitaires était totalement détestable, notamment sur Prévert et Pergaud. Il reste encore Thévalles à faire l'année prochaine. Nous avons eu un programme de changement d'un ensemble important de fenêtres pour un montant de 600 000 €. Certes, ce n'est pas une rénovation d'école dans son ensemble, mais c'est une intervention régulière, chaque année, qui permet d'apporter des réponses à chaque école. Parce que justement, il y avait une forte demande à ce sujet. Là, cela concerne les investissements dans les écoles.

Concernant les agents de BCD, il est totalement faux de dire que les agents de BCD n'existent plus. Ils sont toujours agents de la ville, mais ils dépendent aujourd'hui de la lecture publique jeunesse. Pour le coup, cela correspond bien à leur cœur de métier. La difficulté que nous avons avec les agents de bibliothèque, individualisés dans chaque école, est que nous avons eu, dans quelques écoles, des soucis majeurs de prise en compte de leurs fonctions, de leurs considérations par les équipes enseignantes. Nous avons vu que cela avait ses limites, ces interventions dans les écoles. Nous fonctionnons donc comme avec les autres appels à projets. C'est-à-dire que la ville de Laval a réinvesti l'intervention sur le temps scolaire comme dans le domaine culturel, le domaine sportif. Nous le faisons au même titre pour la lecture publique. Nous demandons à chaque école, à chaque enseignant, pour chaque classe, à chaque début d'année scolaire, quel est son projet d'année pour sa classe et s'il a besoin d'intervenants au titre soit d'un médiateur culturel pour le musée, soit d'un intervenant sportif ou alors d'un agent de la lecture publique. Mais c'est fonction de son projet, qui est validé dans le cadre d'une commission avec l'Éducation nationale. C'est dans ce cadre que ces interventions se font maintenant, avec une plus grande efficacité concernant le service rendu aux familles. Puisque c'est chaque enseignant qui le détermine en fonction de son projet d'année scolaire. C'est un élément important à souligner.

Pour répondre à Monsieur Poirier, sur l'association Action catholique des enfants, j'étais à son AG samedi dernier, donc je peux en parler avec précision. L'année où ils ont eu les 400 €, cela correspondait à une année où ils avaient une action spécifique concernant le département. Puisque c'est une association à vocation départementale. Elle accueille une quinzaine d'enfants lavallois et le montant de la subvention allouée correspond à leur demande.

Gwendoline Galou : *Juste pour M. Guillot, concernant la solidarité, je vous réponds en un mot : « plate-forme de répit des aidants ». C'est un vrai beau projet de solidarité. C'est un bel investissement.*

Alexandre Lanoë : *Juste quelques mots pour répondre à mon collègue Georges Poirier. Je vous l'ai déjà dit, c'est un débat que nous avons tous les ans. Encore une fois, vous résumez tout à l'argent. Je suis désolé de vous le dire comme cela, mais c'est un peu synonyme d'une façon de penser où il n'y a que la subvention, où il faut que la subvention soit maintenue, quelle que soit la situation de l'association, quelle que soit sa trésorerie. C'est quand même assez curieux parce que vous déclariez dans un quotidien régional et local, en 2013, que certaines associations ne faisaient pas de demande, mais que c'était normal, car elles avaient de la trésorerie. Je trouve donc il y a un peu de contradiction entre ce que vous me dites ce soir et les propos de l'époque.*

Je souscris totalement aux propos de Didier Pillon. Il n'y a pas besoin de faire de l'alarmisme à mesure, puisque certaines associations, par exemple, ne réclament pas. Cela leur arrive. Il ne faut pas non plus voir les chiffres uniquement de BP à BP, mais de compte administratif à compte administratif. Puisque vous le faites quasiment tout le temps, chers collègues, vous votez des subventions en cours d'année en même temps que nous. Je pense donc qu'il faut avoir une attitude un peu plus raisonnée.

Sur le sport, quand on regarde les chiffres entre 2014 et 2019, tout en vous donnant une précision également pour les subventions sport 2019, est affiché un montant de 603 000 €. Mais il y a un fonds de réserve dédié au sport pour lequel il s'agira d'attribuer les subventions en cours d'année sur de l'événementiel sportif ou des projets ponctuels. Cela va donc nous porter le budget subventions sport à 619 000 €. Par ailleurs, dans le chapitre 65 sur les subventions, il y a un fonds de réserve non affecté d'une cinquantaine de milliers d'euros qui fait que le sport pourra en bénéficier comme dans d'autres secteurs. J'espère donc que vous serez rassurés dans ce domaine-là. En matière de sport, nous avons aussi adopté une attitude un peu plus raisonnée également au niveau des services, sur l'événementiel, qui consiste à regarder ce qui se fait un peu à l'agglomération aussi. C'est-à-dire que nous regardons le budget prévisionnel de l'événement sportif. Nous voyons s'il est sincère aussi. Puis nous versons un pourcentage, puis le solde ou une partie du solde, après réalisation de l'événement. Je trouve que c'est une attitude absolument raisonnée.

Pour conclure sur les subventions, il y a deux choses à mettre en relief. Vous l'avez dit, Philippe Habault l'a très bien dit lui-même, cela peut fluctuer selon le nombre de licenciés, le nombre de titres. D'autre part, n'oublions pas les investissements qui sont réalisés année après année, que ce soit dans le domaine sportif ou dans le domaine associatif, avec ce très bel outil qui est la maison des associations, l'espace Noël Meslier, fort utile pour les associations et qui est un projet utile et beaucoup mieux calibré que celui que vous vouliez faire à la fin de votre mandature précédente.

Xavier Dubourg : *Je voudrais répondre à Monsieur Gourvil sur l'absence de stratégie environnementale. Je dois vous faire une confidence, Monsieur Gourvil : c'est vrai que nous sommes beaucoup moins bons que vous en matière de communication environnementale. Parce que ce qui compte, ce n'est pas la communication, c'est l'action. Quand on change pour près de 600 000 € les fenêtres dans les écoles, on pourrait modifier le budget et imputer cette ligne sur les investissements de la stratégie environnementale, par exemple. Nous pourrions la ventiler sur la stratégie d'entretien des bâtiments publics, parce que c'est aussi un bâtiment public. Nous pourrions la mettre sur le budget école et dire qu'en fait, pour les écoles, ce n'est pas 150 000, mais beaucoup plus. Nous pourrions donc bouger les chiffres. Mais ce n'est pas ce qui est important. Ce qui est important, c'est que nous avons changé 600 fenêtres dans les écoles et que le confort thermique des enfants est meilleur. Monsieur Gourvil, je suis désolé de vous le dire, mais ces fenêtres que nous avons changées cette année, elles ne se sont pas usées depuis le début de notre mandat.*

Elles se sont usées depuis bien avant, peut-être pendant votre mandat, peut-être même encore avant votre mandat. Mais vous, vous avez eu six ans pour le faire et vous ne l'avez pas fait. Nous, nous l'avons fait. Ce n'est pas de la communication, c'est de l'efficacité.

M. Le Maire : *Philippe Habault va reprendre la parole pour dire quelques mots des budgets annexes.*

Philippe Habault : *Merci, M. le Maire. Très rapidement, puisque nous n'avons plus que deux budgets annexes depuis le transfert de l'eau et de l'assainissement. Nous avons un budget annexe Beauregard, c'est-à-dire ce grand lotissement, où il n'y a aucun mouvement. Il n'y a donc rien à dire sur le lotissement Beauregard. Le deuxième budget annexe, c'est le budget parking, sur lequel il faut noter une baisse de la subvention d'exploitation de 113 000 €. C'est-à-dire que c'est une économie pour la ville. Il faut noter une augmentation des produits courants de 102 000 €. L'annuité de dettes s'élève à 501 000 €, avec 299 000 € de capital et 202 000 € d'intérêt. Le disponible pour le financement est de 8 000 €, et intégralement investi à hauteur de 8 000 €.*

Claude Gourvil : *Quelques mots quand même, puisque nous sommes dans le débat. Je voudrais dire à Monsieur Habault que j'adore ses réponses. C'est vrai. Merci. À chaque fois, c'est clair et net. On prend une bonne droite. Au moins, cela nous redresse, nous savons où nous sommes. Vous défendez la théorie du ruissellement. Il faut que les riches soient plus riches pour que les pauvres soient moins pauvres. C'est votre idéologie. Sauf que cela ne marche pas. Nous le constatons depuis des dizaines, voire des centaines d'années. C'est pour cela qu'il y a eu la révolution, qui n'a pas très bien fonctionné non plus.*

Vous dites que faire des économies, c'est bien. Nous sommes d'accord. Je l'ai dit tout à l'heure, il ne faut pas caricaturer mes propos. 4,4 millions d'euros de résorption de la dette, c'est bien. Sauf que les économies telles qu'elles sont faites sont statiques. Je n'ai pas dit qu'il fallait prendre les 4,4 millions d'euros. Mais nous pouvions très bien en prendre une part pour avoir des investissements productifs. Là, nous sommes dans une dynamique, nous préparons l'avenir. Certes, désendetter la ville, c'est augmenter sa capacité d'investissement, un jour, si on veut. Mais nous ne savons pas où c'est fléchi ni comment.

Vous dites que c'est mon fonds de commerce. Mais je vous rappelle que moi, je n'ai rien à vendre ni à acheter. Nous faisons de la politique. Nous ne sommes pas en train d'acheter les voix de qui que ce soit. Nous défendons des idées, des principes, des façons de voir les choses. Si nous ne sommes pas d'accord, c'est la vie.

Vous dites qu'il faut dépenser moins pour que cela marche mieux. Allez voir les agents des espaces verts et dites-leur que finalement, on va encore dépenser moins, qu'il y aura plus de tondeuses en panne et que nous passerons encore plus de temps à les réparer qu'à tondre, par exemple. Cela ne fonctionne pas non plus. À un moment donné, il faut oser investir. Parce que c'est là que cela va mieux fonctionner et que les agents seront en meilleure santé, qu'ils vont travailler plus vite, qu'ils seront plus productifs. Il y a aussi un enchaînement aux choses. Il ne s'agit pas de dire qu'on arrête de dépenser et que cela va aller beaucoup mieux. Non, cela ne va pas aller beaucoup mieux. Je suis désolé.

Ensuite, Madame Clavreul, vous avez probablement un peu raison sur Germaine Tillon. Je révisé donc ma position. C'est 2,5 à zéro. En revanche, vous nous dites bien que les agents de BCD ne sont plus à disposition dans les écoles. C'est exactement ce que je disais. Parlez-vous beaucoup avec les enseignants ?

À chaque fois qu'ils veulent faire un truc, on leur demande un projet. Ils passent plus de temps à faire des projets qu'à vraiment bosser. On les décourage complètement de prendre des initiatives. Certes, ce n'est pas de votre faute. Vous allez nous dire que c'est l'État, que c'est Monsieur Blanquer. Mais vous les obligez à faire un projet pour pouvoir bénéficier d'une personne qui va être là pour accompagner les élèves dans la lecture. Du coup, on ne le fait pas. Ils ne le font pas, les enseignants. Que font-ils ? Ils invitent l'association Lire et faire lire à venir, parce que là, on ne fait pas un projet. Ils sont là et cela contente tout le monde. On fait bien les choses. Mais quand les personnes étaient là, avec les BCD, certes il y a eu quelques soucis avec quelques personnes, avec quelques enseignants, avec quelques enfants, avec quelques parents, mais cela existe, c'est la vie de tous les jours. Cela se gère.

Mais les personnes étaient là, y compris sur les temps du midi. La bibliothèque était accueillante, les livres étaient renouvelés. Ce n'est pas plus compliqué. Enfin, Monsieur Habault, une question. Sur le budget annexe du terrain de Beauregard, d'année en année, nous avons cela. Cela date de M. d'Aubert. C'est la vie. J'ai quand même remarqué qu'il avait été défriché. Avez-vous donc en tête un projet pour ce terrain-là ?

Xavier Dubourg : *Non, on fait de l'entretien courant. Ce n'est pas très souvent, parce que c'est une parcelle qui n'est pas utilisée. L'entretien peut donc donner l'impression que c'est un peu violent et qu'il va se passer autre chose après. Mais c'est l'entretien courant qui est fait sous la maîtrise technique du service des espaces verts, qui est tout à fait compétent pour décider du type de tondeuse qu'il faut passer dans le jardin de Beauregard.*

Marie-Cécile Clavreul : *Je voulais répondre très précisément à Monsieur Gourvil sur deux points. Les fonds documentaires de livres sont à la disposition de chaque école auprès de la bibliothèque et du service lecture public jeunesse, qui peuvent leur mettre à disposition toutes les malles aux contenus divers et variés dont ils feront la demande. Il n'est donc pas vrai de dire que le fonds de livres n'est pas renouvelé. Il est même beaucoup plus au goût du jour en fonction des demandes des enseignants. Le deuxième point que je voulais évoquer, c'est que c'est votre majorité municipale lors du dernier mandat qui a supprimé toute intervention de la collectivité sur le temps scolaire qui, je le rappelle, dépend de l'Éducation nationale et de l'État, il est vrai. Toutefois, quand nous sommes arrivés, en 2014, nous avons réinvesti ce temps scolaire, qui n'est pas de notre compétence malgré ce que nous pouvons voir au niveau de l'État et de ses désengagements. Mais nous avons quand même maintenu cet engagement. Pour avoir une action efficace et mettre à disposition nos médiateurs culturels, nos agents sportifs, nos agents de la lecture publique, nous mettons en œuvre un dispositif qui a été discuté et organisé avec l'Éducation nationale puisque nous l'avons voté dans cette enceinte, la convention avec l'Éducation nationale, sur des appels à projets. Cela a permis à chaque enseignant de préparer l'année suivante les intervenants ville dont il souhaite avoir l'exclusivité. Pour le coup, c'est une organisation qui est différente, mais ce n'est pas une suppression.*

Isabelle Beaudouin : *Juste par rapport à la santé, nous avons vu le budget santé pour 2019, mais j'aurais voulu savoir où en était la maison de la santé. Elle sera peut-être opérationnelle en 2019 ?*

M. le Maire : *Oui, la maison Jules Ferry, vous pouvez passer devant. Les travaux avancent, donc conformément au planning établi, cette maison ouvrira en 2019. Vous avez dû apprendre que nous réfléchissons à une deuxième maison de santé sur l'autre rive, dans un lieu sur lequel nous avons quelques idées. Mais une maison de santé, ce n'est pas seulement des bâtiments. C'est l'équipe à mettre en place, avec les médecins.*
Monsieur Gourvil.

Claude Gourvil : *Juste pour une précision, parce que souvent, nous apportons des précisions, vous-même, nous-mêmes. Nous échangeons des précisions, c'est sympa. J'ai juste une précision pour Madame Clavreul : le précédent mandat, ce n'était pas ma majorité, mais la majorité à laquelle j'ai contribué. Vous l'avez remarqué.*

M. le Maire : *Je reconnais que c'est parfois difficile. Sur les emprunts toxiques, si vous voulez relancer le débat, nous sommes très à l'aise. Avoir refusé de sortir des emprunts toxiques en 2008, lorsque Monsieur Garot était maire, et avoir fait perdre 21 millions d'euros à la ville de Laval, excusez du peu, mais ce n'est pas près de se renouveler. C'est vraiment le record toutes catégories.*
Je pense que nous avons maintenant bien échangé. Je voudrais rappeler quelques bases de ce budget : pas de hausse des impôts pour la cinquième année consécutive, après avoir baissé de 10 %. Probablement que nous sommes la seule ville de France dans cette situation. Maintien des subventions aux associations au même niveau que l'année dernière, avec même 4 000 € de plus globalement, et c'était une volonté très forte de notre équipe. Comment fait-on ? Avec une gestion très attentive liée à une volonté de tous les élus et à un travail au quotidien, inlassable, des agents, pour lesquels il est vrai que ce n'est pas toujours facile. Ce sont des frais de fonctionnement maîtrisés. Je crois que personne ne peut dire le contraire. Tout cela nous donne une baisse de la dette qui est significative et qui nous fait rentrer dans un cercle vertueux, dégageant une capacité d'autofinancement de 1 million pour la deuxième année consécutive, et permettant de financer un haut niveau d'investissement, puisqu'il s'élève à 8,2 millions d'euros cette année. Je rappellerai que ce montant de travaux vient s'ajouter à ce qui est fait par ailleurs par l'agglomération sur le territoire de la ville, pour des montants beaucoup plus importants, par des organismes comme la SPL, qui est en charge des travaux sur la ZAC de la gare et la ZAC Ferrié, par LMA, qui investit aussi beaucoup sur le territoire de notre ville, et par des bailleurs sociaux qui sont accompagnés par le budget de la ville. Quand j'aurai rajouté, pour finir, que le budget du CCAS, comme l'a dit tout à l'heure l'adjointe aux questions sociales, s'élève à 13 millions d'euros et qu'il faudrait le consolider avec le budget de la ville, et qui fait qu'en réalité, le deuxième budget de la ville, après éducation famille, c'est le budget des affaires sociales — je pense que cela n'étonnera personne —, je vous inciterais vraiment à voter ce budget qui traduit un net redressement de nos finances, un retour de confiance. Rien n'est jamais gagné. Nous avons vu comment un gouvernement précédent, auquel appartenait d'ailleurs un maire de Laval, avait baissé d'un tiers les dotations aux collectivités locales, et nous vivons toujours sous ce rythme. Rien n'est donc jamais gagné, mais nous pouvons, je crois, avoir confiance en la tendance qui est donnée. C'est pour cela que je vous invite à voter le budget. Qui est pour ? Bien.
Un autre bordereau qui concerne également le budget, c'est le taux des impôts. Nous pouvons aller assez vite sur ce sujet, en disant qu'il ne bouge pas.

BUDGET PRIMITIF 2019

N° S 489 - PAGFGV - 4

Rapporteur : Philippe Habault

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2311-1 et suivants,

Vu le projet de budget primitif 2019, ainsi que la présentation générale, la récapitulation des propositions et les états complémentaires qui y sont annexés,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le budget primitif 2019 est approuvé.

Article 2

Les différents budgets se présentent de la manière suivante :

I – BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dépenses

chapitre	montant
011-CHARGES A CARACTERE GENERAL	11 013 000
012-CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	34 660 000
014-ATTENUATIONS DE PRODUITS	251 000
023-VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 527 000
042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 856 000
65-AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 558 000
66-CHARGES FINANCIERES	3 547 000
67-CHARGES EXCEPTIONNELLES	388 000
68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	10 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	61 810 000

Recettes

chapitre	montant
013-ATTENUATIONS DE CHARGES	188 000
042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	178 000
70-PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	6 431 000
73-IMPOTS ET TAXES	37 355 000
74-DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	17 149 000
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	434 000
76-PRODUITS FINANCIERS	70 000
77-PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	61 810 000

Section d'investissement

Dépenses

chapitre	montant
040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	178 000
041-OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000
10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	20 000
16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	24 339 000
20-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 000
27-AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 000
5001-PLAN QUALITE VOIRIE	871 000
5002-PLAN QUALITE ESPACES VERTS	180 000
5003-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS	212 000
5004-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS	193 000
5005-PLAN QUALITE ECOLES	500 000
5006-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	87 000
5007-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	220 000
5008-PROGRAMME ACCESSIBILITE	198 000
5009-DOTATION EQUIPEMENTS	1 360 000
5010-DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS	213 000
5011-AMENAGEMENTS CENTRE VILLE	250 000
5012-PRU SAINT NICOLAS	235 000
5013-ZAC FERRIE	210 000
5014-PEM GARE	50 000
5024-SECURISATION ESPACES PUBLICS	50 000
5025-PRU POMMERAIES	150 000
5100-EAUX PLUVIALES	581 000
TOTAL DEPENSES D' INVESTISSEMENT	31 156 000

Recettes

chapitre	montant
021-VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 527 000
024-PRODUITS DES CESSIONS	2 600 000
040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 856 000
041-OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000
10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 000 000
13-SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	350 000
16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	19 912 000
27-AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	111 000
5001-PLAN QUALITE VOIRIE	120 000
5005-PLAN QUALITE ECOLES	125 000
5006-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	15 000
5007-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	2 000
5009-DOTATION EQUIPEMENTS	5 000
5011-AMENAGEMENTS CENTRE VILLE	64 000
5012-PRU SAINT NICOLAS	79 000
5025-PRU POMMERAIES	200 000
5100-EAUX PLUVIALES	190 000
TOTAL RECETTES D' INVESTISSEMENT	31 156 000

II – BUDGETS ANNEXES

A) Budget Lotissement de Beauregard

Section de fonctionnement

Dépenses

chapitre	montant
042-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 620 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	1 620 000

Recettes

chapitre	montant
042-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 620 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	1 620 000

Section d'investissement

Dépenses

chapitre	montant
040-OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 620 000
TOTAL RECETTES D' INVESTISSEMENT	1 620 000

B) Budget Parkings

Section de fonctionnement

Dépenses

chapitre	montant
042-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	437 000
66-CHARGES FINANCIERES	202 000
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	639 000

Recettes

chapitre	montant
042-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	130 000
74-SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	299 000
75-AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	210 000
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	639 000

Section d'investissement

Dépenses

chapitre	montant
040-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	130 000
16-EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	299 000
21-IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 000
TOTAL DEPENSES D' INVESTISSEMENT	437 000

Recettes

chapitre	montant
040-OPERATIONS D' ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	437 000
TOTAL RECETTES D' INVESTISSEMENT	437 000

Article 3

Le maire est autorisé à verser les subventions aux associations conformément à l'annexe budgétaire figurant dans le budget primitif 2019.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, neuf conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien GUILLOT, Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN, Pascale CUPIF, Georges POIRIER et Isabelle EYMON).

VILLE DE LAVAL

BUDGET PRIMITIF 2019

Rapport de présentation



SOMMAIRE

Introduction	1
1. Le budget principal	2
1.1. Les équilibres financiers	2
1.2. Les produits de fonctionnement.....	3
1.3. Les charges de fonctionnement.....	5
1.4. Le budget par politique publique.....	7
1.4.1. Education et famille	7
1.4.2. Administration générale	8
1.4.3. Espaces publics et environnement	9
1.4.4. Vie démocratique et citoyenneté	10
1.4.5. Culture et patrimoine	11
1.4.6. Solidarité et santé	11
1.4.7. Sport	11
1.4.8. Pilotage stratégique et performance.....	12
1.4.9. Aménagement	12
1.4.10. Mobilité	12
2. Les budgets annexes	13
2.1. Le budget parkings	13
2.2. Budget lotissement Beauregard	13

INTRODUCTION

Pour la seconde année, le budget primitif de notre commune est présenté en suivant le schéma des politiques publiques identifiées.

Cette présentation permet à chaque lavalloise et chaque lavallois de savoir facilement et exactement quels moyens la ville consacre à la prise en charge des besoins collectifs. Chacun peut ainsi vérifier les priorités de la politique municipale et fonder sa propre opinion sur des éléments objectifs.

Ainsi, les habitants de notre commune constateront que la grande priorité 2019 restera la politique « éducation et famille » qui se verra allouée 19,7 M€.

Cette attention particulière à ce qui fonde l'avenir commun, s'accompagnera d'un effort important sur la qualité de « l'espace public et de l'environnement », auxquels seront consacrés 9,6M€.

Pour autant, les autres politiques publiques ne seront pas oubliées et se verront dotées à la hauteur de leurs ambitions, en dépit d'une diminution de 400K€ de nos recettes par rapport à 2018. Citons :

La « Démocratie-Citoyenneté » : 5,1M€,

la « Culture » : 4,8M€ (auxquels s'ajoute le conservatoire à rayonnement départemental),

la « Santé-Solidarité » : 2,3M€

le « Sport » : 2,2 M€

Le budget des associations est intégralement reconduit.

Sur le plan financier, notre commune continue sa trajectoire vers la santé financière en maîtrisant ses dépenses de fonctionnement, en baisse de 0,9%.

Les taux d'imposition n'augmenteront pas.

L'encours de dette diminuera de 4,4M€ et l'autofinancement s'établira à 1M€. Ces deux éléments permettront de diminuer la charge de remboursement d'emprunts de la ville et ainsi d'augmenter l'autofinancement disponible en 2020. L'augmentation de l'autofinancement réduira le recours à l'emprunt, matérialisant le cercle vertueux dans lequel nous nous positionnons dorénavant.

L'investissement sera soutenu, à 8,1M€ (y compris le conservatoire) conformément à notre plan pluriannuel et atteindra 45,5M€ net.

1. LE BUDGET PRINCIPAL

1.1. Les équilibres financiers

Les produits de fonctionnement s'élèvent à 61,7 M€ pour 56,4 M€ de dépenses de fonctionnement, soit une CAF brute de 5,4 M€. Elle est en légère progression par rapport à 2018 (5,3 M€) et conforme aux orientations du DOB.

Le remboursement de capital progressant de 0,4 M€ en raison du profil d'extinction de dette, la CAF nette est en léger repli et se fixe à -2,6 M€.

Le FCTVA va être en forte diminution en 2019, le niveau exceptionnellement élevé de 2018 résultant de la réalisation de la passerelle en 2017 et il est évalué à 0,8 M€.

La taxe d'aménagement nette des reversements est évaluée à 0,2 M€ et les cessions sont fixées à 2,6 M€.

Au final, l'objectif de disponible pour financement de 1 M€ est atteint.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	62 156	61 737
PRODUIT DES SERVICES (70)	5 488	6 431
TRAVAUX EN REGIE (72)	175	175
IMPOTS ET TAXES (73)	39 518	37 355
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 277	17 149
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	507	434
ATTENUATION DE CHARGES (013)	191	188
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	0	5
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	56 861	56 357
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)*	10 256	11 013
CHARGES DE PERSONNEL (012)	35 350	34 660
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	341	251
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 709	6 558
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	3 572	3 477
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	623	388
PROVISIONS (68)	10	10
CAF BRUTE (d = a - b)	5 295	5 380
- REMBOURSEMENT CAPITAL	7 575	7 960
CAF NETTE (e)	-2 280	-2 580
RESSOURCES PROPRES D'INVESTISSEMENT (g)	3 280	3 580
FCTVA	1 500	800
TAXE AMENAGEMENT NET	180	180
CESSIONS	1 600	2 600
DISPONIBLE POUR FINANCEMENT (h = e - f + g)	1 000	1 000

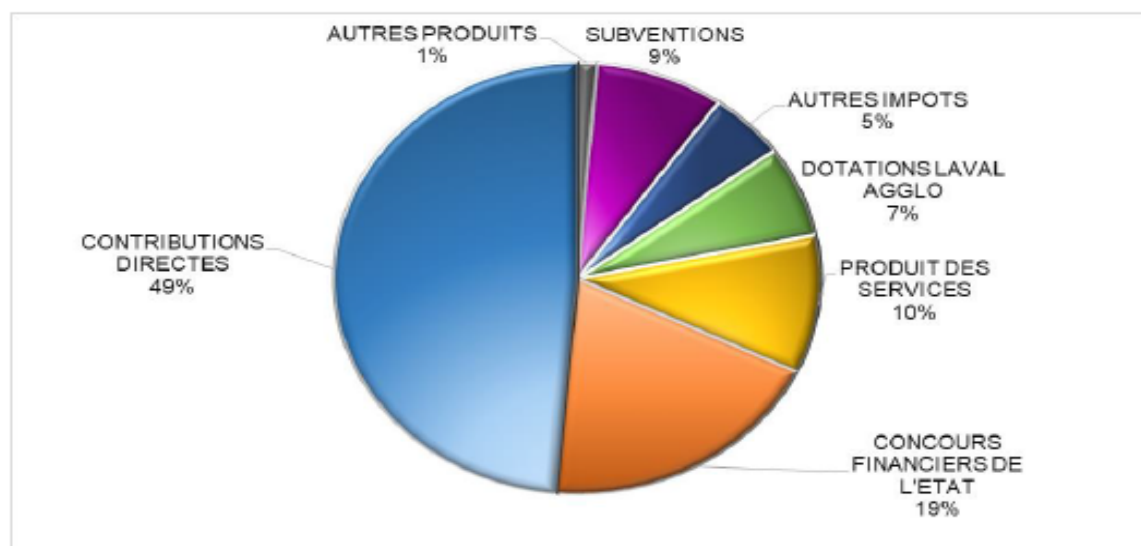
Les investissements s'élèvent à 5,8 M€ pour 1,2 M€ de subventions, soit un investissement net de 4,6 M€. Ce niveau est inférieur aux années précédentes, du fait que la maîtrise d'ouvrage du conservatoire est assurée par Laval Agglomération et que la participation de la ville se fait par un prélèvement sur l'attribution de compensation de l'annuité qui en découle. Les dépenses prévues en 2019 pour cette opération par l'agglomération devraient s'élever à 8 M€, soit 2,4 M€ à la charge de la ville portant l'investissement 2019 de la ville à 8,2 M€.

L'investissement net est financé à hauteur de 1 M€ par le disponible pour financement des investissements et 3,6 M€ par des emprunts. Le remboursement de capital s'élevant à 8,0 M€, cela signifie un désendettement de la commune de 4,4 M€.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
DISPONIBLE POUR FINANCEMENT (h)	1 000	1 000
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	7 494	5 760
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	382	1 150
INVESTISSEMENTS NETS (i)	7 112	4 610
EMPRUNT D'EQUILIBRE (j = i - h)	6 112	3 610

1.2. Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement se composent principalement des contributions directes, des concours financiers de l'Etat et des dotations de Laval Agglomération qui en représentent globalement 75%.



en milliers d'euro	bp2018	rec18	bp2018 redassé	bp2019	EVOL ¹
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	62 156	0	62 156	61 737	-0,7%
PRODUIT DES SERVICES (70)	5 488	1 490	6 978	6 431	-7,8%
TRAVAUX EN REGIE (72)	175		175	175	0,0%
IMPOTS ET TAXES (73)	39 518	-1 490	38 028	37 355	-1,8%
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 277		16 277	17 149	5,4%
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	507		507	434	-14,4%
ATTENUATION DE CHARGES (013)	191		191	188	-1,6%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (77)	0		0	5	s.o.

• Les produits des services¹

Les produits des services sont en diminution de 7,8% cette baisse résultant de plusieurs facteurs :

- La baisse des droits de stationnement comprenant le forfait post stationnement du fait d'une adaptation logique des usagers qui vont plus avoir tendance à régler leur redevance de stationnement plutôt que d'avoir à acquitter un forfait post-stationnement ;
- La baisse des ventes de la cuisine centrale résultant de l'aménagement du nouvel EHPAD qui est en mesure d'assurer la production de repas ;
- Une baisse des participations des familles aux structures de la petite enfance en raison d'une baisse de la fréquentation découlant d'une diminution du nombre de naissance ;
- Une redevance d'archéologie préventive prévue en 2018 que l'on ne retrouve pas en 2019 du fait qu'elle concerne d'anciens permis de construire pour lesquels cette dernière a été reversée à l'INRAP en lieu et place de la ville.

¹ La réforme du stationnement a conduit à imputer les droits de stationnement et le forfait post stationnement en "produit des services" (chapitre 70) alors que les droits de stationnement étaient préalablement imputés en "impôts et taxes" (chapitre 73). Ce changement n'ayant été publié qu'en janvier 2018 il n'avait pas été possible de l'intégrer dans le budget 2018. Pour une meilleure compréhension, le budget 2018 a donc été retraité.

Ville de Laval

Budget primitif 2019

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
PRODUIT DES SERVICES (70)	6 978	6 431
DROITS DE STATIONNEMENT	1 490	1 200
VENTES CUISINE CENTRALE	536	400
REDEVANCES PETITE ENFANCE	769	724
REDEVANCE ARCHEOLOGIE PREVENTIVE	75	0
AUTRES	4 108	4 108

• **Les impôts et taxes :**

Les impôts et taxes sont en diminution de 1,8% en raison de plusieurs facteurs :

- La baisse des dotations communautaires liée au fait que la ville a bénéficié en 2018, comme les autres communes de l'agglomération, d'une dotation de solidarité communautaire exceptionnelle,
- La baisse du fonds de péréquation communal et intercommunal (FPIC), la ville bénéficiant d'une garantie depuis quelques années, laquelle évolue de manière dégressive,
- La taxe sur la publicité (TLPE), la taxe ayant incité des établissements à réduire la superficie de leurs enseignes.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
IMPOTS ET TAXES (73)	38 028	37 355
CONTRIBUTIONS DIRECTES	29 525	30 000
DOTATIONS COMMUNAUTAIRES	5 133	4 180
DROITS DE MUTATION	1 250	1 250
TAXE ELECTRICITE	900	900
FPIC	505	375
TAXE SUR LA PUBLICITE	600	550
AUTRES	115	100

• **Les dotations et participations :**

Elles augmentent de 5,4% par rapport au budget 2018 en raison de :

- La perception d'un fonds de concours de Laval Agglomération en 2019 (0,5 M€),
- Les concours financiers de l'Etat qui progressent.

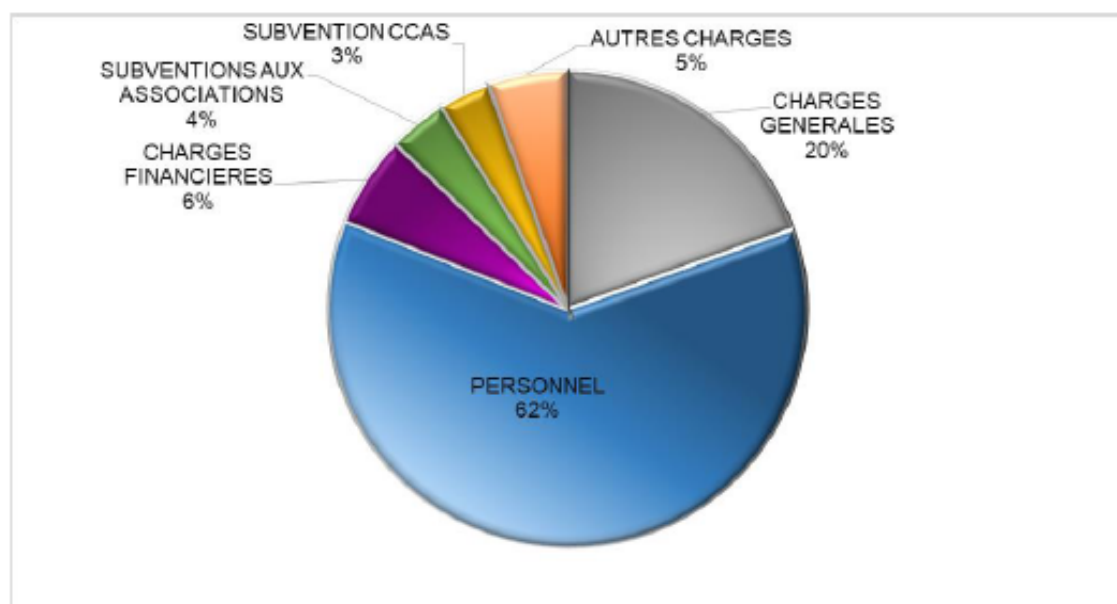
en milliers d'euro	bp2018	bp2019
DOTATIONS ET SUBVENTIONS (74)	16 277	17 149
DOTATION FORFAITAIRE	7 650	7 715
DOTATION SOLIDARITE URBAINE	1 830	1 925
DOTATION PEREQUATION	510	610
COMPENSATIONS FISCALES	1 535	1 630
FONDS DE CONCOURS INTERCOMMUNAL	0	500
SUBVENTIONS TAP	883	926
SUBVENTION DRAC ARCHEOLOGIE	115	0
AUTRES	3 755	3 844

• **Les autres produits de fonctionnement courant :**

Les autres produits de fonctionnement courant sont en forte diminution (-14%) notamment en raison de la fin du loyer pour la résidence de l'Epine, l'EHPAD ayant déménagé en juillet 2018.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
AUTRES PRODUITS DE FONCT. COURANT (75)	507	434
LOYER EPINE	83	0
LOYER FOIRAIL	45	53
LOCATION SALLE POLYVALENTE	70	50
AUTRES LOYERS	237	236
REDEVANCE DSP CHAUFFAGE	60	80
AUTRES	13	15

1.3. Les charges de fonctionnement



Par rapport à 2018, les charges de fonctionnement sont en diminution de 0,9%.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019	EVOL*
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT*	56 861	56 357	-0,9%
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	10 256	11 013	7,4%
CHARGES DE PERSONNEL (012)	35 350	34 660	-2,0%
ATTENUATION DE PRODUIT (014)	341	251	-26,4%
AUTRES CHARGES DE GESTION (65)	6 709	6 558	-2,3%
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76 - 78)	3 572	3 477	-2,7%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	623	388	-37,7%
PROVISIONS (68)	10	10	0,0%

• **Les charges à caractère général :**

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 256	11 013
SERVICES MUTUALISES	0	600
TAXES FONCIERES	141	176
REGIE QUARTIER POMMERAIES	0	55
AUTRES	10 115	10 182

Les charges à caractère général sont en augmentation de 7,4%. Cette évolution s'explique par :

- L'évolution cumulée des services mutualisés qui faisait préalablement l'objet d'un prélèvement sur la dotation de solidarité communautaire, ce qui n'est plus possible du fait de sa fusion avec l'attribution de compensation,
- Les taxes foncières en raison de bâtiments mis à disposition de l'EPCI et qui font alors l'objet d'une refacturation,
- La régie de quartier des Pomméraires qui était préalablement imputée sur le chapitre 65,

- **Les dépenses de personnel :**

Les dépenses de personnel s'élèvent à 34 660 m€, soit une baisse de 2% malgré l'impact du GVT (217 m€) et du PP CR (133 m€). Ceci résulte des mesures de gestion engagées en 2018.

- **Les autres charges de gestion :**

Les autres charges de gestion sont globalement en baisse de 2,3%, évolution provenant de la baisse de la subvention au CCAS et d'une diminution des subventions aux associations cette dernière résultant exclusivement du transfert au chapitre 011 de la régie de quartier des Pommèraies (55 m€).

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
AUTRES CHARGES DE GESTION(65)	6 709	6 558
SUBVENTION CCAS	2 065	1 965
SUBVENTION THEATRE	640	640
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	2 270	2 219
CONTRIBUTION ECOLES PRIVEES	1 058	1 058
ELUS	612	612
ORGANISMES DEREGROUPEMENT	4	4
PERTES SUR CREANCES IRRECouvrABLES	60	60
AUTRES	0	0

- **Les charges financières :**

Les frais financiers sont en diminution de 2,7%, ce qui s'explique par la faiblesse des taux d'intérêt qui perdure faisant que les nouveaux emprunts ont des taux d'intérêt de l'ordre de 1,9% ainsi que de la diminution de l'encours de dette. En effet, l'encours de dette contractée devrait diminuer de 1,7 M€ en 2018 en se fixant à 81,5 M€ au 31 décembre. Au 31 décembre 2019, l'encours de dette contractée devrait se fixer à 77,1 M€ soit une baisse de 4,4 M€.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
FRAIS FINANCIERS	3 572	3 477
INTERETS DE LA DETTE	2 323	2 254
SWAP NETS	99	73
INDEMNITE DEPFA	1 095	1 095
AUTRES	55	55

- **Les charges exceptionnelles :**

Les dépenses exceptionnelles sont en baisse de 37,7% en raison :

- de la baisse de la subvention parking résultant de l'amélioration de la redevance versée par le délégataire ;
- de l'indemnisation due au titre de la ZAC Val de Mayenne en 2018.

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
DEPENSES EXCEPTIONNELLES	623	388
SUBVENTION PARKING	411	299
INDEMNISATION ZAC VAL DE MAYENNE	120	0
BONIFICATION INTERETS MEDIANES	10	10
AUTRES	82	79

1.4. Le budget par politique publique

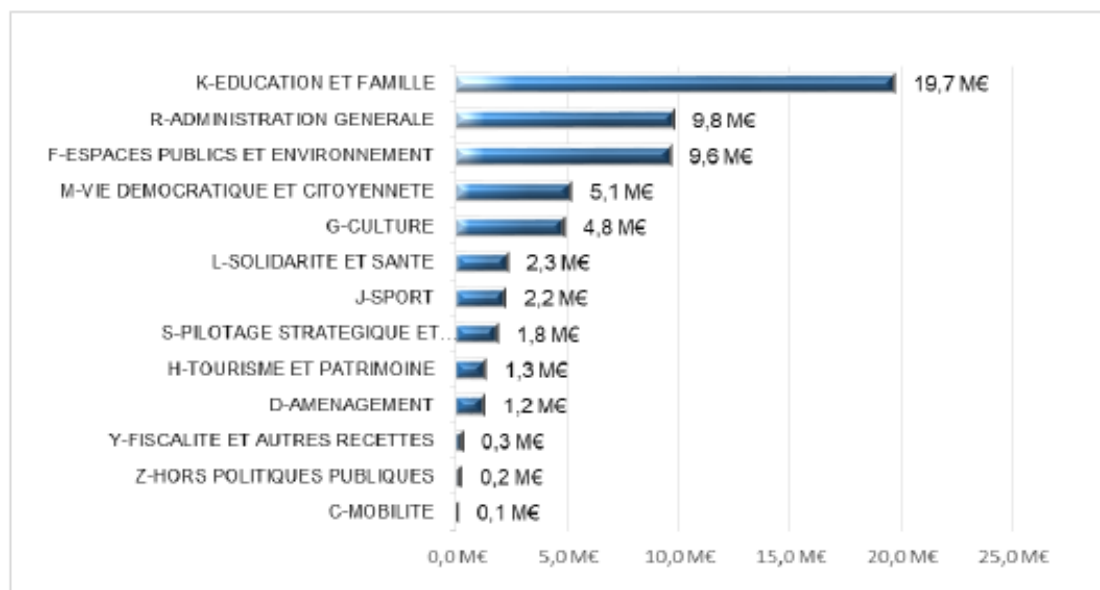
- **Les dépenses de fonctionnement :**

Hors dette, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 52,6 M€. Avec un total de 18,9 M€, la mission "éducation famille" représente 36% de ces dépenses.

- **Les dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 5,8 M€. Avec un total de 1,7 M€, la mission "espaces publics et environnement" représente 30% de ces dépenses.

Investissement + fonctionnement par mission



1.4.1. EDUCATION ET FAMILLE

Les dépenses de fonctionnement de la politique "éducation et familles" s'élèvent à 18,9 M€ dont 4,6 M€ pour la petite enfance, 9,8 M€ pour l'enfance (écoles et ALSH) et 4,5 M€ pour la restauration collective. L'investissement s'élève à 0,8 M€ avec notamment le restaurant scolaire de la Senelle.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro		
	DEPENSES	RECETTES
KK1- Petite enfance 0-3 ans	4 539	3 049
KK2- Enfance 2-12 ans	9 436	2 080
KK3- Jeunesse 12-25 ans	339	160
KK4- Famille parentalité	10	9
KK5- Restauration collective	4 549	1 689
TOTAL EDUCATION ET FAMILLE	18 933	6 987

Ville de Laval

Budget primitif 2019

INVESTISSEMENT en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
KK1-Petite enfance 0-3 ans	37	0
DOTATION EQUIPEMENTS	19	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	18	0
PLAN QUALITE PETITE ENFANCE	18	0
KK2-Enfance 2-12 ans	324	0
DOTATION EQUIPEMENTS	88	0
DOTATION EQUIPEMENTS	30	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE LOGICIELS	58	0
PLAN QUALITE ECOLES	200	0
DOTATION EQUIPEMENTS ECOLES	22	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ECOLES	50	0
PLAN QUALITE ECOLES	128	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	36	0
PLAN QUALITE ALSH	36	0
KK3-Jeunesse 12-25 ans	3	0
DOTATION EQUIPEMENTS	3	0
KK5-Restauration collective	405	125
DOTATION EQUIPEMENTS	105	0
RESTAURANT SCOLAIRE SENELLE	300	125
TOTAL EDUCATION ET FAMILLE	769	125

1.4.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Les dépenses d'administration générale s'élèvent à 8,3 M€ dont 3,2 M€ pour la gestion du patrimoine et 1,9 M€ aux moyens généraux (garage, imprimerie,...). Les investissements s'élèvent à 1,4 M€ dont 375 m€ de véhicules pour l'ensemble des services et 150m€ pour l'accessibilité des bâtiments.

FONCTIONNEMENT en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
RR1- Gestion budgétaire et financière	776	0
RR2- Gestion des Ressources Humaines	1 953	562
RR3- Systèmes d'information et télécommunications	273	75
RR4- Gestion du patrimoine bâti et foncier	3 195	1 625
RR5- Sécurité juridique et commande publique	216	5
RR6- Moyens généraux	1 921	321
TOTAL ADMINISTRATION GÉNÉRALE	8 334	2 587

Ville de Laval

Budget primitif 2019

INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
RR1-Gestion budgétaire et financière	17	0
DOTATION EQUIPEMENTS	17	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIELS	17	0
RR2-Gestion des Ressources Humaines	13	0
DOTATION EQUIPEMENTS	13	0
DOTATION EQUIPEMENTS	5	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIELS	8	0
RR3-Systèmes d'information et télécommunications	487	0
DOTATION EQUIPEMENTS	487	0
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIELS	487	0
RR4-Gestion du patrimoine bâti et foncier	438	2
DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS	82	0
GESTION FONCIERE	82	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	206	2
CENTRE ADMINISTRATIF	6	2
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	200	0
PROGRAMME ACCESSIBILITE	150	0
ACCESSIBILITE BATIMENTS	150	0
RR5-Sécurité juridique et commande publique	60	0
DOTATION EQUIPEMENTS	35	0
HORS OPERATIONS	25	0
FRAIS INSERTION	25	0
RR6-Moyens généraux	408	0
DOTATION EQUIPEMENTS	408	0
DOTATION EQUIPEMENTS	33	0
PARC VEHICULES	375	0
TOTAL ADMINISTRATION GENERALE	1 423	2

1.4.3. E ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de la politique des espaces publics représentent 7,9 M€ dont 6,5 M€ au titre des espaces publics. La sécurité et réglementation représente une dépense de 1,2 M€ pour 2 M€ de recettes apportées notamment par les recettes des horodateurs, le forfait post stationnement et la taxe locale sur la publicité.

En matière d'investissement, il s'élève à 1,7 M€ dont 1,1 M€ au titre de la qualité des espaces publics. En 2019, la rénovation de la rue de Bretagne sera poursuivie.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
FF1- Qualité des espaces publics	6 475	277
FF2- Sécurité et réglementation	1 193	1 930
FF4- Eau et assainissement	90	0
FF6- Stratégie environnementale	124	81
TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	7 883	2 288

Ville de Laval

Budget primitif 2019

INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
FF1-Qualité des espaces publics	1 091	470
DOTATION EQUIPEMENTS	42	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	130	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	130	0
PLAN QUALITE VOIRIE	871	120
PLAN QUALITE ECLAIRAGE PUBLIC	186	0
PLAN QUALITE SIGNALISATION	30	0
PLAN QUALITE VOIRIE	170	0
REAMENAGEMENT DE RUES	485	120
PROGRAMME ACCESSIBILITE	48	0
ACCESSIBILITE VOIRIE	48	0
AMENDES DE POLICE	0	350
FF2-Sécurité et réglementation	64	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	14	0
POTEAUX INCENDIE	14	0
SECURISATION ESPACES PUBLICS	50	0
MOBILIER URBAIN	50	0
FF4-Eau et assainissement (pluvial)	581	190
EAUX PLUVIALES	581	190
TOTAL ESPACES PUBLICS ET ENVIRONNEMENT	1 736	660

1.4.4. VIE DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNETÉ

Les dépenses de fonctionnement de la politique "vie démocratique et citoyenneté" s'élèvent à 5,1 M€ dont 2,4 M€ pour la vie des quartiers et des commerces. L'investissement s'élève à 0,1 M€.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
MM1-Démocratie locale	569	24
MM2-Vie Citoyenne	1 690	172
MM3-Vie des quartiers et commerces	2 353	921
MM4-Vie associative	468	1
TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	5 079	1 118

INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
MM1-Démocratie locale	35	20
DOTATION EQUIPEMENTS	20	5
DOTATION EQUIPEMENTS	5	5
EQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIELS	15	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	15	15
PROJETS COLLABORATIFS	15	15
MM2-Vie Citoyenne	50	0
PLAN QUALITE ESPACES VERTS	50	0
PLAN QUALITE Cimetieres	50	0
MM3-Vie des quartiers et commerces	48	0
DOTATION EQUIPEMENTS	30	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	18	0
PLAN QUALITE MAISONS QUARTIER	18	0
MM4-Vie associative	2	0
DOTATION EQUIPEMENTS	2	0
TOTAL VIE DEMOCRATIQUE ET CITOYENNETE	135	20

Ville de Laval

Budget primitif 2019

1.4.5. CULTURE ET PATRIMOINE

Les dépenses de fonctionnement de la politique culturelle et du patrimoine représentent 5,8 M€ dont 3,2 M€ pour la création et la diffusion artistiques. Les investissements vont s'élever à 0,3M€.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
GG1- Enseignement artistique et culturel	39	33
GG2- Creation et diffusion artistiques	3 157	297
GG3- Lecture publique	1 593	7
HH1- Animation touristique et patrimoniale	533	29
HH4- Gestion /conservation du patrimoine	432	1
TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE	5 753	366

INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
GG2- Creation et diffusion artistiques	26	0
DOTATION EQUIPEMENTS	26	0
GG3- Lecture publique	2	0
DOTATION EQUIPEMENTS	2	0
HH1- Animation touristique et patrimoniale	7	0
DOTATION EQUIPEMENTS	7	0
HH4- Gestion /conservation du patrimoine	236	0
DOTATION EQUIPEMENTS	24	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS	212	0
PRESBYTERE CATHEDRALE	0	0
TOTAL CULTURE ET PATRIMOINE	272	0

1.4.6. SOLIDARITÉ ET SANTÉ

Les dépenses de fonctionnement de la politique "solidarité et santé" s'élèvent à 2,3 M€ dont 2 M€ pour la subvention au CCAS.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
LL1-Actions sociales	2 160	171
LL5-Santé	142	40
TOTAL SOLIDARITE ET SANTE	2 301	211

1.4.7. SPORT

Les dépenses de fonctionnement de la politique sportive s'élèvent à 2,0 M€ dont 1,2 M€ au titre des équipements sportifs de proximité. L'investissement est prévu à hauteur de 0,2 M€.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
JJ2-Equipements sportifs de proximité	1 208	129
JJ3-Soutien au sport de haut niveau	125	0
JJ4-Soutien à la pratique et à l'événementiel sportif	638	3
TOTAL SPORT	1 972	132
INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
JJ2-Equipements sportifs de proximité	215	0
DOTATION EQUIPEMENTS	22	0
PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS	128	0
GYMNASE DE MARTONNE	65	0
TOTAL SPORT	215	0

Ville de Laval

Budget primitif 2019

1.4.8. PILOTAGE STRATÉGIQUE ET PERFORMANCE

Les dépenses pour le pilotage stratégique s'élèvent à 1,8 M€ en fonctionnement et 9 m€ en investissement.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
SS1-Vie communautaire et communale	1 163	23
SS2-Communication externe	659	0
SS3-Performance et communication interne	17	0
TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE	1 839	23
INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
SS2-Communication externe	9	
DOTATION EQUIPEMENTS	9	0
TOTAL PILOTAGE STRATEGIQUE ET PERFORMANCE	9	0

1.4.9. AMÉNAGEMENT

En fonctionnement, la politique de l'aménagement porte essentiellement sur le personnel de l'urbanisme payé par la ville ainsi que sur des opérations de fouille archéologique. L'investissement s'élève à 1,1 M€, les principales opérations portant sur la ZAC Ferrié, la finition de la voie nouvelle des Pommeraies, les études du centre-ville et le début des travaux du PRU St Nicolas.

FONCTIONNEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
DD3-Amenagement urbain	236	2
TOTAL AMENAGEMENT	236	2

INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
DD3-Amenagement urbain	976	343
AMENAGEMENTS CENTREVILLE	250	64
CENTREVILLE	250	64
DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS	131	0
EXTENSION ERDF	20	0
HILARD	68	0
ACCUEIL FORAINS	43	0
PRU POMMERAIES	150	200
VOIE NOUVELLE	150	200
PRU SAINT NICOLAS	235	79
ETUDES	104	0
BD KELLERAMNN	131	79
ZAC FERRIE	210	0
ZAC FERRIE	210	0
TOTAL AMENAGEMENT	976	343

1.4.10. MOBILITÉ

Au niveau de la ville, cette politique ne porte que sur l'investissement avec le pôle d'échange multimodal (PEM). L'essentiel du PEM a fait l'objet d'une inscription au budget 2018. En 2019, l'aménagement porté par la SPLA va s'achever et la ville va être amenée à verser 0,05 M€ pour cette opération.

INVESTISSEMENT		
en milliers d'euro	DEPENSES	RECETTES
CC2-Grandes infrastructures	50	0
PEM GARE	50	
W.C. PUBLIC	50	
TOTAL MOBILITE	50	0

2. LES BUDGETS ANNEXES

2.1. Le budget parkings

en milliers d'euro	bp2018	bp2019
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (a)	519	509
PRODUIT DES SERVICES (70)	0	
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74)	411	299
AUTRES PRODUITS COURANTS (75)	108	210
CHARGES DE FONCTIONNEMENT (b)	212	202
CHARGES A CARACTERE GENERAL (011)	0	0
CHARGES FINANCIERES NETTES (66 - 76)	212	202
CHARGES EXCEPTIONNELLES (67)	0	0
EPAIGNE BRUTE (c = a - b)	307	307
- REMBOURSEMENT CAPITAL	287	299
CAPACITE AUTOFINANCEMENT (d)	20	8
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	20	8
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		0
INVESTISSEMENTS NETS (e)	20	8
EMPRUNT D'EQUILIBRE (f = e - d)	0	0
DOTATIONS NETTES A L'AMORTISSEMENT	307	307

Le budget parkings retrace les opérations suivantes :

- Annuités de dette des emprunts conservés par la ville,
- Redevance du délégataire,
- Amortissements des dépenses et subventions d'investissement réalisées.

L'augmentation de la redevance versée par le délégataire permet de réduire la subvention d'équilibre.

2.2. Budget lotissement Beauregard

Seules des écritures d'ordre budgétaire sont inscrites au budget primitif à hauteur de 1 620 m€ correspondant à l'ensemble des dépenses réalisées.



BUDGET PRIMITIF 2019

BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE LAVAL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DE LAVAL (2) :

Numéro SIRET : 21530130000012

POSTE COMPTABLE :

M. 14

BUDGET PRIMITIF

voté par nature

BUDGET : 01 PRINCIPAL (3)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc)

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe

Sommaire

I - Informations générales (6)	
A - Informations statistiques, fiscales et financières	
B - Modalités de vote du budget	
II - Présentation générale du budget	
A1 - Vue d'ensemble - Sections	
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	
B2 - Balance générale du budget - Recettes	
III - Vote du budget	
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	
IV - Annexes (7)	
A - Eléments du bilan	
A1 - Présentation croisée par fonction (1)	
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes	
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	
A4 - Etat des provisions	
A5 - Etalement des provisions	
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)	
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)	
A8 - Etat des charges transférées	
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	
B - Engagements hors bilan	
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)	
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	
B1.6 - Etat des engagements reçus	
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)	
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	
C - Autres éléments d'informations	
C1 - Etat du personnel	
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	
C3.2 - Liste des établissements publics créés	
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	
D2 - Arrêté et signatures	

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L.2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R.5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et actualité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent la présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L.2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L.2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L.2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-35 du CGCT, art. L.5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L.2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser le récépissé particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	53130	BP
		2019

I - INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne 1 du recensement INSEE)	52 696
Nombre de résidences secondaires (article R.2313-1 in fine)	567
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : LAVAL AGGLOMERATION	1

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab.	Moyennes nationales du
Fiscal	Financier	(population DGF)	potentiel financier par habitants
50 051 017	57 995 43	1 080,60619	1 262,534309

Informations financières - ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la
			strate (3) DGCL 2016
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1 070,76	1 361,00
2	Produits des impositions directes/population	569,28	661,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1 169,53	1 553,00
4	Dépenses d'équipement/population	102,77	267,00
5	Excours de la dette/population	1 433,14	1 457,00
6	DGF/population	194,50	222,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	61,42%	59,80%
8	Dépenses de fonctionnement/dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (2)	104,47%	96,30%
9	Dépenses d'équipement/recettes réelles de fonctionnement (2)	8,79%	17,20%
10	Excours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	122,54%	93,80%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grises ne doivent pas être remplies

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier dérivés à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur l'annexe de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L.2313-1, L.2313-2, R.2313-1, R.2313-2 et R.5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R.2313-7, R.5211-15 et R.5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I - INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau des chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B3 pour la section d'investissement.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

Néant

.....

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

.....

III - Les provisions sont (4).

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement).

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif (5) de l'exercice précédent

V - Le présent budget a été voté (6) :

- sans prise des résultats de l'exercice N-1,
- avec prise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec prise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote blanc.

(4) A compléter par un ou plusieurs des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),

- budgétaires (cf. libellés ci-dessous) : de).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « corrigé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un ou plusieurs des trois choix suivants :

- sans prise des résultats de l'exercice N-1,

- avec prise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,

- avec prise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	61 810 000.00	61 810 000.00
	+	+	+
R	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
E	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit)	(si excédent)
P	=	=	=
R	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	61 810 000.00	61 810 000.00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	31 156 000.00	31 156 000.00
	+	+	+
R	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)		
E	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif)	(si solde positif)
P	=	=	=
R	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	31 156 000.00	31 156 000.00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	92 966 000.00	92 966 000.00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A se lire uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent aux dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non attachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non attachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent aux dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat porté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total de budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RA R+vote)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 256 000.00		11 013 000.00	11 013 000.00	11 013 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	35 350 000.00		34 660 000.00	34 660 000.00	34 660 000.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	341 000.00		251 000.00	251 000.00	251 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 709 000.00		6 558 000.00	6 558 000.00	6 558 000.00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS					
	Total des dépenses de gestion courante	52 656 000.00		52 482 000.00	52 482 000.00	52 482 000.00
66	CHARGES FINANCIERES	3 644 000.00		3 547 000.00	3 547 000.00	3 547 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	623 000.00		388 000.00	388 000.00	388 000.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS (4)	10 000.00		10 000.00	10 000.00	10 000.00
022	DEPENSES IMPREVUES					
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	56 933 000.00		56 427 000.00	56 427 000.00	56 427 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)	3 443 000.00		3 527 000.00	3 527 000.00	3 527 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	1 856 000.00		1 856 000.00	1 856 000.00	1 856 000.00
043	OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (5)					
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	5 299 000.00		5 383 000.00	5 383 000.00	5 383 000.00
	TOTAL	62 232 000.00		61 810 000.00	61 810 000.00	61 810 000.00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

61 810 000.00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RA R+vote)
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	191 000.00		188 000.00	188 000.00	188 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	5 488 000.00		6 431 000.00	6 431 000.00	6 431 000.00
73	IMPOTS ET TAXES	39 518 000.00		37 355 000.00	37 355 000.00	37 355 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	16 277 000.00		17 149 000.00	17 149 000.00	17 149 000.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	507 000.00		434 000.00	434 000.00	434 000.00
	Total des recettes de gestion courante	61 981 000.00		61 557 000.00	61 557 000.00	61 557 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS	72 000.00		70 000.00	70 000.00	70 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			5 000.00	5 000.00	5 000.00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)					
	Total des recettes réelles de fonctionnement	62 053 000.00		61 632 000.00	61 632 000.00	61 632 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	179 000.00		178 000.00	178 000.00	178 000.00
043	OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (5)					
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	179 000.00		178 000.00	178 000.00	178 000.00
	TOTAL	62 232 000.00		61 810 000.00	61 810 000.00	61 810 000.00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

61 810 000.00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

61 810 000.00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	5 205 000.00

Il s'agit pour le budget 2019 en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote 1-4

(2) la somme au cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou la reprise anticipée des résultats

(3) le vote de l'organe délibérant sur les propositions nouvelles

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(6) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RA R+vote)
010	STOCKS (5)					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	25 000.00		25 000.00	25 000.00	25 000.00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES					
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)					
23	IMMOBILISATIONS EN COURS					
	Total des opérations d'équipement	7 294 000.00		5 560 000.00	5 560 000.00	5 560 000.00
	Total des dépenses d'équipement	7 319 000.00		5 585 000.00	5 585 000.00	5 585 000.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	20 000.00		20 000.00	20 000.00	20 000.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	11 423 000.00		24 339 000.00	24 339 000.00	24 339 000.00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)					
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 000.00		34 000.00	34 000.00	34 000.00
020	DEPENSES IMPREVUES					
	Total des dépenses financières	11 478 000.00		24 393 000.00	24 393 000.00	24 393 000.00
45...	Total des opé pour compte de tiers(8)					
	Total des dépenses réelles d'investissement	18 797 000.00		29 978 000.00	29 978 000.00	29 978 000.00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	179 000.00		178 000.00	178 000.00	178 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)	1 084 000.00		1 000 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 263 000.00		1 178 000.00	1 178 000.00	1 178 000.00
	TOTAL	20 060 000.00		31 156 000.00	31 156 000.00	31 156 000.00

		+
D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)		=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		31 156 000.00

RECETTES D'INVESTISSEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RA R+vote)
010	STOCKS (5)					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors 138)	382 000.00		1 150 000.00	1 150 000.00	1 150 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	9 877 000.00		19 904 000.00	19 904 000.00	19 904 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)					
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES					
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6)					
23	IMMOBILISATIONS EN COURS					
	Total des recettes d'équipement	10 259 000.00		21 054 000.00	21 054 000.00	21 054 000.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	1 700 000.00		1 000 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES (9)					
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	8 000.00		8 000.00	8 000.00	8 000.00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (7)					
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	110 000.00		111 000.00	111 000.00	111 000.00
024	PRODUITS DES CESSIONS	1 600 000.00		2 600 000.00	2 600 000.00	2 600 000.00
	Total des recettes financières	3 418 000.00		3 719 000.00	3 719 000.00	3 719 000.00
45...	Total des opé pour compte de tiers(8)					
	Total des recettes réelles d'investissement	13 677 000.00		24 773 000.00	24 773 000.00	24 773 000.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (4)	3 443 000.00		3 527 000.00	3 527 000.00	3 527 000.00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (4)	1 856 000.00		1 856 000.00	1 856 000.00	1 856 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (4)	1 084 000.00		1 000 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	6 383 000.00		6 383 000.00	6 383 000.00	6 383 000.00
	TOTAL	20 060 000.00		31 156 000.00	31 156 000.00	31 156 000.00

		+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)		=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES		31 156 000.00

Pour information :

Il s'agit, pour le budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'exécution des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGA GE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT(10)	5 205 000.00

(1) Cf. Modalités de vote I-B

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043

(5) A saisir uniquement dans le cadre d'un solde des stocks selon la méthode de l'investisseur permanent simplifiée autorisée pour les seules opérations d'aménagement (lotissement, ZAC...) parallèles retracées dans le cadre de budget annexes

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A saisir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotatio n totale en espèces au profit d'un service public ou personneln é qu'elle ou qu'il gère.

(8) Seule le total des opérations pour compte de tiers figure sur le état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas au chapitre mais à l'article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 et solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	11 013 000.00		11 013 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	34 660 000.00		34 660 000.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	251 000.00		251 000.00
60	ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3)			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 558 000.00		6 558 000.00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS (4)			
66	CHARGES FINANCIERES	3 547 000.00		3 547 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	388 000.00		388 000.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	10 000.00	1 856 000.00	1 866 000.00
022	DEPENSES IMPREVUES			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		3 527 000.00	3 527 000.00
Dépenses de fonctionnement - Total		56 427 000.00	5 383 000.00	61 810 000.00

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

61 810 000.00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	20 000.00		20 000.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		3 000.00	3 000.00
15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5)			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	24 339 000.00		24 339 000.00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (8)			
	Total des opérations d'équipement	5 560 000.00		5 560 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)(6)	25 000.00		25 000.00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (6) (9)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (6)		1 175 000.00	1 175 000.00
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 000.00		34 000.00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS (reprise)			
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (5)			
39	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS ET EN-COURS (5)			
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES			
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (5)			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (5)			
3...	Stocks			
020	DEPENSES IMPREVUES			

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

31 156 000.00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres «opérations d'équipement»

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lors que la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

	FUNCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	188 000.00		188 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	6 431 000.00		6 431 000.00
71	PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE)			
72	PRODUCTION IMMOBILISEE		175 000.00	175 000.00
73	IMPOTS ET TAXES	37 355 000.00		37 355 000.00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	17 149 000.00		17 149 000.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	434 000.00		434 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS	70 000.00		70 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 000.00	3 000.00	8 000.00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
79	TRANSFERTS DE CHARGES			
Recettes de fonctionnement - Total		61 632 000.00	178 000.00	61 810 000.00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	=
TOTAL DES RECETTES DE FUNCTIONNEMENT CUMULEES	61 810 000.00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS, RESER (sauf 1068)	1 000 000.00		1 000 000.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 150 000.00		1 150 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire)	19 912 000.00		19 912 000.00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATION (6)			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)		25 000.00	25 000.00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		975 000.00	975 000.00
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (7)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	111 000.00		111 000.00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		1 800 000.00	1 800 000.00
29	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS (4)			
45...	Opérations pour compte de tiers (5)			
481	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES		56 000.00	56 000.00
49	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (4)			
59	PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES FINANCIERS (4)			
3...	Stocks			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FUNCTIONNEMENT		3 527 000.00	3 527 000.00
024	PRODUITS DES CESSIONS	2 600 000.00		2 600 000.00
Recettes d'investissement - Total		24 773 000.00	6 383 000.00	31 156 000.00

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	+
AFFECTATION AU COMPTE 1068	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	31 156 000.00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lors que la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DE TAIL DES DEPENSES				A1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	10 256 000.00	11 013 000.00	11 013 000.00
6042	ACHATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER	10 500.00	9 500.00	9 500.00
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	239 875.00	239 875.00	239 875.00
60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	1 895 000.00	1 845 000.00	1 845 000.00
60613	CHAUFFAGE URBAIN	113 050.00	113 050.00	113 050.00
60621	COMBUSTIBLES	26 200.00	25 700.00	25 700.00
60622	CARBURANTS	550 000.00	550 000.00	550 000.00
60623	ALIMENTATION	31 400.00	29 600.00	29 600.00
60624	PRODUITS DE TRAITEMENT	23 500.00	21 000.00	21 000.00
60628	AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES	489 305.00	435 230.00	435 230.00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	82 250.00	119 250.00	119 250.00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	429 000.00	448 100.00	448 100.00
60633	FOURNITURES DE VOIRIE	127 400.00	127 400.00	127 400.00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	33 150.00	34 000.00	34 000.00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	113 605.00	108 050.00	108 050.00
6065	LIVRES DISQUES CASSETTES (BIBLIOTHEQUE & MEDIATHEQUE)	78 110.00	77 500.00	77 500.00
6067	FOURNITURES SCOLAIRES	158 000.00	158 000.00	158 000.00
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	27 050.00	26 050.00	26 050.00
6078	AUTRES MARCHANDISES	1 209 500.00	1 200 000.00	1 200 000.00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	462 000.00	472 200.00	472 200.00
6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	499 600.00	570 100.00	570 100.00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	290 225.00	384 400.00	384 400.00
614	CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE	100 300.00	93 400.00	93 400.00
61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	26 300.00	81 300.00	81 300.00
615221	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIENS IMMOBILIERS - BATIMENTS PUBLICS	62 000.00	62 000.00	62 000.00
61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	37 000.00	37 000.00	37 000.00
61558	ENTRETIEN ET REPARATIONS AUTRES BIENS MOBILIERES	72 150.00	68 850.00	68 850.00
6156	MAINTENANCE	360 000.00	365 195.00	365 195.00
6161	PRIMES D ASSURANCE MULTIRISQUES	139 400.00	138 400.00	138 400.00
6168	PRIMES D ASSURANCE-AUTRES	123 500.00	123 500.00	123 500.00
617	ETUDES ET RECHERCHES	45 500.00	39 000.00	39 000.00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	29 875.00	29 875.00	29 875.00
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	102 000.00	97 000.00	97 000.00
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	5 000.00	5 000.00	5 000.00
6226	HONORAIRES	148 000.00	119 400.00	119 400.00
6227	FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX	48 500.00	43 500.00	43 500.00
6228	DIVERS REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	241 700.00	312 250.00	312 250.00
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	23 000.00	23 000.00	23 000.00
6232	FETES ET CEREMONIES	126 000.00	140 000.00	140 000.00
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	3 500.00	3 300.00	3 300.00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	7 500.00	7 500.00	7 500.00
6237	PUBLICATIONS	220 850.00	217 800.00	217 800.00
6241	TRANSPORTS DE BIENS	29 450.00	32 450.00	32 450.00
6244	TRANSPORTS ADMINISTRATIFS	4 400.00	4 600.00	4 600.00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	94 900.00	94 950.00	94 950.00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	27 000.00	21 000.00	21 000.00
6256	MISSIONS	7 000.00	8 000.00	8 000.00
6257	RECEPTIONS	40 000.00	40 050.00	40 050.00
6261	FRAIS D'AFFRANCHISSEMENT	88 750.00	87 550.00	87 550.00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	151 500.00	148 500.00	148 500.00
627	SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	6 000.00	6 775.00	6 775.00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	41 400.00	38 200.00	38 200.00
6284	REDEVANCES POUR SERVICE RENDU REGIES MUNICIPALES	86 900.00	87 400.00	87 400.00
62876	REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT	16 000.00	681 000.00	681 000.00
6288	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	636 405.00	576 750.00	576 750.00
63512	TAXES FONCIERES	141 000.00	176 000.00	176 000.00
63513	AUTRES IMPOTS LOCAUX	7 500.00	5 000.00	5 000.00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	2 000.00	3 500.00	3 500.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	35 350 000.00	34 660 000.00	34 660 000.00
6216	PERSONNEL AFFECTE PAR LE GFP	153 000.00	142 000.00	142 000.00
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR		79 000.00	79 000.00
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CIG	192 000.00	182 000.00	182 000.00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL TITULAIRE	17 505 000.00	16 504 000.00	16 504 000.00
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE RESIDENCE	604 000.00	567 000.00	567 000.00
64118	AUTRES INDEMNITES PERSONNEL TITULAIRE	2 345 000.00	3 341 000.00	3 341 000.00
64131	REMUNERATION PERSONNEL NON TITULAIRE	3 602 000.00	3 866 000.00	3 866 000.00
64162	EMPLOIS D'AVENIR	138 000.00		
6417	REMUNERATION DES APPRENTIS	78 000.00	4 000.00	4 000.00
6451	COTISATIONS A L'URSSAF	4 312 000.00	3 932 000.00	3 932 000.00
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	5 766 000.00	5 528 000.00	5 528 000.00

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES				A1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6454	COTISATIONS AUX ASSEDIC	220 000.00	191 000.00	191 000.00
6457	COTISATIONS SOCIALES LIEES A L'APPRENTISSAGE	5 000.00	1 000.00	1 000.00
64731	ALLOCATIONS CHOMAGE VERSEES DIRECTEMENT	12 000.00	3 000.00	3 000.00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	158 000.00	150 000.00	150 000.00
6488	AUTRES CHARGES	260 000.00	170 000.00	170 000.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	341 000.00	251 000.00	251 000.00
7391171	DEGREVEMENT TF SUR LES PROPRIETES NON BATIES EN FAVEUR DES JEUNES AGRICULTEURS	1 000.00	1 000.00	1 000.00
739223	FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES COMET INTERCOMMUNALES	340 000.00	250 000.00	250 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	6 709 000.00	6 558 000.00	6 558 000.00
6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	465 000.00	465 000.00	465 000.00
6532	FRAIS DE MISSIONS DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	4 000.00	3 550.00	3 550.00
6533	COTISATIONS DE RETRAITE DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	140 000.00	140 000.00	140 000.00
6535	FORMATIONS DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	3 000.00	3 000.00	3 000.00
6541	CREANCES ADMISES EN NON VALEUR	15 000.00	15 450.00	15 450.00
6542	CREANCES ETEINTES	45 000.00	45 000.00	45 000.00
65541	CONTRIB AU FONDS DE COMPENSATION DES CHARGES TERRITOR (ETAB PUBLIC DE TERR)	4 000.00	4 000.00	4 000.00
6558	AUTRES CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES	1 058 000.00	1 058 000.00	1 058 000.00
657362	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CCAS	2 065 000.00	1 965 000.00	1 965 000.00
657363	SUBV DE FONCT AUX ETABLISSEMENTS ET SERVICES RATTACHES A CARACTERE ADMINISTRATIF	640 000.00	640 000.00	640 000.00
6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES	2 270 000.00	2 219 000.00	2 219 000.00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)=(011+012+014+65+656)		52 656 000.00	52 482 000.00	52 482 000.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
66	CHARGES FINANCIERES(b)	3 644 000.00	3 547 000.00	3 547 000.00
66111	INTERETS REGLES A L'ECHANCE	2 392 000.00	2 354 000.00	2 354 000.00
66112	INTERETS-RATTACHEMENT DES ICNE	3 000.00	-30 000.00	-30 000.00
6615	INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS	40 000.00	40 000.00	40 000.00
6688	AUTRES	1 209 000.00	1 183 000.00	1 183 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES(c)	623 000.00	388 000.00	388 000.00
67441	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES AUX BUDGETS ANNEXES	411 000.00	299 000.00	299 000.00
6746	BONIFICATION D'INTERETS	10 000.00	10 000.00	10 000.00
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	202 000.00	79 000.00	79 000.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS(d)(6)	10 000.00	10 000.00	10 000.00
6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT	5 000.00	5 000.00	5 000.00
6817	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS	5 000.00	5 000.00	5 000.00
022	DEPENSES IMPREVUES(e)			
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	56 933 000.00	56 427 000.00	56 427 000.00

023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 443 000.00	3 527 000.00	3 527 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(7)(8)(9)	1 856 000.00	1 856 000.00	1 856 000.00
6811	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	1 800 000.00	1 800 000.00	1 800 000.00
6862	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES CHARGES FINANCIERES A REPARTIR	56 000.00	56 000.00	56 000.00
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	5 299 000.00	5 383 000.00	5 383 000.00
043	OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT(10)			
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	5 299 000.00	5 383 000.00	5 383 000.00
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	62 232 000.00	61 810 000.00	61 810 000.00

	+
RESTES A REALISER N-1 (11)	
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	
	=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	61 810 000.00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	731 060.66
Montant des ICNE de l'exercice N-1	761 060.66
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-30 000.00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES				A2
Chap./ art(1)	Libellé(1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	191 000.00	188 000.00	188 000.00
6419	REBOURSEMENTS SUR REMUNERATION DU PERSONNEL	191 000.00	188 000.00	188 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	5 488 000.00	6 431 000.00	6 431 000.00
70311	CONCESSION DANS LES CIMETIERES (PRODUIT NET)	115 000.00	110 000.00	110 000.00
70312	REDEVANCES FUNERAIRES	10 000.00	10 000.00	10 000.00
70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	192 000.00	199 000.00	199 000.00
70383	REDEVANCE DE STATIONNEMENT		800 000.00	800 000.00
70384	FORFAIT DE POST STATIONNEMENT		400 000.00	400 000.00
70388	AUTRES REDEVANCES ET RECETTES DIVERSES	2 000.00	2 500.00	2 500.00
704	TRAVAUX	71 000.00	63 000.00	63 000.00
7062	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE CULTUREL	35 500.00	35 500.00	35 500.00
70631	REDEVANCES A CARACTERE SPORTIF	25 000.00	22 000.00	22 000.00
70632	REDEVANCES A CARACTERE DE LOISIRS	1 008 000.00	1 026 500.00	1 026 500.00
7066	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES A CARACTERE SOCIAL	769 000.00	723 500.00	723 500.00
7067	REDEVANCES ET DROITS DES SERVICES PERISCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT	1 421 000.00	1 474 500.00	1 474 500.00
70684	REDEVANCE D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE	75 000.00		
70688	AUTRES PRESTATIONS DE SERVICES		1 000.00	1 000.00
7078	VENTES D'AUTRES MARCHANDISES	546 600.00	410 600.00	410 600.00
7083	LOCATIONS DIVERSES (AUTRES QU'IMMEUBLES)	2 000.00	2 000.00	2 000.00
70841	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL FACTUREE AUX BUDGETS ANNEXES CCAS CAISSE ECOLES	23 000.00		
70846	MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL FACTUREE AU GFP DE RATTACHEMENT	307 000.00	309 000.00	309 000.00
70848	MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL FACTUREE AUX AUTRES ORGANISMES	305 000.00	226 000.00	226 000.00
70873	REBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES CCAS	44 500.00	32 500.00	32 500.00
70875	REBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES COMMUNES MEMBRES DU GFP	400.00	400.00	400.00
70876	REBOURSEMENT DE FRAIS PAR LE GFP DE RATTACHEMENT	350 500.00	412 500.00	412 500.00
70878	REBOURSEMENT DE FRAIS PAR D'AUTRES REDEVABLES	185 000.00	170 000.00	170 000.00
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES (ABONNEMENTS ET VENTES D'OUVRAGES)	500.00	500.00	500.00
73	IMPOTS ET TAXES	39 518 000.00	37 355 000.00	37 355 000.00
73111	TAXES FONCIERES ET D'HABITATION	29 525 000.00	30 000 000.00	30 000 000.00
73211	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	488 000.00	4 180 000.00	4 180 000.00
73212	DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE	4 645 000.00		
73223	FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES	505 000.00	375 000.00	375 000.00
7336	DROITS DE PLACE	70 000.00	60 000.00	60 000.00
7337	DROITS DE STATIONNEMENT	1 480 000.00		
7338	AUTRES TAXES	35 000.00	30 000.00	30 000.00
7343	TAXE SUR LES PYLONES ELECTRIQUES	10 000.00	10 000.00	10 000.00
7351	TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE	900 000.00	900 000.00	900 000.00
7368	TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE	600 000.00	550 000.00	550 000.00
7381	TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE	1 250 000.00	1 250 000.00	1 250 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	16 277 000.00	17 149 000.00	17 149 000.00
7411	DOTATION FORFAITAIRE	7 650 000.00	7 715 000.00	7 715 000.00
74123	DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	1 830 000.00	1 925 000.00	1 925 000.00
74127	DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	510 000.00	610 000.00	610 000.00
7413	DGF DES PERMANENTS SYNDICAUX	23 000.00		
744	FCTVA	4 000.00	4 000.00	4 000.00
74712	EMPLOIS D'AVENIR	10 000.00		
74718	AUTRES PARTICIPATIONS ETAT	646 500.00	505 500.00	505 500.00
7472	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS REGIONS	35 000.00	32 000.00	32 000.00
7473	SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS DEPARTEMENTS	104 000.00	107 000.00	107 000.00
74741	PARTICIPATIONS COMMUNES MEMBRES DU GFP	18 000.00	18 000.00	18 000.00
74748	PARTICIPATIONS AUTRES COMMUNES	10 000.00	10 000.00	10 000.00
74751	PARTICIPATIONS GFP DE RATTACHEMENT	232 000.00	732 000.00	732 000.00
7478	PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES	3 638 500.00	3 815 500.00	3 815 500.00
74834	TAXE PROFESSIONNELLE			
74834	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DES TAXES FONCIERES	130 000.00	125 000.00	125 000.00
74835	ATTRIBUTION ETAT COMPENSATION AU TITRE DES EXONERATIONS DE TAXE D'HABITATION	1 380 000.00	1 505 000.00	1 505 000.00
7484	DOTATION DE RECENSEMENT	11 000.00	11 000.00	11 000.00
7485	DOTATION POUR LES TITRES SECURISES	20 000.00	34 000.00	34 000.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	507 000.00	434 000.00	434 000.00
752	REVENUS DES IMMEUBLES	434 500.00	339 000.00	339 000.00
757	REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES	72 000.00	95 000.00	95 000.00
758	PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	500.00		
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a)=(70+73+74+75+013)		61 981 000.00	61 557 000.00	61 557 000.00

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES	A2

Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
76	PRODUITS FINANCIERS(b)	72 000.00	70 000.00	70 000.00
7621	PRODUITS DES AUTRES IMMOB FINANCIERES ENCAISSES A L ECHEANCE	54 000.00	50 000.00	50 000.00
7622	PRODUITS DES AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-2 000.00		
76811	RATTACHEMENT DES ICNE SORTIE DES EMPRUNTS A RISQUES AVEC IRA CAPITALISES	20 000.00	20 000.00	20 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS(c)		5 000.00	5 000.00
7788	PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS		5 000.00	5 000.00
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS(d)(5)			
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		62 053 000.00	61 632 000.00	61 632 000.00

042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS(6)(7)(8)	179 000.00	178 000.00	178 000.00
722	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	175 000.00	175 000.00	175 000.00
777	QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE	4 000.00	3 000.00	3 000.00
043	OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT(9)			
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		179 000.00	178 000.00	178 000.00

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	62 232 000.00	61 810 000.00	61 810 000.00

		+	
		RESTES A REALISER N-1 (10)	
		+	
		R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	
		=	
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	
		61 810 000.00	

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	
Montant des ICNE de l'exercice N-1	
= Différence ICNE N - ICNE N-1	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 <<produit des cessions d'immobilisation>>).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES				B1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	STOCKS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf opérations et 204)	25 000.00	25 000.00	25 000.00
2033	FRAIS D'INSERTION	25 000.00	25 000.00	25 000.00
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES (hors opérations)			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations)			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION (hors opérations)			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations)			
	Opérations d'équipement n°...(5)	7 294 000.00	5 560 000.00	5 560 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE	888 000.00	871 000.00	871 000.00
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS	367 000.00	180 000.00	180 000.00
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS	222 000.00	212 000.00	212 000.00
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS	128 000.00	193 000.00	193 000.00
5005	PLAN QUALITE ECOLES	300 000.00	500 000.00	500 000.00
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE	297 000.00	87 000.00	87 000.00
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	329 000.00	220 000.00	220 000.00
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE	198 000.00	198 000.00	198 000.00
5009	DOTATION EQUIPEMENTS	964 000.00	1 360 000.00	1 360 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS	92 000.00	213 000.00	213 000.00
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE	200 000.00	250 000.00	250 000.00
5012	PRU SAINT NICOLAS	120 000.00	235 000.00	235 000.00
5013	ZAC FERRIE	400 000.00	210 000.00	210 000.00
5014	PEM GARE	2 024 000.00	50 000.00	50 000.00
5020	SALLE POLYVALENTE			
5021	PRESBYTERE CATHEDRALE	75 000.00		
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS	100 000.00	50 000.00	50 000.00
5025	PRU POMMERAIES	400 000.00	150 000.00	150 000.00
5027	ECONOMIES D'ENERGIE			
5100	EAUX PLUVIALES	190 000.00	581 000.00	581 000.00
Total des dépenses d'équipement		7 319 000.00	5 585 000.00	5 585 000.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	20 000.00	20 000.00	20 000.00
10226	TAXE D'AMENAGEMENT	20 000.00	20 000.00	20 000.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	11 423 000.00	24 339 000.00	24 339 000.00
1641	EMPRUNTS EN EUROS	7 014 000.00	7 328 000.00	7 328 000.00
16441	OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT	565 000.00	639 000.00	639 000.00
16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRESORERIE	3 765 000.00	3 494 000.00	3 494 000.00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	9 000.00	8 000.00	8 000.00
166	REFINANCEMENT DE DETTES		12 800 000.00	12 800 000.00
16818	AUTRES EMPRUNTS AUTRES PRETEURS	70 000.00	70 000.00	70 000.00
18	COMPTE DE LAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 000.00	34 000.00	34 000.00
2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	35 000.00	34 000.00	34 000.00
020	DEPENSES IMPREVUES			
Total des dépenses financières		11 478 000.00	24 393 000.00	24 393 000.00
	Opé. pour compte de tiers n°...(6)			
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers				
TOTAL DES DEPENSES REELLES		18 797 000.00	29 978 000.00	29 978 000.00

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DE TAIL DES DEPENSES				B1
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (7)	179 000.00	178 000.00	178 000.00
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	4 000.00	3 000.00	3 000.00
13918	SUBV D'INVESTIS RATTACHEES AUX ACTIFS AMORTISSABLES - AUTRES	4 000.00	3 000.00	3 000.00
	Charges transférées (9)	175 000.00	175 000.00	175 000.00
2312	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	12 000.00	12 000.00	12 000.00
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	126 000.00	126 000.00	126 000.00
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIELE ET OUTILLAGE TECHNIQUES	37 000.00	37 000.00	37 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES (10)	1 084 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	1 084 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		1 263 000.00	1 178 000.00	1 178 000.00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		20 060 000.00	31 156 000.00	31 156 000.00
				+
RESTES A REALISER N-1 (11)				
				+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)				
				=
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				31 156 000.00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 << produit des cessions d'immobilisation >>).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES				B2
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	STOCKS			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors 138)	382 000.00	1 150 000.00	1 150 000.00
1321	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES AUX ACTIFS NON AMORTISSAB - ETAT ET ETA	12 000.00	5 000.00	5 000.00
1322	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES AUX ACTIFS NON AMORTISSAB - REGIONS		275 000.00	275 000.00
13251	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - G.F.P. DE RATTACHEMENT		505 000.00	505 000.00
1328	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - AUTRES	20 000.00	15 000.00	15 000.00
1342	FONDS AFFECTES A L'EQUIPEMENT NON TRANSFERABLES AMENDES DE POLICE	350 000.00	350 000.00	350 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	9 877 000.00	19 904 000.00	19 904 000.00
1641	EMPRUNTS EN EUROS	6 112 000.00	3 610 000.00	3 610 000.00
16449	OPERATIONS AFFERENTES A L'OPTION DE TIRAGE SUR LIGNE DE TRESORERIE	3 765 000.00	3 494 000.00	3 494 000.00
166	REFINANCEMENT DE DETTES		12 800 000.00	12 800 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)			
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
Total des recettes d'équipement		10 259 000.00	21 054 000.00	21 054 000.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 700 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
10222	F.C.T.V.A.	1 500 000.00	800 000.00	800 000.00
10226	TAXE D'AMENAGEMENT	200 000.00	200 000.00	200 000.00
138	AUTRES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES			
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS	8 000.00	8 000.00	8 000.00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	110 000.00	111 000.00	111 000.00
2761	CREANCES POUR AVANCES EN GARANTIES D'EMPRUNT	35 000.00	34 000.00	34 000.00
27638	AUTRES CREANCES IMMOBILISEES SUR AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS	75 000.00	77 000.00	77 000.00
024	PRODUITS DES CESSIONS	1 600 000.00	2 600 000.00	2 600 000.00
Total des recettes financières		3 418 000.00	3 719 000.00	3 719 000.00
Opé. pour compte de tiers n°...(5)				
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers				
TOTAL DES RECETTES REELLES		13 677 000.00	24 773 000.00	24 773 000.00

III - VOTE DU BUDGET				III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES				B2
Chap./ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 443 000.00	3 527 000.00	3 527 000.00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (6)(7)(8)	1 856 000.00	1 856 000.00	1 856 000.00
2802	AMORT DES FRAIS LIES A LA REALISATION DES DOC D'URBAN ET A LA NUMERIS DU CADAST	1 000.00	1 000.00	1 000.00
28031	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES	130 000.00	130 000.00	130 000.00
28033	AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'INSERTION	1 000.00	1 000.00	1 000.00
2804112	AMORT. SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES-ETAT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS	45 000.00	45 000.00	45 000.00
28041582	AMORT SUBV. EQUIPT VERSEES-AUTRES GROUPT COLLECTIV.-BATIMENTS ET INSTALLATIONS	20 000.00	20 000.00	20 000.00
28041583	AMORT SUBV EQPT VERSEES-AUTRES GRPT COLLEC.-PROJETS D'INFRASTR. D'INTERET NATION.	40 000.00	40 000.00	40 000.00
2804182	AMORT. SUBV EQPT VERSEES-AUTRES ORG.PUBLICS.-BATIMENTS ET INSTALLATIONS	3 000.00	3 000.00	3 000.00
2804183	AMORT SUBV EQPT VERSEES-AUTRES ORG.PUBLICS-PROJETS D'INFRASTR. D'INTERET NAT.	35 000.00	35 000.00	35 000.00
280421	AMORT. SUBV EQPT VERSEES-PERS. DE DROIT PRIVE-BIENS MOBILIER, MAT. ET ETUDES	10 000.00	10 000.00	10 000.00
280422	AMORT. SUBV EQPT VERSEES-PERS. DE DROIT PRIVE-BIENS MOBILIER, MATERIEL ET ETUDES	120 000.00	120 000.00	120 000.00
2804412	AMORT SUBV EQPT VERSEES EN NATURE-ORG.PUBLICS.-BATIMENTS ET INSTALLATIONS	30 000.00	30 000.00	30 000.00
28051	AMORTISSEMENT CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	100 000.00	100 000.00	100 000.00
28121	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES	10 000.00	10 000.00	10 000.00
281312	AMORTISSEMENTS BATIMENTS SCOLAIRES	5 000.00	5 000.00	5 000.00
281318	AMORTISSEMENTS AUTRES BATIMENTS PUBLICS	100 000.00	100 000.00	100 000.00
28135	AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS GENERALES	20 000.00	20 000.00	20 000.00
281568	AGENCEMENTS AMENAGEMENTS CONSTRUCTION AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE	10 000.00	10 000.00	10 000.00
28182	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT	250 000.00	250 000.00	250 000.00
28183	AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	180 000.00	180 000.00	180 000.00
28184	AMORTISSEMENTS MOBILIER	90 000.00	90 000.00	90 000.00
28188	AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	600 000.00	600 000.00	600 000.00
4817	PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE	56 000.00	56 000.00	56 000.00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		5 299 000.00	5 383 000.00	5 383 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES(9)	1 084 000.00	1 000 000.00	1 000 000.00
2031	FRAIS D'ETUDES	1 059 000.00		
2033	FRAIS D'INSERTION	25 000.00	25 000.00	25 000.00
2118	AUTRES TERRAINS		975 000.00	975 000.00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		6 383 000.00	6 383 000.00	6 383 000.00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des recettes réelles et d'ordre)		20 060 000.00	31 156 000.00	31 156 000.00
				+
RESTES A REALISER N-1 (10)				
				+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)				
				=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				31 156 000.00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R1040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D1041 = R1041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5001(1)

LIBELLE : PLAN QUALITE VOIRIE

Art. (2)	Libellé(2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			871 000.00	871 000.00	
20	Immobilisations incorporelles			89 000.00	89 000.00	
2031	FRAIS D'ETUDES			89 000.00	89 000.00	
204	Subventions d'équipement versées			35 000.00	35 000.00	
2041582	SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES AUX AUTRES COLLECTIVITES- BATIMENTS ET INSTALLATIONS			35 000.00	35 000.00	
21	Immobilisations corporelles			142 000.00	142 000.00	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			142 000.00	142 000.00	
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			605 000.00	605 000.00	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			605 000.00	605 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		120 000.00
13 Subventions d'investissement		120 000.00
1322 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES AUX ACTIFS NON AMORTISSAB - REGIONS		98 000.00
13251 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHEMENT		24 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	751 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise adoptée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est prise en compte pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5002(1)

LIBELLE : PLAN QUALITE ESPACES VERTS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			180 000.00	180 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles	3 834.00				
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			180 000.00	180 000.00	
2312	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS			180 000.00	180 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	180 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B8

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5003(1)

LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			212 000.00	212 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			212 000.00	212 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			212 000.00	212 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	212 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du conseil administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B8

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5004(1)
LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5) (b)
	DEPENSES			193 000.00	193 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			193 000.00	193 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			193 000.00	193 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	193 000.00

① Ouvrir le cadre par opération.

② Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

③ A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

④ Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⑤ Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5005(1)

LIBELLE : PLAN QUALITE ECOLES

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			500 000.00	500 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles			72 000.00	72 000.00	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE			50 000.00	50 000.00	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 280.00		22 000.00	22 000.00	
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			428 000.00	428 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			428 000.00	428 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		125 000.00
13 Subventions d'investissement		125 000.00
1322 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES AUX ACTIFS NON AMORTISSAB - REGIONS		100 000.00
13251 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHEMENT		25 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	375 000.00

① Ouvert au cadre par opposition.

② Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

③ A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

④ Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⑤ Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B8

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5006(1)
LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			87 000.00	87 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			87 000.00	87 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			72 000.00	72 000.00	
2312	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS			15 000.00	15 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		15 000.00
13 Subventions d'investissement		15 000.00
1328 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - AUTRES		15 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	72 000.00

(1) Ouvert au cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5007(1)
LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			220 000.00	220 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles			14 000.00	14 000.00	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			14 000.00	14 000.00	
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			206 000.00	206 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			206 000.00	206 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		2 000.00
13 Subventions d'investissement		2 000.00
13261 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHEMENT		2 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	218 000.00

① Ouvrir le cadre par opération.

② Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

③ A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

④ Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⑤ Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B8

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5008(1)

LIBELLE : PROGRAMME ACCESSIBILITE

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			198 000.00	198 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			198 000.00	198 000.00	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			48 000.00	48 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			150 000.00	150 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	198 000.00

(1) Ordonné en cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces données sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5009(1)

LIBELLE : DOTATION EQUIPEMENTS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			1 360 000.00	1 360 000.00	
20	Immobilisations incorporelles			236 000.00	236 000.00	
2031	FRAIS D'ETUDES			16 000.00	16 000.00	
2051	CONCES. ET DROITS SIMIL. BREVETS, LICENCES... CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES			220 000.00	220 000.00	
204	Subventions d'équipement versées			29 000.00	29 000.00	
2041511	SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES-GPT DE COLLECTIVITES- BIENS MOBILIER, MAT. ET ETUDES			29 000.00	29 000.00	
21	Immobilisations corporelles			1 095 000.00	1 095 000.00	
2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE			351 000.00	351 000.00	
2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	5 552.00		5 600.00	5 600.00	
2184	MOBILIER			92 500.00	92 500.00	
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES			253 100.00	253 100.00	
2182	MATERIEL DE TRANSPORT			375 000.00	375 000.00	
2162	FONDS ANCIENS DES BIBLIOTHEQUES ET MUSEES	4 980.00		17 800.00	17 800.00	
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours					
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		5 000.00
13 Subventions d'investissement		5 000.00
1321 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES AUX ACTIFS NON AMORTISSAB - ETAT ET ETA		5 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	1 355 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement existe au chapitre faisant l'objet du vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5010(1)
LIBELLE : DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			213 000.00	213 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées			20 000.00	20 000.00	
204182	SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES-AUTRES ORG. PUBLICS-BATIMENTS ET INSTALLATIONS			20 000.00	20 000.00	
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			193 000.00	193 000.00	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			68 000.00	68 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			82 000.00	82 000.00	
2312	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS			43 000.00	43 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	213 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5011(1)
LIBELLE : AMENAGEMENTS CENTRE VILLE

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			250 000.00	250 000.00	
20	Immobilisations incorporelles			250 000.00	250 000.00	
2031	FRAIS D'ETUDES			250 000.00	250 000.00	
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours					
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		64 000.00
13 Subventions d'investissement		64 000.00
13251 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHMENT		64 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	186 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B8

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5012(1)

LIBELLE : PRU SAINT NICOLAS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/1/1	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4) (b)	Montant pour information (5) (b)
	DEPENSES	5 880.00		235 000.00	235 000.00	
20	Immobilisations incorporelles			235 000.00	235 000.00	
2031	FRAIS D'ETUDES	5 880.00		104 000.00	104 000.00	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			131 000.00	131 000.00	
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours					
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		79 000.00
13 Subventions d'investissement		79 000.00
1322 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATTACHEES AUX ACTIFS NON AMORTISSAB - REGIONS		79 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	156 000.00

(1) Ouvert au cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5013(1)

LIBELLE : ZAC FERRIE

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES	13 800.00		210 000.00	210 000.00	
20	Immobilisations incorporelles	13 800.00				
204	Subventions d'équipement versées			210 000.00	210 000.00	
20422	SUBV. EQUIPT VERSEES- PERSONNES DE DROIT PRIVE-BATIMENTS ET INSTALLATIONS			210 000.00	210 000.00	
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours					
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	210 000.00

(1) Donner le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise autorisée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont toutes les deux à remplir. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont toutes les deux à remplir.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5014(1)

LIBELLE : PEM GARE

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			50 000.00	50 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées			50 000.00	50 000.00	
20422	SUBV. EQUIPT VERSEES- PERSONNES DE DROIT PRIVE-BATIMENTS ET INSTALLATIONS			50 000.00	50 000.00	
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours					
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	50 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont rendues obligées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présente pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5024(1)
LIBELLE : SECURISATION ESPACES PUBLICS

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4) (b)	Montant pour information (5) (b)
	DEPENSES			50 000.00	50 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			50 000.00	50 000.00	
2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS			50 000.00	50 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		
13 Subventions d'investissement		
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	50 000.00

① Ouvrir le cadre par opération.

② Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

③ A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

④ Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⑤ Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5025(1)

LIBELLE : PRU POMMERAIES

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4) (b)	Montant pour information (5) (b)
	DEPENSES			150 000.00	150 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			150 000.00	150 000.00	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			150 000.00	150 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		200 000.00
13 Subventions d'investissement		200 000.00
13251 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHEMENT		200 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	50 000.00
Besoin de financement si négatif	

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III - VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B8

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : 5100(1)

LIBELLE : EAUX PLUVIALES

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 1/1/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)(a)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)(b)	Montant pour information (5)(b)
	DEPENSES			581 000.00	581 000.00	
20	Immobilisations incorporelles					
204	Subventions d'équipement versées					
21	Immobilisations corporelles					
22	Immobilisations reçues en affect.					
23	Immobilisations en cours			581 000.00	581 000.00	
2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES			581 000.00	581 000.00	
	Autres					

RECETTES (répartition) Pour information	Restes à réaliser N-1 (3)(c)	Recettes de l'exercice (d)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		190 000.00
13 Subventions d'investissement		190 000.00
13251 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHMENT		190 000.00
16 Emprunts et dettes assimilées		
20 Immobilisations incorporelles		
204 Subventions d'équipement versées		
21 Immobilisations corporelles		
22 Immobilisations reçues en affectation		
23 Immobilisations en cours		
Autres		

RESULTAT = (c+d)-(a+b)	
Excédent de financement si positif	
Besoin de financement si négatif	391 000.00

(1) Ouvrir le cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules des deux colonnes sont renseignées.

IV - ANNEXES	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)	
	IV
	A1

Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENER. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT, FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE

INVESTISSEMENT						
DEPENSES						
Dépenses réelles	24 385 000.00	1 417 000.00		630 000.00	277 000.00	317 000.00
- Equipement matériel (2)		1 388 000.00		630 000.00	277 000.00	317 000.00
- Equip. immatériel (204) (3)		29 000.00				
- Opérations financières	24 385 000.00					
Dépenses d'ordre	1 178 000.00					
Total dépenses de l'exercice	25 563 000.00	1 417 000.00		630 000.00	277 000.00	317 000.00
RAR N-1 et report						
Total cumulé dépenses d'investissement	25 563 000.00	1 417 000.00		630 000.00	277 000.00	317 000.00

RECETTES						
Total recettes de l'exercice	29 958 000.00	2 000.00		125 000.00	5 000.00	
RAR N-1 et report						
Total cumulé recettes d'investissement	29 958 000.00	2 000.00		125 000.00	5 000.00	

FONCTIONNEMENT						
DEPENSES						
Total dépenses de l'exercice	9 200 000.00	12 713 335.00	443 316.00	7 368 483.00	5 936 693.00	8 099 196.00
RAR N-1 et report						
Total cumulé dépenses de fonctionnement	9 200 000.00	12 713 335.00	443 316.00	7 368 483.00	5 936 693.00	8 099 196.00

RECETTES						
Total recettes de l'exercice	49 823 000.00	1 689 600.00	5 400.00	2 444 000.00	363 500.00	13 86 500.00
RAR N-1 et report						
Total cumulé recettes de fonctionnement	49 823 000.00	1 689 600.00	5 400.00	2 444 000.00	363 500.00	13 86 500.00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs, hormis les caisses des écoles et les services à activité unique éligibles en établissement public ou budget annexé (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonctions (selon la nomenclature correspondante à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonctions (selon la nomenclature plus détaillée de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique)). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-35 et L. 5211-14 + L. 5211-1 et R. 5211-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV - ANNEXES						IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)						A1
Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
INVESTISSEMENT						
DEPENSES						
Dépenses réelles	48 000.00	45 000.00		2 859 000.00		29 978 000.00
- Equipement municipaux (2)	48 000.00	37 000.00		2 544 000.00		52 41 000.00
- Equip. municipaux (204) (3)				315 000.00		344 000.00
- Opérations financières		8 000.00				24 393 000.00
Dépenses d'ordre						1 178 000.00
Total dépenses de l'exercice	48 000.00	45 000.00		2 859 000.00		31 156 000.00
RAR N-1 à reporter						
Total cumulé dépenses d'investissement	48 000.00	45 000.00		2 859 000.00		31 156 000.00
RECETTES						
Total recettes de l'exercice		8 000.00		1 018 000.00		31 156 000.00
RAR N-1 à reporter						
Total cumulé recettes d'investissement		8 000.00		1 018 000.00		31 156 000.00
FONCTIONNEMENT						
DEPENSES						
Total dépenses de l'exercice	5 352 676.00	4 703 345.00		7 515 152.00	37 200.00	6 18 10 000.00
RAR N-1 à reporter						
Total cumulé dépenses de fonctionnement	5 352 676.00	4 703 345.00		7 515 152.00	37 200.00	6 18 10 000.00
RECETTES						
Total recettes de l'exercice	1 544 600.00	3 072 000.00		1 480 000.00	600.00	6 18 10 000.00
RAR N-1 à reporter						
Total cumulé recettes de fonctionnement	1 544 600.00	3 072 000.00		1 480 000.00	600.00	6 18 10 000.00

IV - ANNEXES							IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)							A1
Art(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENER. ADMINISTRATIONS PUBLICS LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT, FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE
		INVESTISSEMENT					
		DEPENSES					
Total dépenses d'investissement		25 565 000.00	1 417 000.00		630 000.00	277 000.00	3 17 000.00
Dépenses réelles		24 385 000.00	1 417 000.00		630 000.00	277 000.00	3 17 000.00
10	DOTATIONS, FOM DS DIVERS ET RESERVES	20 000.00					
16	ENPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	24 331 000.00					
20	IMMO BILISATIONS IMMOBILISABLES		250 000.00				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 000.00					
Opérations pour compte de tiers			1 392 000.00		630 000.00	277 000.00	3 17 000.00
S001	PLAN QUALITE VOIRIE						
S002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS		50 000.00				
S003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS					212 000.00	
S004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS						193 000.00
S005	PLAN QUALITE ECOLES				500 000.00		
S006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE						
S007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS		205 000.00				
S008	PRO GRAMME ACCESIBILITE		150 000.00				
S009	DOTATION EQUIPEMENTS		586 000.00		130 000.00	65 000.00	88 000.00
S010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS						
S011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE						
S012	PRU SAINT NICOLAS						
S013	ZAC FERRIE						
S014	PBM GARE						
S024	SECURISATION ESPACES PUBLICS						
S025	PRU POMMERIES						
S100	EAUX PLUVIALES						
Opérations pour compte de tiers							
Dépenses d'ordre		1 178 000.00					
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	178 000.00					
041	OPERATIONS PARANOMIALES	1 000 000.00					
		RECETTES					
Total recettes d'investissement		29 988 000.00	2 000.00		125 000.00	5 000.00	
Recettes réelles		23 615 000.00	2 000.00		125 000.00	5 000.00	
024	PRO DUITES DESOBSOBS						
10	DOTATIONS, FOM DS DIVERS ET RESERVES	2 600 000.00					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 000 000.00					
16	ENPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	19 904 000.00					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	111 000.00					
Opérations pour compte de tiers							
Recettes d'ordre		8 383 000.00					
021	ARENEMENT DE LA SECTION DE	3 527 000.00					
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 856 000.00					
041	OPERATIONS PARANOMIALES	1 000 000.00					

IV - ANNEXES						IV	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)						A1	
Art(1)	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
	Total dépenses d'investissement	43 000.00	45 000.00		2 859 000.00		3 115 000.00
	Dépenses réelles	43 000.00	45 000.00		2 859 000.00		29 978 000.00
10	DOTATIONS, FOND DIVERS ET RESERVES						20 000.00
15	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES						24 339 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCOINCIDENTELLES						25 000.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						34 000.00
	Opérations portées en compte	43 000.00	31 000.00		2 859 000.00		5 560 000.00
S001	PLAN QUALITE VOIRIE				87 100.00		87 100.00
S002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS				130 000.00		180 000.00
S003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS				212 000.00		212 000.00
S004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS						193 000.00
S005	PLAN QUALITE ECOLES						500 000.00
S006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE				15 000.00		87 000.00
S007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS				14 000.00		230 000.00
S008	PROGRAMME ACCESSIBILITE				48 000.00		198 000.00
S009	DOTATION EQUIPEMENTS	30 000.00	19 000.00		42 000.00		1 360 000.00
S010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS				213 000.00		213 000.00
S011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE				250 000.00		250 000.00
S012	PRU SAINT NICOLAS				238 000.00		238 000.00
S013	ZAC FERRE				210 000.00		210 000.00
S014	PERIODE				50 000.00		50 000.00
S024	SECURISATION ESPACES PUBLICS				50 000.00		50 000.00
S025	PRU PONTIERES				150 000.00		150 000.00
S100	EAUX PLUVIALES				581 000.00		581 000.00
	Opérations portées en compte						1 778 000.00
	DEPENSES CROISEE						1 778 000.00
040	OPERATIONS CROISEE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						1 778 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES						1 000 000.00
RECETTES							
	Total recettes d'investissement		8 000.00		1 018 000.00		3 115 000.00
	Recettes réelles		8 000.00		1 018 000.00		24 773 000.00
024	PRODOTS DES CESSUS						2 500 000.00
10	DOTATIONS, FOND DIVERS ET RESERVES						1 000 000.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				350 000.00		350 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		8 000.00				19 912 000.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						111 000.00
	Opérations portées en compte						
	RECETTES CROISEE						0 383 000.00
021	IMPRÉVUS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT						3 527 000.00
040	OPERATIONS CROISEE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						1 550 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES						1 000 000.00

IV - ANNEXES								IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)								A1
Art(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	0 SERVICES GENER. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	1 SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE	2 ENSEIGNEMENT, FORMATION	3 CULTURE	4 SPORTS ET JEUNESSE	
FONCTIONNEMENT								
DEPENSES								
Total dépenses fonctionnement		9 200 000.00	12 713 335.00	443 316.00	7 368 483.00	5 536 653.00	8 099 196.00	
Dépenses réelles		3 817 000.00	12 713 335.00	443 316.00	7 368 483.00	5 536 653.00	8 099 196.00	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL							
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		4 247 285.00	67 000.00	2 126 090.00	939 620.00	7 07 430.00	
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	250 000.00	7 512 080.00	376 316.00	4 110 930.00	3 724 073.00	6 674 266.00	
015	AUTRES CHARGES D'ESTIMATION COURANTE		504 000.00		1 071 500.00	1 273 000.00	7 17 500.00	
016	CHARGES FINANCIERES	3 547 000.00						
017	CHARGES EXCEPTIIONNELLES	10 000.00	50 000.00					
018	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	10 000.00						
Dépenses d'ordre		5 363 000.00						
023	INTERVENANT A LA SECTION D'INTERCOMMUNALITE	3 527 000.00						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 836 000.00						
RECETTES								
Total recettes fonctionnement		49 823 000.00	1 639 600.00	5 400.00	2 444 000.00	363 500.00	13 86 500.00	
Recettes réelles		49 823 000.00	1 639 600.00	5 400.00	2 444 000.00	363 500.00	13 86 500.00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES							
10	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET DES BIENS COMMUNAUX		188 000.00					
13	PRODUITS FINANCIERS		943 000.00					
14	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	37 395 000.00			1 484 500.00	46 000.00	604 500.00	
15	AUTRES PRODUITS D'ESTIMATION COURANTE	12 396 000.00						
16	PRODUITS FINANCIERS		304 000.00					
17	PRODUITS EXCEPTIIONNELS	70 000.00						
Recettes d'ordre		3 000.00						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	3 000.00						
(1) Pour le fonctionnement, le détail est donné par l'ensemble des dépenses (chapitre 1) et par l'ensemble des recettes (chapitre 2).								

(1) Pour le fonctionnement par nature, le détail est en annexe financière (chapitre, article ou article spécialisé).

IV - ANNEXES							IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)							A1
Art(1)	Libellé	5 INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	6 FAMILLE	7 LOGEMENT	8 AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 ACTION ECONOMIQUE	TOTAL
FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses fonctionnement		5 392 676.00	4 703 349.00		7 915 152.00	37 800.00	6 130 000.00
Dépenses réelles		5 392 676.00	4 703 349.00		7 915 152.00	37 800.00	56 427 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	418 000.00	177 805.00		2 317 950.00	11 800.00	110 13 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSEMBLES	2 500 886.00	4 440 044.00		5 261 702.00		34 660 000.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					1 000.00	251 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 474 000.00	85 500.00		7 500.00	25 000.00	6 588 000.00
66	CHARGES FINANCIERES						3 547 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				328 000.00		388 000.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS						10 000.00
023	IMPRÉVUS A LA SECTION CHARGES ASSEMBLEMENT						5 383 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						3 527 000.00
							1 850 000.00
RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		1 544 600.00	3 072 000.00		1 430 000.00	600.00	6 130 000.00
Recettes réelles		1 544 600.00	3 072 000.00		1 430 000.00	600.00	6 163 600.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						188 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	1 278 500.00	717 500.00		1 351 000.00	600.00	6 431 000.00
73	IMPOTS ET TAXES						37 355 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	266 100.00	2 354 500.00				17 149 000.00
75	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION COURANTE				80 000.00		434 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS						70 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						5 000.00
Recettes d'ordre					40 000.00		178 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				40 000.00		178 000.00

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A.1.1

FONCTION 0 - SERVICES GENER. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRATIO N GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATION DECENTRALISEE ACTIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONA LES	Total
	DEPENSES (2)	9 200 000.00	12 621 825.00		9 1510.00	21 913 335.00
	Dépenses de l'exercice	9 200 000.00	12 621 825.00		9 1510.00	21 913 335.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		4 240 555.00		6 700.00	4 247 255.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		7 472 770.00		39 310.00	7 512 080.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	250 000.00				250 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	3 527 000.00				3 527 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 856 000.00				1 856 000.00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		888 500.00		45 500.00	904 000.00
66	CHARGES FINANCIERES	3 547 000.00				3 547 000.00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 000.00	50 000.00			60 000.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	10 000.00				10 000.00
	Restes à réaliser - report					
	RECETTES (2)	49 823 000.00	1 629 600.00			51 512 600.00
	Recettes de l'exercice	49 823 000.00	1 629 600.00			51 512 600.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES		188 000.00			188 000.00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	3 000.00	126 000.00			129 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		943 000.00			943 000.00
73	IMPOTS ET TAXES	37 356 000.00				37 356 000.00
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	12 395 000.00	123 600.00			12 518 600.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		304 000.00			304 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS	70 000.00				70 000.00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS		5 000.00			5 000.00
	Restes à réaliser - report					
	SOLDES (2)	40 623 000.00	-10 932 225.00		-9 1510.00	29 539 265.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE							Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE ACTIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES	
		020 ADMINISTRATIO N GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMIN. GENERALE ETAT	023 INFORMATION, COMMUNICATIO N, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVENTION GLOBALE	042 AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE
	DEPENSES (2)	9 583 564.00	1 192 165.00	353 038.00	54 199.00	442 500.00	275 567.00	233 151.00		915 10.00
	Dépenses de l'exercice	9 583 564.00	1 192 165.00	353 038.00	54 199.00	442 500.00	275 567.00	233 151.00		915 10.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 445 920.00	64 990.00	29 525.00	155 500.00	442 500.00	89 820.00	11 700.00		6 700.00
	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	5 852 194.00	517 025.00	323 563.00	386 490.00		172 047.00	221 451.00		39 310.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS									
	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT									
023	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS									
042	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	234 450.00	610 950.00				13 500.00			45 500.00
65	CHARGES FINANCIERES									
66	CHARGES EXCEPTIONNELLES	50 000.00								
67	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS									
68										
	Restes à réaliser -report									
	RECETTES (2)	1 522 000.00		38 600.00		8 000.00	1 000.00	120 000.00		
	Recettes de l'exercice	1 522 000.00		38 600.00		8 000.00	1 000.00	120 000.00		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	188 000.00								
	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	126 000.00								
042	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	822 000.00					1 000.00	120 000.00		
70	IMPOTS ET TAXES									
73										
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	77 000.00		38 600.00		8 000.00				
	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	304 000.00								
75	PRODUITS FINANCIERS									
76	PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 000.00								
77										
	Restes à réaliser -report									
	SOLDES (2)	-8 061 564.00	-1 192 165.00	-314 438.00	-64 199.00	-434 500.00	-274 567.00	-113 151.00		-915 10.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est tel selon le rubricage soit choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécial).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des report (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes report 001 et 002 correspondent aux dépenses et recettes reportées.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 - SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUE

(1)	Libellé	11 SECURITE INTERIEURE	12 HYGIENE ET SALUBRITE PUBLIQUE	Total
	DEPENSES (2)	428 316.00	15 000.00	443 316.00
	Dépenses de l'exercice	428 316.00	15 000.00	443 316.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	52 000.00	15 000.00	67 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	376 316.00		376 316.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			
	Restes à réaliser - reports			
	RECETTES (2)	5 400.00		5 400.00
	Recettes de l'exercice	5 400.00		5 400.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	5 400.00		5 400.00
73	IMPOTS ET TAXES			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			

(1)	Libellé	Sous-fonction 11 SECURITE INTERIEURE				
		110 SERVICES COMMUNS	111 POLICE NATIONALE	112 POLICE MUNICIPALE	113 POMPIERS, INCENDIES ET SECOURS	114 AUTRES SERVICES DE PROTECTION CIVILE
	DEPENSES (2)	500.00		427 816.00		
	Dépenses de l'exercice	500.00		427 816.00		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	500.00		51 500.00		
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			376 316.00		
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
66	CHARGES FINANCIERES					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS					
	Restes à réaliser - reports					
	RECETTES (2)			5 400.00		
	Recettes de l'exercice			5 400.00		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES					
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES			5 400.00		
73	IMPOTS ET TAXES					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS					
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS					
	Restes à réaliser - reports					
	SOLDES (2)	-500.00		-422 416.00		

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le lieu de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécifié).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT, FORMATION

(1)	Libellé	20 SERVICES COMMUNS	21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE	23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	24 FORMATION CONTINUE	25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	Total
	DEPENSES (2)	200.00	3 361 469.00				4 006 314.00	7 368 483.00
	Dépenses de l'exercice	200.00	3 361 469.00				4 006 314.00	7 368 483.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	200.00	629 800.00				1 496 050.00	2 126 050.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		1 697 169.00				2 473 764.00	4 170 933.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS							
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT							
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		1 034 500.00				37 000.00	1 071 500.00
66	CHARGES FINANCIERES							
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES							
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS							
	Résultat à réaliser - report							
	RECETTES (2)	10 000.00	28 000.00				2 406 000.00	2 444 000.00
	Recettes de l'exercice	10 000.00	28 000.00				2 406 000.00	2 444 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES							
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	10 000.00					1 474 500.00	1 484 500.00
73	IMPOTS ET TAXES							
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		28 000.00				931 500.00	969 500.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE							
76	PRODUITS FINANCIERS							
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS							
	Résultat à réaliser - report							
	SOLDES (2)	9 800.00	-3 333 469.00				-1 600 314.00	-4 924 483.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			Sous-fonction 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT				255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT
		211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	213 CLASSES REGROUPEES	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	252 TRANSPORTS SCOLAIRES	253 SPORT SCOLAIRE	254 MEDECINE SCOLAIRE	
	DEPENSES (2)	2 458 169.00	558 000.00	345 300.00	2 722 276.00	30 400.00	1 143 238.00		110 900.00
	Dépenses de l'exercice	2 458 169.00	558 000.00	345 300.00	2 722 276.00	30 400.00	1 143 238.00		110 900.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	131 000.00	158 000.00	340 800.00	1 363 750.00	30 400.00			81 900.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	1 697 169.00			1 325 526.00		1 143 238.00		5 000.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS								
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	630 000.00	400 000.00	4 500.00	13 000.00				24 000.00
66	CHARGES FINANCIERES								
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
	Résultat à réaliser - report								
	RECETTES (2)			28 000.00	1 289 000.00				1 117 000.00
	Recettes de l'exercice			28 000.00	1 289 000.00				1 117 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES				1 284 000.00				190 500.00
73	IMPOTS ET TAXES								
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			28 000.00	5 000.00				926 500.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE								
76	PRODUITS FINANCIERS								
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
	Résultat à réaliser - report								
	SOLDES (2)	-2 458 169.00	-558 000.00	-317 300.00	-1 453 276.00	-30 400.00	-1 143 238.00		1 006 100.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondront à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi qu'à des restes à réaliser et des report à l'exercice suivant (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes report 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	M
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 - CULTURE

(1)	Libellé	30 SERVICES COMMUNS	31 EXPRÉSSION ARTISTIQUE	32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	33 ACTION CULTURELLE	Total
	DEPENSES (2)	86 650.00	2 429 340.00	2 774 700.00	646 003.00	6 336 693.00
	Dépenses de l'exercice	86 650.00	2 429 340.00	2 774 700.00	646 003.00	6 336 693.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	86 650.00	396 870.00	335 450.00	120 690.00	939 620.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		1 170 970.00	2 405 250.00	147 853.00	3 724 073.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS					
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT					
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		861 500.00	34 000.00	377 500.00	1 273 000.00
66	CHARGES FINANCIERES					
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS					
	Restes à réaliser - reports					
	RECETTES (2)		302 000.00	18 400.00	43 500.00	363 900.00
	Recettes de l'exercice		302 000.00	18 400.00	43 500.00	363 900.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES					
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		10 000.00	11 500.00	24 500.00	46 000.00
73	IMPOTS ET TAXES					
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		242 000.00	6 900.00	19 000.00	267 900.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		50 000.00			50 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS					
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS					
	Restes à réaliser - reports					
	SOLDES (2)	-86 650.00	-2 127 340.00	-2 756 300.00	-602 503.00	-6 572 753.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31 EXPRÉSSION ARTISTIQUE				Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES			
		311 EXPRÉSSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITÉS ARTISTIQUES	313 THEATRES	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES	322 MUSEES	323 ARCHIVES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
	DEPENSES (2)	41 500.00	81 750.00	2 396 090.00		1 603 244.00	598 174.00	6 300.00	566 982.00
	Dépenses de l'exercice	41 500.00	81 750.00	2 396 090.00		1 603 244.00	598 174.00	6 300.00	566 982.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		81 750.00	315 120.00		143 200.00	137 950.00	6 300.00	48 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES			1 170 970.00		1 426 044.00	460 224.00		518 982.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS								
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	41 500.00		820 000.00		34 000.00			
66	CHARGES FINANCIERES								
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)		15 000.00	287 000.00		6 500.00	5 000.00	5 000.00	1 900.00
	Recettes de l'exercice		15 000.00	287 000.00		6 500.00	5 000.00	5 000.00	1 900.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		5 000.00	5 000.00		6 500.00	5 000.00		
73	IMPOTS ET TAXES								
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		10 000.00	232 000.00				5 000.00	1 900.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			50 000.00					
76	PRODUITS FINANCIERS								
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)	-41 500.00	-66 750.00	-2 019 090.00		-1 596 744.00	-693 174.00	-1 300.00	-565 082.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est établi selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A.1.1

FONCTION 4 - SPORTS ET JEUNESSE

(1)	Libellé	40 SERVICES COMMUNS	41 SPORTS	42 JEUNESSE	Total
	DEPENSES (2)	602 300.00	900 574.00	6 556 322.00	8 059 196.00
	Dépenses de l'exercice	602 300.00	900 574.00	6 556 322.00	8 059 196.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 800.00	582 825.00	118 805.00	707 430.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		317 749.00	6 356 517.00	6 674 266.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	596 500.00		121 000.00	717 500.00
66	CHARGES FINANCIERES				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS				
	Restes à réaliser - reports				
	RECETTES (2)		302 000.00	1 084 500.00	1 386 500.00
	Recettes de l'exercice		302 000.00	1 084 500.00	1 386 500.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		195 000.00	409 500.00	604 500.00
73	IMPOTS ET TAXES				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		107 000.00	675 400.00	782 400.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE				
76	PRODUITS FINANCIERS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Restes à réaliser - reports				
	SOLDES (2)	-602 300.00	-698 574.00	-5 511 422.00	-6 712 296.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41 SPORTS					Sous-fonction 42 JEUNESSE		
		411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
	DEPENSES (2)	332 650.00	415 624.00		137 700.00	14 600.00	6 267 553.00	328 329.00	
	Dépenses de l'exercice	332 650.00	415 624.00		137 700.00	14 600.00	6 267 553.00	328 329.00	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	332 650.00	97 875.00		137 700.00	14 600.00	95 305.00	23 500.00	
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		317 749.00				6 051 688.00	304 829.00	
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS								
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE						121 000.00		
66	CHARGES FINANCIERES								
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)	128 000.00	170 000.00			3 000.00	525 000.00	159 500.00	
	Recettes de l'exercice	128 000.00	170 000.00			3 000.00	525 000.00	159 500.00	
013	ATTENUATIONS DE CHARGES								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	22 000.00	170 000.00			3 000.00	401 000.00	8 500.00	
73	IMPOTS ET TAXES								
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	107 000.00					524 000.00	151 400.00	
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE								
76	PRODUITS FINANCIERS								
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)	-203 650.00	-245 624.00		-137 700.00	-11 600.00	-6 342 553.00	-168 429.00	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A.1.1

FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

(1)	Libellé	51 SANTE	52 INTERVENTIONS SOCIALES	Total
	DEPENSES (2)	142 378.00	5 250 298.00	5 392 676.00
	Dépenses de l'exercice	142 378.00	5 250 298.00	5 392 676.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	24 500.00	393 590.00	418 090.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	99 878.00	2 400 708.00	2 500 586.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT			
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	18 000.00	2 456 000.00	2 474 000.00
66	CHARGES FINANCIERES			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			
	Revenu à réaliser - report			
	RECETTES (2)	40 000.00	1 504 500.00	1 544 500.00
	Recettes de l'exercice	40 000.00	1 504 500.00	1 544 500.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		1 278 500.00	1 278 500.00
73	IMPOTS ET TAXES			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	40 000.00	226 100.00	266 100.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE			
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			
	Revenu à réaliser - report			
	SOLDES (2)	-102 378.00	-3 745 698.00	-3 848 076.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51 SANTE			Sous-fonction 52 INTERVENTIONS SOCIALES				
		510 SERVICES COMMUNS	511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE	520 SERVICES COMMUNS	521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPES ET INADAPTES	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE	524 AUTRES SERVICES
	DEPENSES (2)	142 378.00			2 844 335.00	2 000.00		1 300.00	2 402 165.00
	Dépenses de l'exercice	142 378.00			2 844 335.00	2 000.00		1 300.00	2 402 165.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	24 500.00			30 800.00	2 000.00		1 300.00	358 990.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	99 878.00			650 533.00				1 750 175.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS								
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	18 000.00			2 163 000.00				293 000.00
66	CHARGES FINANCIERES								
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
	Revenu à réaliser - report								
	RECETTES (2)	40 000.00			473 500.00	6 000.00			1 025 100.00
	Recettes de l'exercice	40 000.00			473 500.00	6 000.00			1 025 100.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES				473 500.00				805 000.00
73	IMPOTS ET TAXES								
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	40 000.00				6 000.00			220 100.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE								
76	PRODUITS FINANCIERS								
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
	Revenu à réaliser - report								
	SOLDES (2)	-102 378.00			-2 370 835.00	4 000.00		-1 300.00	-1 377 065.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des report d'opérations budgétaires (001 et 002). Les lignes report 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 - FAMILLE

(1)	Libellé	60 SERVICES COMMUNS	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITE	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES	Total
	DEPENSES (2)		77 323.00		113 524.00	4 512 502.00	4 703 349.00
	Dépenses de l'exercice		77 323.00		113 524.00	4 512 502.00	4 703 349.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		28 500.00		6 240.00	143 065.00	177 805.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES		48 823.00		107 284.00	4 283 937.00	4 440 044.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS						
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					85 500.00	85 500.00
66	CHARGES FINANCIERES						
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS						
	Restes à réaliser - reports						
	RECETTES (2)		23 500.00		56 500.00	2 992 000.00	3 072 000.00
	Recettes de l'exercice		23 500.00		56 500.00	2 992 000.00	3 072 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		8 500.00			709 000.00	717 500.00
73	IMPOTS ET TAXES						
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		15 000.00		56 500.00	2 283 000.00	2 354 500.00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
76	PRODUITS FINANCIERS						
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
	Restes à réaliser - reports						
	SOLDES (2)		-53 823.00		-57 024.00	-1 520 502.00	-1 631 349.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A.1.1

FONCTIONS - A MENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

(1)	Libellé	§1 SERVICES URBAINS	§2 AMENAGEMENT URBAIN	§3 ENVIRONNEMENT	Total
	DEPENSES (2)	2 739 212.00	4 996 334.00	129 000.00	7 915 152.00
	Charges de l'exercice	2 739 212.00	4 996 334.00	129 000.00	7 915 152.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 054 600.00	1 134 360.00	129 000.00	2 317 960.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	17 35 218.00	3 626 484.00		5 261 702.00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS				
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE		7 500.00		7 500.00
66	CHARGES FINANCIERES				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES		328 000.00		328 000.00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS				
	Revenus réaffectés - report				
	RECETTES (2)	102 000.00	1 378 000.00		1 480 000.00
	Recettes de l'exercice	102 000.00	1 378 000.00		1 480 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES				
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		49 000.00		49 000.00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	22 000.00	1 329 000.00		1 351 000.00
73	IMPOTS ET TAXES				
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS				
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	80 000.00			80 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS				
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS				
	Revenus réaffectés - report				
	SOLDES (2)	-2 637 212.00	-3 618 334.00	-129 000.00	-6 485 152.00

(1)	Libellé	Sous-fonction §1 SERVICES URBAINS					
		§10 SERVICES COMMUNS	§11 EAUX ET ASSAINISSEMENT	§12 COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORURES MENAGERES	§13 PROPRIETE URBAINE	§14 ECLAIRAGE PUBLIC	§15 TRANSPORTS URBAINS
	DEPENSES (2)		327 500.00	85 450.00	1 17 1 042.00	1 072 926.00	450.00
	Charges de l'exercice		327 500.00	85 450.00	1 17 1 042.00	1 072 926.00	450.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		327 500.00	85 450.00	33 250.00	475 500.00	450.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES				1 137 792.00	597 426.00	
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS						
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE						
66	CHARGES FINANCIERES						
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES						
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS						
	Revenus réaffectés - report						
	RECETTES (2)					22 000.00	80 000.00
	Recettes de l'exercice					22 000.00	80 000.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES						
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES					22 000.00	
73	IMPOTS ET TAXES						
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS						
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						80 000.00
76	PRODUITS FINANCIERS						
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS						
	Revenus réaffectés - report						
	SOLDES (2)		-327 500.00	-85 450.00	-1 17 1 042.00	-1 050 926.00	-450.00

(1)	Libellé	Sous-fonction §2 AMENAGEMENT URBAIN				Sous-fonction §3 ENVIRONNEMENT		
		§20 SERVICES COMMUNS	§21 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE	§22 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	§23 ESPACES VERTS URBAINS	§24 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	§25 SERVICES COMMUNS	§26 AMENAGEMENT DES EAUX
	DEPENSES (2)	4 18 417.00	308 255.00	1 627 590.00	2 582 722.00	59 250.00	1 000.00	128 000.00
	Charges de l'exercice	4 18 417.00	308 255.00	1 627 590.00	2 582 722.00	59 250.00	1 000.00	128 000.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		91 000.00	709 600.00	27 4 500.00	59 250.00	1 000.00	128 000.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	4 18 417.00	217 355.00	589 990.00	2 300 722.00			
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS							
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT							
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE				7 500.00			
66	CHARGES FINANCIERES							
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES			328 000.00				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS							
	Revenus réaffectés - report							
	RECETTES (2)			1 362 000.00	16 000.00			

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A.1.1

FONCTIONS - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Recevoir de l'exercice			1 362 000.00	16 000.00					
013	ATTENUATIONS DE CHARGES								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS		37 000.00	12 000.00					
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		1 325 000.00	4 000.00					
73	IMPOTS ET TAXES								
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS								
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE								
76	PRODUITS FINANCIERS								
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
Résultat à réaliser - report									
SOLDES (2)		-4 18 417.00	-508 365.00	-265 550.00	-2 56 672.00	-69 250.00	-1 0 00.00	-125 000.00	

(1) Pour le croisement par nature, le détail est établi selon le mode de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécial).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 - ACTION ECONOMIQUE

(1)	Libellé	90 INTERVENTIONS ECONOMIQUES	91 FOIRES ET MARCHES	92 AIDES A L'AGRICULTURE ET AUX INDUSTRIES AGRO- ALIMENTAIRES	93 AIDES A L'ENERGIE, AUX INDUSTRIES MANUFACTURI- RES ET AU BATIMENT ET TRAV PUBLICS	94 AIDES AU COMMERCE ET AUX SERVICES MARCHANDS	95 AIDES AU TOURISME	96 AIDES AUX SERVICES PUBLICS	Total
	DEPENSES (2)		8 300.00	1 000.00		24 500.00	4 000.00		37 800.00
	Dépenses de l'exercice		8 300.00	1 000.00		24 500.00	4 000.00		37 800.00
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL		8 300.00			3 500.00			11 800.00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES								
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			1 000.00					1 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					21 000.00	4 000.00		25 000.00
66	CHARGES FINANCIERES								
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)				600.00				600.00
	Recettes de l'exercice				600.00				600.00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES								
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES				600.00				600.00
73	IMPOTS ET TAXES								
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS								
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE								
76	PRODUITS FINANCIERS								
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)		-8 300.00	-1 000.00	600.00	-24 500.00	-4 000.00		-37 200.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est établi selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 - SERVICES GENER. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

(1)	Libellé	01 OPERATIONS NON VENTILABLES	02 ADMINISTRATIO N GENERALE	03 JUSTICE	04 COOPERATION DECENTRALISEE ACTIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONAL ES	Total
	DEPENSES (2)	25 563 000.00	1 417 000.00			26 980 000.00
	Dépenses de l'exercice	25 563 000.00	25 000.00			25 588 000.00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	178 000.00				178 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000.00				1 000 000.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	20 000.00				20 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	24 331 000.00				24 331 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORABLES		25 000.00			25 000.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34 000.00				34 000.00
	Opérations d'équipement		1 392 000.00			1 392 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE					
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS		50 000.00			50 000.00
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS					
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS					
5005	PLAN QUALITE ECOLES					
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE					
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS		206 000.00			206 000.00
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE		150 000.00			150 000.00
5009	DOTATION EQUIPEMENTS		986 000.00			986 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS					
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE					
5012	PRU SAINT NICOLAS					
5013	ZAC FERRIE					
5014	PEM GARE					
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS					
5025	PRU POMMERAIES					
5100	EAUX PLUVIALES					
	Opérations pour compte de tiers					
	Restes à réaliser - reports					
	RECETTES (2)	29 998 000.00	2 000.00			30 000 000.00
	Recettes de l'exercice	29 998 000.00	2 000.00			30 000 000.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 527 000.00				3 527 000.00
024	PRODUITS DES CESSIONS	2 600 000.00				2 600 000.00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	1 856 000.00				1 856 000.00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 000 000.00				1 000 000.00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 000 000.00				1 000 000.00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		2 000.00			2 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	19 904 000.00				19 904 000.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	111 000.00				111 000.00
	Opérations pour compte de tiers					
	Restes à réaliser - reports					
	SOLDES (2)	4 435 000.00	-1 415 000.00			3 020 000.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02 ADMINISTRATION GENERALE							Sous-fonction 04 COOPERATION DECENTRALISEE ACTIONS EUROPEENNES ET	
		020 ADMINISTRATIO N GENERALE DE LA COLLECTIVITE	021 ASSEMBLEE LOCALE	022 ADMIN. GENERALE ET AT	023 INFORMATION, COMMUNICATIO N, PUBLICITE	024 FETES ET CEREMONIES	025 AIDES AUX ASSOCIATIONS	026 CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES	041 SUBVENTION GLOBALE	048 AUTRES ACTIONS DE COOPERATION DECENTRALISEE
	DEPENSES (2)	1 356 000.00			6 000.00	3 000.00	2 000.00	50 000.00		
	Dépenses de l'exercice	25 000.00								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS									
041	OPERATIONS PATRIMONIALES									
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES									
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES									
20	IMMOBILISATIONS INCORPORABLES	25 000.00								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES									
	Opérations d'équipement	1 331 000.00			6 000.00	3 000.00	2 000.00	50 000.00		
5001	PLAN QUALITE VOIRIE									
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS							50 000.00		
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS									
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS									
5005	PLAN QUALITE ECOLES									
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE									
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS	206 000.00								
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE	150 000.00								
5009	DOTATION EQUIPEMENTS	975 000.00			6 000.00	3 000.00	2 000.00			
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS									
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE									
5012	PRU SAINT NICOLAS									
5013	ZAC FERRIE									
5014	PEM GARE									
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS									
5025	PRU POMMERAIES									
5100	EAUX PLUVIALES									
	Opérations pour compte de tiers									
	Restes à réaliser - reports									
	RECETTES (2)	2 000.00								
	Recettes de l'exercice	2 000.00								
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT									
024	PRODUITS DES CESSIONS									
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS									
041	OPERATIONS PATRIMONIALES									
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES									
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 000.00								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES									
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES									
	Opérations pour compte de tiers									
	Restes à réaliser - reports									
	SOLDES (2)	-1 354 000.00			-6 000.00	-3 000.00	-2 000.00	-50 000.00		

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01- Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A12

FONCTION 2 - ENSEIGNEMENT, FORMATION

(1)	Libellé	20 SERVICES COMMUNS	21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	22 ENSEIGNEMENT DU DEUXIEME DEGRE	23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	24 FORMATION CONTINUE	25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT	Total
	DEPENSES (2)		225 000.00				405 000.00	630 000.00
	Dépenses de l'exercice							
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
041	OPERATIONS PATRIMONIALES							
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES							
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES							
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
	Opérations d'équipement		225 000.00				405 000.00	630 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE							
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS							
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS							
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS							
5005	PLAN QUALITE ECOLES		200 000.00				300 000.00	500 000.00
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE							
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS							
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE							
5009	DOTATION EQUIPEMENTS		25 000.00				105 000.00	130 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS							
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE							
5012	PRU SAINT NICOLAS							
5013	ZAC FERRIE							
5014	PEM GARE							
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS							
5025	PRU POMMERAIES							
5100	EAUX PLUVIALES							
	Opérations pour compte de tiers							
	Restes à réaliser - reports							
	RECETTES (2)						125 000.00	125 000.00
	Recettes de l'exercice						125 000.00	125 000.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT							
024	PRODUITS DES CESSIONS							
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
041	OPERATIONS PATRIMONIALES							
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES							
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						125 000.00	125 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES							
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
	Opérations pour compte de tiers							
	Restes à réaliser - reports							
	SOLDES (2)		-225 000.00				-280 000.00	-505 000.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE			Sous-fonction 25 SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT				
		211 ECOLES MATERNELLES	212 ECOLES PRIMAIRES	213 CLASSES REGROUPEES	251 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRE	252 TRANSPORTS SCOLAIRES	253 SPORT SCOLAIRE	254 MEDECINE SCOLAIRE	255 CLASSES DE DECOUVERTE ET AUTRES SERVICES ANNEXES DE L'ENSEIGNEMENT
	DEPENSES (2)	10 000.00	12 000.00	203 000.00	405 000.00				
	Dépenses de l'exercice								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations d'équipement	10 000.00	12 000.00	203 000.00	405 000.00				
5001	PLAN QUALITE VOIRIE								
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS								
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS								
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS								
5005	PLAN QUALITE ECOLES	10 000.00	12 000.00	178 000.00	300 000.00				
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE								
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS								
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE								
5009	DOTATION EQUIPEMENTS			25 000.00	105 000.00				
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS								
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE								
5012	PRU SAINT NICOLAS								
5013	ZAC FERRIE								
5014	PEN GARE								
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS								
5025	PRU POMMERAIRES								
5100	EAUX PLUVIALES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)				125 000.00				
	Recettes de l'exercice				125 000.00				
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT								
024	PRODUITS DES CESSIONS								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				125 000.00				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)	-10 000.00	-12 000.00	-203 000.00	-280 000.00				

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (signes budgétaires 001 et 002). Les lignes rec 01 et 002 sont réservées à la colonne 01-02 ou 01-03.

N - ANNEXES	N
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTIONS - CULTURE

(1)	Libellé	30 SERVICES COMMUNS	31 EXPRESSION ARTISTIQUE	32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES	33 ACTION CULTURELLE	Total
	DEPENSES (2)		3 000.00	266 600.00	2 400.00	277 000.00
	Dépenses de l'exercice					
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES					
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES					
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
	Opérations d'équipement		3 000.00	266 600.00	2 400.00	277 000.00
S001	PLAN QUALITE VOIRIE					
S002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS					
S003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS			212 000.00		212 000.00
S004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS					
S005	PLAN QUALITE ECOLES					
S006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE					
S007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS					
S008	PROGRAMME ACCESSIBILITE					
S009	DOTATION EQUIPEMENTS		8 000.00	54 600.00	2 400.00	65 000.00
S010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS					
S011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE					
S012	PRU SAINT NICOLAS					
S013	ZAC FERRIE					
S014	PEN GARE					
S024	SECURISATION ESPACES PUBLICS					
S025	PRU POMMERAIES					
S100	EAUX PLUVIALES					
	Opérations pour compte de tiers					
	Restes à réaliser - reports					
	RECETTES (2)			5 000.00		5 000.00
	Recettes de l'exercice			5 000.00		5 000.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT					
024	PRODUITS DES CESSIIONS					
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS					
041	OPERATIONS PATRIMONIALES					
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES					
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			5 000.00		5 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES					
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
	Opérations pour compte de tiers					
	Restes à réaliser - reports					
	SOLDES (2)		-3 000.00	-261 600.00	-2 400.00	-272 000.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31 EXPRESSION ARTISTIQUE				Sous-fonction 32 CONSERVATION ET DIFFUSION DES PATRIMOINES			
		311 EXPRESSION MUSICALE, LYRIQUE ET CHOREGRAPHIQUE	312 ARTS PLASTIQUES ET AUTRES ACTIVITES ARTISTIQUES	313 THEATRES	314 CINEMAS ET AUTRES SALLES DE SPECTACLES	321 BIBLIOTHEQUES ET MEDIATHEQUES	322 MUSEES	323 ARCHIVES	324 ENTRETIEN DU PATRIMOINE CULTUREL
	DEPENSES (2)			8 000.00		2 400.00	5 600.00	17 800.00	240 800.00
	Dépenses de l'exercice								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations d'équipement			8 000.00		2 400.00	5 600.00	17 800.00	240 800.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE								
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS								
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS								212 000.00
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS								
5005	PLAN QUALITE ECOLES								
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE								
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS								
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE								
5009	DOTATION EQUIPEMENTS			8 000.00		2 400.00	5 600.00	17 800.00	28 800.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS								
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE								
5012	PRU SAINT NICOLAS								
5013	ZAC FERRIE								
5014	PEN GARE								
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS								
5025	PRU POMMERAIES								
5100	EAUX PLUVIALES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)							5 000.00	
	Recettes de l'exercice							5 000.00	
	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT								
021	PRODUITS DES CESSIONS								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT							5 000.00	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)			-8 000.00		-2 400.00	-5 600.00	-12 800.00	-240 800.00

(1) Pour le croilement par nature, le détail est réalisé selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes report 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4- SPORTS ET JEUNESSE

(1)	Libellé	40 SERVICES COMMUNS	41 SPORTS	42 JEUNESSE	Total
	DEPENSES (2)		215 000.00	102 000.00	317 000.00
	Dépenses de l'exercice				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Opérations d'équipement		215 000.00	102 000.00	317 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE				
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS				
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS				
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS		193 000.00		193 000.00
5005	PLAN QUALITE ECOLES				
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE			36 000.00	36 000.00
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS				
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE				
5009	DOTATION EQUIPEMENTS		22 000.00	66 000.00	88 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS				
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE				
5012	PRU SAINT NICOLAS				
5013	ZAC FERRIE				
5014	PBM GARE				
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS				
5025	PRU POMMERAIRES				
5100	EALUX PLUMALES				
	Opérations pour compte de tiers				
	Restes à réaliser - reports				
	RECETTES (2)				
	Recettes de l'exercice				
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT				
024	PRODUITS DES CESSIONS				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Opérations pour compte de tiers				
	Restes à réaliser - reports				
	SOLDES (2)		-215 000.00	-102 000.00	-317 000.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41 SPORTS					Sous-fonction 42 JEUNESSE		
		411 SALLES DE SPORT, GYMNASES	412 STADES	413 PISCINES	414 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIR	415 MANIFESTATIONS SPORTIVES	421 CENTRES DE LOISIRS	422 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES	423 COLONIES DE VACANCES
	DEPENSES (2)	215 000.00					99 000.00	3 000.00	
	Dépenses de l'exercice								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations d'équipement	215 000.00					99 000.00	3 000.00	
5001	PLAN QUALITE VOIRIE								
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS								
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS								
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS	193 000.00							
5005	PLAN QUALITE ECOLES								
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE						36 000.00		
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS								
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE								
5009	DOTATION EQUIPEMENTS	22 000.00					63 000.00	3 000.00	
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS								
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE								
5012	PRU SAINT NICOLAS								
5013	ZAC FERRIE								
5014	PBM GARE								
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS								
5025	PRU POMMERAIES								
5100	EAUX PLUVIALES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)								
	Recettes de l'exercice								
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT								
024	PRODUITS DES CESSIONS								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)	-215 000.00					-99 000.00	-3 000.00	

(1) Pour le croisement par article, le détail est donné au niveau de vote global (par l'ensemble de l'édifice) ou au chapitre, article ou article spécial.

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

N - ANNEXES	N
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 - INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE

(1)	Libellé	51 SANTE	52 INTERVENTIONS SOCIALES	Total
	DEPENSES (2)		48 000.00	48 000.00
	Dépenses de l'exercice			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
041	OPERATIONS PATRIMONIALES			
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
	Opérations d'équipement		48 000.00	48 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE			
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS			
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS			
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS			
5005	PLAN QUALITE ECOLES			
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE		18 000.00	18 000.00
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS			
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE			
5009	DOTATION EQUIPEMENTS		30 000.00	30 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS			
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE			
5012	PRU SAINT NICOLAS			
5013	ZAC FERRIE			
5014	PEM GARE			
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS			
5025	PRU POMMERAIES			
5100	EAUX PLUVIALES			
	Opérations pour compte de tiers			
	Restes à réaliser - reports			
	RECETTES (2)			
	Recettes de l'exercice			
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT			
024	PRODUITS DES CESSIONS			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS			
041	OPERATIONS PATRIMONIALES			
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
	Opérations pour compte de tiers			
	Restes à réaliser - reports			
	SOLDES (2)		-48 000.00	-48 000.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51 SANTE			Sous-fonction 52 INTERVENTIONS SOCIALES				
		510 SERVICES COMMUNS	511 DISPENSAIRES ET AUTRES ETABLISSEMENTS SANITAIRES	512 ACTIONS DE PREVENTION SANITAIRE	520 SERVICES COMMUNS	521 SERVICES A CARACTERE SOCIAL POUR HANDICAPEES ET INADAPTES	522 ACTIONS EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE	523 ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES EN DIFFICULTE	524 AUTRES SERVICES
	DEPENSES (2)								48 000.00
	Dépenses de l'exercice								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations d'équipement								48 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE								
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS								
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS								
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS								
5005	PLAN QUALITE ECOLES								
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE								18 000.00
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS								
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE								
5009	DOTATION EQUIPEMENTS								30 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS								
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE								
5012	PRU SAINT NICOLAS								
5013	ZAC FERRIE								
5014	PEN GARE								
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS								
5025	PRU POMMERAIES								
5100	EAUX PLUVIALES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	RECETTES (2)								
	Recettes de l'exercice								
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT								
024	PRODUITS DES CESSIONS								
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS								
041	OPERATIONS PATRIMONIALES								
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES								
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT								
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES								
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES								
	Opérations pour compte de tiers								
	Restes à réaliser - reports								
	SOLDES (2)								-48 000.00

(1) Pour le classement par nature, le détail est établi au niveau de vote ci-dessus par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialité).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A12

FONCTION 6 - FAMILLE

(1)	Libellé	60 SERVICES COMMUNS	61 SERVICES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	62 ACTIONS EN FAVEUR DE LA MATERNITE	63 AIDES A LA FAMILLE	64 CRECHES ET GARDERIES	Total
	DEPENSES (2)					45 000.00	45 000.00
	Dépenses de l'exercice					8 000.00	8 000.00
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
041	OPERATIONS PATRIMONIALES						
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES					8 000.00	8 000.00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	Opérations d'équipement					37 000.00	37 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE						
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS						
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS						
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS						
5005	PLAN QUALITE ECOLES						
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE					18 000.00	18 000.00
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS						
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE						
5009	DOTATION EQUIPEMENTS					19 000.00	19 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS						
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE						
5012	PRU SAINT NICOLAS						
5013	ZAC FERRIE						
5014	PEM GARE						
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS						
5025	PRU POMMERAIES						
5100	EAUX PLUVIALES						
	Opérations pour compte de tiers						
	Restes à réaliser - reports						
	RECETTES (2)					8 000.00	8 000.00
	Recettes de l'exercice					8 000.00	8 000.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT						
024	PRODUITS DES CESSIONS						
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS						
041	OPERATIONS PATRIMONIALES						
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES						
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES					8 000.00	8 000.00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	Opérations pour compte de tiers						
	Restes à réaliser - reports						
	SOLDES (2)					-37 000.00	-37 000.00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

(1)	Libellé	81 SERVICES URBAINS	82 AMENAGEMENT URBAIN	83 ENVIRONNEMENT	Total
	DEPENSES (2)	767 000.00	2 092 000.00		2 859 000.00
	Dépenses de l'exercice				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Opérations d'équipement	767 000.00	2 092 000.00		2 859 000.00
5001	PLAN QUALITE VOIRIE	186 000.00	685 000.00		871 000.00
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS		130 000.00		130 000.00
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS				
5004	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS				
5005	PLAN QUALITE ECOLES				
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE		15 000.00		15 000.00
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS		14 000.00		14 000.00
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE		48 000.00		48 000.00
5009	DOTATION EQUIPEMENTS		42 000.00		42 000.00
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS		213 000.00		213 000.00
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE		250 000.00		250 000.00
5012	PRU SAINT NICOLAS		235 000.00		235 000.00
5013	ZAC FERRIE		210 000.00		210 000.00
5014	PEM GARE		50 000.00		50 000.00
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS		50 000.00		50 000.00
5025	PRU POMMERAIRES		150 000.00		150 000.00
5100	EAUX PLUVIALES	581 000.00			581 000.00
	Opérations pour compte de tiers				
	Restes à réaliser - reports				
	RECETTES (2)	190 000.00	828 000.00		1 018 000.00
	Recettes de l'exercice	190 000.00	828 000.00		1 018 000.00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT				
024	PRODUITS DES CESSIONS				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS				
041	OPERATIONS PATRIMONIALES				
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	190 000.00	828 000.00		1 018 000.00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Opérations pour compte de tiers				
	Restes à réaliser - reports				
	SOLDES (2)	-577 000.00	-1 264 000.00		-1 841 000.00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81 SERVICES URBAINS						
		810 SERVICES COMMUNS	811 EAUX ET ASSAINISSEMENT	812 COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES	813 PROPRIETE URBAINE	814 ECLAIRAGE PUBLIC	815 TRANSPORTS URBAINS	816 AUTRES RESEAUX ET SERVICES DIVERS
	DEPENSES (2)		581 000.00			186 000.00		
	Dépenses de l'exercice							
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
041	OPERATIONS PATRIMONIALES							
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES							
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES							
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
	Opérations d'équipement		581 000.00			186 000.00		
5001	PLAN QUALITE VOIRIE					186 000.00		
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS							
	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS							
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS							
5004	PLAN QUALITE ECOLES							
5005	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE							
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS							
5007	PROGRAMME ACCESSIBILITE							
5008	DOTATION EQUIPEMENTS							
5009	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS							
5010	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE							
5011	PRU SAINT NICOLAS							
5012	ZAC FERRIE							
5013	PEM GARE							
5014	SECURISATION ESPACES PUBLICS							
5024	PRU POMMERAIES							
5025	EAUX PLUVIALES		581 000.00					
	Opérations pour compte de tiers							
	Restes à réaliser - reports							
	RECETTES (2)		190 000.00					
	Recettes de l'exercice		190 000.00					
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT							
024	PRODUITS DES CESSIONS							
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS							
041	OPERATIONS PATRIMONIALES							
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES							
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		190 000.00					
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES							
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES							

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 - AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT

Opérations pour compte de tiers							
Restes à réaliser - reports							
SOLDES (2)		-391 000.00				-186 000.00	

(1)	Libellé	Sous-fonction 82 AMENAGEMENT URBAIN					Sous-fonction 83 ENVIRONNEMENT			
		820 SERVICES COMMUNS	821 EQUIPEMENTS ANNEXES DE VOIRIE	822 VOIRIE COMMUNALE ET ROUTES	823 ESPACES VERTS URBAINS	824 AUTRES OPERATIONS D'AMENAGEMENT URBAIN	830 SERVICES COMMUNS	831 AMENAGEMENT DES EAUX	832 ACTIONS SPECIFIQUES DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION	833 PRESERVATION DU MILIEU NATUREL
	DEPENSES (2)	42 000.00	52 000.00	681 000.00	130 000.00	1 187 000.00				
	Depenses de l'exercice									
	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS									
040	OPERATIONS PATRIMONIALES									
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES									
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES									
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES									
	Opérations d'équipement	42 000.00	52 000.00	681 000.00	130 000.00	1 187 000.00				
5001	PLAN QUALITE VOIRIE		52 000.00	683 000.00						
5002	PLAN QUALITE ESPACES VERTS				130 000.00					
	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS									
5003	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS									
5005	PLAN QUALITE ECOLES									
5006	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE					15 000.00				
5007	PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PUBLICS					14 000.00				
5008	PROGRAMME ACCESSIBILITE			48 000.00						
5009	DOTATION EQUIPEMENTS	42 000.00								
5010	DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS					213 000.00				
5011	AMENAGEMENTS CENTRE VILLE					250 000.00				
5012	PRU SAINT NICOLAS					235 000.00				
5013	ZAC FERRIE					210 000.00				
5014	PEM GARE					50 000.00				
5024	SECURISATION ESPACES PUBLICS					50 000.00				
5025	PRU POMMERAYES					150 000.00				
5100	EAUX PLUVIALES									
	Opérations pour compte de tiers									
	Restes à réaliser - reports									
	RECETTES (2)			470 000.00		358 000.00				
	Recettes de l'exercice			470 000.00		358 000.00				
	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT									
021	PRODUITS DES CESSIONS									
024	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS									
040	OPERATIONS PATRIMONIALES									
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES									
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			470 000.00		358 000.00				
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES									
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES									
	Opérations pour compte de tiers									
	Restes à réaliser - reports									
	SOLDES (2)	-42 000.00	-52 000.00	-211 000.00	-130 000.00	-829 000.00				

(1) Pour la présentation comparative, le détail est donné au niveau de vote ci-dessous par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécial).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS TRESORERIE	
	IV
	A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
519.1 Avances du Trésor						
519.2 Avances de trésorerie						
519.3 Lignes de trésorerie						
519.32 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
080.331 (122)	29/08/2018	0.00	0.00	23 382.41	0.00	914 690.00
100.417 (128)	29/06/2019	0.00	0.00	81 087.75	0.00	2 580 000.00
519.4 Billets de trésorerie						
519.5 autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0.00	0.00	104 470.16	0.00	3 494 690.00

(1) Décision n° 1087, N° 03/2019/C du 23/02/2019.

(2) Indiquer la date de la décision de l'assemblée communale ou la date de la décision de l'assemblée communale autorisée par l'organe délibérant (article L. 2132-22 du Code C).

(3) La ligne de trésorerie est complétée au compte 9911 et pour les emprunts et les avances de trésorerie au compte 9912, sauf pour les emprunts et les avances de trésorerie au compte 9913.

117

Emprunts effectués d'origine du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Montant (2)	Type de sous- d'infinité (3)	Index (4)	Taux initial		Périodicité des remboursements(5)	Profil d'amortissement(7)	Possibilité de remboursement antéposé O/N	Catégorie d'emprunt (8)	
								Niveau de Taux initial (6)	Taux initial					
00277844(153)	Crédit Foncier	04/03/2014	03/05/2014	13/05/2015	1 000 000,00	F	FOE	4,20	4,35	BI RO	P	O	A-1	
M0501430EUR(155)	Caisse Française de Financement Local	15/03/2014	01/12/2014	01/10/2015	8 155 562,75	F	FOE	4,30	4,45	BI RO	X	O	A-1	
M0501430EUR(156)	Caisse Française de Financement Local	25/03/2014	01/12/2014	01/12/2015	6 000 000,00	F	FOE	2,40	2,45	BI RO	X	O	A-1	
0050044(158)	Caisse d'Epargne	13/01/2015	05/05/2015	15/05/2016	800 000,00	F	FOE	2,40	2,50	BI RO	P	O	A-1	
000526240(159)	Crédit Mutuel	16/03/2015	28/12/2015	25/12/2016	2 000 000,00	F	FOE	2,00	2,00	BI RO	P	O	A-1	
5122305(160)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	21/12/2015	31/12/2015	01/07/2016	375 000,00	F	FOE	1,55	1,55	BI RO	P	O	A-1	
4201512305(161)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	21/12/2015	31/12/2015	01/01/2017	375 000,00	V	LOIRET N + 1,0000	1,50	1,55	BI RO	P	O	A-1	
5122305(162)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	21/12/2015	31/12/2015	01/07/2016	125 000,00	F	FOE	1,55	1,55	BI RO	T	P	O	
5122305(163)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	21/12/2015	31/12/2015	01/01/2017	125 000,00	V	LOIRET N + 1,0000	1,50	2,30	BI RO	P	O	A-1	
000052305(164)	Crédit Agricole Régional	22/03/2016	04/05/2016	20/03/2016	1 500 000,00	F	FOE	2,20	2,20	BI RO	T	P	O	
5125341(165)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	15/07/2016	31/12/2016	01/03/2017	1 224 000,00	V	LOIRET N + 0,5000	1,30	2,10	BI RO	P	O	A-1	
M0151243EUR(167)	Caisse Française de Financement Local	15/11/2016	01/12/2016	01/03/2017	19 157 41,75	F	FOE	1,70	1,70	BI RO	T	P	O	
5145511(171)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	05/05/2016	03/12/2016	01/12/2017	181 000,00	V	LOIRET N + 1,0000	1,50	2,50	BI RO	P	O	A-1	
5145511(172)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	05/05/2016	03/12/2016	01/12/2017	650 000,00	V	LOIRET N + 0,5000	1,30	2,10	BI RO	P	O	A-1	
5145511(173)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	05/05/2016	03/12/2016	01/12/2017	575 000,00	V	LOIRET N + 0,5000	1,30	1,35	BI RO	P	O	A-1	
5145512(174)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	30/03/2016	03/12/2016	01/12/2017	25 000,00	V	LOIRET N + 1,0000	1,50	2,50	BI RO	P	O	A-1	
000045317(175)	Crédit Agricole Régional	27/03/2017	31/03/2017	10/03/2018	1 670 000,00	F	FOE	1,85	1,85	BI RO	P	O	A-1	
M0151243EUR(177)	BAHUE POISSON	25/03/2017	05/04/2017	01/05/2018	750 000,00	F	FOE	2,50	2,55	BI RO	P	O	A-1	
407493(178)	Caisse d'Epargne	17/05/2017	25/05/2017	25/03/2017	150 000,00	F	FOE	1,50	1,55	BI RO	T	P	M	
000526242(179)	Crédit Mutuel	24/05/2017	25/05/2017	25/05/2018	1 000 000,00	F	FOE	2,10	2,10	BI RO	P	O	A-1	
M0151243EUR(182)	Caisse Française de Financement Local	15/07/2017	01/12/2017	01/12/2018	7 504 161,30	F	FOE	2,40	2,45	BI RO	X	O	A-1	
5153441(183)	Caisse d'Epargne et Cofinanciers	23/03/2017	07/11/2017	01/11/2018	2 059 500,00	V	LOIRET N + 1,0000	1,50	1,55	BI RO	P	O	A-1	
00573301(184)	Crédit Agricole Régional	23/03/2017	25/11/2017	03/11/2018	1 500 000,00	F	FOE	1,50	1,55	BI RO	P	O	A-1	

N°	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de compte (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	N° de com

Emprunts et dettes à l'origine du contact													
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organe ou prêteur au profit duquel	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Montant (2)	Type de sous- dit (3)	Index (4)	Taux initial		Délai des remboursements (6)	Pourcentage d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de Taux (5)	Taux au 1/1/2016				
1675 (voir notes) (Caisse d'allocataires (CAB))													
	1675 Autres emprunts et dettes (CAB)												
1681 Emprunts et dettes caissières (CAB)					846 860,26								
	1681 Autres emprunts (CAB)				846 860,26								
1681 (voir notes) (CAB)		04/02/2016	20/12/2016	15/12/2016	147 500,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	O	A-1
	1681 Autres emprunts (CAB)	29/02/2016	20/11/2016	21/11/2016	36 500,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	O	A-1
1681 (voir notes) (CAB)		01/02/2016	03/11/2016	13/11/2016	37 500,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	O	A-1
	1681 Autres emprunts (CAB)	13/11/2016	03/05/2016	03/05/2016	3 257,45	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	N	A-1
1681 (voir notes) (CAB)		06/01/2016	29/07/2016	29/07/2016	200 000,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	C	N	A-1
	1681 Autres emprunts (CAB)	17/11/2016	29/11/2016	10/12/2016	8 852,45	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	N	A-1
1681 (voir notes) (CAB)		06/01/2016	17/11/2016	17/11/2016	27 343,25	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	C	N	A-1
	1681 Autres emprunts (CAB)	06/01/2016	16/12/2016	17/12/2016	177 561,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	C	N	A-1
1681 (voir notes) (CAB)		05/05/2016	01/06/2016	01/06/2016	3 900,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	C	N	A-1
	1681 Autres emprunts (CAB)	05/05/2016	05/06/2016	05/06/2016	4 075,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	N	A-1
1681 (voir notes) (CAB)		05/02/2016	20/02/2016	20/02/2016	3 625,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	N	A-1
	1681 Autres emprunts (CAB)	05/02/2016	20/02/2016	20/02/2016	3 625,00	F	F0E	0,000	0,000	EUR 0	P	N	A-1
1682 (voir notes) (CAB)													
	1682 Autres emprunts et dettes (CAB)												
1687 (voir notes) (CAB)													
	1687 Autres emprunts (CAB)				108 361 754,76								
1687 (voir notes) (CAB)													
	1687 Autres emprunts (CAB)												

[illegible][illegible]

(continued from page 6)

^aFor each country, the mean number of children per woman was calculated from the 1980 census.

20) los que se piden en los casos de las siguientes tablas:

© Wolters Kluwer Health | Lippincott Williams & Wilkins

35) Categorical temperature observations are used to hypothesize the existence of a temperature threshold for bird nesting (see below).

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE		A2.2

A2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Cauvercle 9 CM (10)	Maintien ouvert	Catégorie d'emprunt après ouverture d'annuité (11)	Capitaux au 01/01/18	Durée moyenne en années (12)	Taux d'intérêt			Amortissement de l'exercice			ICM de l'exercice
						Type de taux (13)	Indice (15)	Moyen de la date de vote du budget (14)	Capitaux	Charges d'intérêt (16)	In fine de période ou amortissement (18)	
162 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès d'établissements de crédit (Total)		3 862 881,21		76 146 87,48					7 822 874,89	2 948 512,16	0,00	719 864,82
1641 Emprunts en euros (Total)		3 862 881,21		88 118 882,48					7 844 469,89	2 977 689,26	0,00	828 712,28
50000556(1)	M		A-1	20 000,00	0,42	V	EURIBOR - 0,25 + 0,00	0,000	20 000,00	0,00		0,00
5037 034 (117)	M		A-1	2 148 351,16	5,17	V	TRICOF + 0,10000	0,110	227 713,72	2 353,76		1 642,48
11194 (119)	M		B2	15 820 453,31	5,42	C	TAUX STRUCOTU RE	3,220	120 891,27	48 714,01		23 184,18
11235 (123)	M		A-1	107 567,60	5,08	F	FOE	3,650	164 218,73	33 839,47		1 527,53
112435 (124)	M		A-1	104 756,15	0,00	V	LOIRET + 0,25000	1,000	9 069,57	1 047,56		565,26
025622 (126)	M		A-1	2 483 460,4	0,00	V	LEP + 0,20000	1,450	21 035,10	3 633,31		3 300,38
52452 (128)	M		A-1	1 441 027,07	0,02	F	FOE	4,470	104 274,24	64 413,51		54 677,56
16457P (129)	M		A-1	1 404 142,63	0,67	F	FOE	4,220	83 287,46	59 254,25		11 570,26
003945 (140)	M		A-1	7 49 982,01	0,23	F	FOE	4,750	42 922,0	36 416,71		3 762,54
5245207 (141)	M		A-1	1016 477,76	3,00	F	FOE	4,510	93 992,70	46 786,05		41 590,04
0005048 040 (142)	M		A-1	1396 632,28	0,52	F	FOE	4,520	107 566,41	35 238,46		1 553,58
4514542 (145-1)	O	2 330 646,76	A-1	2 330 646,77	0,58	C	TAUX STRUCOTU RE	2,400	127 263,46	125 354,11		25 327,58
-152	M		A-1	2 330 000,00	0,25	F	FOE	2,050	0,00	0,00		0,00
22430 (147)	M		A-1	2 330 000,00	2,00	F	FOE	2,050	44 753,54	22 941,05		11 144,84
0005048 040 (151)	M		A-1	1 647 982,31	14,02	F	FOE	4,300	79 955,76	73 170,25		80 462,78
	M		A-1	2 021 590,57	14,52	V	MOYEN 12M + 3,20	3,096	104 834,32	61 778,26		4 503,51

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt et effets au 01/01/18										
	Couverture FOUR (10)	Montant auvent (11)	Catégorie d'emprunt après ouverture eventuelle (11)	Capital en dot au 01/01/18 (12)	Durée réduite (en années) (13)	Taux d'intérêt			Annuité de l'emprunt		
						Type de taux (12)	Indice (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital (15)	Charges d'intérêt (16)	Intérêt de principe au 01/01/18 (18)
	M		A-1	2143 607,4	16,42	F	FOE	4,00	58 214,36	38 728,65	42 086,40
	M		A-1	8307 57,28	16,42	F	FOE	4,20	38 596,05	37 356,11	15 689,24
	M		A-1	5134 120,00	4,75	F	FOE	4,30	1205 117,43	226 565,63	43 777,52
	M		A-1	5375 000,00	10,52	F	FOE	2,40	316 000,00	100 516,46	10 675,19
	M		A-1	662 614,06	11,42	F	FOE	2,40	48 086,31	16 432,33	8 338,04
	M		A-1	1648 042,62	11,52	F	FOE	2,00	122 266,51	34 444,03	609,50
	M		A-1	334 334,72	17,25	F	FOE	1,50	16 720,51	5 185,73	1 256,06
	M		A-1	34307 970	17,00	V	LORETA + 1,0000	1,70	16 300,33	6 000,35	577 724
	M		A-1	111 444,52	17,25	F	FOE	1,50	5 873,40	1 728,95	482,35
	M		A-1	114 269,91	17,00	V	LORETA + 1,0000	1,70	5 400,00	2 001,33	2 178,00
	M		A-1	1282 867,66	12,30	F	FOE	2,00	50 830,05	27 485,04	2 594,56
	M		A-1	1116 536,71	17,17	V	LORETA + 0,8000	1,50	56 715,24	16 053,33	16 406,41
	M		A-1	1700 196,21	13,68	F	FOE	1,70	110 615,28	25 532,57	4 532,13
	M		A-1	166 593,14	17,52	V	LORETA + 1,0000	1,70	7 535,23	2 387,33	300,51
	M		A-1	601 616,66	17,52	V	LORETA + 0,8000	1,50	25 763,52	8 122,63	886,17
	M		A-1	615 351,13	17,52	V	LORETA + 0,8000	1,50	30 425,73	8 307,24	688,22
	M		A-1	36 680,23	17,52	V	LORETA + 1,0000	1,70	1 700,55	624,40	64,75
	M		A-1	1572 380,45	13,17	F	FOE	1,50	96 425,51	25 039,04	22 007,58
	M		A-1	708 266,40	13,30	F	FOE	2,50	42 785,46	17 515,14	11 270,36
	M		A-1	1405 520,66	13,30	F	FOE	1,90	63 844,05	26 820,95	2 542,17
	M		A-1	588 262,16	16,42	F	FOE	2,10	41 556,35	20 241,05	10 062,35
	M		A-1	6 404 161,33	5,52	F	FOE	2,00	1 500 000,00	66 334,46	9 838,30
	M		A-1	2 056 500,00	13,83	V	LORETA + 1,00	1,70	0,00	36 741,25	6 023,16
	M		A-1	1410 405,37	13,83	F	FOE	1,50	50 930,35	21 151,23	2 505,51
	M		A-1	1222 351,32	13,82	F	FOE	1,50	78 862,23	18 546,46	823,26
	M		A-1	152 560,00	13,52	V	LORETA + 1,00	1,70	8 060,00	2 676,63	214,78

Empunteur et débiteur au 01/01/19												
Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contre)	Couverture ? O/N (10)	Montant ouvert	Catégorie d'impact après ouverture ventuelle (11)	Capacité de crédit au 01/01/19	Durée résiduelle en années (12)	Taux d'intérêt			Annuité de l'emprunt		ICN de l'emprunt	
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (16)		Intérêt de service de l'emprunt (18)
M 46-48-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992	M	1 300 000,00	A-1	1 300 000,00	4,17	F	FIXE	1,750	76 540,48	22 150,00	17 685,62	17 685,62
M 46-48-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992	M	367 000,00	A-1	367 000,00	6,00	V	LIBRETA + 1000	1,750	18 300,00	1 400,00	5 553,17	5 553,17
M 46-48-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992	M	666 645,26	A-1	666 645,26	1,00	F	FIXE	1,900	333 337,38	12 366,06	5 794,26	5 794,26
M 46-48-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-1												

[illegible]

19) 20) 21) 22) 23) 24) 25) 26) 27) 28) 29) 30) 31) 32) 33) 34) 35) 36) 37) 38) 39) 40) 41) 42) 43) 44) 45) 46) 47) 48) 49) 50) 51) 52) 53) 54) 55) 56) 57) 58) 59) 60) 61) 62) 63) 64) 65) 66) 67) 68) 69) 70) 71) 72) 73) 74) 75) 76) 77) 78) 79) 80) 81) 82) 83) 84) 85) 86) 87) 88) 89) 90) 91) 92) 93) 94) 95) 96) 97) 98) 99) 100) 101) 102) 103) 104) 105) 106) 107) 108) 109) 110) 111) 112) 113) 114) 115) 116) 117) 118) 119) 120) 121) 122) 123) 124) 125) 126) 127) 128) 129) 130) 131) 132) 133) 134) 135) 136) 137) 138) 139) 140) 141) 142) 143) 144) 145) 146) 147) 148) 149) 150) 151) 152) 153) 154) 155) 156) 157) 158) 159) 160) 161) 162) 163) 164) 165) 166) 167) 168) 169) 170) 171) 172) 173) 174) 175) 176) 177) 178) 179) 180) 181) 182) 183) 184) 185) 186) 187) 188) 189) 190) 191) 192) 193) 194) 195) 196) 197) 198) 199) 200) 201) 202) 203) 204) 205) 206) 207) 208) 209) 210) 211) 212) 213) 214) 215) 216) 217) 218) 219) 220) 221) 222) 223) 224) 225) 226) 227) 228) 229) 230) 231) 232) 233) 234) 235) 236) 237) 238) 239) 240) 241) 242) 243) 244) 245) 246) 247) 248) 249) 250) 251) 252) 253) 254) 255) 256) 257) 258) 259) 260) 261) 262) 263) 264) 265) 266) 267) 268) 269) 270) 271) 272) 273) 274) 275) 276) 277) 278) 279) 280) 281) 282) 283) 284) 285) 286) 287) 288) 289) 290) 291) 292) 293) 294) 295) 296) 297) 298) 299) 300) 301) 302) 303) 304) 305) 306) 307) 308) 309) 310) 311) 312) 313) 314) 315) 316) 317) 318) 319) 320) 321) 322) 323) 324) 325) 326) 327) 328) 329) 330) 331) 332) 333) 334) 335) 336) 337) 338) 339) 340) 341) 342) 343) 344) 345) 346) 347) 348) 349) 350) 351) 352) 353) 354) 355) 356) 357) 358) 359) 360) 361) 362) 363) 364) 365) 366) 367) 368) 369) 370) 371) 372) 373) 374) 375) 376) 377) 378) 379) 380) 381) 382) 383) 384) 385) 386) 387) 388) 389) 390) 391) 392) 393) 394) 395) 396) 397) 398) 399) 400) 401) 402) 403) 404) 405) 406) 407) 408) 409) 410) 411) 412) 413) 414) 415) 416) 417) 418) 419) 420) 421) 422) 423) 424) 425) 426) 427) 428) 429) 430) 431) 432) 433) 434) 435) 436) 437) 438) 439) 440) 441) 442) 443) 444) 445) 446) 447) 448) 449) 450) 451) 452) 453) 454) 455) 456) 457) 458) 459) 460) 461) 462) 463) 464) 465) 466) 467) 468) 469) 470) 471) 472) 473) 474) 475) 476) 477) 478) 479) 480) 481) 482) 483) 484) 485) 486) 487) 488) 489) 490) 491) 492) 493) 494) 495) 496) 497) 498) 499) 500) 501) 502) 503) 504) 505) 506) 507) 508) 509) 510) 511) 512) 513) 514) 515) 516) 517) 518) 519) 520) 521) 522) 523) 524) 525) 526) 527) 528) 529) 530) 531) 532) 533) 534) 535) 536) 537) 538) 539) 540) 541) 542) 543) 544) 545) 546) 547) 548) 549) 550) 551) 552) 553) 554) 555) 556) 557) 558) 559) 560) 561) 562) 563) 564) 565) 566) 567) 568) 569) 570) 571) 572) 573) 574) 575) 576) 577) 578) 579) 580) 581) 582) 583) 584) 585) 586) 587) 588) 589) 590) 591) 592) 593) 594) 595) 596) 597) 598) 599) 600) 601) 602) 603) 604) 605) 606) 607) 608) 609) 610) 611) 612) 613) 614) 615) 616) 617) 618) 619) 620) 621) 622) 623) 624) 625) 626) 627) 628) 629) 630) 631) 632) 633) 634) 635) 636) 637) 638) 639) 640) 641) 642) 643) 644) 645) 646) 647) 648) 649) 650) 651) 652) 653) 654) 655) 656) 657) 658) 659) 660) 661) 662) 663) 664) 665) 666) 667) 668) 669) 670) 671) 672) 673) 674) 675) 676) 677) 678) 679) 680) 681) 682) 683) 684) 685) 686) 687) 688) 689) 690) 691) 692) 693) 694) 695) 696) 697) 698) 699) 700) 701) 702) 703) 704) 705) 706) 707) 708) 709) 710) 711) 712) 713) 714) 715) 716) 717) 718) 719) 720) 721) 722) 723) 724) 725) 726) 727) 728) 729) 730) 731) 732) 733) 734) 735) 736) 737) 738) 739) 740) 741) 742) 743) 744) 745) 746) 747) 748) 749) 750) 751) 752) 753) 754) 755) 756) 757) 758) 759) 760) 761) 762) 763) 764) 765) 766) 767) 768) 769) 770) 771) 772) 773) 774) 775) 776) 777) 778) 779) 780) 781) 782) 783) 784) 785) 786) 787) 788) 789) 790) 791) 792) 793) 794) 795) 796) 797) 798) 799) 800) 801) 802) 803) 804) 805) 806) 807) 808) 809) 810) 811) 812) 813) 814) 815) 816) 817) 818) 819) 820) 821) 822) 823) 824) 825) 826) 827) 828) 829) 830) 831) 832) 833) 834) 835) 836) 837) 838) 839) 840) 841) 842) 843) 844) 845) 846) 847) 848) 849) 850) 851) 852) 853)

(3) Medeiros e Silva, em nome do OJQ/PA, apresenta a seguinte conclusão:

(18) Indraguna has not been found in any of the 100 samples of *Chondrogaster* investigated at any of the localities in 1953.

[illegible]

| IV - ANNEXES | | | | | | | IV |
|---|-----------------------|--------------------------|--|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS | | | | | | | A2.4 |
| A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1) | | | | | | | |
| Structure | Indices sous-jacents | (1)
Indices zone euro | (2)
Indices inflation
franaise ou zone euro
ou écart entre ces
indices | (3)
Ecart d'indices zone
euro | (4)
Indices hors zone euro
et écart d'indices
dont l'un est un indice
hors zone euro | (5)
Ecart d'indices hors
zone euro | (6)
Autres indices |
| (A) Taux fixe simple, Taux variable simple,
Echange de taux fixe contre taux variable ou
inversement, Echange de taux fixe contre taux
variable ou Taux fixe (conclutif), Taux
variable simple plafonné (cap) ou encadré
(floor) | Nombre de
produits | 81 | | | | | |
| | % de l'encours | 80,31 % | | | | | |
| | Montant en euro c | 85 208 307,81 | | | | | |
| (B) Barrière simple, Pas d'effet de levier | Nombre de
produits | 1 | 2 | | | | |
| | % de l'encours | 1,34 % | 3,33 % | | | | |
| | Montant en euro c | 10 244 392,88 | 8 292 517,86 | | | | |
| (C) Option d'échange (swap) | Nombre de
produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euro c | | | | | | |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 5 : multiplicateur
jusqu'à 5 capé | Nombre de
produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euro c | | | | | | |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | Nombre de
produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euro c | | | | | | |
| (F) Autocollants de couverture | Nombre de
produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euro c | | | | | | |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

| IV - ANNEXES | | | | | | | | | | | | | IV |
|---|---------------------------------|-------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------------|--|---|--------------------------|------------------------|--|---------------------------|--|---------------------------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | | | | | | | | | | | | | |
| A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) | | | | | | | | | | | | | |
| Instruments de couverture
(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts ouverts | | | | Instruments de couverture | | | | | | | | |
| | Références de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Cote de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (2) | Maturité de la couverture (changement de taux) | Nationalité de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité des règlementations en brefs (4) | Montants de décaissements | Prime à verser pour réalisation d'option | Prime reçue pour vente d'option |
| | | 0.00 | 0.00 | | | | | 0.00 | | | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| | | | 0.00 | | | | | 0.00 | | | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| | | 2 367 841.48 | | | | | | 2 367 841.48 | | | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| | 595959511 500352 | 1 024 792.66 | 30/06/2024 | OPEFA BANK | SWAP | Taux | | 1 019 002.46 | 30/06/2018 | 30/06/2024 | A | 0.00 | 0.00 |
| | 0005492424(13) | 2 333 666.77 | 04/06/2018 | Credit Mutuel | COLLAR | Taux | | 2 333 643.76 | 30/09/2012 | 04/06/2022 | A | 0.00 | 0.00 |
| | | 2 367 841.48 | | | | | | 2 367 841.48 | | | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

1) Si un endomorphisme possède une image nulle, l'endomorphisme est nul.
2) Si un endomorphisme possède une image nulle, l'endomorphisme est nul.
3) Si un endomorphisme possède une image nulle, l'endomorphisme est nul.
4) Si un endomorphisme possède une image nulle, l'endomorphisme est nul.

| IV - ANNEXES | | | IV |
|--|--|--|------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE | | | A2.5 |

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| In chument de
couverture
(Pour chaque ligne,
indiquer le numéro de
contrat) | Etat de l'instrument de couverture | | | | | | | Catégorie d'emprunt(2) | | |
|--|------------------------------------|---|-----------------------|---------------|----------------|---|-----------------|------------------------|-----|----------------------------------|
| | Références de
l'emprunt couvert | Taux payé | | Taux reçu (7) | | Charge et produit net de l'origine du contrat | | | | |
| | | Index
(6) | Niveau de base
(8) | Index | Niveau de base | Charge coûtes | Produits autres | | | Avant opération de
couverture |
| Taux fixe (table) | | | | | | | 0.00 | 0.00 | | |
| Taux variable simple
(table) | | | | | | | 0.00 | 0.00 | | |
| Taux complexe (table) (2) | | | | | | | 343 248.32 | 14 325.43 | | |
| 36257 PL (3) | 553695511 (3) (3) (2) | EURIBOR 12M
compte entre -100 et 6
3005 4.45 | 4.45 | EURIBOR 12M | -0.12 | 605 555.94 | 14 325.43 | A-1 | B-1 | |
| 823723 (3) (3) (3) (3) (3) (3) | 0005484240 (1) (3) | EURIBOR 12M
compte entre -100 et 1
1,05 3005 1.05 | 1.05 | EURIBOR 12M | | 235 646.88 | 0.00 | A-1 | A-1 | |
| Total | | | | | | | 343 248.32 | 14 325.43 | | |

(1) Indiquer l'index, l'index de base et le niveau de base.

(2) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(3) Catégorie d'emprunt. Exemple : A-1 (pour les emprunts à court terme) ou B-1 (pour les emprunts à long terme).

| IV - ANNEXES | | | | | IV |
|--|-------------------------------------|---|--|--------------|---------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE | | | | | |
| DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME | | | | | A2.6 |
| A2.6 - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1) | | | | | |
| REPARTITION PAR PRETEUR | Dette en capital
à l'origine (2) | Dette en capital
au 01/01 de
l'exercice | Amortissement
au cours de
l'exercice | Dont | |
| | | | | Intérêts (3) | Capital |
| TOTAL | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| <u>auprès des organismes de droit privé</u> | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| <u>auprès des organismes de droit public</u> | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| <u>Dettes provenant d'émissions obligataires
(ex : émissions publiques ou privées)</u> | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |

(1) Total des dettes de l'organisme financé par l'emprunt d'un autre organisme, dans lequel y est prise en compte la dette.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à l'apport en capital de l'organisme financé par la commune.

(3) Total des intérêts au titre du capital et des amortissements de l'organisme financé par la commune.

BUDGET PRINCIPAL

| | |
|---|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A3 |

Biens acquis antérieurement au 01/01/2015

A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

| PROCEDURE | CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL | DELIBERATION DU |
|--|--|-------------------------|
| AMORTISSEMENT | Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.2321-1 du CGCT) : 500€ | |
| | Biens ou catégories de biens amortis : | 22 décembre 1995 |
| | a) Immobilisations incorporelles
- Logiciels 3 ans | |
| | b) Immobilisations corporelles
- Matériels informatiques 3 ans
- Mobilier de bureau 10 ans
- Instruments de musique 10 ans
- Equipements de garage et atelier 15 ans
- Equipements sportifs 10 ans
- Matériel de transport :
* Véhicules (neuf) 6 ans
* Véhicules (occasion) 3 ans
* Camions et véhicules industriels 5 ans
* Autres matériels de transport 6 ans
Autres matériels 10 ans | |
| ICNE | Sur le stock de la dette | |
| AMORTISSEMENT
CLOTURE BUDGET
CUISINE CENTRALE | Biens ou catégories de biens amortis :
amortissements en cours | 18 octobre 2010 |
| | a) Immobilisations incorporelles
- Logiciels 5 ans | |
| | b) Immobilisations corporelles
- Bâtiments 30 ans
- Installations générales 20 ans
- Matériel industriel 10 ans
- Matériel de transport 10 ans
- Mobilier 10 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique 10 ans
- Matériel et outillage 10 ans | |

Ville de Laval
DUREES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Bleus acquis à partir du 01/01/2015

| Catégorie d'immobilisation | Article comptable à
premier bilan | Durée d'amortissement |
|----------------------------|--------------------------------------|-----------------------|
|----------------------------|--------------------------------------|-----------------------|

| IMMOBILISATIONS DE FAIBLE VALEUR | | |
|---|--------|------|
| Seuls les biens en dehors de ceux des immobilisations de petite valeur d'amortissement (article R.2321-1 du CGCT) | < 500€ | 1 an |

| 1-IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
|--|---|--|
| Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre (PLU, éco.T...) | 202 | 10 ans |
| Frais d'études et d'insertion non suivis de travaux | 203 | 5 ans |
| Subventions d'équipement | 204 | Selon la durée de vie du bien financé :
- biens mobiliers, matériel et études : 5 ans max
- biens immobiliers ou installations : 30 ans max
- produits d'infrastructure d'infrastructure : 40 ans max |
| Logiciels | 205 | 5 ans |
| Autres immobilisations incorporelles | 207 s'il diffère des articles ci-dessus | 5 ans |

| 2-IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
|--|---|---------------|
| Agencement et aménagement de terrains (1) | 211* -212* | 20 ans |
| Parkings (1) | 213* | 30 ans |
| Constructions - Bâtiments en dur (1) | 213* | 30 ans |
| Constructions - Bâtiments préfabriqués (1) | 213* | 15 ans |
| Constructions pour autrui (1) | 214* | durée du bail |
| Constructions - Bâtiments d'exploitation (1) | 213* | 50 ans |
| Réseaux d'eau (1) | 215* | 50 ans |
| Réseaux d'assainissement (1) | 215* | 50 ans |
| Véhicules légers neufs (Voitures...) | 2182 | 7 ans |
| Véhicules légers d'occasion (Voitures...) | 2182 | 4 ans |
| Véhicules lourds neufs (camions, bennes...) | 2182 | 10 ans |
| Véhicules lourds d'occasion (camions, bennes...) | 2182 | 5 ans |
| Autre matériel de transport | 2182 | 5 ans |
| Matériel informatique | 2183 | 5 ans |
| Matériel et mobilier | 2184 et 2185 | 10 ans |
| Matériel industriel | 2184 | 10 ans |
| Poteaux d'incendie | 2188 | 50 ans |
| Autre matériel | 21* s'il diffère des articles ci-dessus | 10 ans |

(1) Uniquement pour les Services Publics Industriels et Commerciaux (S.P.I.C.) et Immeubles de rapport

Le calcul d'amortissement est fait selon la méthode de l'amortissement linéaire en année pleine, à partir de l'année qui suit la mise en service du bien.

| | |
|---------------------|----|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| ETAT DES PROVISIONS | A4 |

A4 - ETAT DES PROVISIONS

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) | Date de la constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N | Montant total des provisions constituées | Montant des reprises | SOLDE |
|--|---|---|---|--|----------------------|--------------|
| PROVISIONS BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | | | | | | |
| Provisions pour dépréciation (2) | | | | | | |
| TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES | | | | | | |
| PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | | | | | | |
| Excédent eau et assainissement | 5 322 876.25 | 18 DECEMBRE 2017 | | 5 322 876.25 | 995 386.28 | 4 327 489.97 |
| Provision pour pertes de change | | 2013 à 2016 | 11 895 792.62 | 11 895 792.62 | 11 895 792.62 | 0.00 |
| Provision pour garantie d'emprunt | | 28/11/2016 | 174 499.08 | 174 499.08 | | 174 499.08 |
| Provision pour crédits de TVA | | 17 DECEMBRE 2018 | 177 780.00 | 177 780.00 | | 177 780.00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | | | 12 876.50 | 12 876.50 | 12 876.50 | 0.00 |
| Provisions pour clients douteux | | 17 DECEMBRE 2018 | 33 592.90 | 33 592.90 | | 33 592.90 |
| TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | | | | | | |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement)

| | |
|---|------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES | A6.1 |

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions
nouvelles | Vote (2) |
|--|---|---------------------------|--------------|
| DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES
PROPRES = A + B | | 8 060 000.00 | 8 060 000.00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (A) | 8 037 000.00 | 8 037 000.00 |
| 1641 | EMPRUNTS EN EURO | 7 328 000.00 | 7 328 000.00 |
| 16441 | OPERATIONS AFFERENTES A L'EMPRUNT | 639 000.00 | 639 000.00 |
| 16818 | AUTRES EMPRUNTS AUTRES PRETEURS | 70 000.00 | 70 000.00 |
| Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B) | | 23 000.00 | 23 000.00 |
| 10226 | TAXE D'AMENAGEMENT | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 13918 | SUBV D INVESTIS RATTACHEES AUX ACTIFS
AMORTISSABLES - AUTRES | 3 000.00 | 3 000.00 |
| 020 | Dépenses imprévues | | |

| | Op. de l'exercice
I | Restes à réaliser
en dépenses de
l'exercice
précédent
(3)(4) | Solde
d'exécution 0001
(3)(4) | TOTAL
II |
|---|------------------------|--|-------------------------------------|--------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | 8 060 000.00 | | | 8 060 000.00 |

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
 (2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
 (3) Inscrire uniquement le compte administratif si l'exercice est en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
 (4) Indiquer le montant correspondant au poste II - Prévisions générales de budget - vote d'ensemble.

| IV - ANNEXES | | IV |
|---|--|------|
| ELEMENTS DU BILAN | | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES | | A6.2 |

RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|----------|---|------------------------|--------------|
| | RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b | 9 060 000.00 | 9 060 000.00 |
| | Ressources propres externes de l'année (a) | 1 077 000.00 | 1 077 000.00 |
| 10222 | F.C.T.V.A. | 800 000.00 | 800 000.00 |
| 10226 | TAKE D'AMENAGEMENT | 200 000.00 | 200 000.00 |
| 27638 | AUTRES CREANCES IMMOBILISEES SUR AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS | 77 000.00 | 77 000.00 |
| | Ressources propres internes de l'année (b) (3) | 7 983 000.00 | 7 983 000.00 |
| 2802 | AMORT DES FRAIS LIES A LA REALISATION DES DOC D'URBAN ET A LA NUMERIS DU CADAST | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 28031 | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'ETUDES | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 28033 | AMORTISSEMENTS DES FRAIS D'INSERTION | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 2804112 | AMORT. SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES-ETAT-BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 45 000.00 | 45 000.00 |
| 28041382 | AMORT SUBV. EQUIPT VERSEES-AUTRES GROUP COLLECTIV.-BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 28041383 | AMORT SUBV. EQPT VERSEES-AUTRES GRPT COLLEC.-PROUETS D'INFRASTR. D'INTERET NATIONAL | 40 000.00 | 40 000.00 |
| 2804182 | AMORT. SUBV. EQPT VERSEES-AUTRES ORG. PUBLICS - BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 3 000.00 | 3 000.00 |
| 2804183 | AMORT SUBV. EQPT VERSEES-AUTRES ORG. PUBLICS-PROUETS D'INFRASTR. D'INTERET NAT. | 35 000.00 | 35 000.00 |
| 280421 | AMORT. SUBV. EQPT VERSEES-PERS. DE DROIT PRIVE-BIENS MOBILIERES, MAT. ET ETUDES | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 280422 | AMORT. SUBV. EQPT VERSEES-PERS. DE DROIT PRIVE-BIENS MOBILIERES, MATERIEL ET ETUDES | 120 000.00 | 120 000.00 |
| 2804412 | AMORT SUBV. EQPT VERSEES ENNATURE-ORG. PUBLICS-BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 30 000.00 | 30 000.00 |
| 28051 | AMORTISSEMENT CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES | 100 000.00 | 100 000.00 |
| 28121 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES PLANTATIONS D'ARBRES ET ARBUSTES | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 281312 | AMORTISSEMENTS BATIMENTS SCOLAIRES | 5 000.00 | 5 000.00 |
| 281318 | AMORTISSEMENTS AUTRES BATIMENTS PUBLICS | 100 000.00 | 100 000.00 |
| 28135 | AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS | 20 000.00 | 20 000.00 |
| 281568 | AMORTISSEMENTS AUTRE MATERIEL ET OUTILLAGE D'INCENDIE ET DE DEFENSE CIVILE | 10 000.00 | 10 000.00 |
| 28182 | AMORTISSEMENTS MATERIEL DE TRANSPORT | 250 000.00 | 250 000.00 |
| 28183 | AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE | 180 000.00 | 180 000.00 |
| 28184 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | 90 000.00 | 90 000.00 |
| 28188 | AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 600 000.00 | 600 000.00 |
| 4817 | PENALITES DE RENEGOCIATION DE LA DETTE | 56 000.00 | 56 000.00 |
| 024 | Produits de cessions | 2 600 000.00 | 2 600 000.00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 3 527 000.00 | 3 527 000.00 |

| | Opérations de
l'exercice
III | Restes à réaliser
en recettes de
l'exercice
précédent (4)(5) | Solde d'exécution
R001 (4)(5) | Affectation R0168
(4) | TOTAL
IV |
|--------------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|--------------------------|--------------|
| Total ressources propres disponibles | 9 060 000.00 | | | | 9 060 000.00 |

| | Montant |
|--|---------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres (II) | 8 060 000.00 |
| Ressources propres disponibles (IV) | 9 060 000.00 |
| Solde (V = IV-II)(6) | +1 000 000.00 |

① Les comptes 15, 169, 25, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

② Crédits de l'exercice ou des exercices antérieurs.

③ Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

④ Lorsque le régime de la commune administrative est celui de l'épave antérieure des résultats de l'exercice précédent.

⑤ Indiquer le montant correspondant à l'annulation II - P. Répartition générale du budget - une d'ensemble.

⑥ Indiquer le signe algébrique.

| | |
|------------------------------|----|
| M ANNEXES | M |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| ETAT DES CHARGES TRANSFEREES | A8 |

| Exercice | Nature de la
dépense
transférée | Durée de
l'étalement | Date de la
délibération | Montant de la
dépense
transférée au
compte 481 | Montant amorti
au titre des
exercices
précédents | Montant de la
dotation aux
amortissements
de l'exercice
(c.16862) | solde (1) |
|----------|--|-------------------------|----------------------------|---|---|---|------------|
| 2019 | Etalement de la
pénalité de
refinancement
de l'emprunt
FIXES | 9 ans | 09/02/2015 | 500 000,00 | 222 222,24 | 55 555,56 | 222 222,20 |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = H-I-II)

| IV - ANNEXES | | IV |
|--|--|------|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | | |
| EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT | | B1.1 |

| B1.1 - ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L.2313-1 6°, L.5211-36 et L.5711-1 du CGCT) | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|-------------|------------------------------|-----------------|---------------------------------|----------------------------------|--------------|-------------------------|-----------------|--------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|--|
| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et pourcentage d'emprunt (%) | | Capital remboursé au 31/12/N | Montant initial | Durée de remboursement (années) | Périodicité de remboursement (2) | Taux initial | | | Taux à la date du vote du budget (3) | | Indice du coût de l'emprunt | Annuité globale au cours de l'exercice |
| | Année | Pourcentage | | | | | Taux (2) | Index (4) | Taux adossé (6) | Taux (2) | Index (4) | | |
| Totaux des emprunts contractés par de caisses d'habitat ou de C.E.P. (hors engagements) | | | | | | | | | | | | | |
| EPIC PUBLIC FONCIER LOCAL DE LA MAYENNE | 2017 | P | 2 023 000 000 | 2 023 000 000 | 1,17 | A | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | 10 475,14 |
| EPIC PUBLIC FONCIER LOCAL DE LA MAYENNE | 2016 | F | 155 250 000 | 155 250 000 | 1,17 | X | F | FOE | 0,50 | F | FOE | 0,50 | 1 522,35 |
| MEDIANE HABITAT | 2016 | P | 57 400 500 | 57 400 500 | 45,17 | A | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | 3 077,66 |
| MEDIANE HABITAT | 2016 | P | 218 051 500 | 218 051 500 | 25,17 | A | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | 4 056,32 |
| MEDIANE HABITAT | 2016 | P | 3 954 555 500 | 3 954 555 500 | 25,17 | A | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | 67 571,58 |
| MEDIANE HABITAT | 2016 | P | 2 256 000 000 | 2 256 000 000 | 25,17 | A | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | V | EURIBOR -12+0,50 | 0,50 | 30 525,64 |
| Totaux des emprunts contractés par de caisses d'habitat ou de C.E.P. (hors engagements, tableau) | | | | | | | | | | | | | |
| ASSOCIATION MARTINO LAVALLOIS | 2003 | P | 122 700 000 | 122 700 000 | 0,02 | M | F | FOE | 4,95 | F | FOE | 5,00 | 15,95 |
| ASSOCIATION PARENTS-AMIS DES ENFANTS DE LA MAYENNE | 2005 | P | 1 350 000 000 | 1 350 000 000 | 1,00 | M | F | FOE | 4,02 | F | FOE | 3,50 | 3 070,24 |
| ASSOCIATION LES AMIS DE LA MAYENNE | 2005 | C | 304 550 000 | 304 550 000 | 3,00 | T | V | MOYENNE MOYENNE MOYENNE | 4,21 | V | MOYENNE MOYENNE MOYENNE | 2,50 | 23 374,25 |

| Désignation du
bénéficiaire | Année de mobilisation et
part d'amortissement
l'emprunt() | | Capacité
l'emprunteur | Organisme
prévu au chef
de file | Montant initial | Capacité restant dû
au 01/01/N | Durée
réduite | Prévisibilité
de croissance
émissions() | Taux initial | | | | Taux à la date du vote du
budget() | | | Catégorie
d'emprunt
(7) | Indicateur
de risque
pouvant
modifier
l'emprunt | Annuité garantie au
courant l'exercice | |
|--|---|------|--|---------------------------------------|-----------------|-----------------------------------|------------------|---|--------------|------------------------------|----------|------------|---------------------------------------|-----------------|------------|-------------------------------|---|---|--|
| | Année | Part | | | | | | | Taux (3) | Indice (4) | Taux (5) | Indice (4) | Moyen de
Sui | En intérêts (3) | En capital | | | | |
| ASSOCIATION
THIERRE
ROUEN | 2007 | P | CONSTRUCTION
MAISON DE
RETRAITE | Caisse d'épargne
Corrézienne | 721 000,00 | 150 578,55 | 253 | A | F | FDE | 0,000 | F | FKE | 6,000 | A-1 | | 9 214,72 | 43 240,55 | |
| CAT LA BELLE
COURAGE | 2002 | C | Travaux
d'extension de
logement | Credit IMAJUS | 54 500,00 | 15 531,25 | 333 | M | F | FDE | 5,453 | F | FKE | 5,300 | A-1 | | 717,32 | 4 550,00 | |
| FEDERATION
DES
ASSOCIATIONS
CIVILES DE LA
MAYENNE | 2012 | P | refaçon route
du Kyr caluel
FOUET | Banque
Populaire de
FOUET | 400 000,00 | 51 744,25 | 1333 | M | F | FDE | 4,407 | F | FKE | 3,500 | A-1 | | 3 124,14 | 5 464,54 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2005 | X | IMMOBILE
GREBAIN | Caisse d'épargne | 50 000,00 | 15 085,55 | 533 | T | V | TACKEN
+ 0,6000 | 2,354 | V | TACKEN
+ 0,6000 | 0,000 | A-1 | | 0,000 | 3 427,35 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2005 | P | IMMOBILE
GREBAIN | Credit IMAJUS | 50 000,00 | 25 022,05 | 503 | T | F | FDE | 4,510 | F | FKE | 4,200 | A-1 | | 1 350,57 | 2 555,75 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2005 | P | IMMOBILE
GREBAIN | Credit Agricole | 50 000,00 | 25 551,73 | 525 | M | V | TACKEN
+ 0,6000 | 2,351 | V | TACKEN
+ 0,6000 | 1,200 | A-1 | | 313,35 | 2 718,25 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2007 | X | Travaux
d'extension de
route de
Gennes Rue
M. Thiers à Bland | Credit IMAJUS | 250 000,00 | 112 052,15 | 675 | T | V | MOYEUR
BORJEN
+ 0,7000 | 3,201 | V | MOYEUR
BORJEN
+ 0,7000 | 0,300 | A-1 | | 741,55 | 16 255,00 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2007 | X | Extension de
route de
Gennes Rue
M. Thiers | Credit Agricole | 250 000,00 | 111 274,55 | 652 | T | V | MOYEUR
12M +
0,7000 | 2,334 | V | MOYEUR
12M +
0,7000 | 0,511 | A-1 | | 537,55 | 16 222,54 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2007 | X | Extension de
route de
Gennes Rue
M. Thiers | Caisse d'épargne | 250 000,00 | 97 453,77 | 617 | T | V | TACKEN
+ 0,7000 | 2,105 | V | TACKEN
+ 0,7000 | 0,344 | A-1 | | 315,02 | 16 053,72 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2005 | X | Quai Jean
Fouquet | Credit IMAJUS | 50 000,00 | 9 451,35 | 225 | M | V | MOYEUR
12M +
0,6000 | 2,755 | V | MOYEUR
12M +
0,6000 | 0,411 | A-1 | | 314,50 | 3 553,74 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2004 | X | Extension route
CHRISTIAN
LAVAL | Credit IMAJUS | 232 300,00 | 43 703,50 | 250 | T | V | MOYEUR
12M +
0,3000 | 2,445 | V | MOYEUR
12M +
0,3000 | 0,300 | A-1 | | 112,53 | 16 233,25 | |
| LAVAL
MAYENNE
ARENEMENT
S | 2002 | P | ADAM | Credit Agricole | 25 750,00 | 3 007,15 | 075 | T | V | BOBON
12M +
0,4000 | 2,575 | V | BOBON
12M +
0,4000 | 0,300 | A-1 | | 635 | 3 007,15 | |
| Tableau d'emprunts financés pour de capitaux de logement total | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ASS. LAVAL
FOYER JEUNES
TRAVAIL | 2001 | P | ASS. LAVAL
FOYER JEUNES
TRAVAIL | Caisse d'épargne
Corrézienne | 234 332,17 | 73 332,51 | 442 | A | V | LAUREN
+ 1,5000 | 0,000 | V | LAUREN
+ 1,5000 | 2,000 | A-1 | | 1 500,31 | 14 553,57 | |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et pourcentage garanti par l'emprunt (1) | | Capital initial | Montant initial | Capital restant au 31/12/N | Durée de maturité (années) | Périodicité de remboursement (2) | Taux initial | | | Taux à la date du vote du budget (3) | | | Indice du devis pour l'ajustement du montant | Annuité garantie au moment de l'emprunt | |
|--------------------------------|--|------|--|-----------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------------|--------------|-----------------|-----------------|--------------------------------------|-----------------|---------------|--|---|------------|
| | Année | Part | Capital initial | Montant initial | Capital restant au 31/12/N | Durée de maturité (années) | Périodicité de remboursement (2) | Taux (3) | Index (4) | Taux ajusté (5) | Taux (3) | Index (4) | Index de base | | En millions (3) | En capital |
| ASSOCIATION DES AMIS DU PAYSAN | 656 | P | PRÉF. DEBOISSONNEMENT RUE PARADES | 5 173,79 | 155 733,31 | 392 | A | F | FOE | 5566 | F | FOE | 6000 | A-1 | 5347,36 | 26 612,00 |
| CANTAL BELLE COURAGE | 659 | C | CO.MSTR. RESTRUCT. ROYER HERBERT | 643 334,25 | 35 165,79 | 033 | A | F | FOE | 0000 | F | FOE | 3500 | A-1 | 114152 | 32 165,79 |
| MEDIANE HABITAT | 659 | P | CO.MSTR.3 LOOTS LUTLA OPERATOIN ROUET | 640 232,57 | 59 546,32 | 500 | A | F | FOE | 5395 | F | FOE | 5500 | A-1 | 321956 | 8 466,54 |
| MEDIANE HABITAT | 659 | P | CO.MSTR.12 LOOTS LUTLA D'HERNE | 1 059 933,51 | 135 697,33 | 500 | A | F | FOE | 0000 | F | FOE | 5500 | A-1 | 7 238,35 | 19 264,37 |
| MEDIANE HABITAT | 659 | P | CO.MSTR. LOOTS LUTLA RUE J. HUNAUT | 213 425,52 | 39 165,00 | 1117 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 1500 | A-1 | 136207 | 8 009,58 |
| MEDIANE HABITAT | 659 | P | CO.MSTR.6 LOOTS RES J. HUNAUT | 313 256,52 | 143 635,23 | 1217 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 294436 | 11 765,81 |
| MEDIANE HABITAT | 654 | P | CO.MSTR.12 LOOTS CHAUMINETTES | 717 301,75 | 354 335,77 | 1100 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 727456 | 29 427,90 |
| MEDIANE HABITAT | 656 | P | CO.MSTR.32 LOOTS RUE DU POLE ENU | 1 500 628,00 | 710 531,42 | 1175 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 1470944 | 59 501,11 |
| MEDIANE HABITAT | 656 | P | Construction d'un logement pour personnes âgées (un handicapé) | 1 016 310,45 | 146 314,27 | 150 | A | F | FOE | 6500 | F | FOE | 4500 | A-1 | 658835 | 72 971,35 |
| MEDIANE HABITAT | 654 | P | CO.MSTR.32 LOOTS RUE DU POLE ENU | 2 051 745,53 | 1 016 074,50 | 1100 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 2018000 | 84 074,50 |
| MEDIANE HABITAT | 656 | P | ACQ. AMELIOR.3 LOOTS PLST EXIP | 41 161,22 | 20 363,56 | 1100 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 41746 | 1 685,82 |
| MEDIANE HABITAT | 656 | P | Construction d'un logement au Parc de la Vallée | 585 056,31 | 239 281,52 | 950 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 491716 | 23 940,30 |
| MEDIANE HABITAT | 650 | P | ACQ. IMMEUBLE 21 RUE DE LA VALLÉE | 11 433,62 | 4 897,23 | 950 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 2000 | A-1 | 9968 | 422,34 |
| MEDIANE HABITAT | 656 | P | Acquisition d'un terrain St. Anne | 622 908,52 | 61 238,70 | 925 | A | V | LVRET_A +1,5000 | 0000 | V | LVRET_A +1,5000 | 1500 | A-1 | 56845 | 6 725,02 |

| Dépense du titulaire | Année de mobilisation et pourcentage d'emprunt (%) | | Objet de l'emprunt (d) | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital remboursé au 31/12/14 | Durée de l'emprunt (en années) | Périodicité de remboursement (2) | Taux initial | | | Taux à la date du vote du budget (8) | | | Indice du devis pour l'achat du matériel | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|----------------------|--|-------------|--|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|--------------|------------------|-----------------|--------------------------------------|------------------|----------------|--|---|------------|
| | Année | Pourcentage | | | | | | | Taux (3) | Indice (4) | Taux adossé (5) | Taux (6) | Indice (7) | Niveau de base | | Bénéficiaire (2) | En capital |
| MEDIANE HABITAT | 2007 | P | Construction d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 600 000,00 | 250 000,00 | 10,17 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 2,000 | A-1 | 600 000,00 | 250 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2006 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 200 000,00 | 150 000,00 | 9,25 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 2,000 | A-1 | 200 000,00 | 150 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2007 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 150 000,00 | 500 000,00 | 10,42 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 1,500 | A-1 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2007 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 70 000,00 | 30 000,00 | 10,42 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 2,000 | A-1 | 70 000,00 | 30 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2007 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 150 000,00 | 500 000,00 | 10,00 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 1,500 | A-1 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2008 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 500 000,00 | 250 000,00 | 11,50 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 2,000 | A-1 | 500 000,00 | 250 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2007 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 400 000,00 | 170 000,00 | 10,00 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 1,500 | A-1 | 400 000,00 | 170 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2008 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 250 000,00 | 500 000,00 | 11,50 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 2,000 | A-1 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2009 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 70 000,00 | 30 000,00 | 12,25 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 2,000 | A-1 | 70 000,00 | 30 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2011 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 1 400 000,00 | 1 300 000,00 | 32,50 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 1,500 | A-1 | 1 300 000,00 | 300 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2002 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 300 000,00 | 200 000,00 | 20,00 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 1,400 | A-1 | 300 000,00 | 200 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2002 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 500 000,00 | 500 000,00 | 20,00 | A | F | FIXE | 0,0000 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2002 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 350 000,00 | 250 000,00 | 19,33 | A | F | FIXE | 0,0000 | F | FIXE | 1,500 | A-1 | 450 000,00 | 100 000,00 |
| MEDIANE HABITAT | 2001 | P | Acquisition d'un local pour l'association des habitants | Caisse d'épargne | 110 000,00 | 75 000,00 | 17,42 | A | V | LMRET_A + 1,5000 | 0,0000 | V | LMRET_A + 1,5000 | 1,500 | A-1 | 100 000,00 | 30 000,00 |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et pour l'emprunt (1) | | Organisme prêteur ou affectataire de l'opération | Montant initial | Capitaux remboursés au 01/01/N | Durée résiduelle (années) | Taux initial | | | Taux à la date du vote du budget (8) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indice ou devise du monnaie | Annuité garantie au débiteur l'emprunteur | |
|-----------------------------|---|--------|--|-----------------|--------------------------------|---------------------------|--------------|-----------|----------|--------------------------------------|-----------|----------------|-------------------------|-----------------------------|---|------------|
| | Année | Profil | | | | | Taux (2) | Index (4) | Taux (5) | Taux (2) | Index (4) | Niveau de base | | | En index (3) | En capital |
| MEDIANE HABITAT | 2001 | P | REDAIS
RUE ANNE
SILVANOVA | 333 565,40 | 555 004,52 | 12,42 | V | LVRET_A | 0,000 | V | LVRET_A | 1,500 | A-1 | | 11 651,026 | 25 311,56 |
| MEDIANE HABITAT | 2001 | P | REDAIS
FOYER
THUROT | 2 144 567,57 | 1 424 753,44 | 12,52 | V | LVRET_A | 0,000 | V | LVRET_A | 1,500 | A-1 | | 25 563,47 | 66 313,13 |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | LAGRANGE
REPAUDIERE | 795 147,13 | 9 145,30 | 0,92 | V | LVRET_A | 0,000 | V | LVRET_A | 2,000 | A-1 | | 197,72 | 9 167,31 |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | CONSTR. 40
LOOTS LOTTA
DIERNE | 2 249 853,24 | 1 021 354,55 | 12,52 | V | LVRET_A | 0,000 | V | LVRET_A | 2,000 | A-1 | | 22 178,54 | 85 211,52 |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | CONSTR. 2
LOOTS LOT
DIERNE | 519 764,42 | 200 245,56 | 13,02 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 4 014,43 | 14 510,05 |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | ACQ. AMELOR. 10
LOOTS EX
CASSEM | 336 357,44 | 15 643,50 | 12,02 | V | LVRET_A | 0,000 | V | LVRET_A | 1,500 | A-1 | | 2 332,58 | 15 165,24 |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | ACQ. AMELOR. 35
LOOTS EX
CASSEM | 1 157 614,57 | 335 252,22 | 13,02 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 16 522,54 | 59 941,72 |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | CONSTR. 12
LOOTS LOTTA
DIERNE | 350 337,45 | 304 545,02 | 13,02 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 62 49,26 | 22 545,35 |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | REHAB. 55
LOOTS GROUPE
D'AVOUIT | 333 565,40 | 51 407,52 | 0,42 | V | LVRET_A | 0,000 | V | LVRET_A | 2,000 | A-1 | | 1 024,32 | 53 407,52 |
| MEDIANE HABITAT | 1997 | P | 24 LOUVERNE
RUE VERMOREL | 551 446,56 | 10 346,52 | 1,92 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 1,200 | A-1 | | 4 134,91 | 52 041,31 |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | 78 LOUVERNE
RUE DE
BEAUMAIS | 600 276,53 | 20 751,42 | 2,42 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 47 132 | 6 795,21 |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | 51 LOUVERNE
RUE ANNE
JULIAN | 2 235 725,26 | 330 141,27 | 2,42 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 3 527,06 | 127 324,52 |
| MEDIANE HABITAT | 1994 | P | FOYER PERS.
AGRES RUE
ELJANNIN | 513 143,36 | 45 550,53 | 1,67 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 22 462,22 | 25 216,57 |
| MEDIANE HABITAT | 1994 | P | 23 LOOTS - 54
RUE LO
LAGRANGE | 1 593 153,45 | 13 273,70 | 1,92 | F | FKE | 0,000 | F | FKE | 2,000 | A-1 | | 6 525,54 | 51 219,53 |

| Désignation du bien/bénéficiaire | Année de mobilisation et point d'arrêt commensal (remprunt(1)) | | Capacité (remprunt) garantissant de fin | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capacité restant au 01/01/N | Date de clôture | Période de crédit (années) | Taux initial | | | | Taux la date du vote du budget (2) | | | | Indice du coût de l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|----------------------------------|--|---------|---|-----------------------------------|-----------------|-----------------------------|-----------------|----------------------------|--------------|-----------|----------|-----------|------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------------------------|---|--------------|
| | Année | Période | | | | | | | Taux (2) | Index (4) | Taux (5) | Index (6) | Taux (2) | Index (4) | Index (6) | Index (7) | | En index (8) | En index (9) |
| MEDIANE HABITAT | 1992 | P | RUE EDGÈNE MESSIER | Caisse d'épargne | 139 000,24 | 55 320,25 | 5/90 | A | V | LIVRET_A | 0,000 | V | LIVRET_A | 1,200 | A-1 | | 716,02 | 9 517,26 | |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | 22 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 1 143 357,63 | 337 141,73 | 6/17 | A | V | LIVRET_A | 0,000 | V | LIVRET_A | 1,200 | A-1 | | 491,670 | 55 035,02 | |
| MEDIANE HABITAT | 1999 | P | 25 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 1 256 816,65 | 431 258,43 | 6/85 | A | V | LIVRET_A | 0,000 | V | LIVRET_A | 1,200 | A-1 | | 547,42 | 62 893,26 | |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | 13 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 585 765,54 | 35 677,54 | 0/67 | A | V | LIVRET_A | 0,000 | V | LIVRET_A | 2,000 | A-1 | | 751,50 | 36 077,28 | |
| MEDIANE HABITAT | 1997 | P | 34 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 545 833,94 | 138 617,75 | 4/42 | A | V | LIVRET_A | 0,000 | V | LIVRET_A | 0,800 | A-1 | | 1 222,52 | 26 551,54 | |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | PROGRAMME JACQUES RICHARD | Caisse d'épargne | 163 344,53 | 27 231,63 | 2/67 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 2,000 | A-1 | | 628,93 | 8 947,00 | |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | 20 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 1 025 551,25 | 93 491,05 | 0/42 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 2,000 | A-1 | | 1 239,45 | 60 461,05 | |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | 14 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 25 256,72 | 1 751,12 | 0/42 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 2,000 | A-1 | | 367,2 | 1 751,02 | |
| MEDIANE HABITAT | 1995 | P | 54 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 53 253,05 | 510,32 | 0/42 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 2,000 | A-1 | | 117,10 | 511,23 | |
| MEDIANE HABITAT | 1997 | P | LES REAUX D'HERBES - 24 MARAIS | Caisse d'épargne | 632 221,32 | 25 832,34 | 4/67 | A | V | LIVRET_A | 0,000 | V | LIVRET_A | 1,200 | A-1 | | 378,93 | 6 021,45 | |
| MEDIANE HABITAT | 1994 | P | 25 LOUÏS BOUTIN | Caisse d'épargne | 1 167 455,22 | 135 455,22 | 1/17 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 2,000 | A-1 | | 595,258 | 65 411,24 | |
| MEDIANE HABITAT | 1975 | P | BNP PUNTSA | Caisse d'épargne | 455 555,73 | 25 911,94 | 1/25 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 1,000 | A-1 | | 259,12 | 13 330,05 | |
| MEDIANE HABITAT | 1972 | P | QUEVOY ROER | Caisse d'épargne | 42 624,75 | 5 555,62 | 4/00 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 1,000 | A-1 | | 600,0 | 1 051,83 | |
| MEDIANE HABITAT | 1972 | P | BNP PUNTSA | Caisse d'épargne | 47 701,30 | 6 714,31 | 4/00 | A | F | FDE | 0,000 | F | FDE | 1,000 | A-1 | | 67,14 | 1 316,26 | |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et
plan d'amortissement
l'emprunt() | | Capital
l'emprunt garanti | Organisme
préteur ou chef
de file | Montant initial | Capital restant
au 31/12/18 | Durée
réduite | Priorité
de classement | Taux initial | | | Taux d'ajustement du vote du
budget | | | Indicateur
de suivi
pour
le
montant | Annuité garantie au
début de l'exercice | |
|-----------------------------|---|--------|------------------------------------|---|-----------------|--------------------------------|------------------|---------------------------|--------------|------------|--------------------|--|------------|--------------------|---|--|------------|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Indice (4) | Taux
ajusté (5) | Taux (3) | Indice (4) | Niveau de
suivi | | En intérêts (3) | En capital |
| MEDIANE
HABITAT | 592 | P | SAHUM | Caisse d'épargne
Corrézienne | 5 895,26 | 688,57 | 37,5 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 802 | 184,21 |
| MEDIANE
HABITAT | 593 | P | QUEVIGNON | Caisse d'épargne
Corrézienne | 265 329,22 | 21 073,72 | 12,5 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 2107,4 | 10 614,2 |
| MEDIANE
HABITAT | 594 | P | PROGRASSIM
MOULIN 175
LOUITS | Caisse d'épargne
Corrézienne | 31 313,00 | 507,56 | 0,50 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 906 | 507,56 |
| MEDIANE
HABITAT | 594 | P | ROUTE
D'ANDREAS | Caisse d'épargne
Corrézienne | 252 453,68 | 8 477,52 | 0,25 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 8481 | 8 477,52 |
| MEDIANE
HABITAT | 594 | P | GRANDS
RAMPES | Caisse d'épargne
Corrézienne | 445 551,13 | 12 502,50 | 0,00 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 12502,5 | 12 502,5 |
| MEDIANE
HABITAT | 597 | P | EPINE 22
LOUITS | Caisse d'épargne
Corrézienne | 210 450 | 122,96 | 1,00 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 0,000 | A-1 | 0,00 | 61,90 |
| MEDIANE
HABITAT | 599 | P | 160 LOUITS
BIMURAT | Caisse d'épargne
Corrézienne | 27 407,11 | 10 047,6 | 0,50 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,600 | A-1 | 469,61 | 13 047,76 |
| MEDIANE
HABITAT | 599 | P | 115 LOUITS
BOULE
L'HESSIE | Caisse d'épargne
Corrézienne | 70 354,73 | 3 342,47 | 0,25 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,600 | A-1 | 120,66 | 3 342,47 |
| MEDIANE
HABITAT | 591 | P | 160 LOUITS
BIMURAT | Caisse d'épargne
Corrézienne | 261 856,61 | 29 527,17 | 1,50 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,600 | A-1 | 1077,36 | 14 682,57 |
| MEDIANE
HABITAT | 591 | P | FOYER CORDS
INVALIDES
TOUR | Caisse d'épargne
Corrézienne | 23 326,46 | 4 542,27 | 6,50 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 4648 | 630,56 |
| MEDIANE
HABITAT | 591 | P | 30 PLEIN
D'ANDREAS | Caisse d'épargne
Corrézienne | 14 010,06 | 2 733,75 | 6,25 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 1,000 | A-1 | 2734 | 378,57 |
| MEDIANE
HABITAT | 590 | P | SAHUM 13A
LOUITS
HORDON | Caisse d'épargne
Corrézienne | 261 129,52 | 12 354,52 | 0,50 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,600 | A-1 | 4448 | 12 354,52 |
| MEDIANE
HABITAT | 590 | P | SAHUM FOYER
PAUL BORDIN | Caisse d'épargne
Corrézienne | 11 526,16 | 1 035,32 | 1,00 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,300 | A-1 | 3472 | 526,62 |
| MEDIANE
HABITAT | 592 | P | BIMURAT-160
LOUITS | Caisse d'épargne
Corrézienne | 216 726,44 | 26 736,68 | 1,00 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,600 | A-1 | 50248 | 12 640,31 |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et
profil d'amortissement
l'emprunt(1) | | Copie
l'emprunt(2) | Organisme
préteur ou chef
de file | Montant initial | Capitaux restants
au 01/01/N | Durée
résiduelle | Périodicité
de versement
(2) | Taux initial | | | Taux d'après le vote du
conseil municipal | | | Catégorie
d'emprunt
(3) | Indice ou
taux de
remplacement | Annuité annuelle
sur les intérêts | |
|-----------------------------|--|--------|--|---|-----------------|---------------------------------|---------------------|------------------------------------|--------------|-----------|---------------------------|--|-----------|-------------------|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|------------|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (2) | Index (4) | Taux
adversaire
(5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de
taux | | | En intérêts (2) | En capital |
| MEDIANE
HABITANT | 2014 | P | 75 LOGEMENTS
RUE DE
BENOU/MS | Caisse d'épargne
Corréziennes | 57 414,52 | 5 534,23 | 0,67 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 2,000 | A-1 | | 314,43 | 5 534,23 |
| MEDIANE
HABITANT | 2013 | P | PROGRAMME
163 LOGEMENTS
MURAT | Caisse d'épargne
Corréziennes | 316 541,51 | 29 556,53 | 1,25 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,000 | A-1 | | 1 057,57 | 14 556,53 |
| MEDIANE
HABITANT | 2013 | P | 154 LOGEMENTS
RUE JEAN MARIE | Caisse d'épargne
Corréziennes | 43 350,07 | 6 016,55 | 2,25 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,000 | A-1 | | 2 165,56 | 1 534,33 |
| MEDIANE
HABITANT | 2014 | P | PROGRAMME
163 LOGEMENTS
HORDONS | Caisse d'épargne
Corréziennes | 145 421,12 | 20 058,94 | 2,00 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 3,000 | A-1 | | 7 221,12 | 6 461,31 |
| MEDIANE
HABITANT | 2014 | P | 5 LOGEMENTS
RUE DE
STRASBOURG | Caisse d'épargne
Corréziennes | 52 343,01 | 11 451,45 | 0,17 | A | F | FIXE | 0,000 | F | FIXE | 2,000 | A-1 | | 7 057,19 | 11 450,45 |
| MEDIANE
HABITANT | 2010 | P | CONSTRUCT. 2
LOGEMENTS
RUE DE
LUC | Caisse d'épargne
Corréziennes | 525 655,51 | 330 543,24 | 7,50 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 16 648,75 | 37 354,54 |
| MEDIANE
HABITANT | 2010 | P | CONSTRUCT. 14
LOGEMENTS
RUE DE
FREMIE | Caisse d'épargne
Corréziennes | 705 551,40 | 251 275,72 | 7,17 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 13 151,05 | 25 141,37 |
| MEDIANE
HABITANT | 2010 | P | CONSTRUCT. 20
LOGEMENTS
RUE DE
LUC | Caisse d'épargne
Corréziennes | 555 034,74 | 355 035,57 | 7,17 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 15 577,52 | 41 072,03 |
| MEDIANE
HABITANT | 2010 | P | 24 LOGEMENTS
RUE DE
RENAUDIE | Caisse d'épargne
Corréziennes | 57 252,31 | 5 453,42 | 7,17 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 1,200 | A-1 | | 52,40 | 525,51 |
| MEDIANE
HABITANT | 2010 | P | CONSTRUCT. 10
LOGEMENTS
RUE DE
FREMIE | Caisse d'épargne
Corréziennes | 234 151,25 | 50 250,27 | 7,00 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 4 542,02 | 5 655,51 |
| MEDIANE
HABITANT | 2010 | P | CONSTRUCT. 2
LOGEMENTS
RUE DE
LUC | Caisse d'épargne
Corréziennes | 425 752,45 | 127 171,55 | 7,17 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 3 537,01 | 23 248,25 |
| MEDIANE
HABITANT | 2011 | P | CONSTRUCT. 5
LOGEMENTS
RUE DE
LUC | Caisse d'épargne
Corréziennes | 453 445,35 | 15 300,25 | 7,25 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 3 035,91 | 20 342,55 |
| MEDIANE
HABITANT | 2011 | P | CONSTRUCT. 55
LOGEMENTS
RUE DE
LUC | Caisse d'épargne
Corréziennes | 2 402 253,53 | 5 530,23 | 7,33 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 155 463,53 | 114 594,23 |
| MEDIANE
HABITANT | 2011 | P | CONSTRUCT. 14
LOGEMENTS
RUE DE
RENAUDIE | Caisse d'épargne
Corréziennes | 754 152,21 | 221 442,22 | 7,50 | A | V | LMR ET A | 0,000 | V | LMR ET A | 2,000 | A-1 | | 5 155,55 | 34 555,35 |

| Désignation du
bénéficiaire | Année de mobilisation et
part d'amortissement
l'emprunt(1) | | Capacité
de paiement
annuelle(2) | Capit. restant(8)
au 30/06/18 | Durée
réduite | Principale
de remboursement
annuelle(2) | Taux initial | | | | Taux d'indice du taux du
budget(8) | | | | Catégorie
d'emprunt
(7) | Indice au
deuxième
mois
remboursé | Annuité payable au
courant l'exercice | |
|--------------------------------|--|---------|--|----------------------------------|------------------|---|--------------|-----------|------------------|----------|---------------------------------------|---------------------|---------------|------------|-------------------------------|--|--|--|
| | Année | Part(1) | | | | | Taux (2) | Index (4) | Taux
adjuv(6) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de
taux | En indice (3) | En capital | | | | |
| MEDIANE
HABITAT | 2011 | P | AOO
AMELIO LOT
RUE MARINER | 14.330,21 | 5 191,53 | 7,75 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 105,43 | 644,57 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2013 | P | COINSTR.24
LOOTS RUE
CROSSARDIER | 1 635 471,06 | 534 122,63 | 9,00 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 10744,51 | 52 094,52 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2013 | P | COINSTR.10
LOOTS RUE
RUE MARSE | 47 079,33 | 20 000,50 | 9,00 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 426,562 | 2 037,36 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2012 | P | AOO AMEL.1
LOOTS RUE
BUREAU | 24 391,84 | 9 730,28 | 8,50 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 109,54 | 1 074,73 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2013 | P | COINSTR.24
LOOTS RUE
HAMELUXOUE | 1 285 441,56 | 561 487,73 | 9,00 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 11510,66 | 56 933,73 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2013 | P | COINSTR.12
LOOTS RUE
HAMELUXOUE | 560 051,63 | 435 315,56 | 9,50 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 87,2648 | 42 373,22 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2014 | P | COINSTR.40
LOOTS RUE
CHAMINETTE | 2 783 459,10 | 1 297 350,43 | 10,00 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 26 606,76 | 117 339,77 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2014 | P | COINSTR.21
LOOTS RUE
HAMELUXOUE | 1 471 471,33 | 644 568,37 | 10,25 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A | 2,000 | A+1 | | 13 221,85 | 56 305,39 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2013 | P | AOO AMEL.1
LOOTS RUE
THEVALLES | 20 123,27 | 8 670,37 | 9,25 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A
+ 1,5000 | 2,000 | A+1 | | 177,74 | 851,73 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2016 | P | AMELIO LOT
LOOTS RUE
LOOTS RUE | 16 769,36 | 8 256,43 | 11,00 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A
+ 1,5000 | 2,000 | A+1 | | 170,07 | 687,36 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2019 | P | COINSTR.5
LOOTS RUE
CHAMINETTE | 300 953,56 | 137 605,33 | 12,25 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A
+ 1,5000 | 2,000 | A+1 | | 250,092 | 11 272,41 | |
| MEDIANE
HABITAT | 2013 | P | AOO AMEL.2
LOOTS RUE
REMAE | 45 724,71 | 16 568,25 | 11,33 | A | V | LMRET_A | 0,000 | V | LMRET_A
+ 1,5000 | 1,500 | A+1 | | 254,01 | 1 703,22 | |
| TOTAL
GENERAL | | | | 7 1620 346,316 | 30 407 820,86 | | | | | | | | | | | 802 308,60 | 2 388 867,80 | |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et parti d'amortissement de l'emprunt(1) | | Copie de l'emprunt(garant) | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capacité restant au 30/06 | Durée résiduelle | Périodicité de remboursement(2) | Taux initial | | | Taux à la date du vote du budget(8) | | Catégorie d'emprunt (7) | Indicateur de vote pour modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|-----------------------------|--|-------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------|---------------------------|------------------|---------------------------------|--------------|-----------|----------------|-------------------------------------|-----------|-------------------------|--|---|------------|
| | Année | Parti | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux adossé(5) | Taux (3) | Index (4) | | | En intérêts (3) | En capital |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour linéaire, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; B : bimestrielle ; M : mensuelle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la somme d'un taux fixe et d'un indice).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois...).

(5) Taux garanti, tous taxes compris.

(6) Taux hors option de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts soumis à la politique de la trésorerie DOB 01/19/2010 ou les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) L'indicateur indique sur quel article du budget initial et complétés à l'article 06111 « Intérêts des emprunts » (intérêts des emprunts).

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT | B1.2 |

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

| Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT | Valeur en euros |
|---|------------------------|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice | 3 470 267.40 |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice | |
| Annuité nette de la dette de l'exercice | 10 029 786.74 |
| Provisions pour garanties d'emprunts | |
| Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice | 13 500 054.14 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 61 632 000.00 |
| Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3) | 0.22 |

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

| IV - ANNEXES | | | | | | | | IV |
|--|----------------------------------|------------------------|-----------------|-------------|-------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|------|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | | | | | | | | ET 5 |
| ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES | | | | | | | | |
| ET 5 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES | | | | | | | | |
| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dettes en capital à l'origine | Dettes en capital 1/1/N | Annuité versée au cours de l'exercice | |
| 2017 | subventions à verser en annuités | | | | | | | |
| 2018 | Autres engagements donnés | | | | | | | |
| | Au profit d'organismes publics | | | | | | | |
| | Au profit d'organismes privés | | | | | | | |
| 2017 | solde de résiliation de swap | DEFFA BANK | 7 | A | 8 562 504,00 | 6 564 378,00 | 1 094 063,00 | |
| | TOTAL | | | | 8 562 504,00 | 6 564 378,00 | 1 094 063,00 | |

| IV - ANNEXES | IV |
|---|------|
| SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET | BI.7 |

BI.7 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET
(article L. 2311-7 du CGCT)

| Article
(1) | Subventions
... (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de
l'organisme | Montant de la
subvention |
|-----------------------------|---|--------------------------------------|---|------------------------------------|-----------------------------|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| 204182 | Subvention d'équipement | Extension réseaux | ERDF | Droit public | 20 000.00 |
| 2041511 | Subvention d'équipement | Equipement informatique et logiciels | Laval Agglomération | Droit public | 14 000.00 |
| 2041511 | Subvention d'équipement | Matériel et mobilier | Laval Agglomération | Droit public | 15 000.00 |
| 2041582 | Subvention d'équipement | Effacement réseaux | Territoire Energie Mayenne | Droit public | 35 000.00 |
| 20422 | Subvention d'équipement | Zac Ferné | SPLA | Droit privé | 210 000.00 |
| 20422 | Subvention d'équipement | Pem de la gare | SPLA | Droit privé | 50 000.00 |
| <i>TOTAL INVESTISSEMENT</i> | | | | | <i>344 000.00</i> |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 657363 | Subvention de fonctionnement organismes publics | Fonctionnement | Le théâtre-scène conventionnée de Laval | Droit public | 640 000 |
| 657362 | Subvention de fonctionnement organismes publics | Fonctionnement | CCAS | Droit public | 1 965 000 |
| 67441 | Subvention aux SPIC (Budget parking) | Fonctionnement | Budget annexe des parkings | Droit public | 299 000 |
| <i>TOTAL FONCTIONNEMENT</i> | | | | | <i>2 904 000</i> |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

VILLE DE LAVAL

SUBVENTIONS 2019 AUX ASSOCIATIONS

| déleg
ation | mission | action | association | total subv 2019 |
|--|---------|--------|--|-----------------|
| CULTURE - PATRIMOINE | | | | 540 200 |
| CULTURE ET PATRIMOINE | | | | 540 200 |
| ANIMATION DU PATRIMOINE | | | | 48 100 |
| | | | ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES ACTIONS CULTURELLES EN MAYENNE | 100 |
| | | | ASSO POUR LA PROMOTION DE L'ART D'AUJOURD'HUI EN MAYENNE - AAAS3 | 2 900 |
| | | | ATELIER PUBLIC DE SCULPTURE DE LAVAL | 4 500 |
| | | | ATMOSPHERES 53 | 22 000 |
| | | | CERCLE GENEALOGIQUE DE LA MAYENNE | 100 |
| | | | CLUB CARTHOPHILE DE LAVAL ET DE LA MAYENNE | 100 |
| | | | GROUPE DE RECHERCHE SUR LE MOUVEMENT SOCIAL 53 - L'ORIBUS | 1 000 |
| | | | L'ART AU CENTRE | 10 000 |
| | | | LAVAL IMAGE | 500 |
| | | | L'CEIL MECANIQUE | 4 000 |
| | | | MEDULINE | 400 |
| | | | VEILLES MAISONS FRANCAISES | 2 500 |
| FESTIVALS | | | | 268 500 |
| | | | ASSO POC POK | 133 500 |
| | | | LE RESEAU CHAINON | 103 500 |
| | | | LECTURE EN TETE | 31 500 |
| LIVRES ET LECTURE | | | | 2 100 |
| | | | ASSO DES AMIS DU LIVRE ET DES BIBLIOTHEQUES DE LAVAL | 100 |
| | | | ASSO L'AVALLLOISE DES AMATEURS DE BANDE DESSINEE | 500 |
| | | | GRAINE DE MOTS | 1 500 |
| MUSIQUE ET DANSE | | | | 41 500 |
| | | | ACADEMIE LYRIQUE PAYS DE LA LOIRE | 15 000 |
| | | | APOCLEM | 1 500 |
| | | | BIS REPETITA | 350 |
| | | | CHANTERIE LA PERRINETTE A COEUR JOIE | 350 |
| | | | CHORALE CAFE SUCRE A COEUR JOIE | 350 |
| | | | CHORALE FLORILEGE A COEUR JOIE | 350 |
| | | | CHORALE VOCALITE | 350 |
| | | | ENSEMBLE VOCAL UNA VOCE | 350 |
| | | | JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE | 3 000 |
| | | | LA GUINGUETTE | 2 000 |
| | | | L'AUTRE ASSOCIATION | 500 |
| | | | LYRE ST TUGAL | 350 |
| | | | MADIBA | 350 |
| | | | ORCHESTRE DE LAVAL ET DE LA MAYENNE | 350 |
| | | | ORCHESTRE D'HARMONIE DE LAVAL | 16 000 |
| | | | SCOLAICA | 350 |
| PRODUCTION DE SPECTACLES | | | | 171 500 |
| | | | ANIMA COMPAGNIE | 1 000 |
| | | | ART ZYGOTE | 19 000 |
| | | | ASSO CULTURELLE THEATRE DU TIROIR | 23 000 |
| | | | ASSO LOISIRS ET CULTURE JEAN MACE | 23 000 |
| | | | ASSO MAYENNAISE DE LIAISON ECOLE ET THEATRE - AMLET | 1 500 |
| | | | CENTRE DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION : THEATRE DE L'ECHAPPEE | 14 000 |
| | | | CHANTIER | 10 000 |
| | | | FAL 53 L'AVANT SCENE | 56 000 |
| | | | THEATRE D'AIR | 24 000 |
| THEATRE | | | | 8 500 |
| | | | FAL 53 SAISON JEUNE PUBLIC | 6 000 |
| | | | LES MAUVAISES HERBES | 2 500 |
| ECOLOGIE URBAINE | | | | 7 100 |
| VIE MUNICIPALE | | | | 7 100 |
| RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS | | | | 7 100 |
| | | | ABEILLES MAYENNAISES | 1 500 |
| | | | ASSO AGREEE DE PECHE ET DE PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE DE LAVAL | 2 000 |
| | | | ASSO DES PECHEURS A LA MOUCHE DE LA MAYENNE | 100 |
| | | | MAYENNE NATURE ENVIRONNEMENT | 2 000 |
| | | | SOCIETE D'HORTICULTURE DE LA MAYENNE | 900 |
| | | | SYNDICAT APICOLE 53 | 600 |
| EDUCATION | | | | 13 500 |
| SCOLARITE | | | | 13 500 |

VILLE DE LAVAL

SUBVENTIONS 2019 AUX ASSOCIATIONS

| déleg
ation | mission | action | association | total subv 2019 |
|--|---------|--------|--|-----------------|
| EDUC. SCOLAIRE ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES | | | | 500 |
| | | | PEP 53 (SEJOUR SOLIDARITE) | 500 |
| RESTAURATION SCOLAIRE | | | | 13 000 |
| | | | OGEC ENSEMBLE SCOLAIRE ST JEAN BAPTISTE DE LA SALLE | 13 000 |
| EMPLOI - ATTRACTIVITE | | | | 20 630 |
| VIE MUNICIPALE | | | | 20 630 |
| RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS | | | | 20 630 |
| | | | LAVAL COEUR DE COMMERCE | 17 100 |
| | | | ORDRE INTERNATIONAL DES DISCIPLES D'AUGUSTE ESCOFFIER | 270 |
| | | | ORGANISATION DU CONCOURS UN DES MEILLEURS APPRENTIS DE FRANCE 53 | 900 |
| | | | SYNDICAT DES COMMERÇANTS DES MARCHES DE LA MAYENNE | 2 000 |
| | | | UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS 53 QUE CHOISIR | 360 |
| FAMILLES - PETITE ENFANCE | | | | 85 095 |
| COHESION SOCIALE | | | | 85 095 |
| ACCUEIL COLLECTIF ET FAMILIAL | | | | 85 095 |
| | | | AID'ADOM MICRO CRECHE GRENOUX - HILARD - ST NICOLAS | 31 635 |
| | | | CROIX ROUGE FRANÇAISE POMME D'API | 53 460 |
| JEUNESSE | | | | 131 256 |
| COHESION SOCIALE | | | | 131 256 |
| JEUNESSE | | | | 131 256 |
| | | | ACTION CATHOLIQUE DES ENFANTS DE LA MAYENNE - ACE | 95 |
| | | | ASSO DEPARTEMENTALE DES FRANCAIS DE LA MAYENNE | 950 |
| | | | ASSO LUDIQUE ET CULTURELLE | 95 |
| | | | CENTRE D'INFORMATION JEUNESSE | 127 266 |
| | | | FALS3 JUNIORS ASSOCIATIONS | 380 |
| | | | JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE | 95 |
| | | | LA PREVENTION ROUTIERE | 950 |
| | | | SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE | 95 |
| | | | SIMM'S CLUB | 1 330 |
| PERSONNEL - SECURITE | | | | 183 000 |
| RESSOURCES ET COORDINATION DES SERVICES | | | | 183 000 |
| GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | | | 183 000 |
| | | | COSEM | 183 000 |
| RELATIONS INTERNATIONALES | | | | 44 500 |
| VIE MUNICIPALE | | | | 44 500 |
| RELATIONS INTERNATIONALES | | | | 44 500 |
| | | | COMITE DE JUMELAGE LAVAL - BOSTON | 2 500 |
| | | | COMITE DE JUMELAGE LAVAL - GANDIA | 1 000 |
| | | | COMITE DE JUMELAGE LAVAL - QUEBEC | 1 500 |
| | | | COMITE DE JUMELAGE LAVAL LOVETCH | 2 000 |
| | | | COMITE JUMELAGE - COOPERATION LAVAL - GARANGO | 26 000 |
| | | | COMITE JUMELAGE LAVAL - METTMANN | 3 000 |
| | | | COMITE LAVAL - SUCEAVA | 3 000 |
| | | | COORDINATION D'ASSOCIATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE 53 - CASI | 1 000 |
| | | | CRIDES | 1 000 |
| | | | LAVAL GRECE | 2 500 |
| | | | MAYENNE USA | 1 000 |
| SANTE - SOLIDARITE - HANDICAP - SENIOR | | | | 205 919 |
| COHESION SOCIALE | | | | 205 919 |
| ACTION SOCIALE | | | | 67 600 |
| | | | MAISON D'ACCUEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANT DE DETENUS(ES) - MAFED | 750 |
| | | | APF FRANCE HANDICAP | 2 600 |
| | | | ASSO DES SOURDS DE LA MAYENNE | 600 |
| | | | ASSO POUR LA DEFENSE DES FAMILLES ET DE L'INDIVIDU | 100 |
| | | | ASSO SOCIO CULTURELLE DE LA MAISON D'ARRET DE LAVAL | 500 |
| | | | BANQUE ALIMENTAIRE DE LA MAYENNE | 12 000 |
| | | | CENTRE D'ETUDE ET D'ACTION SOCIALE - CEAS | 900 |
| | | | ESPACE DE DECOUVERTES ET INITIATIVES DES PAYS DE LAVAL ET DE LOIRON - A LA CROISEE | 3 000 |
| | | | FEDERATION NATIONALE DES ACCIDENTES DU TRAVAIL ET DES HANDICAPES - FNATH | 150 |
| | | | LA CROIX ROUGE FRANÇAISE DELEGATION LOCALE DE LAVAL | 500 |
| | | | LE SECOURS CATHOLIQUE DELEGATION LAVAL | 12 000 |
| | | | LES BOUCHONS 53 D'AMOUR | 300 |
| | | | LES CHIENS - GUIDES D'AVEUGLES DE LA MAYENNE | 150 |
| | | | LES RESTAURANTS DU COEUR | 9 500 |
| | | | MOUVEMENT ATD QUART MONDE | 1 000 |

VILLE DE LAVAL

SUBVENTIONS 2019 AUX ASSOCIATIONS

| déleg
ation | mission | action | association | total subv 2019 |
|----------------|-------------------------------------|---------------|--|-----------------|
| SANTÉ | | | | |
| | COHESION | ACTION | QUESTHANDI | 6 500 |
| | | | SECOURS POPULAIRE FRANCAIS FEDERATION DE LA MAYENNE | 12 000 |
| | | | SOCIETE DE ST VINCENT DE PAUL CONSEIL DEPARTEMENTAL | 3 500 |
| | | | UDAF DE LA MAYENNE | 800 |
| | | | UNAFAM SECTION DE LA MAYENNE | 400 |
| | | | VOIR ENSEMBLE | 350 |
| | SENIOR | | | 120 649 |
| | | | ASSO DES CONJOINTS SURVIVANTS ET PARENTS D'ORPHELINS DE LA MAYENNE | 250 |
| | | | ORPAL | 119 099 |
| | | | RETRAITE SPORTIVE LAVAL AGGLO | 1 300 |
| | SANTÉ | | | 17 670 |
| | | | AIDES DELEGATION DE LA MAYENNE | 950 |
| | | | ALCOOL ASSISTANCE DE LA MAYENNE | 8 500 |
| | | | ANPAA 53 | 3 300 |
| | | | ASSO DE CITOYENS CONTRE LES DESERTS MEDICAUX | 280 |
| | | | ASSO DES DIABETIQUES LA MAYENNE | 200 |
| | | | ASSO DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES DE LA MAYENNE | 280 |
| | | | ASSO FRANCE PARKINSON MAYENNE | 850 |
| | | | ASSO MAYENNAISE DE LA SCLEROSE EN PLAQUES | 580 |
| | | | ASSO POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE LAVAL ET DES COMMUNES ENVIRONNANTES | 950 |
| | | | FRANCE ADOPT | 200 |
| | | | JALMALV 53 JUSQU'A LA MORT ACCOMPAGNER LA VIE | 950 |
| | | | PARENTHÈSE 53 | 280 |
| | | | POUVOIR D'AGIR | 350 |
| SPORTS | | | | 603 170 |
| SPORT | | | | 603 170 |
| | DEVELOPPEMENT CLUBS SPORTIFS | | | 603 170 |
| | | | AMICALE CYCLISTE DU PAYS LAVALLOIS | 4 500 |
| | | | ASPTT LAVAL COMPLEXE SPORTIF DE VILLOISEAU | 30 700 |
| | | | ASS SPORTIVE LYCEE AMBROISE PARE | 2 000 |
| | | | ASSO SPORTIVE DU BOURNY - FOOTBALL | 23 000 |
| | | | ASSO SPORTIVE DU GOLF DU PAYS DE LAVAL ET DU 53 | 1 000 |
| | | | ASSO SPORTIVE KARTING CLUB LAVALLOIS | 3 700 |
| | | | ATSCAF SECTION DE LA MAYENNE | 550 |
| | | | AUDAX LAVALLOIS | 300 |
| | | | BADMINTON CLUB LAVALLOIS | 700 |
| | | | CANOE KAYAK LAVAL | 10 750 |
| | | | CENTRE EQUESTRE DE LAVAL | 11 800 |
| | | | CENTRE LAVALLOIS D'EDUCATION ET FORMATION AU FOOTBALL -CLEFF | 250 |
| | | | CERCLE D'ECHECS DE LAVAL HILARD | 300 |
| | | | CERCLE D'ESCRIME DE LAVAL | 1 850 |
| | | | CJF LAVAL VOUTRE HALTERO 53 | 7 500 |
| | | | CLUB NAUTIQUE LAVAL AMRON | 5 000 |
| | | | CLUB SPORTIF TORBALL LAVAL | 500 |
| | | | CLUB SUBAQUATIQUE LAVALLOIS | 1 200 |
| | | | COME 53 MARATHON DES ECLUSES | 2 000 |
| | | | COMITE D'ANIMATION DU BOURNY RINK-HOCKEY - ROLLER | 700 |
| | | | COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT 53 | 200 |
| | | | CYCLO RANDONNEE LAVAL NORD | 350 |
| | | | DOJO LAVAL AVESNIERES | 1 650 |
| | | | ETOILE LAVALLOISE FUTSAL CLUB | 18 000 |
| | | | ETOILE SPORTIVE LAVALLOISE | 1 000 |
| | | | GRIMPER EN AGGLOMERATION LAVALLOISE - GRAL | 4 500 |
| | | | GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE LAVALLOISE | 1 800 |
| | | | HANDI CHEVAL MAYENNE | 1 300 |
| | | | JEUNESSE SPORTIVE MAGHREB LAVAL | 700 |
| | | | JUDO CLUB LAVALLOIS | 4 700 |
| | | | LAVAL AQUATIQUE CLUB | 2 000 |
| | | | LAVAL BOURNY GYM | 27 150 |
| | | | LAVAL BOURNY TENNIS DE TABLE | 4 000 |
| | | | LAVAL CYCLISME 53 | 48 000 |

VILLE DE LAVAL

SUBVENTIONS 2019 AUX ASSOCIATIONS

| déleg
ation | mission | action | association | total subv 2019 |
|--|--------------|----------------------|--|-----------------|
| SPORT | | | | |
| | SPORT | DEVELOPPEMENT | LAVAL HANDISPORT | 1 000 |
| | | | LAVAL KARATE 53 | 5 000 |
| | | | LAVAL PETANQUE | 1 450 |
| | | | LAVAL RANDONNEES PEDESTRES | 450 |
| | | | LAVAL TRIATHLON CLUB | 4 000 |
| | | | LAVAL WATER POLO | 9 500 |
| | | | LES DROSOPHILES URBAN TRAIL | 250 |
| | | | LES FRANCS ARCHERS DE LA BONNE LORRAINE | 38 170 |
| | | | LES PLUMES LAVALLOISES | 200 |
| | | | PEGASE ORGANISATION COURSES CYCLISTES - POCC (BOUCLES DE LA MAYENNE) | 23 000 |
| | | | RUGBY CLUB LAVALLOIS | 9 500 |
| | | | SOCIETE DE TIR LAVALLOISE | 4 100 |
| | | | STADE LAVALLOIS MAYENNE FC | 15 000 |
| | | | STADE LAVALLOIS OMNISPORTS | 108 000 |
| | | | SUBTERRA SPELEO LAVAL | 100 |
| | | | TENNIS BOURNY LAVALLOIS | 8 150 |
| | | | TIR SPORTIF LAVALLOIS | 1 400 |
| | | | UNION GENERALE SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE - UGSEL | 1 000 |
| | | | UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE - UNSS | 1 700 |
| | | | UNION SPORTIVE LAVALLOISE - USL | 147 350 |
| | | | USEP 53 | 200 |
| VIE ASSOCIATIVE | | | | 24 115 |
| VIE MUNICIPALE | | | | 24 115 |
| RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS | | | | 24 115 |
| | | | ADAMP | 6 700 |
| | | | ASSO DES MODELISTES FERROMAIRES DE LA MAYENNE | 800 |
| | | | ASSO LES CONCILIEURS DE JUSTICE DE LA COUR D'APPEL | 200 |
| | | | ASSO POUR LA PROMOTION DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN MAYENNE - APES | 500 |
| | | | ASSO REVIVRE LA CITADELLE | 585 |
| | | | CIDFF | 3 000 |
| | | | CLUB LAVALLOIS DE SCRABBLE | 180 |
| | | | COMITE D'ENTENTE DES ASSOCIATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE LAVAL | 180 |
| | | | COMITE D'ENTENTE DES ASSOCIATIONS DE RESISTANTS ET DE DEPORTES 53 - CEDAR | 1 200 |
| | | | DELEGATION MAYENNAISE DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE | 130 |
| | | | FAL53 - UNISSONS NOS DIFFERENCES | 2 100 |
| | | | FEMMES SOLIDAIRES | 900 |
| | | | FONDATION MARECHAL DE LATTRE | 770 |
| | | | FRANCE BENEVOLAT 53 LAVAL | 450 |
| | | | LA GOM' 53 | 400 |
| | | | LAVAL MOTO 53 | 400 |
| | | | LES PAPILLONS AZUR DE LAVAL | 900 |
| | | | LES RESTOS DU CHAT - ECOLE DU CHAT LIBRE | 600 |
| | | | ONAC | 270 |
| | | | SOCIETE AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DE LAVAL | 270 |
| | | | SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX - SPA | 3 600 |

| | |
|---|------------------|
| VIE DES QUARTIERS | 254 463 |
| COHESION SOCIALE | 254 463 |
| MAISONS DE QUARTIER | 254 463 |
| CENTRE LAVALLOIS D'EDUCATION POPULAIRE - CLEP | 168 963 |
| COMITE D'ANIMATION AGIR A ST NICOLAS | 12 000 |
| COMITE D'ANIMATION BIEN ETRE AUX FOURCHES | 11 000 |
| COMITE D'ANIMATION DU BOURNY | 8 600 |
| COMITE D'ANIMATION LA GRANGE DU PAVEMENT | 11 000 |
| COMITE D'ANIMATION LAVAL NORD | 10 000 |
| COMITE D'ANIMATION LAVAL NORD OUEST | 10 000 |
| COMITE D'ANIMATION VIVRE AUTOUR D'AVESNIERES | 9 600 |
| L'ASSOCIATION VIVRE A GRENOUX | 10 000 |
| UNION DES COMITES D'ANIMATIONS - UCAL | 3 300 |
| Total | 2 112 948 |

| M - ANNEXES | |
|---|------|
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | |
| AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDIT DE DEPAIEMENT | |
| AUTORISATION D'ENGAGEMENT ET CREDIT DE PAIEMENT | |
| | M |
| | B2.1 |
| | B2.2 |

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDIT DE DEPAIEMENT

| N° ou intitulé de l'A. P. | Montants A.P. | | Montants CP | | | |
|---------------------------------|---|-----------------------------|---|---|---|----------------------------------|
| | Pour mémoire A.P. votée ; compte au bilan | Révision de l'exercice 2019 | Total cumulé (toutes les délibérations ; compris pour 2019) | Credits de paiement antérieurs (révisions cumulées au 01/01/2019) | Credits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2019 | Résta à financer l'exercice 2020 |
| Dépense | 48 565 000,00 | | 48 565 000,00 | (1) | (2) | 21 134 650,44 |
| 123 ARE 2012 1 ABO RDS GARE | 23 000 000,00 | | 23 000 000,00 | 12 601 759,73 | 50 000,00 | 10 348 240,27 |
| 126 POMMERAI 2012 1 P RU | 9 500 000,00 | | 9 500 000,00 | 8 593 048,13 | 150 000,00 | 756 951,87 |
| 130 UAR T FE 2013 1 QUARTIER | 10 000 000,00 | | 10 000 000,00 | 9 08 66 4,13 | 210 000,00 | 8 881 335,87 |
| 158 AINS DO 2015 1 BAINS | 560 000,00 | | 560 000,00 | 519 659,68 | | 40 340,32 |
| 158 RIAND 2015 1 MAISON BRAND | 400 000,00 | | 400 000,00 | 225 884,21 | | 174 115,79 |
| 158 TERTRE 2015 1 EQUIPEMENTS | 1 006 000,00 | | 1 006 000,00 | 1 003 866,14 | | 2 133,86 |
| 168 PASA SOC 2016 1 ESPACE | 1 000 000,00 | | 1 000 000,00 | 456 117,07 | | 543 882,93 |
| 168 RESBYT 2016 1 PRESBYTERE | 312 000,00 | | 312 000,00 | 244 736,77 | | 67 263,23 |
| 170 T-DICT 2017 1 ENREG DONNEES | 440 000,00 | | 440 000,00 | 138 613,70 | 81 000,00 | 220 386,30 |
| 180 ENTREVI 2018 1 CENTRE VILLE | 350 000,00 | | 350 000,00 | | 250 000,00 | 100 000,00 |
| Re de l'A. P. | | | | | | |

(1) Il s'agit des réalisations effectuées correspondant aux mandats émis.
 (2) Il s'agit du montant prévu initialement par le calendrier corrigé des réductions.

| Niveau Administratif | | | | | | | | | | | | | | | | | Niveau Supérieur |
|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|----------|--|---------------------|------------|-------|---------|----------|---------------|---------------|--------|----------|--------------|-------------------|----------------------|------------------|
| Niveau Administratif | Catégorie de grade | Grade | N° Poste | Poste | Fonction et attrib. | Titre 1 EP | Année | Tribune | Logement | Carte de lib. | Chiffre parv. | Vosant | Approuvé | Matr/Carbone | Matr. correspond. | Tenue par le service | |
| D.O.A. de A. 100.00 | A | D.O.A. de A. 100.00 | 11432 | Directeur général adjoint chargé de la relation administrative | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | D.O.A. de A. 100.00 | 11433 | Directeur général adjoint chargé de la relation administrative | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | D.O.A. de A. 100.00 | 11434 | Directeur général adjoint chargé de la relation administrative | 100.00 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | 2 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11362 | Directeur Général délégué | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11363 | Directeur des Affaires Culturelles | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11364 | Directeur des Affaires Culturelles | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11365 | Directeur des Affaires Culturelles | 100.00 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | 2 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11366 | Directeur des Affaires Culturelles | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11367 | Directeur des Affaires Culturelles | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ADMINISTRATEUR NO 10 CLASSE | 11368 | Directeur des Affaires Culturelles | 100.00 | 4 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | 2 | |
| ATTACHE TERRITORIAL | A | DIRECTEUR TERRITORIAL | 11375 | Responsable du service du patrimoine | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | DIRECTEUR TERRITORIAL | 11368 | Directeur du service technique | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11367 | Directrice de la police technique | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11364 | Directeur de la sécurité locale | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11374 | Responsable du patrimoine local | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11366 | Directrice technique éducation | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 11373 | Responsable du service communication | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE PRINCIPAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| REDACTEUR TERRITORIAL | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11445 | Chargé de mission commerciale | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11369 | Responsable du service | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 11960 | Responsable du service gestion de la relation client | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 10063 | Directeur des Sports | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 10756 | Bibliothèque | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | A | ATTACHE TERRITORIAL | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| REDACTEUR TERRITORIAL | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11023 | Responsable du personnel des écoles | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11566 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 10069 | Activités sportives | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11629 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11376 | Responsable administrative | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11466 | Responsable du service en charge de la réglementation | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 10027 | Responsable du service population, éducation | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Responsable administrative | 100.00 | | | | | | | | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Responsable administrative | 100.00 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | | | | 7 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 10019 | Responsable administratif et financier | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| REDACTEUR TERRITORIAL | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 10025 | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11664 | Responsable administratif et financier | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Chargé de mission technique intercommunale et coopération intercommunale | 100.00 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | 2 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11343 | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 10463 | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | 11329 | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | 2 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | B | REDACTEUR PRINCIPAL TERRITO | | Responsable du service réglementation et affaires juridiques | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11325 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11374 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11375 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11376 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11377 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11378 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11379 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11380 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11381 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |
| | C | ADJOINT ADMINISTRATIF TERR. | 11382 | Personnel administratif | 100.00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | |

DRC - Com M Tech Laite Vill: 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Référentiel emploi | Catégorie de grade | Grade | N° de | Poste | Taux de la et admin. | Temps TEP | Heures | Titulaire | Équivalence | Création | Suppression | Matr. Création | Matr. Suppression | Total emploi au 30/11/2018 |
|--------------------|--------------------|---------------------------|-------|--|----------------------|-----------|--------|-----------|-------------|----------|-------------|----------------|-------------------|----------------------------|
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10316 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10318 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10324 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10322 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11126 | Documentaliste C.U. | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10320 | Agent chargé des formalités administratives | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11036 | Assistant de communication | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10318 | Agent chargé des formalités administratives | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10314 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11262 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11026 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11236 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10728 | Gestionnaire courrier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 12062 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-1E | 12061 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | Gestionnaire administratif du numéro usuel | 10,00 | 16,3 | 2 | 17 | 17 | | | | | 17 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11403 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11236 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10310 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11461 | Responsable du service régulier et d'ordre de police | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11021 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11123 | Agent chargé des formalités administratives | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10313 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11269 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11029 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10304 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11223 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11063 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11063 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10314 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10315 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11381 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10306 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11464 | Agent chargé des formalités administratives | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11216 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11030 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10306 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10762 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11340 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10312 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11216 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11226 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11226 | Agent chargé des formalités administratives | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11312 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11261 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11066 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11210 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | ABJO MT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11020 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |

DNC - Com de Techente Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Nbre vacants empli | Catégorie et grade | Grade | N° P.C. | Fonction | Taux de remplissage | Remarque | Titulaire | Régime | Contratuel | Effectif pour le | Néant | Création | Suppression | Effectif au 17/12/2018 |
|--------------------|--------------------|------------------------------|---------|---|---------------------|----------|-----------|--------|------------|------------------|-------|----------|-------------|------------------------|
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11662 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11662 | Ordonnateur du p.d.s. de la réglementation des SLP | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 12853 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11236 | Aide technique de cuisine pour les cantines d'externation | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11222 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11251 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11251 | Responsable administratif financier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11222 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11227 | Responsable administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11917 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | | Responsable financier - Aide technique adm. | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11236 | Aide technique de cuisine | 50,00 | 0,5 | 1 | 2 | | 42 | | | | 41 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10726 | Agent chargé des travaux administratifs | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11027 | Adjointe de communication | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11623 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10766 | Agent chargé des travaux administratifs | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11024 | Aide bibliothécaire | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11241 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11023 | Aide bibliothécaire | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11631 | Aide bibliothécaire | 50,00 | 0,25 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11023 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11453 | Préposé régies | 50,00 | 0,2 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11026 | Aide bibliothécaire | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10734 | Ordonnateur courrier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11025 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11612 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10070 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10284 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11022 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11223 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11224 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 12341 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11256 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10282 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11536 | Adjointe administrative | 50,00 | 0,5 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10126 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,5 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11629 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11253 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11214 | Aide technique de cuisine | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11022 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11249 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11277 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11534 | Adjointe administrative | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11534 | Adjointe administrative | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 11236 | Responsable financier | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10330 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |
| | C | AS/JU NT ADMINS. TER. PL. ZE | 10452 | Aide technique de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | 1 |

DRC - Comté de la Côte-Nord - 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Emplois - Novembre 2018

| Région / autre emploi | Catégorie de poste | Ordre | N° de poste | Poste | Taux de remplissage | Remise | Tribune | Registre | Carte | Étiquette | Veste | Cravate | Robe | Mettre | Mettre | Taux de remplissage |
|-------------------------------|--------------------|----------------------------|-------------|---|---------------------|--------|---------|----------|-------|-----------|-------|---------|------|--------|--------|---------------------|
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11002 | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | | | | 28,88 | 22 | 6 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 |
| | | | | | 0 | 110 | 88 | 12 | 111 | 111 | 111 | 111 | 111 | 111 | 111 | 111 |
| TOTAL RUBRIQUE ADMINISTRATIVE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| RUBRIQUE ANIMATION | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ANIMATEUR | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11023 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11124 | Coordonnateur du Centre d'information jeunesse (CIJ) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11019 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11010 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11210 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11021 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11010 | Coordonnateur de projet culturel / Responsable de la direction culturelle | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11022 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11020 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11020 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11120 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11254 | Responsable maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11260 | Chargé de mission secteur responsable de réponse services | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 10206 | Responsable du service patrimonial/muséologie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11020 | Responsable de secteur des activités périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11120 | Directeur adjoint à la culture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | | | | 14 | 6 | 7 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | | ANIMATEUR CLAS | 20,00 | 0,25 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | | ANIMATEUR | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11243 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL VÉRÉOL | 11013 | Chargé de projet | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | | | | 0,36 | 5 | 1 | 2 | 1 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | B | ANIMATEUR | 11409 | Responsable périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11419 | Aide bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11106 | Responsable Activités Loisirs (Sport, Management, Club) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11066 | Chargé de mission enseignement/pédagogie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11136 | Chargé de projet culture jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 10217 | Animateur de médiation culturelle | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11015 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 10714 | Chargé de mission éducation locale et jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11013 | Responsable de la programmation de l'éducation culturelle et des loisirs communautaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11013 | Animateur d'éducation locale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11012 | Responsable de secteur jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 11206 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ANIMATEUR | 12006 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | | | | 14 | 7 | 6 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11047 | Animateur socioculturel | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11051 | Animateur socioculturel | 60,00 | 0,62 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11006 | Responsable périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11146 | Animateur socioculturel | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11246 | Animateur socioculturel | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11047 | Responsable périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJUTANT ADMINISTRATIF | 11006 | Responsable périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

[illegible]

DRG - Com M Technique Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Référence emploi | Catégorie de grade | Grade | N° de | Poste | Tau de la qt. ann. | État TEP | Remise | Télétravail | Registre | Contratuel | Effectif par an | Vacant | Création | Suppression | Matière Création | Matière suppression | Totalement au budget du CM du 17/12/2018 |
|------------------|--------------------|----------------------------|-------|---|--------------------|----------|--------|-------------|----------|------------|-----------------|--------|----------|-------------|------------------|---------------------|--|
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11147 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11025 | Animateur socio-éducatif | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11166 | Animateur socio-éducatif | 75,00 | 0,75 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11693 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11624 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11029 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11189 | Animateur socio-éducatif | 30,00 | 0,2 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 10796 | employé de bibliothèque | 90,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11093 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11146 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11222 | Animateur socio-éducatif | 0,90 | 0,9 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11132 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11171 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11173 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11096 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11131 | Animateur socio-éducatif | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11622 | Agent patrimonial | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11147 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11662 | Animateur socio-éducatif | 60,00 | 0,6 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11644 | Animateur socio-éducatif | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11160 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11220 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11026 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11027 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11029 | Animateur socio-éducatif | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11076 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 90,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11629 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11622 | Agent patrimonial | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11221 | Animateur référent famille | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11622 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11134 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11100 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11623 | Agent patrimonial | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11666 | Agent patrimonial | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11623 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11137 | Animateur culture et sport | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11627 | Agent de planification | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11621 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11623 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11225 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11602 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11679 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11612 | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11623 | Agent d'animation polyvalent | 90,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11623 | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11624 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11213 | Animateur socio-éducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT. TER. D'ANIMATEUR | 11626 | Agent patrimonial | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2013

DRC - Comité Technique VIII 22 Novembre 2018

| Rôle dans l'équipe | Catégorie de poste | Grade | # de personnes | Poste | Compétences clés | Formation | Titulaire | Expérience | Contratuel | Statut personnel | Statut professionnel | Statut administratif | Statut financier |
|--------------------------|--------------------|--------------------------------|----------------|---|------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------------|----------------------|----------------------|------------------|
| Rôle de base | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11021 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11021 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJ. INT. TER. D'AMBIANT M. | 11025 | Responsable de l'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| TOTAL RUBRIQUE ANIMATION | | | | | | | | | | | | | |
| | A | ATTACHE PALCO RESERVAT | 11022 | responsable du service | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | A | ATTACHE PALCO RESERVAT | 11023 | Responsable du service des musées | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | A | ATTACHE CO RESERVAT | 11055 | Responsable de collections scientifiques | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | A | ATTACHE CO RESERVAT | 11052 | Archivage | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | A | ATTACHE CO RESERVAT | | Archivage | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | A | CO RESERVATRES BIE EN CHEF | 11045 | Chargé d'étude | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | A | BIBLIOTHECAIRE | 10219 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | A | BIBLIOTHECAIRE | 10245 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| RUBRIQUE CULTURELLE | | | | | | | | | | | | | |
| | B | ASSISTANT CONSERVAT. LIE RESC. | 10259 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT CONSERVAT. LIE RESC. | 10230 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT CONSERVAT. LIE RESC. | 10230 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT CONSERVAT. LIE RESC. | 10230 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT CONSERVAT. LIE RESC. | 11023 | Archivage | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT CO RESERVATRES BIE | 10245 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT BIE CO RESERVATRES | 10227 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT BIE CO RESERVATRES | 10227 | Bibliothécaire | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | B | ASSISTANT BIE CO RESERVATRES | 11057 | Assistent technique des bibliothèques | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | | | | | | | | | | | | | |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 11001 | Agent d'entretien polyvalent | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 10247 | Agent chargé de la bibliothèque | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 11023 | Agent chargé de la conservation et de l'entretien du patrimoine | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 11025 | Agent d'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 10253 | Agent chargé de la bibliothèque | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 11025 | Agent chargé de la bibliothèque | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | | | | | | | | | | | | |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 11024 | Agent d'entretien | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | C | ADJOINT BIBLIOTHECAIRE | 11024 | Agent chargé de la bibliothèque | 10220 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

[illegible]

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

[illegible]

165

Tableau des Emplois et des Entreprises 2018

| Référence emploi | Catégorie de grade | Grade | N°Fiche | Poste | Taux de la TEP | Femme | Homme | Titulaire | Bagaine | Contractuel | Effectif parvac | Naissant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emplois au 17/12/2012 | |
|--|---------------------|---|---|---|---|--------|-------|-----------|---------|-------------|-----------------|----------|----------|-------------|----------------|-------------------|-----------------------------|---|
| AGENT BPE MAT. | C | AGENT BPE MAT. | 11000 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | 2 | 2 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11102 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11114 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11026 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11116 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11110 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11117 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | 11111 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 1 ^{re} CLASSE | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | | | | | | 2 | 2 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11074 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11024 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11203 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11020 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11105 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11107 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11077 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11113 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11023 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11072 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11078 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11021 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| AGENT SPE. BEO. LEM. MAT. PL 2 ^e CL | C | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPE. MAT. PPAL 2 ^e CLASSE | 11101 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| TOTAL FILIERE SOCIALE | | | | | 0 | 20 | 20 | 0 | 22 | 1 | 0 | 20 | | | | | 20 | |
| | | | | | 0 | 40 | 40 | | 47 | 2 | | 40 | | | | | 40 | |
| | FILIERE PEDAGOGIQUE | B | EDUCATEUR TER. APS PL 1 ^{re} ECL | 10927 | BUCHEUR sport R | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | B | EDUCATEUR TER. APS PL 1 ^{re} ECL | 10921 | BUCHEUR sport R | 100,00 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | B | EDUCATEUR TER. APS PL 1 ^{re} ECL | 10929 | BUCHEUR sport R | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | B | EDUCATEUR TER. APS PL 1 ^{re} ECL | 10970 | BUCHEUR sport R | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | FILIERESPORTIVE | B | EDUCATEUR TER. APS PL 2 ^e MECL | 10954 | BUCHEUR sport R | 100,00 | 4 | 1 | 2 | 4 | | 4 | | | | | | 4 |
| | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | FILIERESPORTIVE | C | OPERATEUR TER. APS QUALIFIE | 11475 | Agent d'animation sportive | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | | | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| TOTAL FILIERE SPORTIVE
FILIERE TECHNIQUE | | | | | 0 | 6 | 1 | 6 | 6 | | 6 | | | | | | 6 | |
| | INOEMEUR | A | INOEMEUR EN CHEF | 11326 | Directeur de l'édifice | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | A | INOEMEUR EN CHEF | 11396 | Directeur de la voirie et des espaces publics | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | INOEMEUR | A | INOEMEUR | 11324 | Directeur Espaces Verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| A | | INOEMEUR | 10543 | Responsable du service maîtrise d'œuvre | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | |

DRC - Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Emplois - Novembre 2018

| Résumé des emplois | Catégorie de grade | Grade | N° de | Poste | Taux de l'admin. TEP | Remise | Titulaire | Magasin | Contratuel | Efforts p. l'unité | Assist | Création | Suppression | Matr. Création | Matr. Suppression | Tableau au budget CM du 17/12/2018 |
|--------------------|--------------------|-------------------------------|-------|---|----------------------|--------|-----------|---------|------------|--------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|------------------------------------|
| TECHNIQUE | A | INDICATEUR | | Chargé de l'entretien des voiries | 100,00 | 1 | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 2 | 2 | | | 2 | 1 | | | | | 2 |
| | | | | | 0 | 4 | 4 | | | 4 | 1 | | | | | 6 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 11305 | Chargé du service technique de la voirie | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 10566 | Responsable du service technique voirie et éclairage public | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 10561 | Responsable du service espaces verts urbains | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 10110 | Responsable du service imprimerie | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 10567 | Responsable du service maintenance voirie et éclairage public | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 10569 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE PRINCIPAL 1ER DEGRÉ | 10121 | Responsable du service de la restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAINTIEN | B | TECHNIQUE | 11423 | Responsable du service de la voirie | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE | 10564 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNIQUE | 10563 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 2 | 2 | 1 | | | 2 | | | | | | 2 |
| | | | | | 0 | 10 | 10 | | | 10 | | | | | | 10 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10543 | Surveillant de travaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10523 | Responsable de zone | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10594 | Coordonnateur | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10594 | Responsable des espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10591 | Responsable des espaces verts et de l'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAINTIEN | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10705 | Responsable des espaces verts et de l'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10519 | Responsable production | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 11327 | Intendant | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10132 | Intendant | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10526 | Responsable d'entretien public | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10112 | Responsable d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10564 | Responsable d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 11425 | Responsable des espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10573 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 11553 | Intendant | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAINTIEN | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10102 | Responsable des espaces verts et de l'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10570 | Agent chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10524 | Responsable des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 11556 | Responsable d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10566 | Surveillant de travaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10527 | Responsable des espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10125 | Intendant | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10519 | Responsable des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10535 | Responsable de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN PRINCIPAL | 10541 | Responsable des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAINTIEN | | | | | 26 | 2 | 22 | 26 | | 26 | | | | | | 26 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN | 10569 | Chargé de l'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN | 10532 | Agent chargé de l'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT DE MAINTIEN | 10520 | Responsable de l'entretien | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

DRC - Comité Technique VIII 22 Novembre 2018

| Résumé descriptif | Catégorie d'usage | Ordre | N° de fiche | Poste | Travail en 15 min. | Titre TEP | Perme | Nombre | Ville | Équipe | Contraintes | Énergie requise (kWh) | Usure | Ordon | Suppression | Matière | Matériaux | Temps de travail (h) |
|-------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------------|---|--------------------|-----------|-------|--------|-------|--------|-------------|-----------------------|-------|-------|-------------|---------|-----------|----------------------|
| Agriculture | C | ADENT DEMATRI BE | 10107 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10146 | Chef cuisinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10036 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 11051 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10109 | Chargé de support et relais des signaux d'information | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10516 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10517 | Responsable élagage | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10582 | Surveillant de travaux | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10518 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10472 | Responsable atelier et atelier d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 11389 | Secours de cuisine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADENT DEMATRI BE | 10033 | Responsable administratif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| Industrie | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10057 | Chef cuisinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 11235 | Agent entretien bâtiment | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10142 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,5 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10109 | Maquilleur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10149 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,5 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 11033 | Agent spécialisé des codes matériaux (ATEMA) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 11512 | Agent spécialisé des codes matériaux (ATEMA) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10577 | Floriculteur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10571 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10119 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,5 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10545 | Conducteur véhicule | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10437 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,5 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10144 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10560 | Conducteur étréger | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 11667 | Agent entretien Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10145 | Agent d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| Services | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10405 | Bécher | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10512 | Conducteur étréger | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10545 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10552 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10120 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10507 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10386 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10035 | Agent entretien Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10075 | Agent entretien Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10025 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10572 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10032 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10005 | Agent entretien Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10111 | Indicteur Blocneur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10362 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10034 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 11234 | COORDINATEUR D'ÉQUIPE D'ÉQUIPEMENT | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10009 | Agent de propreté usure | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10033 | Bécher | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL TECH | 10054 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

[illegible]

| Fluxe source principal | Catégorie de group | Ordon | N° P/c de | P/c de | Tranche et année | Tranche TEP | Revue | Titulaire | Régime | Contractuel | Entente pécun. c | Mont | Crédit | Approuvé | Matr.Création | Matr. extension | Télétransp. au bureau 07/02/02 |
|------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--|---|------------------|-------------|-------|-----------|--------|-------------|------------------|------|--------|----------|---------------|-----------------|--------------------------------|
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10072 | Agence auxiliaire d'assistance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10095 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10097 | Agence d'assistance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10296 | Agence d'assistance Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10297 | Mécanicien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10298 | Assistance de planification | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10299 | Responsable entretien solde | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10304 | Agence maintenance des équipements agricole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10305 | Assistance de planification | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10309 | Agence polémique de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10300 | Agence de signalisation routière | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10303 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10299 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10299 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10299 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10302 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10301 | Agence de signalisation routière | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10301 | Mason | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10307 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10096 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10006 | Assistance de planification | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 11304 | Marchandiserie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10406 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10009 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10162 | Agence polémique de restauration | 100,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10104 | Industrieur, Brickeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10406 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10290 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10030 | Mécanicien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10000 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10016 | Conducteur d'énergie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10017 | Responsable élagage | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10101 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10011 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 11676 | Technicien sonnettes, machines à piston (n) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10009 | Opérateur machine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10024 | Brickson | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10090 | Forgeron | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10076 | Agence d'assistance Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10104 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10002 | Agence d'assistance Ben | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10006 | Chauffeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 11606 | Agence d'assistance usagée | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10111 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 11401 | Jasiner | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10406 | Chauffeur machine/voiture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10100 | Agence polémique de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | 50,22 | 21 | 69 | 90 | | | | | | | | | | | 90 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10009 | Agence Ben Brickson | 57,00 | 0,57 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL 2E CL | 10190 | Agence chargée des engrais solaires isolés | 50,00 | 0,5 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

DRC - Com M Technique VIII 22 Novembre 2018

[illegible]

DRC - Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Fluxe de la demande | Catégorie de la demande | Grade | N° de dossier | Objet | Terminé le (date) | Forme | Titulaire | Éligible | Contrôlé | Émis par le C | Vasat | Créé | Supprimé | Met l'Ordre | Met l'opposition | Télécharger la fiche de la demande |
|---------------------|------------------------------|-------|--------------------------------|--------|-------------------|-------|-----------|----------|----------|---------------|-------|------|----------|-------------|------------------|------------------------------------|
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10042 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11127 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10056 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,26 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10026 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11441 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,26 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10040 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10027 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10024 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,9 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10063 | Ordre des clients | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10163 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,26 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10066 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10173 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,26 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10102 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10075 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10116 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,21 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11066 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10018 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11062 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10051 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,21 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11064 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10083 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10060 | Forumeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10029 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11002 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10025 | Assistance de particulier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10004 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10126 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,21 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10126 | Ordre des couriers | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10026 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10014 | Forumeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10000 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,26 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10100 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10032 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10013 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11067 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,21 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11069 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,24 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 11066 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,21 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10061 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,21 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10024 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10017 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 0,26 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10026 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10011 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10022 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10040 | Forumeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| C | ASAJU INTTTECHNOUE TEANTOTAL | 10027 | Agente des propriétés urbaines | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |

| Référence emploi | Catégorie de grade | Grade | N° de job | Poste | Taux de remplacement | Femme | Homme | Titulaire | Bagarre | Contratuel | Effectif pour le C | Naissant | Création | Suppression | Moif Création | Moif suppression | Informations sur le statut au 17/12/2018 |
|------------------|--------------------|------------------------------|-----------|------------------------------------|----------------------|-------|-------|-----------|---------|------------|--------------------|----------|----------|-------------|---------------|------------------|--|
| | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10155 | Agente polyvalente de restauration | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10134 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10134 | Agente polyvalente de restauration | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11597 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10030 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10030 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10117 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10117 | Implanteur - Bricoleur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10113 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10113 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10545 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10545 | Agente de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10071 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10071 | Agente d'entretien | 30,00 | 0,25 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10529 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10529 | Maison | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10549 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10549 | Agente de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10133 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10133 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10156 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10156 | Agente polyvalente de restauration | 35,00 | 0,25 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10116 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10116 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11403 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11403 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10482 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10482 | Maintenance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11001 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11001 | CUISINIER | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10545 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10545 | Agente de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10066 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10066 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10067 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10067 | Agente de sécurité sociale | 31,00 | 0,31 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10521 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10521 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11417 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11417 | Maison | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11540 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11540 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10562 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10562 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10567 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10567 | Fosseur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11595 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11595 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10480 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10480 | Agente polyvalente de restauration | 35,00 | 0,25 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11382 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11382 | Maintenance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10574 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10574 | Assistant technique de l'enfance | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10006 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10006 | ELABORATEUR | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10513 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10513 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10154 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10154 | Agente de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10124 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10124 | Conditier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10063 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10063 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10114 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10114 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10143 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10143 | Agente polyvalente de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | | Conditier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10712 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10712 | Jardinier | 32,00 | 0,22 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10140 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10140 | Agente polyvalente de restauration | 70,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10061 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10061 | Chauffeur d'autobus | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11485 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11485 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10502 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10502 | Agente de signalisation routière | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10034 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10034 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10568 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10568 | Conducteur d'engins | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10510 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 10510 | Agente d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11404 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11404 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11403 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11403 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11402 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11402 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 11439 | C | ADJO INTECHNIQUE TERRITORIAL | 11439 | Regisseur d'entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

[illegible]

| IV - ANNEXES | IV |
|--|-----------|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT
FINANCIER | C2 |

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER
(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

| Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais. | | | | |
|--|-----------------------------------|--------------------------------------|--|--------------------------------|
| La nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
| <u>Délégation de service public (3)</u> | | | | |
| | | | | |
| <u>Délégation d'une part du capital</u> | | | | |
| | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS SEMEEN | | | 1 045 725.26 |
| | CRCA | | | 62 504.10 |
| | CIM | | | 640.19 |
| | MEDUANE HABITAT | | | 1 143.37 |
| | SOCIETE PUBLIQUE LOCALE | | | 13 473.23 |
| | | | | 500 000.00 |
| <u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u> | | | | |
| 01.01/1990 | MEDUANE HABITAT | | privé | 234 161.69 |
| 01.01/1993 | MEDUANE HABITAT | | privé | 1 188 471.06 |
| 01.01/1993 | MEDUANE HABITAT | | privé | 47 178.33 |
| 01.01/1995 | MEDUANE HABITAT | | privé | 41 161.23 |
| 01.01/1995 | MEDUANE HABITAT | | privé | 16 769.39 |
| 01.01/1998 | ASSOCIATION THERESE RONDEAU | | privé | 574 732.79 |
| 01.01/1999 | MEDUANE HABITAT | | privé | 640 285.87 |
| 01.01/1999 | MEDUANE HABITAT | | privé | 1 006 163.51 |
| 01.02/1993 | MEDUANE HABITAT | | privé | 1 285 441.56 |
| 01.02/1994 | MEDUANE HABITAT | | privé | 2 793 569.10 |
| 01.02/1997 | MEDUANE HABITAT | | privé | 15 244.90 |
| 01.02/1999 | MEDUANE HABITAT | | privé | 519 764.46 |
| 01.02/1999 | MEDUANE HABITAT | | privé | 396 367.44 |
| 01.02/1999 | MEDUANE HABITAT | | privé | 1 567 614.97 |
| 01.02/1999 | MEDUANE HABITAT | | privé | 898 837.46 |
| 01.02/2002 | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | | privé | 26 750.00 |
| 01.03/1984 | MEDUANE HABITAT | | privé | 192 848.01 |
| 01.03/1989 | MEDUANE HABITAT | | privé | 1 143 367.63 |

| | | | |
|------------|------------------|-------|--------------|
| 01.03/1990 | MED UANE HABITAT | privé | 705 991.40 |
| 01.03/1990 | MED UANE HABITAT | privé | 995 034.74 |
| 01.04/1991 | MED UANE HABITAT | privé | 453 415.36 |
| 01.04/1993 | MED UANE HABITAT | privé | 20 123.27 |
| 01.04/1996 | MED UANE HABITAT | privé | 182 938.82 |
| 01.04/1996 | MED UANE HABITAT | privé | 304 947.28 |
| 01.05/1991 | MED UANE HABITAT | privé | 2 502 293.93 |
| 01.05/1998 | MED UANE HABITAT | privé | 45 734.71 |
| 01.06/1985 | MED UANE HABITAT | privé | 120 876.83 |
| 01.06/1985 | MED UANE HABITAT | privé | 2 286 735.26 |
| 01.06/1987 | MED UANE HABITAT | privé | 945 183.91 |
| 01.06/1997 | MED UANE HABITAT | privé | 15 244.90 |
| 01.06/1997 | MED UANE HABITAT | privé | 76 224.51 |
| 01.06/1998 | MED UANE HABITAT | privé | 577 537.22 |

| La nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|-------------------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| 01/06/1999 | MED UANE HABITAT | | privé | 888 959.40 |
| 01/07/1988 | MED UANE HABITAT | | privé | 189 600.84 |
| 01/07/1990 | MED UANE HABITAT | | privé | 905 699.61 |
| 01/07/1991 | MED UANE HABITAT | | privé | 784 162.21 |
| 01/07/1992 | MED UANE HABITAT | | privé | 24 391.84 |
| 01/07/1993 | MED UANE HABITAT | | privé | 990 051.63 |
| 01/07/1996 | MED UANE HABITAT | | privé | 558 055.31 |
| 01/07/1997 | MED UANE HABITAT | | privé | 442 102.15 |
| 01/07/1998 | MED UANE HABITAT | | privé | 2 291 919.98 |
| 01/08/1989 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 295 816.65 |
| 01/09/1989 | MED UANE HABITAT | | privé | 505 758.46 |
| 01/10/1991 | MED UANE HABITAT | | privé | 14 330.21 |
| 01/11/1997 | ASSOCIATION THERESE RONDEAU | | privé | 721 083.85 |
| 01/11/1999 | MED UANE HABITAT | | privé | 2 249 853.84 |
| 01/11/1999 | CAT LA BELLE OUVRAGE | | privé | 643 334.85 |
| 01/12/1985 | MED UANE HABITAT | | privé | 756 147.13 |
| 01/12/1987 | MED UANE HABITAT | | privé | 961 495.95 |
| 02/04/2004 | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | | privé | 232 800.00 |
| 02/05/1991 | ASS. LAV. FOY JEUN. TRAVAILLEUR | | privé | 284 302.17 |
| 08/02/2007 | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | | privé | 250 000.00 |
| 08/02/2007 | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | | privé | 250 000.00 |
| 08/02/2007 | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | | privé | 250 000.00 |
| 08/03/1997 | MED UANE HABITAT | | privé | 633 575.77 |
| 11/04/2011 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 490 500.00 |
| 15/12/2006 | ASSOCIATION FELIX JEAN MARCHAI | | privé | 304 890.02 |
| 16/01/2001 | MED UANE HABITAT | | privé | 2 144 957.67 |
| 16/11/2001 | MED UANE HABITAT | | privé | 365 877.64 |
| 17/11/1984 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 593 168.45 |
| 18/06/1984 | MED UANE HABITAT | | privé | 97 414.92 |
| 19/04/2006 | LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | | privé | 50 000.00 |
| 19/11/2004 | ASSO DEPT PARENTS-AMIS PERSONNES CONFRONTEES A DEFICIENCE INTELLECTUELLE | | privé | 1 358 000.00 |
| 20/03/2017 | ETS PUBLIC FONCIER LOCAL DE LA MAYENNE | | privé | 2 023 000.00 |
| 20/08/1985 | MED UANE HABITAT | | privé | 158 394.53 |
| 20/10/2008 | ASS.SPORTIVE KARTING LAVALLOIS | | privé | 122 780.00 |
| 21/03/2016 | MED UANE HABITAT | | privé | 218 081.50 |

| | | | |
|------------|---|-------|--------------|
| 21/03/2016 | MED UANE HABITAT | privé | 3 654 568.50 |
| 21/03/2016 | MED UANE HABITAT | privé | 2 261 158.00 |
| 21/03/2016 | ETS PUBLIC FONCIER LOCAL
DE LA MAYENNE | privé | 198 250.00 |
| 21/05/2012 | FEDERATION DES
ASSOCIATIONS LAÏQUES DE
LA MAYENNE | privé | 100 000.00 |
| 22/03/2002 | CAT LA BELLE OUVRAGE | privé | 91 500.00 |
| 24/02/1984 | MED UANE HABITAT | privé | 1 167 469.82 |
| 25/01/1967 | MED UANE HABITAT | privé | 3 074.90 |
| 25/01/1974 | MED UANE HABITAT | privé | 446 151.13 |
| 25/01/1978 | MED UANE HABITAT | privé | 42 624.75 |
| 25/01/1978 | MED UANE HABITAT | privé | 47 701.30 |
| 25/01/1980 | MED UANE HABITAT | privé | 11 525.15 |
| 25/01/1982 | MED UANE HABITAT | privé | 276 786.44 |
| 25/01/1984 | MED UANE HABITAT | privé | 146 421.12 |

| La nature de
l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de
l'organisme | Nature juridique de
l'organisme | Montant de
l'engagement |
|---|-------------------------------|----------------------------------|------------------------------------|----------------------------|
| 25/01/2008 | LAVAL MAYENNE
AMENAGEMENTS | | privé | 50 000.00 |
| 25/01/2008 | LAVAL MAYENNE
AMENAGEMENTS | | privé | 50 000.00 |
| 25/01/2008 | LAVAL MAYENNE
AMENAGEMENTS | | privé | 50 000.00 |
| 25/04/1974 | MED UANE HABITAT | | privé | 292 488.68 |
| 25/04/1975 | MED UANE HABITAT | | privé | 365 328.82 |
| 25/04/1979 | MED UANE HABITAT | | privé | 70 324.73 |
| 25/04/1981 | MED UANE HABITAT | | privé | 14 010.06 |
| 25/04/1983 | MED UANE HABITAT | | privé | 316 941.51 |
| 25/04/1983 | MED UANE HABITAT | | privé | 43 890.07 |
| 25/07/1975 | MED UANE HABITAT | | privé | 31 313.03 |
| 25/07/1979 | MED UANE HABITAT | | privé | 274 027.11 |
| 25/07/1980 | MED UANE HABITAT | | privé | 261 129.92 |
| 25/07/1981 | MED UANE HABITAT | | privé | 321 865.61 |
| 25/07/1981 | MED UANE HABITAT | | privé | 23 309.45 |
| 25/10/1975 | MED UANE HABITAT | | privé | 466 539.73 |
| 25/10/1978 | MED UANE HABITAT | | privé | 5 655.86 |
| 25/11/1993 | MED UANE HABITAT | | privé | 11 433.68 |
| 26/01/2001 | MED UANE HABITAT | | privé | 117 385.74 |
| 26/01/2001 | MED UANE HABITAT | | privé | 868 959.40 |
| 26/04/1985 | MED UANE HABITAT | | privé | 93 253.06 |
| 26/04/1986 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 025 981.89 |
| 26/04/1986 | MED UANE HABITAT | | privé | 29 239.72 |
| 27/06/1986 | MED UANE HABITAT | | privé | 595 755.51 |
| 28/02/1990 | MED UANE HABITAT | | privé | 87 292.31 |
| 28/02/1998 | MED UANE HABITAT | | privé | 213 428.62 |
| 28/02/1999 | MED UANE HABITAT | | privé | 313 296.62 |
| 28/06/2002 | MED UANE HABITAT | | privé | 30 490.00 |
| 28/06/2002 | MED UANE HABITAT | | privé | 914 694.00 |
| 29/08/1984 | MED UANE HABITAT | | privé | 513 143.39 |
| 29/12/1994 | MED UANE HABITAT | | privé | 2 051 745.83 |
| 30/07/1995 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 015 310.45 |
| 30/09/1995 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 503 628.00 |
| 31/03/1994 | MED UANE HABITAT | | privé | 1 401 471.20 |
| 31/03/1999 | MED UANE HABITAT | | privé | 78 726.50 |
| 31/03/1999 | MED UANE HABITAT | | privé | 300 163.56 |
| 31/03/2016 | MED UANE HABITAT | | privé | 197 508.50 |
| 31/08/1987 | MED UANE HABITAT | | privé | 632 221.32 |
| 31/12/1994 | MED UANE HABITAT | | privé | 717 301.75 |
| <u>Subventions supérieures à 75 000 € ou</u>
<u>représentant plus de 50 % du produit</u>
<u>figurant au compte de résultat de</u>
<u>l'organisme</u> | | | | |

| | | | |
|---------------|---|-------------|------------|
| 2019 | COSEM | Association | 183 000.00 |
| 2019 | ORPAL | Association | 119 099.00 |
| 2019 | CENTRE LAVALLOIS
D'EDUCATION POPULAIRE | Association | 168 963.00 |
| 2019 | FEDERATION DES AMICALES
LAQUES | Association | |
| 2019 | CENTRE D'INFORMATION
JEUNESSE | Association | 127 266.00 |
| 2019 | PDC POK | Association | 133 500.00 |
| 2019 | LE RESEAU CHAINON | Association | 103 500.00 |
| 2019 | STADE LAVALLOIS
OMNISPORT | Association | 108 000.00 |
| 2019 | UNION SPORTIVE
LAVALLOISE | Association | 147 350.00 |
| <u>Autres</u> | | | |

| La nature de
l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de
l'organisme | Nature juridique de
l'organisme | Montant de
l'engagement |
|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|------------------------------------|----------------------------|
|----------------------------------|--------------------|----------------------------------|------------------------------------|----------------------------|

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibération, contrat ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

| IV - ANNEXE | IV |
|--|------|
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS | |
| LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENTS | C3.1 |
| LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN B.A. | C3.3 |
| LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN B.A. | C3.4 |

C3.1 - LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

| DESIGNATION DES ORGANISMES | DATE D'ADHESION | MODE DE FINANCEMENT (1) | MONTANT DU FINANCEMENT |
|---|-----------------|-------------------------|------------------------|
| Etablissements publics de coopération intercommunale | | | |
| SYNDICAT DU BASSIN DU VICOM | 1967 | Budgétaire | 4 000.00 |
| COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION | 2001 | TPU | Sans objet |
| SYNDICAT DEPARTEMENTAL POUR L'ELECTRICITE ET LE GAZ DE LA MAYENNE | 1993 | Budgétaire | |

(1) Indiquer le financement et fait par IFZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité payée.

C3.3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

| Catégorie d'établissement | Intitulé / objet de l'établissement | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui/non) |
|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------|
| Régie directe | Lotissement de Beauregard | SPIC | OUI |
| Régie directe | Parkings | | OUI |
| | | | |

| IV - ANNEXE |
|--|
| DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES |

D1 - TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

| Libellés | Bases estimées (si connue à la date de vote) | Taux 2019 | Variation de taux 2018/2019 | Produit voté par le conseil municipal | Variation du produit 2018/2019 |
|---|--|-----------|-----------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| Taxe d'habitation | Bases non notifiées le 17 décembre 2018 | 19.96% | 0.00% | | |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties | | 25.91% | 0.00% | | |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | | 35.96% | 0.00% | | |
| Taxe professionnelle | | | | | |
| TOTAL | | | | 30 000 000 | |

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE LAVAL

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DE LAVAL

Numéro SIRET : 21530130000749

POSTE COMPTABLE :

M. 14

Budget annexe – Opérations et services assujettis à la TVA

BUDGET PRIMITIF

voté par nature

BUDGET ANNEXE : 09 LOTISSEMENT DE BEAUREGARD

ANNEE 2019

Sommaire

I - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses

A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

II - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

A1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme

A1.7 - Etat de la dette - Autres dettes

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements

A3 - Etat des provisions

A4 - Etalement des provisions

A5.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

A5.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

A6.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)

A6.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)

A6.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (2)

A6.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (2)

A7 - Etat des charges transférées

A8 - Détail des opérations pour le compte de tiers

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (3)

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail

B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé

B1.5 - Etat des autres engagements donnés

B1.6 - Etat des engagements reçus

B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (4)

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

C3.2 - Liste des établissements publics créés

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes

D2 - Arrêté et signatures

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(2) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(3) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(4) Si l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

| VOTE DU BUDGET | | | | I |
|---|--|--------------------------------------|-------------------------------|--------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES | | | | A1 |
| Chap./Art.
(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget
précédent (2) | Propositions
nouvelles (3) | Vote (4) |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | | |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | | |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | | | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES | | | | |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS ~~6)(6)(7)~~ | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 7133 | VARIATION DES EN COURS DE PRODUCTION DE BIENS | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 043 | OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT ~~(8)~~ | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE
(= Total des dépenses réelles et d'ordre) | | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | | | | + |
| RESTES A REALISER N-1 (9) | | | | |
| | | | | + |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (9) | | | | |
| | | | | = |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | | | 1 620 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par letablissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget ordinaire de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 – RI 040.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produits des cessibles d'immobilisations »).

(7) Le compte 6815 permet d'inscrire dans le détail du chapitre 042 si le établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent imprimé.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif si reprise anticipée des résultats).

| VOTE DU BUDGET | | | | I |
|---|--|--------------------------------------|-------------------------------|--------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES | | | | A2 |
| Chap./Art.
(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget
précédent (2) | Propositions
nouvelles (3) | Vote (4) |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | | | |
| 70 | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES
DIVERSES | | | |
| 74 | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | | |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | |
| 78 | REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | | |
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | | | |
| 042 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE
SECTIONS (5)(6)(7) | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 7133 | VARIATION DES EN COURS DE PRODUCTION DE BIENS | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 043 | OPERATION D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (8) | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE
(= Total des recettes réelles et d'ordre) | | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | | | | + |
| RESTES A REALISER N-1 (9) | | | | |
| | | | | + |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (9) | | | | |
| | | | | = |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | | | 1 620 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par letablissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent est effectuée par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget ordinaire de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 - DI 040.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produits des cesses d'immobilisations »).

(7) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si le établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif si reprise anticipée des résultats).

| VOTE DU BUDGET | | | | I |
|-------------------------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------|--------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES | | | | B1 |
| Chap./Art.
(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget
précédent (2) | Propositions
nouvelles (3) | Vote (4) |
| 010 | STOCKS | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| 204 | SUBVEQUEMENTS VERSEES | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| | Total des dépenses d'équipement | | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| | Total des dépenses financières | | | |
| | [...] | | | |
| | Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | | |
| | TOTAL DES DEPENSES REELLES | | | |
| 040 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5) | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | Reprises sur autofinancement antérieur (6) | | | |
| | Charges transférées | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 3351 | TERRAINS | 1 465 000,00 | 1 465 000,00 | 1 465 000,00 |
| 33586 | FRAIS FINANCIERS | 155 000,00 | 155 000,00 | 155 000,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (7) | | | |
| | TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE
(= Total des dépenses réelles et d'ordre) | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | | | | + |
| | RESTES A REALISER N-1 (8) | | | |
| | | | | + |
| | D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (8) | | | |
| | | | | = |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | 1 620 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent est effectuée par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent et du budget ordinaire de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 – RF 042.

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 – RI 041.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif si reprise anticipée des résultats).

| VOTE DU BUDGET | | | | I |
|-------------------------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------|--------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES | | | | B2 |
| Chap./Art.
(1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget
précédent (2) | Propositions
nouvelles (3) | Vote (4) |
| 010 | STOCKS | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| 204 | SUBVEQUIPEMENTS VERSEES | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| | Total des recettes d'équipement | | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | |
| 138 | AUTRES SUBV. INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLE | | | |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENT RECUS | | | |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 024 | PRODUITS DES CESSIONS | | | |
| | Total des recettes financières | | | |
| | [...] | | | |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | | |
| | TOTAL DES RECETTES REELLES | | | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | | |
| 040 | OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)(6) | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 3351 | TERRAINS | 1 465 000,00 | 1 465 000,00 | 1 465 000,00 |
| 33586 | FRAIS FINANCIERS | 155 000,00 | 155 000,00 | 155 000,00 |
| | TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (7) | | | |
| | TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE
(= Total des recettes réelles et d'ordre) | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 | 1 620 000,00 |
| | | | | + |
| | RESTES A REALISER N-1 (8) | | | |
| | | | | + |
| | D 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (8) | | | |
| | | | | = |
| | TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | 1 620 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou de budget rectificatif de l'exercice précédent.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif si reprise anticipée des résultats).

REPUBLIQUE FRANCAISE

| | |
|--|--|
| Numéro SIRET :
21530130000756 | COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT
VILLE DE LAVAL |
|--|--|

POSTE COMPTABLE DE :

| |
|-----------------------------|
| SERVICE PUBLIC LOCAL |
|-----------------------------|

M4

| |
|------------------------|
| BUDGET PRIMITIF |
|------------------------|

BUDGET : 10 PARKINGS

ANNEE 2019

SOMMAIRE

I - Informations générales

Modalités de vote du budget

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections

A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

B1 - Balance générale du budget - Dépenses

B2 - Balance générale du budget - Recettes

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses

A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes

A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements

A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations

A3.2 - Etalement des provisions

A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)

A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)

A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)

A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)

A6 - Etat des charges transférées

A7 - Détail des opérations pour compte de tiers

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget

B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail

B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé

B1.6 - Etat des autres engagements donnés

B1.7 - Etat des engagements reçus

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)

C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les règles rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils s'entendent qu'ils M. 49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les règles rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est dans l'objet le cas échéant.

- (1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils s'ajoutent à l'article M. 49.
- (2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et à leurs établissements publics.
- (3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est dans l'objet le cas échéant.

| I - INFORMATION GÉNÉRALES | I |
|-----------------------------|---|
| MODALITÉS DE VOTE DU BUDGET | |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement.
- avec ou sans les chapitres opérations d'équipement de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

- sans objet

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III – Les provisions sont (3).

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5).

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1

(1) A compléter par « de chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par une ou des des trois choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° de).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « corrigé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par une ou des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

| | |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION
D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION
D'EXPLOITATION |
|---|--|--|--|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT
VOTES AU TITRE DU PRESENT
BUDGET (1) | 639 000.00 | 639 000.00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE
L'EXERCICE PRECEDENT (2) | | |
| | 002 RESULTAT D'
EXPLOITATION REPORTE (2) | | |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION
D'EXPLOITATION (3) | | 639 000.00 | 639 000.00 |

INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION
D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION
D'INVESTISSEMENT |
|---|--|--|--|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES
AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y
compris les comptes 1064 et 1068) | 437 000.00 | 437 000.00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE
L'EXERCICE PRECEDENT (2) | | |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA
SECTION D'INVESTISSEMENT
REPORTE (2) | | |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION
D'INVESTISSEMENT (3) | | 437 000.00 | 437 000.00 |

TOTAL

| | | |
|---------------------|--------------|--------------|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 1 076 000.00 | 1 076 000.00 |
|---------------------|--------------|--------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A savoir uniquement : cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à libération d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandées au 31/12 de l'exercice précédent et les que les ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à libération d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total de budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

| | |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR+vote) |
|-------|---|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|------------|-------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | | | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | | | | |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | | | | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | | | |
| | Total des dépenses de gestion des services | | | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 212 000.00 | | 202 000.00 | 202 000.00 | 202 000.00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | | |
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS (4) | | | | | |
| 69 | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (5) | | | | | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | | | | |
| | Total des dépenses réelles d'exploitation | 212 000.00 | | 202 000.00 | 202 000.00 | 202 000.00 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6) | | | | | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (6) | 437 000.00 | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 043 | OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (6) | | | | | |
| | Total des dépenses d'ordre d'exploitation | 437 000.00 | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| | TOTAL | 649 000.00 | | 639 000.00 | 639 000.00 | 639 000.00 |

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

639 000.00

RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL (=RAR+vote) |
|-------|---|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|------------|-------------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | | | | | |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES | | | | | |
| 73 | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (7) | | | | | |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 411 000.00 | | 299 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 108 000.00 | | 210 000.00 | 210 000.00 | 210 000.00 |
| | Total des recettes de gestion des services | 519 000.00 | | 509 000.00 | 509 000.00 | 509 000.00 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | | |
| 78 | REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (4) | | | | | |
| | Total des recettes réelles d'exploitation | 519 000.00 | | 509 000.00 | 509 000.00 | 509 000.00 |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (6) | 130 000.00 | | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 043 | OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (6) | | | | | |
| | Total des recettes d'ordre d'exploitation | 130 000.00 | | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| | TOTAL | 649 000.00 | | 639 000.00 | 639 000.00 | 639 000.00 |

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES

639 000.00

Pour information :

| | |
|---|------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION
D'INVESTISSEMENT(8) | 307 000,00 |
|---|------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M.49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021+ RI 040 – DI 040.

| | |
|--------------------------------------|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire
budget précédent
(1) | Restes à réaliser N-
1 (2) | Propositions
nouvelles | VOTE (3) | TOTAL
(=RAR+vote) |
|-------|---|---|-------------------------------|---------------------------|------------|----------------------|
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 20 000.00 | | 8 000.00 | 8 000.00 | 8 000.00 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU
EN CONCESSION | | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | | |
| | Total des opérations d'équipement | | | | | |
| | Total des dépenses d'équipement | 20 000.00 | | 8 000.00 | 8 000.00 | 8 000.00 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 287 000.00 | | 299 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (5) | | | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A
DES PARTICIPATIONS | | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | | | |
| | Total des dépenses financières | 287 000.00 | | 299 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 4581 | Total des opé pour compte de tiers (6) | | | | | |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 307 000.00 | | 307 000.00 | 307 000.00 | 307 000.00 |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE
SECTIONS (4) | 130 000.00 | | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (4) | | | | | |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | 130 000.00 | | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| | TOTAL | 437 000.00 | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

437 000.00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Pour mémoire
budget précédent
(1) | Restes à réaliser N-
1 (2) | Propositions
nouvelles | VOTE (3) | TOTAL
(=RAR+vote) |
|-------|---|---|-------------------------------|---------------------------|------------|----------------------|
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165) | | | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU
EN CONCESSION | | | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | | |
| | Total des recettes d'équipement | | | | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | | | |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | | | | | |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS (5) | | | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A
DES PARTICIPATIONS | | | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | |
| | Total des recettes financières | | | | | |
| 4582 | Total des opé pour compte de tiers (6) | | | | | |
| | Total des recettes réelles d'investissement | | | | | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION (4) | | | | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE
SECTIONS (4) | 437 000.00 | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (4) | | | | | |
| | Total des recettes d'ordre d'investissement | 437 000.00 | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| | TOTAL | 437 000.00 | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |

+

| | |
|---|------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | |
| = | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 437 000,00 |

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

| | |
|--|------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL | |
| DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT(8) | 307 000,00 |

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B1 |

1 - DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles
(1) | Opérations d'ordre
(2) | TOTAL |
|-----|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL | | | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | | |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS | | | |
| 60 | ACHATS ET VARIATION DES STOCKS (3) | | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | 202 000.00 | | 202 000.00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 69 | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (4) | | | |
| 71 | PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE) (3) | | | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | |
| | Dépenses d'exploitation - Total | 202 000.00 | 437 000.00 | 639 000.00 |

| | | |
|--|---|---------------------|
| | D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | + |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES | = 639 000.00 |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles
(1) | Opérations d'ordre
(2) | TOTAL |
|------|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 14 | PROVISIONS REGLEMEENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES | | | |
| 15 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (5) | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire) | 299 000.00 | | 299 000.00 |
| | Total des opérations d'équipement | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (6) | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (6) | 8 000.00 | | 8 000.00 |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (6) | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | | |
| 29 | DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS | | | |
| 39 | DEPRECIATIONS DES STOCKS ET EN COURS | | | |
| 4581 | Total des opérations pour compte de tiers (7) | | | |
| 481 | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | | | |
| 49 | PROVISION POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| | Dépenses d'investissement - Total | 307 000.00 | 130 000.00 | 437 000.00 |

| | | |
|--|--|---------------------|
| | D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | + |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | = 437 000.00 |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres << opérations d'équipement >>.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

2 - RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles
(1) | Opérations d'ordre
(2) | TOTAL |
|--|---|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES | | | |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES | | | |
| 71 | PRODUCTION STOCKÉE (OU DESTOCKAGE) (3) | | | |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 299 000.00 | | 299 000.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 210 000.00 | | 210 000.00 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 78 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS DEPRECIATIONS ET PROVISIONS | | | |
| 79 | TRANSFERTS DE CHARGES | | | |
| Recettes d'exploitation - Total | | 509 000.00 | 130 000.00 | 639 000.00 |

| | | |
|---|--|-------------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | | |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | | 639 000.00 |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles
(1) | Opérations d'ordre
(2) | TOTAL |
|--|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (sauf 106) | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| 14 | PROVISIONS REGLEMENTEES ET AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES | | | |
| 15 | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (4) | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (sauf 1688 non budgétaire) | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 28 | AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS | | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 29 | DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS (4) | | | |
| 39 | DEPRECIATIONS DES STOCKS ET EN COURS (4) | | | |
| 4582 | Opérations pour compte de tiers (5) | | | |
| 481 | CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES | | | |
| 49 | PROVISION POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TIERS (4) | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | | |
| Recettes d'investissement - Total | | | 437 000.00 | 437 000.00 |

| | | |
|--|--|-------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | | |
| AFFECTATION AUX COMPTES 106 | | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | 437 000.00 |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|--|--|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | | | | A1 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 011 | CHARGES A CARACTERE GENERAL (5)(6) | | | |
| 012 | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | | | |
| 014 | ATTENUATIONS DE PRODUITS (7) | | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | | |
| | TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES
(a)=(011+012+014+65) | | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES (b)(8) | 212 000.00 | 202 000.00 | 202 000.00 |
| 66111 | INTERETS REGLES A L'ECHANCE | 156 000.00 | 149 000.00 | 149 000.00 |
| 66112 | INTERETS - RATTACHEMENT DES ICNE | -2 000.00 | -2 000.00 | -2 000.00 |
| 6618 | INTERETS DES AUTRES DETTES | 58 000.00 | 55 000.00 | 55 000.00 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES (c) | | | |
| 68 | DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS (d)(9) | | | |
| 69 | IMPOTS SUR LES BENEFICES ET ASSIMILES (e)(10) | | | |
| 022 | DEPENSES IMPREVUES (f) | | | |
| | TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f | 212 000.00 | 202 000.00 | 202 000.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | III |
|--|-----|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| 023 | VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (11)(12) | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 6811 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 043 | OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 649 000.00 | 639 000.00 | 639 000.00 |

+

RESTES A REALISER N-1 (13)

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES 639 000.00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

| | |
|--------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 39 197.80 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 41 427.97 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -2 230.17 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M42.

(11) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = R1040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | | | | A2 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 013 | ATTENUATIONS DE CHARGES (5) | | | |
| 70 | VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCHANDISES | | | |
| 73 | PRODUITS ISSUS DE LA FISCALITE (6) | | | |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 411 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 74 | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 411 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 108 000.00 | 210 000.00 | 210 000.00 |
| 757 | REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS ET CONCESSIONNAIRES | 108 000.00 | 210 000.00 | 210 000.00 |
| TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES
(a)= 013+70+73+74+75 | | 519 000.00 | 509 000.00 | 509 000.00 |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS (b) | | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS (c) | | | |
| 78 | REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (d)(7) | | | |
| TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d | | 519 000.00 | 509 000.00 | 509 000.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | | | | A2 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 042 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (8)(9) | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 777 | QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT TRANSFEREES AU RESULTAT DE L'EXERCICE | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 043 | OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'EXPLOITATION (8) | | | |
| | TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | 130 000.00 | 130 000.00 | 130 000.00 |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 649 000.00 | 639 000.00 | 639 000.00 |
| | | | | + |
| RESTES A REALISER N-1 (10) | | | | |
| | | | | + |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10) | | | | |
| | | | | = |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | | | | 639 000.00 |
| Détail du calcul des ICNE au compte 7622 | | | | |
| Montant des ICNE de l'exercice | | | | |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | | | | |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | | | | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|---|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | | | | B1 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (hors opérations) | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES (hors opérations) | 20 000.00 | 8 000.00 | 8 000.00 |
| 2188 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES AUTRES | 20 000.00 | 8 000.00 | 8 000.00 |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION (hors op.) | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS (hors opérations) | | | |
| | Opérations d'équipement n°(5) [...] | | | |
| Total des dépenses d'équipement | | 20 000.00 | 8 000.00 | 8 000.00 |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 287 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 1641 | EMPRUNTS EN EUROS | 212 000.00 | 222 000.00 | 222 000.00 |
| 1687 | AUTRES DETTES | 75 000.00 | 77 000.00 | 77 000.00 |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| 020 | DEPENSES IMPREVUES | | | |
| Total des dépenses financières | | 287 000.00 | 299 000.00 | 299 000.00 |
| | [...](6) | | | |
| Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES | | 307 000.00 | 307 000.00 | 307 000.00 |

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|--|--|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | | | | B1 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (7)(8) | 130 000,00 | 130 000,00 | 130 000,00 |
| | <i>Reprises sur autofinancement antérieur</i> | 130 000,00 | 130 000,00 | 130 000,00 |
| 13911 | ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 9 000,00 | 9 000,00 | 9 000,00 |
| 13912 | REGIONS | 24 000,00 | 24 000,00 | 24 000,00 |
| 13913 | DEPARTEMENTS | 16 000,00 | 16 000,00 | 16 000,00 |
| 13915 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 78 000,00 | 78 000,00 | 78 000,00 |
| 13918 | AUTRES | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| | <i>Charges transférées</i> | | | |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES (9) | | | |
| | TOTAL DEPENSES D'ORDRE | 130 000,00 | 130 000,00 | 130 000,00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | | 437 000,00 | 437 000,00 | 437 000,00 |
| | | | | + |
| RESTES A REALISER N-1 (10) | | | | |
| | | | | + |
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | | | | |
| | | | | = |
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | | 437 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|----------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | | | | B2 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 13 | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | |
| 16 | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165) | | | |
| 20 | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | |
| 21 | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | |
| 22 | IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION OU EN CONCESSION | | | |
| 23 | IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| | Total des recettes d'équipement | | | |
| 10 | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | | | |
| 165 | DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS | | | |
| 18 | COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS | | | |
| 26 | PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS | | | |
| 27 | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | |
| | Total des recettes financières | | | |
| | [...](5) | | | |
| | Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | | |
| | TOTAL DES RECETTES REELLES | | | |

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III |
|--|--|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | | | | B2 |
| Chapitre/article (1) | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 027 | VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | | |
| 040 | OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS (6)(7) | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 28138 | AMORTISSEMENTS AUTRES CONSTRUCTIONS | 432 000.00 | 432 000.00 | 432 000.00 |
| 28151 | AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES | 4 000.00 | 4 000.00 | 4 000.00 |
| 28188 | AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 000.00 | 1 000.00 | 1 000.00 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 041 | OPERATIONS PATRIMONIALES(8) | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | | 437 000.00 | 437 000.00 | 437 000.00 |
| | | | | + |
| RESTES A REALISER N-1 (9) | | | | |
| | | | | + |
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9) | | | | |
| | | | | = |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | | 437 000.00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

[illegible][illegible]

| IV - ANNEXES | | | | | | | IV |
|--|----------------------|--------------------------|--|-------------------------------------|--|--|---------------------|
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS | | | | | | | A1.4 |
| A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1) | | | | | | | |
| Structure | Indices à pour-cent | (1)
Indices zone euro | (2)
Indices à l'instar de
l'indice de zone euro
ou écart entre les
indices | (3)
Ecart d'indices zone
euro | (4)
Indices hors zone euro
et écart d'indices dont
l'un est un indice hors
zone euro | (5)
Ecart d'indices hors
zone euro | (6)
Autre indice |
| L1) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | 3 | | | | | |
| | % de l'encours | <1000 % | | | | | |
| | Montant en euros | 5 377 225,70 | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| L2) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| L3) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| L4) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| L5) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| L6) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| L7) L'encours simple, l'encours simple échargé
de l'encours simple échargé ou amortissement.
Echargé de l'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement.
L'encours simple échargé ou amortissement. | Nombre de
encours | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| (1) Cette annexe résume le stock de dette au 31/12/2018 après opérations de consolidation et de déconsolidation. | | | | | | | |

BUDGET PARKINGS

| IV - ANNEXES | IV |
|---|----|
| ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A2 |

Biens acquis antérieurement au 01/01/2015

A2 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

| PROCEDURE | CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL |
|----------------------|--|
| AMORTISSEMENT | <p>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.321-1 du CGCT) : 500€</p> <p>Biens ou catégories de biens amortis :</p> <p>a) Immobilisations incorporelles</p> <p>- Logiciels 5 ans</p> <p>b) Immobilisations corporelles</p> <p>- Parkings 30 ans</p> <p>- Bâtiments 30 ans</p> <p>- Installations générales 20 ans</p> <p>- Matériel industriel 10 ans</p> <p>- Matériel de transport 10 ans</p> <p>- Mobilier 10 ans</p> <p>- Matériel de bureau et matériel informatique 10 ans</p> <p>- Matériel et outillage 10 ans</p> |

Ville de Laval
DUREES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Biens acquis à partir du 01/01/2015

| <i>Catégorie d'immobilisation</i> | <i>Article comptable à titre indicatif</i> | <i>Durée d'amortissement</i> |
|--|--|------------------------------|
| IMMOBILISATIONS DE FAIBLE VALEUR | | |
| Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R 2321-1 du C.G.C.T) | < 500 € | 1 an |

| 1- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | |
|---|--|--|
| Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre (PLU, SCOT...) | 202 | 10 ans |
| Frais d'études et d'insertion non suivis de travaux | 203 [*] | 5 ans |
| Subventions d'équipement | 204 [*] | Selon la durée de vie du bien financé :
- biens mobiliers, matériel et études: 5 ans max
- biens immobiliers ou installations: 30 ans max
- projets d'infrastructure d'intérêt national: 40 ans max |
| Logiciels | 205 [*] | 5 ans |
| Autres immobilisations incorporelles | 20 [*] si différents articles ci-dessus | 5 ans |

| 2- IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | |
|---|-------------------------------------|---------------|
| Agencement et aménagement de terrains (1) | 211 [*] - 212 [*] | 20 ans |
| Parkings (1) | 213 [*] | 30 ans |
| Constructions - Bâtiments en dur (1) | 213 [*] | 30 ans |
| Constructions - Bâtiments préfabriqués (1) | 213 [*] | 15 ans |
| Constructions pour autrui (1) | 214 [*] | durée du bail |
| Constructions - Bâtiments d'exploitation (1) | 213 [*] | 50 ans |
| Réseaux d'eau (1) | 215 [*] | 50 ans |
| Réseaux d'assainissement (1) | 215 [*] | 50 ans |
| Véhicules légers neufs (Voitures...) | 2182 | 7 ans |
| Véhicules légers d'occasion (Voitures...) | 2182 | 4 ans |
| Véhicules lourds neufs (camions, bennes,...) | 2182 | 10 ans |
| Véhicules lourds d'occasion (camions, bennes,...) | 2182 | 5 ans |
| Autre matériel de transport | 2182 | 5 ans |
| Matériel informatique | 2183 | 5 ans |
| Matériel et mobilier | 2184 et 2188 | 10 ans |
| Matériel industriel | 2154 | 10 ans |

| | | |
|--------------------|--------------------------------------|--------|
| Poteaux d'incendie | 2188 | 50 ans |
| Autre matériel | 21* si différents articles ci-dessus | 10 ans |

(1) Uniquement pour les Services Publics Industriels et Commerciaux (S.P.I.C.) et immeubles de rapport

Le calcul d'amortissement est fait selon la méthode de l'amortissement linéaire en année pleine, à partir de l'année qui suit la mise en service du bien

| | |
|---|------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES | A4.1 |

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions nouvelles | Vote (2)
I |
|---|----------------------------------|------------------------|---------------|
| DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B | | 429 000.00 | 429 000.00 |
| 16 Emprunts et dettes assimilées (A) | | 299 000.00 | 299 000.00 |
| 1641 | EMPRUNTS EN EUROS | 222 000.00 | 222 000.00 |
| 1687 | AUTRES DETTES | 77 000.00 | 77 000.00 |
| Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B) | | 130 000.00 | 130 000.00 |
| 13911 | ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX | 9 000.00 | 9 000.00 |
| 13912 | REGIONS | 24 000.00 | 24 000.00 |
| 13913 | DEPARTEMENTS | 16 000.00 | 16 000.00 |
| 13915 | GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES | 78 000.00 | 78 000.00 |
| 13918 | AUTRES | 3 000.00 | 3 000.00 |
| 020 | Dépenses imprévues | | |

| | Op. de l'exercice
I | Restes à réaliser
en dépenses de
l'exercice
précédent
(3)(4) | Solde
d'exécution 0001
(3)(4) | TOTAL
II |
|---|------------------------|--|-------------------------------------|-------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | 429 000.00 | | | 429 000.00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire, au dernier état, le compte administratif resté ouvert en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant à II - Présentation générale du budget - une d'ensemble.

| | |
|---|------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES | A4.2 |

RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Propositions
nouvelles | Vote (2)
III |
|----------|---|---------------------------|-----------------|
| | RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b | 437 000.00 | 437 000.00 |
| | Ressources propres externes de l'année (a) | | |
| | Ressources propres internes de l'année (b) (3) | 437 000.00 | 437 000.00 |
| 28138 | AMORTISSEMENTS AUTRES CONSTRUCTIONS | 432 000.00 | 432 000.00 |
| 28151 | AMORTISSEMENTS INSTALLATIONS COMPLEXES
SPECIAUSEES | 4 000.00 | 4 000.00 |
| 28188 | AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS
CORPORELLES | 1 000.00 | 1 000.00 |
| 021 | Virement de la section d'exploitation | | |

| | Opérations de
l'exercice
III | Restes à réaliser
en recettes de
l'exercice
précédent (4)(5) | Solde d'exécution
R001 (4)(5) | Affectation R106
(4) | TOTAL
IV |
|--------------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|-------------|
| Total ressources propres disponibles | 437 000.00 | | | | 437 000.00 |

| | Montant |
|--|------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres (II) | 429 000.00 |
| Ressources propres disponibles (IV) | 437 000.00 |
| Solde (V = IV-II)(6) | +8 000.00 |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

**C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT
DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

BUDGET PARKINGS

| AGENTS TITULAIRES OU NON | CATEGORIES | EFFECTIFS | MONTANT REALISE A L'ARTICLE
6215 |
|--------------------------|--------------|-----------|-------------------------------------|
| | NEANT | | |
| TOTAL GENERAL | | | |

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

ARRETE - SIGNATURES

Présenté par le Maire,
A LAVAL, le / / 2018

Le maire,
Francois Zocchetto / / 2018

Nombre de membres en exercice / 45 /
Nombre de membres présents / /
Nombre de suffrages exprimés / /
VOTES : Contre /---/ Pour /---/ Abstention /---/

Délibéré par le conseil municipal réuni en session ordinaire
A LAVAL, le Les membres du conseil municipal,

| | | | |
|-----------------------|------------------------------|-------------------------|------------------------|
| Karine DUBOUTIER | Sylvie LEFEBVRE | Rosalie HUCON | Léa DE BEAUCOURT |
| Marie-Cécile CLAVETUL | Jacques PHELIPOUX | Maxime CHENOT | Amélie GUILLOT |
| Alexandra LANGE | Jean-François ROUCHET | Philippe VALLIN | Jean-Christophe GRADU |
| Charal GRANIERE | Dominique MACALUSO | Stephanie HEBON-ALTHEUS | Christine KIMMENE |
| Jean-Jacques PERIN | Emmanuel LAVERGNE
LUSSEAN | Michael BUZARE | Georges FODIER |
| Danièle TACOMAC | Amélie KERNBAU | Florence QUENTIN | Nadia CAUMONT |
| Didier ELLON | Emmanuel MAUDIN | Patrice AUBRY | Freda CUPET |
| François MICHAEL | Marie-Elise PAJY | Dorothée MARTIN | François MARTEAU |
| Philippe HABAU | Alain GONCIEZEAU | Amos BOUREKA | Charlotte LEFEBVRE |
| Gwendoline GAILLOT | Josiane LEFEBVRE | Sylvie DURSON | Jean-François GEMMELIE |
| Jean-Paul GOUSSIN | Jean-Luc BACCHOT | Clara GOUSSIN | Léa EYMER |

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la réception en préfecture, le 2018
et de la publication, le

A LAVAL, le 2018

RAPPORT

TAUX DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX 2019

Rapporteur : Philippe Habault

Les taux d'imposition ont été diminués de 10 % en 2015 et vont se maintenir sur la durée du mandat, ce qui a été confirmé à l'occasion du débat d'orientations budgétaires.

Le budget primitif 2019 s'équilibre avec un produit des contributions directes de 30 000 m€ qui se fonde sur des taux d'imposition inchangés par rapport à 2015.

Il vous est donc proposé de voter les taux d'imposition suivants, à savoir 19,96 % pour la taxe d'habitation, 25,91 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 35,96 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Philippe Habault : *Effectivement, Monsieur le Maire, le sujet a été défloré. Je propose donc d'aller à l'essentiel. Sur la taxe d'habitation, nous maintenons le taux à 19,96 %. Sur le foncier bâti, nous sommes à 25,91 %. Sur le foncier non bâti, nous sommes à 35,96 %. Je signale quand même qu'en cinq années de baisse des impôts, nous avons réinjecté 15 millions d'euros dans l'économie pour les ménages et pour ceux qui en avaient besoin.*

M. le Maire : *Pour autant, le produit fiscal augmente puisque les bases augmentent. Lorsque nous faisons des travaux, lorsqu'il y a des logements qui sont construits dans la ville, cela fait des impôts en plus. Je mets aux voix le taux des impôts. Vous auriez sans doute voulu augmenter les impôts puisqu'il n'y a que deux possibilités. J'ai cru comprendre que vous ne vouliez pas les baisser. C'est donc soit le maintien, soit l'augmentation. Si vous ne votez pas le maintien, cela veut dire que vous voudriez les augmenter.*

TAUX DES IMPÔTS DIRECTS LOCAUX 2019

N° S 489 - PAGFGV - 5

Rapporteur : Philippe Habault

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29 et les articles L. 2331-1 et suivants,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1636 B sexies,

Vu le budget primitif 2019 de la ville de Laval,

Considérant que l'équilibre du budget principal de la ville de Laval est assuré pour partie par la recette du produit des impôts locaux,

Qu'il convient de fixer le taux d'imposition à 19,96 % pour la taxe d'habitation, 25,91 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 35,96 % pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour obtenir le produit attendu,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les taux d'imposition pour l'année 2019 de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties sont les suivants :

- taxe d'habitation : 19,96 %,
- taxe foncière sur les propriétés bâties : 25,91 %,
- taxe foncière sur les propriétés non bâties : 35,96 %.

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, neuf conseillers municipaux s'étant abstenus (Aurélien GUILLOT, Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN, Pascale CUPIF, Georges POIRIER et Isabelle EYMON).

RAPPORT

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITÉ 2017 DE LA SPL LMA

Rapporteur : Xavier Dubourg

Les comptes annuels de la SPL LMA pour l'exercice 2017 présentent un chiffre d'affaires de 4,2 M€ en forte hausse par rapport à l'année précédente où il s'établissait à 2,0 M€.

Le résultat d'exploitation s'élève à 23 m€ contre 37 m€ en 2017.

Le résultat financier évolue de manière favorable en s'établissant à 3 m€ en 2017 contre 2 m€ en 2016.

À l'instar de 2016, il n'y a pas de résultat exceptionnel en 2017.

L'exercice enregistre un résultat bénéficiaire de 20 m€ contre 31 m€ en 2016.

Fin 2017, l'encours du capital restant dû s'élève à 0,9 M€ contre 1,4 M€ à la fin de l'année 2016.

Il vous est proposé d'approuver le rapport de gestion et d'activité 2017 proposé par la SPL LMA.

Philippe Habault : *Dans le rapport de gestion de la SPL, vous avez une première partie très administrative qui vous rappelle l'état de la société en termes administratifs, son actionnariat, les personnels, les organes de gestion. Sur l'activité 2017, nous pouvons signaler un chiffre d'affaires de 4 219 582 €, avec un résultat d'exploitation de 23 000 €. Pour rappel, les trois actions principales notables de l'année 2017 concernent la livraison du Laval Virtual Center par la SPL, les opérations d'aménagement et de commercialisation qui ont débuté courant 2017 sur les deux ZAC LGV et Ferrié. C'est donc un chiffre d'affaires en augmentation, à 4 200 000 €.*

M. le Maire : *C'est un rapport qui a déjà été présenté au conseil communautaire. Il y a peut-être des questions ? Non, donc je mets aux voix, sachant que Madame Romagné, Messieurs Aubry, Habault, Dubourg et moi-même ne participons pas au vote. C'est adopté.*

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITÉ 2017 DE LA SPL LMA

N° S 489 - PAGFGV - 6

Rapporteur : Xavier Dubourg

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 1524-5

Vu le rapport de gestion et d'activité 2017 produit par la SPL LMA,

Considérant que le conseil municipal doit se prononcer au moins une fois par an sur un rapport écrit concernant l'activité de la société publique locale (SPL) Laval Mayenne Aménagements, apport d'activité qui lui est présenté par ses représentants au sein du conseil d'administration de la SPL LMA,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval approuve le rapport de gestion et d'activité 2017 de la société publique locale Laval Mayenne Aménagements (SPL LMA).

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

François ZOCCHETTO, Xavier DUBOURG, Philippe HABAUT et Patrice AUBRY et Catherine ROMAGNÉ (représentée par Aurélien GUILLOT) ne prennent pas part au vote en leur qualité d'administrateurs de la SPL Laval Mayenne Aménagements.

La délibération est adoptée, huit conseillers municipaux s'étant abstenus (Aurélien GUILLOT, Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN, Pascale CUPIF, Georges POIRIER et Isabelle EYMON).



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE
LAVAL MAYENNE AMÉNAGEMENTS

**RAPPORT DE GESTION VALANT RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale conformément aux dispositions de la loi et des statuts de la société pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Conformément aux dispositions de l'article L225-37 du code de commerce, le présent rapport de gestion intègre le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

La société ne disposant pas de titres admis aux négociations sur un marché réglementé, le rapport sur le gouvernement d'entreprise comprend uniquement les mentions prévues par les articles L225-37-1 et L225-37-4-1° à 4°.

PREMIERE PARTIE :
LA VIE DE LA SOCIETE ET LA PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE
LA VIE DE LA SOCIETE

L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs au 31 décembre 2017.

SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31 DECEMBRE 2017

Capital de 1500.000 euros divisé en 150.000 actions de 10 euros.

| ACTIONNAIRES - ADMINISTRATEURS | % | Nb actions |
|--|-------|------------|
| VILLE DE LAVAL , représentée au conseil d'administration par : <ul style="list-style-type: none"> • Philippe HABAUT, Président Directeur Général • Patrice AUBRY, • Xavier DUBOURG, • Bruno de LAVENERE-LUSSAN, • Catherine ROMAGNE. | 33,33 | 50 000 |
| LAVAL AGGLOMERATION , représentée au conseil d'administration par : <ul style="list-style-type: none"> • Alain BOISBOUVIER. • Jean-Pierre FOUQUET, • Daniel GUERIN, • Denis MOUCHEL, • Christelle REILLON | 33,33 | 50 000 |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MAYENNE , représentée au conseil d'administration par : <ul style="list-style-type: none"> • Joël BALANDRAUD, • Norbert BOUVET, • Patricia GONTIER, • Michel HERVE. • Sylvie VIELLE, | 33,33 | 50 000 |
| | 100 | 150 000 |

Le personnel de la société ne peut légalement détenir aucune action du capital social (article L1531-1 du code général des collectivités territoriales). Il n'est donc pas procédé à une augmentation du capital réservée aux salariés de la société (L225-129-6 du code de commerce).

La composition du capital n'a pas fait l'objet d'évolution durant l'exercice 2017.

DENOMINATION SOCIALE

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2018, les actionnaires ont approuvé la modification de la dénomination sociale de la société, laquelle est désormais « SPL Laval Mayenne Aménagements (SPL LMA) », en remplacement de « Laval Société Publique Locale de Laval et de l'Agglomération (Laval SPLA) ».

GOUVERNANCE – CONSEIL D'ADMINISTRATION

Par délibération en date du 25 juin 2014, le conseil d'administration a opté pour l'unification des fonctions de président et de directeur général.

Le conseil d'administration n'a pas désigné de Vice-Président.

Le conseil d'administration a constaté, le 04 octobre 2017, le remplacement de Madame Samia SOULTANI-VIGNERON par Monsieur Patrice AUBRY. Il a également pris acte de la désignation de Madame Catherine ROMAGNE en remplacement de Monsieur Jean-Christophe BOYER.

Le conseil d'administration ne comprend pas de censeurs.

LES DIRIGEANTS

Le Président du conseil d'administration et Directeur Général, Monsieur Philippe HABAUT a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 25 juin 2014, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Pour ces fonctions, Monsieur Philippe HABAUT ne perçoit aucune rémunération.

Conformément aux dispositions des articles L561-46 et R561-55 et suivants du code monétaire et financier, le bénéficiaire effectif est M. Xavier DUBOURG, Président Directeur Général, en tant que représentant légal de la société.

Le Directeur Général Délégué, Monsieur Jean-Marc BESNIER a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 25 juin 2014 pour une durée de 6 ans.

Pour ces fonctions, Monsieur Jean-Marc BESNIER ne perçoit aucune rémunération.

Limitation de pouvoirs :

Une délégation de pouvoirs a été conférée au Directeur Général Délégué par le Président Directeur Général et adoptée par la délibération du conseil d'administration en date du 19 mars 2015.

COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Constitutive de SPL LMA en date du 4 novembre 2013 a nommé, pour une durée de six exercices :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire : la société ALTONEO, domiciliée au 15, rue des Bordagers à Changé et représentée par Christophe MERIENNE,
- En qualité de commissaire aux comptes suppléant : la société ALPHA EXPERTISE DEVELOPPEMENT, domiciliée au 15, rue des Bordagers à Changé et représentée par Loïc GRANGE.

Analyse détaillée des charges1. Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes de la société, hors concessions, s'élèvent à 302 865 €.

- Dans le cadre de l'AMO « Espace Mayenne », une facture du sous-traitant a été comptabilisée pour 4 500 € sur 2017.
- La facturation par le GIE pour l'année 2017 s'élève à 148 468 €.
- Le poste Assurances comprend une régularisation liée à l'activité 2017 pour un montant de 4 187 €.
- Les honoraires du Commissaire aux Comptes, stables, s'élèvent pour l'exercice à 4 820 €.
- Les honoraires de l'Expert-Comptable s'élèvent pour l'exercice à 6 220 € (dont 1 520 € affectés à l'exercice 2016) contre 4 480 €.
- La mise à disposition de Jean-Marc MILCENT, refacturée par la Ville de LAVAL, représente une charge stable par rapport à 2016 de 95 000 €.
- Dans le cadre de la mise à disposition de Raphael SUBIAS pour le mandant LAVAL VIRTUAL CENTER et la prestation EHPAD, des factures de la sous-traitance ont été comptabilisées pour 22 725 € sur 2017.

2. Impôts et taxes

Les impôts et taxes d'un montant de 4 232 € comprennent essentiellement des dépenses de formation au métier de l'aménagement. Une prise en charge par l'organisme de formation a été accordée à hauteur de 1 307 €.

3. Charges de personnel

Les salaires et charges sociales, s'élevant à 113 230 €, comprennent :

- Les salaires et charges du personnel
- Les indemnités de sujétions de Jean-Marc MILCENT
- Le Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi de 7 734 € contre 1 905 €

| |
|----------|
| LE BILAN |
|----------|

Actif

- Les stocks

Les en-cours s'élèvent à 3 568 K€ contre 2 846 K€ pour 2016.

- Les créances

Le montant des créances et autres créances s'élèvent à 684 K€ contre 355 K€ en 2016.

Passif

- Capital, situation nette, capitaux (ou fonds) propres

Le capital de 1 500 000 € est entièrement libéré. La situation nette s'élève à 1 545 K€.

- Dettes

La société a contracté des dettes, décrites ci-après :

- Dettes bancaires en baisse : 920 K€ (emprunt/ouverture de crédit).

LES CONTROLES EXTERNES

La société n'a connu aucun contrôle externe sur l'exercice écoulé.

CONVENTIONS REGLEMENTEES

Voir annexe 1.

PRISE DE PARTICIPATION

La SPL LMA ne détient aucune prise de participation au sein d'autres sociétés commerciales.

LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les faits marquants de l'année 2017 sont :

- Le début de commercialisation des opérations LGV et FERRIE
- La livraison du Laval Virtual Center

Le résultat de la société se solde pour l'exercice clos au 31 décembre 2017 par un résultat bénéficiaire de 19.972 €

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

LE COMPTE DE RESULTAT

Analyse détaillée des produits

- **Le chiffre d'affaires global** de la société s'élève à 4 219 582 € et se décompose de la manière suivante :
 - Rémunération de mandat (LVC) : 45 391 €
 - Prestations d'AMO (Espace Mayenne, Ville de LAVAL) : 18 910 €
 - Mise à disposition : 2 250 €
 - Prestations de services EHPAD : 3 500 €
 - concession LGV :
 - cession immeuble : 968 100 €
 - loyers et charges : 22 018 €
 - participations : 1 418 498 €
 - concession FERRIE :
 - cession terrain : 233 369 €
 - participations : 1 507 546 €
- Les transferts de charges s'élèvent à 373 553 € et sont détaillés comme suit :
 - Remboursement AGEFOS/GIE : 112 €
 - Refacturation taxe foncière : 243 €
 - Rémunérations des concessions : 373 417 €

La rémunération des fonds propres de SPL LMA investis dans l'opération ZAC LGV a généré des produits financiers pour 3 315 €. Le taux appliqué est le t4m + 0.50%.

Analyse détaillée des charges1. Autres achats et charges externes

Les autres achats et charges externes de la société, hors concessions, s'élèvent à 302 865 €.

- Dans le cadre de l'AMO « Espace Mayenne », une facture du sous-traitant a été comptabilisée pour 4 500 € sur 2017.
- La facturation par le GIE pour l'année 2017 s'élève à 148 468 €.
- Le poste Assurances comprend une régularisation liée à l'activité 2017 pour un montant de 4 187 €.
- Les honoraires du Commissaire aux Comptes, stables, s'élèvent pour l'exercice à 4 820 €.
- Les honoraires de l'Expert-Comptable s'élèvent pour l'exercice à 6 220 € (dont 1 520 € affectés à l'exercice 2016) contre 4 480 €.
- La mise à disposition de Jean-Marc MILCENT, refacturée par la Ville de LAVAL, représente une charge stable par rapport à 2016 de 95 000 €.
- Dans le cadre de la mise à disposition de Raphael SUBIAS pour le mandant LAVAL VIRTUAL CENTER et la prestation EHPAD, des factures de la sous-traitance ont été comptabilisées pour 22 725 € sur 2017.

2. Impôts et taxes

Les impôts et taxes d'un montant de 4 232 € comprennent essentiellement des dépenses de formation au métier de l'aménagement. Une prise en charge par l'organisme de formation a été accordée à hauteur de 1 307 €.

3. Charges de personnel

Les salaires et charges sociales, s'élevant à 113 230 €, comprennent :

- Les salaires et charges du personnel
- Les indemnités de sujétions de Jean-Marc MILCENT
- Le Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi de 7 734 € contre 1 905 €

LE BILAN

Actif

- Les stocks

Les en-cours s'élèvent à 3 568 K€ contre 2 846 K€ pour 2016.

- Les créances

Le montant des créances et autres créances s'élèvent à 684 K€ contre 355 K€ en 2016.

Passif

- Capital, situation nette, capitaux (ou fonds) propres

Le capital de 1 500 000 € est entièrement libéré. La situation nette s'élève à 1 545 K€.

- Dettes

La société a contracté des dettes, décrites ci-après :

- Dettes bancaires en baisse : 920 K€ (emprunt/ouverture de crédit).

- Dettes fournisseurs en hausse : 1.429 K€ contre 412 K€
- Dettes fiscales et sociales stables : 39 K€ contre 36 K€ (charges sociales 4T2017, TVA...)
- Les produits constatés d'avance pour 40 K€ traduisent l'ajustement du montant de la rémunération des concessions (rapport du montant contractuel au temps passé par les collaborateurs)

Informations sur le solde des dettes fournisseurs de l'exercice

Conformément à la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, SPL LMA s'applique à régler les fournisseurs d'immobilisation dans un délai de 45 jours et les factures de frais généraux et honoraires dans un délai de 30 jours. Un tableau présentant une information sur les délais de paiement, est communiqué en annexe au présent rapport de gestion.

Proposition d'affectation du résultat net annuel

Compte tenu du résultat annoncé par la société au titre de cet exercice, le Conseil d'Administration vous propose l'affectation suivante :

- Réserve légale : 998,65 €
- au report à nouveau : 18.974,28 €

Dividendes distribués

Aucun dividende n'a été distribué au cours de l'exercice 2017 ni au cours des trois exercices précédents.

**DEUXIEME PARTIE :
L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE**

Cette activité se mesure à partir des dépenses d'investissement (chiffre d'opérations) enregistrées sur l'exercice sur les opérations de concessions d'aménagement, de mandats, de prestations de services...

Au cours de l'année 2017, la Société a réalisé les missions suivantes.

1. Concessions d'aménagement

> La ZAC LGV

Acquisitions/gestion

- Acquisition à l'amiable de l'immeuble de logements collectifs du 22 place de la gare et du relogement d'une locataire,
- Gestion locative des biens propriété de la SPL (entretien, gestion administrative...).

Conduite et gestion de l'opération

- Suivi de la réalisation des études
 - Réalisation de cahier de recommandations architecturales (secteur PEM et secteur 3 régiments)
 - Réalisation de fiches de lots
 - Réalisation d'un dossier de DUP
 - Réalisation du CCCT
- Coordination des opérateurs en lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre
 - Coordination avec les concessionnaires.
 - Animation et suivi des comités de projets (1 par mois)
 - Coordination avec la SCI Up, Nexprom, Duval développement et Adim Ouest
- Conduite du PEM en lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre
 - Suivi du planning du Pôle d'Echanges Multimodal
 - Animation et suivi des comités techniques et de pilotage
- Communication du projet

Suivi financier

- Suivi du CRSD et du protocole PEM
- Mise en place de prêts pour le financement des acquisitions
- Mise en place des conventions de participations

Commercialisation

- Définition d'une stratégie de communication en faveur de la commercialisation de la ZAC

> La ZAC Ferrié

Acquisitions/gestion

- Suivi de la cession par la Ville du bâtiment « Etat Major »
- Acquisitions de terrains en vue de les céder à Praagma (ilot A2)

Conduite et gestion de l'opération

- Suivi de la réalisation des études
- Coordination des opérateurs en lien avec l'équipe de maîtrise d'œuvre
 - Coordination avec les concessionnaires.
 - Coordination avec Meduane, Laval Agglomération et le Conseil départemental
- Communication du projet
 - Démarche de concertation par ateliers de travail

Suivi financier

- Suivi du CRSD
- Mise en place des conventions de participations

Commercialisation

2. Mandats

Le 1^{er} avril 2015, Laval Agglomération a confié à la Société un mandat de réhabilitation du bâtiment sis n Pierre et Marie Curie sur la Technopole à Changé en vue de la réalisation du LAVAL VIRTUAL CENTER.

Les principales missions réalisées par SPL LMA au cours de l'exercice ont été les suivantes :

- Suivi des travaux
- Réception des travaux
- Gestion de l'année de parfait achèvement
- Comptes-rendus à Laval Agglomération

Le montant global de la rémunération est de 150 652 € HT.

3. Contrats d'AMO

La SPL a poursuivi en 2017 les mission confiées :

- par le Conseil départemental de la Mayenne
 - portant sur la réalisation d'un audit technique sur les EHPAD de la Mayenne.
 - Portant sur la construction de l'Espace Mayenne
- Par la Ville de Laval (attractivité, Saint-Julien)

**TROISIEME PARTIE :
ACTIVITE EN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

SPL LMA ne peut travailler que pour ses actionnaires.

Elle répondra contractuellement aux sollicitations des collectivités actionnaires, rentrant dans le champ de son objet social, lesquelles pourraient naître au cours du prochain exercice.

**QUATRIEME PARTIE :
LES MANDATAIRES SOCIAUX**

Le tableau récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux.
Pour les SCI, seuls les mandats de gérant sont mentionnés.

NB : il s'agit des mandats occupés dans les sociétés commerciales, quels que soient leur forme ; en revanche, les mandats exercés dans d'autres structures n'ayant pas la forme d'une société (association, GIE, fondation...) n'ont pas à être déclarés.

| NOM DU MANDATAIRE | QUALITE OU FONCTIONS | NOM DE LA SOCIETE ET ADRESSE |
|--------------------------|---|---|
| Philippe HABAUT | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Patrice AUBRY | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements
Meduane Habitat |
| Joël BALANDRAUD | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Alain BOISBOUVIER | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Norbert BOUVET | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| | Actionnaire | SARL Innowatt |
| | Associé | SCI La Villeroise |
| Xavier DUBOURG | Administrateur - Président
Directeur Général | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| | Gérant | SARL Profs et services (Laval) |
| | Gérant | SARL Profs et services agence (Laval) |
| | Actionnaire | SCI Ambroise |
| Jean-Pierre FOUQUET | Président - Administrateur | Meduane Habitat |
| | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Patricia GONTIER | Administratrice | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Daniel GUERIN | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Michel HERVE | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Bruno de LAVENERE-LUSSAN | Administrateur | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| | Gérant | SCI LAVENERE-VAURAIMBAULT (Boulogne) |
| Denis MOUCHEL | Administrateur | SPL Agence Régionale des Pays de la Loire |
| Christelle REILLON | Administratrice | SEM Laval Mayenne Aménagements |
| Catherine ROMAGNE | Administrateur | Meduane Habitat |
| Sylvie VIELLE | Administratrice | SEM Laval Mayenne Aménagements |

Fait à Laval, le 20 avril 2018

Le Président du Conseil d'Administration

RAPPORT

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITÉ 2017 DE LA SEM LMA

Rapporteur : Philippe Habault

Les comptes annuels de Laval Mayenne Aménagements (LMA) pour l'exercice 2017 présentent un chiffre d'affaires de 4,2 M€ stable par rapport à l'année précédente où il s'établissait à 4,2 M€.

Le résultat d'exploitation s'élève à 0,4 M€ contre 1,0 M€ en 2016.

Le résultat financier évolue de manière favorable en s'établissant à - 0,6 M€ en 2016 contre 0,8 M€ en 2016.

Le résultat exceptionnel est de 0,2 M€ en 2017.

L'exercice enregistre un résultat très légèrement déficitaire de - 5 m€ contre 29 m€ en 2016.

Les investissements de l'exercice s'élèvent à 3,3 M€.

Fin 2017, l'encours du capital restant dû s'élève à 31,0 M€, en baisse par rapport à 2016 (31,7 M€).

Il vous est proposé d'approuver le rapport de gestion et d'activité 2017 proposé par la SEM Laval Mayenne Aménagements.

Philippe Habault : *La SEM est une société d'économie mixte qui a un capital de 3 090 000 €.*

Pour rappel, la géographie de ce capital, c'est sept actionnaires. Les collectivités, détiennent 75,6 % du capital et les banques 24,4 %. Dans les collectivités, Laval, Laval agglomération et le conseil départemental sont à égalité, avec 25,2 % des voix, et cinq représentants chacune. Les banques sont essentiellement dominées par la Caisse des Dépôts, qui a 15,6 %. Les autres, la BPCE, le Crédit Agricole, le Crédit Mutuel sont autour de 3 %. Il y a un petit changement au niveau des administrateurs, lié au départ de Samia Soultani, qui a été remplacée en tant qu'administrateur par Monsieur Jean-Pierre Fouquet. La présidence, du fait que Samia Soultani était présidente, a été vacante et c'est Xavier Dubourg qui a été élu. Enfin, Norbert Bouvet a été élu vice-président. Pour ce qui est de l'opérationnel, c'est Jean-Marc Besnier qui s'en occupe. Au niveau du personnel, il n'y a aucun changement par rapport à l'année prochaine. Nous pouvons signaler un taux d'absentéisme qui est à zéro.

Nous en sommes très heureux. En ce qui concerne le résultat financier pour 2017, il y a un chiffre d'affaires qui est stable à 4,2 millions d'euros, un résultat courant qui est en baisse, puisqu'il était à 143 000 en 2016 et à moins de 113 000 aujourd'hui. C'est essentiellement lié à la comptabilisation de provision de perte, en particulier pour le dossier Saglam à Pré en Pail. Il y a des produits exceptionnels pour 208 000 €. Ce qui fait que le résultat net n'est négatif que de 5 200 € là où il était positif de 29 000 €. Enfin, pour terminer, l'investissement : la société a investi 3,2 millions d'euros l'année dernière, 1,27 million d'euros dans le bâtiment ex Pelleret, 1 118 000 € sur la maison de santé pluri professionnelle de Mayenne, 737 000 € sur un complément d'investissement pour la ville, au niveau de la MSP Ferry, et du travail sur la climatisation de Pôle emploi pour 66 000 €. Enfin, la dette de la SEM intègre un encours à 31 millions d'euros, en baisse par rapport à 2016 de 600 000 €, et un remboursement en capital de 3,1 millions d'euros cette année. Il vous est proposé d'approuver le rapport de gestion de la SEM.

M. Le Maire : *Merci. S'il n'y a pas d'observation, je rappelle que Monsieur Poirier, Monsieur Aubry, Monsieur Habault, Monsieur Dubourg et moi-même ne prenons pas part au vote. C'est adopté.
Patrice Aubry, reversement des excédents eau et assainissement.*

RAPPORT DE GESTION ET D'ACTIVITÉ 2017 DE LA SEM LMA

N° S 489 - PAGFGV - 7

Rapporteur : Philippe Habault

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 1524-5

Vu le rapport de gestion et d'activité 2017 produit par la SEM Laval Mayenne Aménagements (LMA),

Considérant que le conseil municipal doit se prononcer au moins une fois par an sur un rapport écrit concernant l'activité de la société d'économie mixte Laval Mayenne Aménagements (SEM LMA), rapport d'activité qui lui est présenté par ses représentants au sein du conseil d'administration de LMA,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval approuve le rapport de gestion et d'activité 2017 de la société d'économie mixte Laval Mayenne Aménagements (SEM LMA).

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

François ZOCCHETTO, Xavier DUBOURG, Philippe HABAULT et Patrice AUBRY et Georges POIRIER ne prennent pas part au vote en leur qualité d'administrateurs de la SEM Laval Mayenne Aménagements.

La délibération est adoptée, sept conseillers municipaux s'étant abstenus (Aurélien GUILLOT, Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN, Pascale CUPIF et Isabelle EYMON).



RAPPORT DE GESTION VALANT RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale conformément aux dispositions de la loi et des statuts de la société pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Conformément aux dispositions de l'article L225-37 du code de commerce, le présent rapport de gestion intègre le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

La société ne disposant pas de titres admis aux négociations sur un marché réglementé, le rapport sur le gouvernement d'entreprise comprend uniquement les mentions prévues par les articles L225-37-1 et L225-37-4-1° à 4°.

I – VIE DE LA SOCIETE

❖ Répartition du capital social au 31/12/17 :

La société est composée de 7 actionnaires. Au 31 décembre 2017, la répartition du capital social est la suivante :

| Collectivités | Nbre actions | en Euro | % | Banques | Nbre actions | en Euro | % |
|-----------------------------|----------------|---------------------|---------------|---------------|--------------|------------|-------|
| Ville de Laval | 51 147 | 779 991,75 | 25,20 | CDC | 31 766 | 484 431,50 | 15,65 |
| Laval Agglomération | 51 147 | 779 991,75 | 25,20 | CEBPL | 6 274 | 95 678,50 | 3,10 |
| Conseil Départemental | 51 147 | 779 991,75 | 25,20 | CM | 5 805 | 88 526,25 | 2,86 |
| | | | | CA | 4 655 | 86 238 ,75 | 2,79 |
| Total collectivités | 153 441 | 2 339 975,25 | 75,60 | Total banques | 49 500 | 754 875,00 | 24,40 |
| Total banques | 49 500 | 754 875,00 | 24,40 | | | | |
| TOTAL CAPITAL SOCIAL | 202 941 | 3 094 850,25 | 100,00 | | | | |

Le personnel de la société ne détient aucune action du capital social.

La composition du capital n'a pas fait l'objet d'évolution durant l'exercice 2017.

❖ Situation des mandats des administrateurs au 31/12/2017 :

Au 31 décembre 2017, le conseil d'administration était composé comme suit :

- | | |
|--------------------|-------------------------------|
| • VILLE DE LAVAL : | Monsieur Xavier DUBOURG – PDG |
| 5 représentants | Monsieur Patrice AUBRY |
| | Monsieur Jean-Pierre FOUQUET |
| | Monsieur Georges POIRIER |
| | Monsieur Philippe HABAUT |

Le conseil d'administration a constaté, le 25 octobre 2017, le remplacement de Madame Samia SOULTANI-VIGNERON par Monsieur Jean-Pierre FOUQUET. Il a également pris acte de la désignation de Monsieur Georges POIRIER en remplacement de Monsieur Jean-Christophe BOYER.

- | | |
|---------------------------|--|
| • LAVAL AGGLOMERATION : | Monsieur Yannick BORDE |
| 5 représentants | Monsieur Alain BOISBOUVIER |
| | Monsieur Daniel GUERIN |
| | Monsieur Bruno de LAVENERE LUSSAN |
| | Madame Christelle REILLON |
| • CONSEIL DEPARTEMENTAL : | Monsieur Norbert BOUVET – Vice-Président |
| 5 représentants | Monsieur Joël BALANDRAUD |
| | Madame Patricia GONTIER |
| | Monsieur Michel HERVE |
| | Madame Sylvie VIELLE, |
| • CAISSE DES DEPOTS : | Monsieur Olivier BOURHIS |
| 1 représentant | |
| • CEBPL : | Monsieur Gildas GLERON |
| 1 représentant | |

soit un total de 17 membres.

Le conseil d'administration ne comprend pas de censeurs.

Les déclarations relatives au cumul des mandats des administrateurs pour l'exercice écoulé seront annexées au présent rapport de gestion et présentées à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

❖ Gouvernance :

Par délibération en date du 10 juillet 2017, le conseil d'administration a constaté la démission de Madame Samia SOULTANI-VIGNERON de ses fonctions de Présidente Directrice Générale de la SEM Laval Mayenne Aménagements.

Par délibération en date du 10 juillet 2017, le conseil d'administration a opté pour l'unification des fonctions de président et de directeur général. Il a nommé :

- Monsieur Xavier DUBOURG, comme Président Directeur Général de la société pour la durée de son mandat d'administrateur
 - Pour ces fonctions, Monsieur Xavier DUBOURG ne perçoit aucune rémunération.

Conformément aux dispositions des articles L561-46 et R561-55 et suivants du code monétaire et financier, le bénéficiaire effectif est M. Xavier DUBOURG, Président Directeur Général, en tant que représentant légal de la société.

Monsieur Jean-Marc BESNIER a été maintenu dans ses fonctions de Directeur Général Délégué.

- Pour ces fonctions, Monsieur Jean-Marc BESNIER ne perçoit pas de rémunération, par délibération en date du 4 mai 2016,
- Une délégation de pouvoir a été conférée au DGD par la PDG et adoptée par délibération en date du 10 juillet 2017.

Par délibération en date du 29 avril 2015, le conseil d'administration a nommé :

- Monsieur Norbert BOUVET, comme Vice-Président de la société pour la durée de son mandat d'administrateur
 - Pour ces fonctions, Monsieur Norbert BOUVET ne perçoit aucune rémunération

❖ Commissaire aux comptes :

Ont été nommés, par l'assemblée générale du 08 septembre 2017, pour une durée de 6 exercices :

- En qualité de commissaire aux comptes titulaire : le cabinet FITECO, représenté par Monsieur Eric BOUSSION

Conformément à l'article L823-1 du code de commerce, le commissaire aux comptes désigné n'étant ni une personne physique ni une société unipersonnelle, l'assemblée générale n'a pas désigné de commissaire aux comptes suppléant.

❖ Le personnel :

L'effectif de la société est de 2 cadres salariés en CDI :

- Monsieur Jean-Marc BESNIER, Directeur technique, pour 3/5^e de son temps de travail
- Monsieur Raphaël SUBIAS, Responsable d'opérations, à temps complet.

Aucun mouvement de personnel n'est à noter durant l'exercice 2017.

Raphael SUBIAS est mis à disposition partiellement à SPL LMA par convention signée le 16 novembre 2015 et son avenant pour suivre l'opération du Laval Virtual Center et l'audit technique des EHPAD de la Mayenne.

Le taux d'absentéisme est de 0 % pour l'année 2017.

Un contrat groupe a été signé avec l'IPSEC (mutuelle santé) : Jean-Marc Besnier bénéficie de ce contrat.

La SEM LMA adhère au CNAS pour un montant de 453.86 €.

Epargne salariale :

Une proposition a été faite par la Direction Générale aux collaborateurs pour la mise en place d'une Epargne Salariale sous forme d'un intéressement et de l'ouverture d'un plan d'Epargne Entreprise.

❖ Appuis externes

La SEM LMA est membre du GIE LMA pour les fonctions support pour un montant de 150 765,91 € HT. Les clés de répartition pour la SEM LMA sont les suivantes :

- Temps passé par les salariés : 40%
- Temps passé par les salariés du GIE : 55%

La SEM LMA a confié une mission d'expertise comptable au cabinet CIFRALEX (montant des honoraires 2017 : 21.400 €).

La SEM LMA adhère à la fédération nationale des EPL (cotisation 2017 : 6.770 €), à la fédération régionale des EPL (cotisation 2017 : 150 €).

Principaux apports en 2017 :

- Congrès des EPL
- Veille juridique
- Observatoires

Par le biais du GIE LMA, la SEM LMA bénéficie d'un contrat de réseau auprès de la SCET pour la période 2017.2021.

M. Jean-Marc BESNIER est membre de l'association des directeurs d'EPL (cotisation de 570 € prise en charge par la SEM).

❖ Les locaux :

Le siège administratif de la société est situé au 17, rue Franche Comté à Laval. Un Document Unique d'Evaluation des risques professionnels a été établi le 18 janvier 2014 par l'APAVE.

SEM LMA met à disposition de SPL LMA et du GIE SEM LMA des bureaux occupés par leur propre personnel. Une convention de location a donc été conclue avec SPL LMA le 19 mai 2015 et avec le GIE SEM LMA le 7 décembre 2016.

Ces conventions entrant dans le champ d'application de l'article L225-40 du code de commerce, ont été autorisées par délibérations du conseil d'administration du 29 avril 2015 et du 22 décembre 2016.

❖ Contrôles externes :

Néant.

❖ Prise de participation dans la SAS le Saphir 7 Fontaines :

SEM LMA est actionnaire de la SAS Le Saphir 7 Fontaines créée en 2013.

| | | | |
|------------------------------------|-------------|-----------------|-------|
| SAS IMMEUBLES POUR L'ELECTRONIQUE | 720 000 € | 72 000 actions | 48 % |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 705 000 € | 70 500 actions | 47 % |
| LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS | 75 000 € | 7 500 actions | 5 % |
| TOTAL | 1 500 000 € | 150 000 actions | 100 % |

➤ Convention d'assistance administrative :

La SAS LE SAPHIR 7 FONTAINES, afin de simplifier, rationaliser et optimiser sa gestion financière, fiscale, comptable, administrative et juridique, a souhaité faire appel aux compétences de la SEM LAVAL MAYENNE AMENAGEMENTS et pour ce faire, une convention d'assistance administrative a été signée le 12 juin 2012. Elle est reconduite chaque année.

➤ Arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

L'assemblée générale s'est réunie le 16 juin 2017 pour approuver les comptes arrêtés au 31 décembre 2016 lesquels font ressortir un résultat de 44.487,50 € affecté en report à nouveau.

Aucun dividende n'a été mis en distribution au titre de l'exercice 2017 ni au cours des trois exercices précédents.

II – COMPTE RENDU FINANCIER DE LA SOCIÉTÉ

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 soumis à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les faits marquants de l'exercice 2017 :

- Livraison de l'ex-bâtiment PELLETEY à Evron,
- Démarrage de l'opération MSP Ferry à Laval,
- Acquisition en VEFA du PSI de Mayenne,
- Cession du bâtiment au locataire ADAPEI,
- Cession d'un lot Rue de Ruisseaux à Laval,
- Résiliation de la CPA avec Saint-Denis-d'Anjou,
- Fin de la couverture de taux pour les prêts MANN&HUMMEL,
- Provision de la totalité de la créance client SAGLAM.

Le chiffre d'affaires de l'année 2017, stable, s'élève à 4.225.067 € contre 4.201.668 € sur l'exercice précédent.

Les rémunérations dégagées par SEM LMA sont les suivantes :

- Rémunération de construction : 45 K€
- Rémunération de gestion locative (concession) : 53 K€
- Rémunération de liquidation : 22 K€
- Rémunération de mandat : 37 K€
- Prestations de services : 16 K€
- Prestations d'AMO : 44 K€
- Prestations de mise à disposition : 23 K€

Les loyers ont généré des produits pour un montant de 4 034 471 € contre 4 013 304 € en 2016. Une participation de LAVAL AGGLO de 42 383 € a été comptabilisée dans le cadre de l'opération de l'HEI destinée à couvrir le différentiel entre les loyers pratiqués et le niveau du marché.

La résiliation du bail emphytéotique d'un commun accord entre la SEM Laval Mayenne Aménagements et la commune de Saint-Denis-d'Anjou est comptabilisée pour un montant de 434.612 €.

La production immobilisée de l'exercice s'élève à 3,267 K€ pour l'année 2017 contre 2,535 K€ en 2016 et correspond à :

- Bâtiment ex-Pelletey : 1.279 K€
- MSP Ferry : 737 K€
- Travaux de climatisation Pole Emploi : 66 K€
- PSI Mayenne : 1.185 K€

Les autres achats et charges externes sont en hausse : de 530 K€ à 618 K€ :

- Prestation GIE pour une année complète soit 150 K€ contre 85 K€
- Le poste Entretien courant : +15 K€ (bâtiment 45, aménagements rue de Cheverus et rue des Ruisseaux, Quai Jehan Fouquet, Saint-Melaine)
- Des honoraires de 8 K€ pour les opérations SAGLAM et Rue des Ruisseaux

La baisse des impôts et taxes, de 672 K€ en 2016 à 646 K€ en 2017, s'explique par la baisse des taux communaux de Laval et le nouveau calcul de taxe foncière de l'administration fiscale.

À la suite de la mise en place du GIE en 2016, les charges de personnel s'élèvent à 132 K€ contre 204 K€.

Les dotations aux amortissements sont en légère hausse (+106 K€) sur 2017 suite, notamment, à la livraison du bâtiment ex-Pelletey et à l'amortissement sur une année complète de l'HEI : 2 738 K€ contre 2 631 K€.

S'agissant de l'opération SAGLAM, une dotation pour dépréciation de créances a été comptabilisée sur 2017 pour un montant de 561 K€ à hauteur des créances exigibles mais non réglées au 31/12/2017.

Des pertes sur créances irrécouvrables ont pu être comptabilisées en 2017 pour un montant de 117.821 € décomposé comme suit :

- ADASA : 11.672 €
- OUTIN : 2.291 €
- A la Terre d'Eden : 233 €
- ARFEO : 103.625 €

Toutes ces créances avaient fait l'objet de provisions sur l'année antérieure et sont donc sans impact sur le résultat pour 2017.

Le résultat d'exploitation est détérioré avec la comptabilisation des provisions et pertes sur créances : de 959 K€ à 423 K€ et n'est pas suffisant pour couvrir les frais financiers, même si ces derniers sont en nette diminution (823 K€ en 2016 à 637 K€ en 2017) en raison de la fin de la couverture des taux des prêts MANN&HUMMEL.

Il ressort un résultat courant avant impôts de – 213 K€ contre 143 K€ en 2016.

Le résultat exceptionnel de 208 K€ s'explique principalement par les éléments suivants :

- La cession du bâtiment ADAPEI qui dégage une perte comptable de 66 K€
- La cession d'un lot rue des Ruisseaux pour 46 K€ de marge
- La cession de la salle de réunion bâtiment 45 pour 5 K€
- Des pénalités perçues sur marché pour 9 K€ (HEI)
- Les quotes-parts de reprise de subventions : 219 K€ contre 200 K€ en 2016

Au 31/12/2017, les locaux vacants sont situés :

- Rue Massena
- Rue des Ruisseaux (3 lots)
- Rue de Cheverus (1 lot)

Le résultat de l'exercice 2017 est un résultat négatif de – 5.231,40 € contre 29.005 € en 2016 (le tableau des résultats des 5 derniers exercices est joint au présent rapport).

PAIEMENT DES FOURNISSEURS :

Conformément à la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, SEM LMA s'applique à régler les fournisseurs d'immobilisation dans un délai de 45 jours et les factures de frais généraux et honoraires dans un délai de 30 jours. Un tableau présentant une information sur les délais de paiement, est communiqué en annexe au présent rapport de gestion.

INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE :

Les investissements de l'exercice s'élèvent à 3 267 K€ :

- Bâtiment ex-Pelletey : 1 279 K€
- MSP Ferry : 737 K€
- Travaux de climatisation Pole Emploi : 66 K€
- MSP Mayenne : 1 185 K€

DEPENSES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT :

Conformément aux dispositions de l'article 39-4 du CGI, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT :

L'exercice écoulé fait ressortir un résultat de – 5 231,40 € que le Conseil d'administration propose d'affecter comme suit :

- En report à nouveau

Aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices.

ENDETTEMENT :

Fin 2017, l'encours du capital restant dû s'élève à 31.029.870 € contre 31.660.508 € au 31/12/2016.

L'évolution entre les deux exercices s'explique par :

- remboursement du capital dans le cadre des échéances de prêts : - 3 135 K€
- remboursement anticipé de prêts (ADAPEI/Rue des Ruisseaux /Saint-Denis-d'Anjou/HEI subventions) : - 871 K€
- mise en place de prêts : 3 375 K€
 - Pôle Emploi St Nicolas : 50 K€
 - PSI Mayenne : 1 193 K€
 - MSP Ferry : 672 K€
 - Ex bâtiment Pelletey : 803 K€
 - HEI Pommeraies : 658 K€

La dette est ainsi répartie :

- à moins d'un an : 3,746 K€
- de 1 an à 5 ans : 12.504 K€
- à plus de 5 ans : 14.780 K€

FILIALES ET PARTICIPATION :

La Société détient des parts sociales « Caisse d'Epargne » pour un montant de 860 €.

La SEM LMA détient une participation à hauteur de 75 000 € (apport en numéraire de 7 500 actions à 10 €) dans la SAS Le Saphir 7 Fontaines depuis le 12/06/2012, date de création de ladite société.

Dans le cadre de la souscription d'un emprunt auprès du Crédit Coopératif en 2015, il a été souscrit des parts sociales pour un montant global de 6 252,50 € portant le montant total à 7 365,75 €.

III – ACTIVITE OPERATIONNELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Conformément à son objet social, la société Laval Mayenne Aménagements a pour objectif de développer prioritairement ses activités de construction, de gestion et d'études au service du développement économique et de l'aménagement du territoire sous les formes juridiques spécifiques aux sociétés d'économie mixte : concessions d'aménagement et de travaux, mandats, opérations propres en bail à construction, SCI ou SAS et conventions d'étude d'aménagement.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2017 s'élève à 4 201 668 € HT.

Au cours de l'exercice, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses clients. Elle s'est vu confier de nouvelles opérations confirmant le rôle qu'entendent lui voir jouer ses actionnaires.

Opérations de construction ou études achevées en 2017 :

- AMO pour la construction d'un pôle de commerces à Saint-Ouen-des-Toits,
- Concession de travaux « Pelletay » avec la Communauté de Communes des Coëvrons (réhabilitation et exploitation d'un bâtiment à vocation artisanale).

Opérations poursuivies en 2017 :

- AMO Projet de maison de santé pluri-professionnelle de Mayenne (Communauté de Communes du Pays de Mayenne)
- AMO Projet de pharmacie de Mayenne
- Cession d'un lot à un laboratoire dans le cadre du PSI de Mayenne
- Mandat de réalisation de 6 logements et d'une salle communale avec la commune de Saint-Pierre-la-Cour

Opérations ou études nouvelles en 2017 :

- Mandat d'étude pour le site du Rouillois à Mayenne
- Mandat d'étude pour DIRICKX
- La mission d'assistance auprès de la commune de l'Huisserie

Activité de gestion locative

La SEM LMA a poursuivi son activité de gestion administrative, technique et financière de son patrimoine.

Les faits marquants de l'année 2017 sont :

- Cession du bâtiment ADAPEI à Laval et COVEX à St Denis d'Anjou
- Poursuite de l'exploitation de la Licorne
- Démarrage de l'exploitation du pôle artisanal des Coëvrons
- Réalisation d'un diagnostic archéologique et de sondages de sol Val de Mayenne, préalablement à la réalisation d'une opération immobilière

Perspectives

L'année 2017 a été marquée par la réalisation de propositions qui pourraient se traduire par la signature de nouveaux contrats ou par l'engagement de nouvelles opérations en 2017 :

- Projet immobilier pour la Belle Ouvrage
- Projet immobilier pour Feljas et Masson

Plan stratégique

Un nouveau PSMT a été engagé au cours du second semestre 2014, avec l'appui de CIFRALEX, afin de définir les grandes orientations de la société et les moyens humains et financiers à mobiliser.

Il s'agit d'adapter SEM LMA aux nouveaux défis des territoires, lesquels s'inscrivent dans le cadre de la réorganisation territoriale, de l'évolution du contexte socio-économique et du développement des montages complexes.

Plusieurs pistes de développement ont été proposées :

- Consolider l'action de SEM LMA sur son métier d'apporteur de solutions immobilières
- Accompagner les politiques publiques dans les domaines de la santé, de la silver économie, de la transition énergétique, des équipements publics, des services publics... en proposant des montages adaptés
- Renforcer les complémentarités avec SPL LMA, l'EPFL et le CAUE
- Ouvrir le capital aux EPCI

La finalisation du PMT est prévue en 2018.

Activité de recherche et de développement

La SEM LMA n'a pas effectué de dépenses en matière de recherche et de développement.

Evènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et le 27 avril 2018.

Cession du bâtiment ATE à Château-Gontier.

IV. LES MANDATAIRES SOCIAUX

Le tableau ci-dessous récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux. Pour les SCI, seuls les mandats de gérant sont mentionnés.

NB : il s'agit des mandats occupés dans les sociétés commerciales, quels que soient leur forme. En revanche, les mandats exercés dans d'autres structures n'ayant pas la forme d'une société (association, GIE, fondation...) n'ont pas à être déclarés.

Fait à Laval, le 20 avril 2018


Le Président du Conseil d'Administration.

LES MANDATAIRES SOCIAUX

| NOM DU MANDATAIRE | QUALITE OU FONCTIONS | NOM DE LA SOCIETE ET ADRESSE |
|--------------------------|---|---|
| Xavier DUBOURG | Gérant | SARL Profs et services (Laval)
SARL Profs et services agence (Laval) |
| | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| | Actionnaire | SCI Ambroise |
| Patrice AUBRY | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| | | Meduane Habitat |
| Joël BALANDRAUD | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Alain BOISBOUVIER | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Yannick BORDE | Administrateur | Crédit Immobilier de France Développement |
| | | Union Economique et Sociale pour l'Accession à la propriété |
| | | 3 CIF |
| | | CIF Euromortgage |
| | | Procivis Mayenne |
| | | Proviva SCPHLM |
| | | Procivis Immobilier |
| | | Procivis Services |
| | Président Directeur Général – Directeur Général – Directeur Général Délégué | SACICAP Procivis Mayenne |
| | | SACICAP Procivis Anjou – Vendée |
| | | Proviva SCPHLM |
| | Directeur Général | Compagnie Procivis Ouest Immobilier |
| | Directeur Général | Procivis Ouest Promoteur |
| | Directeur Général | Procivis Ouest Maison Individuelles |
| | Directeur Général | Maison d'en France Loire Atlantique |
| | Directeur Général | Procivis Ouest Habitat |
| | Président | Immo de France Loire Atlantique |
| | Président | Immo de France Ouest |
| Olivier BOURHIS | Administratrice | SEML Le Mans Evènements |
| Norbert BOUVET | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| | Actionnaire | SARL Innowatt |
| | Associé | SCI La Villeroise |
| Jean-Pierre FOUQUET | Président – Administrateur | Meduane Habitat |
| | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Gildas GLERON | Administrateur | SCIC HLM Coop Logis 53 |
| Patricia GONTIER | Administratrice | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Daniel GUERIN | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Philippe HABAUT | Président Directeur Général / Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Michel HERVE | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Bruno de LAVENERE-LUSSAN | Administrateur | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| | Gérant | SCI LAVENERE-VAURAIMBAULT (Boulogne) |
| Gorges POIRIER | Néant | Sans objet |
| Christelle REILLON | Administratrice | SPL Laval Mayenne Aménagements |
| Sylvie VIELLE | Administratrice | SPL Laval Mayenne Aménagements |

RAPPORT

REVERSEMENT 2018 DES EXCÉDENTS EAU ET ASSAINISSEMENT ET REPRISE SUR PROVISION

Rapporteur : Patrice Aubry

Lors du conseil municipal du 19 décembre 2016, le principe de reversement des excédents de l'eau et de l'assainissement a été approuvé.

Après le reversement effectué à Laval Agglomération en 2017, le solde de ces excédents s'est élevé à 5 322 876,25 € et a fait l'objet d'une provision en 2017.

Il vous est proposé de reverser en 2018 un montant de 900 000 € pour financer des travaux sur le territoire de la ville de Laval. Le financement sera assuré par une reprise sur la provision qui a été constituée.

Par ailleurs, des créances relatives à l'eau et l'assainissement ont été admises en non-valeur par la ville depuis le transfert de compétence, pour un montant total de 95 386,28 €. Ces admissions en non-valeur sont à déduire des résultats antérieurs et doivent donc être prélevés sur la provision.

Patrice Aubry : *Lors du conseil municipal du 19 décembre 2016, nous avons approuvé le reversement des excédents de l'eau et de l'assainissement en vue du transfert de compétences au 1^{er} janvier 2017. Après le versement 2017, il restait un excédent de 5 322 876,25 €, qui a été provisionné en 2017. En 2018, nous proposons de reverser 900 000 € à Laval agglomération pour financer les travaux sur le territoire de la ville de Laval. Le financement sera donc assuré par une reprise de la provision de ces 5 322 000 €.*

Par ailleurs, il y a des créances relatives à l'eau et à l'assainissement que nous avons admises en non-valeur lors du dernier conseil municipal, à hauteur de 95 386,28 €. Ces admissions en non-valeur sont à déduire de la provision, pour éviter de les régler à nouveau à l'agglomération. Je vous propose d'adopter ce reversement. Merci.

Claude Gourvil : *À l'époque, nous avons regretté le fait qu'on transfère ces excédents à Laval agglomération sans avoir de certitude sur la programmation en renouvellement des canalisations d'eau et d'assainissement sur la ville de Laval. Puisque ces excédents, sur le budget annexe eau et le budget assainissement, viennent des factures des Lavallois, qu'ils soient particuliers ou entreprises. Nous nous devons donc d'avoir la certitude que cet argent irait en majorité vers les Lavallois. C'est quand même leur épargne. C'est l'argent des Lavallois, des abonnés lavallois. Il ne s'agit pas que l'Agglo leur prenne ces sous-là dans leur poche. Vous comprenez ? Aujourd'hui, vous nous dites qu'on va prendre 900 000 € sur ces excédents qui restent encore. Très bien, sauf que nous n'avons toujours pas de programmation, de lisibilité sur ces affectations. Nous allons voter quand même, parce que c'est au profit des Lavallois. Nous sommes la commune de Laval. Nous avons encore des prérogatives communales et nous allons le voter. Mais nous regrettons de ne toujours pas avoir une programmation claire, lisible de ce qui va être fait pour les Lavallois en termes de renouvellement des canalisations d'eau et d'assainissement. Nonobstant la solidarité que nous devons avoir avec les autres communes.*

M. le Maire : *Bruno Maurin va vous donner des précisions, mais je suis certain que suivant ces questions-là de très près, vous êtes parfaitement au courant.*

Bruno Maurin : *Quelques précisons tout de même, puisque la question est posée même si, effectivement, comme vous l'indiquez, Monsieur le Maire, Monsieur Gourvil connaît certainement la ou les réponses. À savoir que le transfert des compétences date de 2017, que ce transfert des compétences entraînait l'intégralité d'un transfert, c'est-à-dire le transfert des moyens, mais aussi le transfert de la trésorerie. Dans les moyens, on peut aussi trouver les infrastructures. Il est donc normal que ce transfert, qui a été planifié, et c'est une décision qui a été adoptée tant par Laval agglomération que par notre conseil municipal, le soit sur une période pluriannuelle. Là, nous sommes donc simplement dans la déclinaison pour l'exercice considéré de ce transfert. Quant au fait que les travaux fassent l'objet d'un plan pluriannuel, je vous le confirme. C'est bien le cas. Dans le cadre de ce transfert à Laval agglomération, un certain nombre de mesures et d'axes politiques a été décidé, comme l'amélioration du taux de renouvellement des canalisations, qu'il s'agisse de l'eau ou de l'assainissement. Ces taux sont en voie d'être respectés parce que là aussi, ils étaient planifiés sur des périodes pluriannuelles. Excusez-moi de le dire, Monsieur Gourvil, mais cela a été fait avec des ambitions beaucoup plus fortes que celles qui existaient par le passé, notamment sous votre mandature. C'est la réalité, je n'y peux rien. Il existe donc bien un plan pluriannuel d'investissement. Le tout est géré dans le cadre de l'agglomération, puisque la compétence a été transférée en vertu de l'évolution de la législation. Ce n'est ni vous, ni moi, ni nous qui en avons décidé. Oui, il existe donc un plan d'investissement, oui, il bénéficie aussi aux Lavallois. On peut citer par exemple tous les travaux qui sont faits actuellement rue de Bretagne.*

Claude Gourvil : *À chaque fois, nous participons aux débats et pouf, nous prenons une claque, toujours la même. Dans un mandat, il y a six années. Regardez ce que nous avons fait. Certes, le taux de renouvellement des canalisations n'était peut-être pas aussi fort que ce que vous prétendez faire. Nous verrons quand ce sera fait. Mais la deuxième tranche de l'extension de la station d'épuration, qui sert à la fois aux entreprises, aux particuliers et à la restauration des milieux, nous l'avons faite. Le transfert de la prise d'eau sur Changé, nous l'avons fait. Tout cela rentre dans le budget. Nous ne pouvons pas tout faire dans un mandat, vous le savez bien. Ne dites donc pas que nous n'avons rien fait. Nous avons fait un certain nombre de choses, qui ne sont pas comparables, mais nous les avons faites. Et en plus, nous avons laissé de l'excédent.*

M. Le Maire : *Je mets aux voix la délibération, parce que c'est vraiment le type de délibération que tout le monde peut voter, je pense, qui s'inscrit dans la continuité. Je mets donc aux voix. C'est adopté et je vous remercie.*

REVERSEMENT 2018 DES EXCÉDENTS EAU ET ASSAINISSEMENT ET REPRISE SUR PROVISION

N° S 489 - PAGFGV - 8
Rapporteur : Patrice Aubry

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R. 2321-2,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 19 décembre 2016 approuvant le principe de reversement des résultats de l'eau et de l'assainissement,

Vu le solde des excédents cumulés de l'eau et de l'assainissement qui s'élevaient à 5 322 876,25 € au 31 décembre 2017,

Vu les créances de l'eau et de l'assainissement admises en non-valeur par la ville de Laval postérieurement au transfert de compétence,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 2017 constituant une provision de 5 322 876,25 €,

Considérant qu'il est prévu de reverser progressivement ces résultats,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval reverse à Laval Agglomération 900 000,00 € en 2018, au titre des excédents de l'eau :

| | Eau | Assainissement | Total |
|----------------|------------|-----------------------|--------------|
| Fonctionnement | 476 261,91 | 423 738,09 | 900 000,00 |

Article 2

Il est repris un montant de 900 000,00 € sur la provision de 5 322 876,25 € constituée en 2017 au titre du reversement des excédents.

Article 3

Il est repris un montant de 95 386,28 € sur la provision de 5 322 876,25 € constituée en 2017 au titre des admissions en non-valeur.

Article 4

La provision de 5 322 876,25 € constituée en 2017 s'élèvera alors à 4 327 489,97 €.

Article 5

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 6

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

DÉROGATION EXCEPTIONNELLE RELATIVE AU REPOS DOMINICAL DANS LES COMMERCES DE DÉTAIL

Rapporteur : Jean-Jacques Perrin

L'article L. 3132-26 du code du travail stipule que « dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification... ».

Une consultation auprès de 300 commerçants environ a été organisée, fin octobre, par la ville de Laval afin de connaître leur avis sur les propositions de l'association Laval cœur de commerces. Dix réponses ont été enregistrées.

L'ouverture des commerces le dernier dimanche de décembre 2018, situé à la veille du réveillon, se justifie pour les commerces artisanaux. En revanche, en 2019, le dernier dimanche de décembre (29 décembre) se situera à l'avant-veille du réveillon. Pour l'activité d'une grande majorité des commerces, le choix de cette date est nettement moins pertinent.

Pour les établissements de commerce de détail (hors branche automobile) et après concertation avec les représentants de la profession, il est proposé 5 dimanches pour l'année 2019, aux dates suivantes :

- * 13 janvier 2019 (1er dimanche des soldes d'hiver 2019),
- * 30 juin 2019 (braderie d'été 2019),
- * 8 décembre 2019,
- * 15 décembre 2019,
- * 22 décembre 2019.

Il vous est demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, à l'exception de la branche automobile, pour les dimanches 13 janvier 2019, 30 juin 2019, 8 décembre 2019, 15 décembre 2019 et 22 décembre 2019.

Patrice Aubry : *Ce seront deux délibérations à suivre, qui concernent les commerces de détail et le secteur automobile. Conformément à l'article L 3132 – 26 du code du travail, le conseil municipal doit donner son avis avant le 31 décembre de l'année précédente afin que le maire puisse faire son arrêté. Une consultation a eu lieu auprès des commerçants, sur proposition de l'association Laval cœur de commerce. Pour 2019, il vous est donc proposé cinq dimanches d'ouverture pour les commerçants. Il vous est donc demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser par arrêté la suppression du repos dominical à l'exception de la branche automobile pour les dimanches 13 janvier 2019, 30 juin 2019, 8 décembre 2019, 15 et 22 décembre 2019. Je vous remercie.*

M. le Maire : *Je précise que c'est pour 2019, mais que s'agissant de la fin de l'année 2018, le préfet et moi-même avons pris la décision, dans le contexte que vous connaissez de baisse de fréquentation du centre-ville ces derniers samedis, d'accorder aux commerçants qui le souhaitaient la possibilité d'ouvrir le dimanche suivant. Je crois que c'était juste. Sur cette délibération, quelqu'un est-il opposé ? Oui. Qui s'abstient ? D'accord.*

DÉROGATION EXCEPTIONNELLE RELATIVE AU REPOS DOMINICAL DANS LES COMMERCES DE DÉTAIL

N° S 489 - PAGFGV - 9
Rapporteur : Patrice Aubry

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu les articles L. 3132-26, L. 3132-26-1 et L. 3132-27 du code du travail relatifs à la suppression du repos hebdomadaire dans les établissements de commerce de détail,

Vu la consultation effectuée auprès des commerçants lavallois,

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dans ses articles 241 et 250, a modifié le régime des dérogations pouvant être accordées par le maire pour l'emploi des salariés le dimanche dans les commerces de détail, défini par l'article L. 3132-26 du code du travail,

Que la décision est prise par le maire, après avis du conseil municipal,

Que pour l'année 2019, une proposition de calendrier a été établie, qui fera l'objet, pour chaque date, de la consultation des organisations syndicales concernées prévue à l'article R. 3132-21 du code du travail,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal émet un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, à l'exception de la branche automobile, pour les dimanches :

- * 13 janvier 2019,
- * 30 juin 2019,
- * 8 décembre 2019,
- * 15 décembre 2019,
- * 22 décembre 2019.

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, deux conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien GUILLOT) et une conseillère municipale s'étant abstenue (Isabelle BEAUDOUIN).

RAPPORT

DÉROGATION EXCEPTIONNELLE RELATIVE AU REPOS DOMINICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA BRANCHE AUTOMOBILE

Rapporteur : Jean-Jacques Perrin

L'article L. 3132-26 du code du travail stipule que « dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile.

La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification... ».

Pour les établissements de la branche automobile et après concertation avec les représentants de la profession, il est proposé 5 dimanches au cours de l'année 2019, aux dates suivantes :

- * 20 janvier 2019,
- * 17 mars 2019,
- * 16 juin 2019,
- * 15 septembre 2019,
- * 13 octobre 2019.

Ils sont susceptibles d'être légèrement modifiés en fonction des actions nationales.

Il vous est demandé d'émettre un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical, dans les établissements de la branche automobile, pour les dimanches 20 janvier 2019, 17 mars 2019, 16 juin 2019, 15 septembre 2019 et 13 octobre 2019.

M. Le Maire : *Maintenant, je fais voter pour la branche automobile.*

DÉROGATION EXCEPTIONNELLE RELATIVE AU REPOS DOMINICAL DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA BRANCHE AUTOMOBILE

N° S 489 - PAGFGV - 10
Rapporteur : Patrice Aubry

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu les articles L. 3132-26, L. 3132-26-1 et L. 3132-27 du code du travail relatifs à la suppression du repos hebdomadaire dans les établissements de la branche automobile,

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dans ses articles 241 et 250, a modifié le régime des dérogations pouvant être accordées par le maire pour l'emploi des salariés le dimanche dans les commerces de détail, défini par l'article L. 3132-26 du code du travail,

Que la décision est prise par le maire, après avis du conseil municipal,

Que pour l'année 2019, une proposition de calendrier a été établie, qui fera l'objet, pour chaque date, de la consultation des organisations syndicales concernées prévue à l'article R. 3132-21 du code du travail,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal émet un avis favorable afin que le maire puisse autoriser, par arrêté, la suppression du repos dominical dans les établissements de la branche automobile, pour les dimanches :

- * 20 janvier 2019,
- * 17 mars 2019,
- * 16 juin 2019,
- * 15 septembre 2019,
- * 13 octobre 2019.

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, trois conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien GUILLOT et Claude GOURVIL) et une conseillère municipale s'étant abstenue (Isabelle BEAUDOUIN).

RAPPORT

CRÉATION DE SERVICE COMMUN ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LAVAL AGGLOMÉRATION : DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CULTURE TOURISME SPORTS

Rapporteur : Danielle Jacoviac

Au moment du transfert de compétence "Enseignements artistiques", le directeur des affaires culturelles (DAC) de la ville de Laval a été mis à disposition de Laval Agglomération pour suivre l'ensemble des dossiers "culture" communautaires, à hauteur de 20 % de son temps de travail.

Cette mise à disposition n'est pas suffisante. En effet :

- le suivi financier des dossiers culturels communautaires est assuré par la responsable financière de la ville au sein de la DAC ;
- le suivi administratif est encore réalisé par la directrice sport tourisme (suivi de la commission sports, culture, tourisme, notamment), mais également par un agent de la ville de Laval.

La réalité opérationnelle n'est donc pas conforme au montage juridique et financier de la simple mise à disposition individuelle du directeur général adjoint (DGA) affaires culturelles.

La fusion avec la Communauté de communes du Pays de Loiron, au 1er janvier 2019, va venir amplifier cette situation.

En effet, l'organigramme du futur établissement public de coopération internationale (EPCI) fusionné prévoit d'étendre le périmètre d'intervention aux dossiers "sport et tourisme" de l'actuelle direction des affaires culturelles qui deviendra DGA culture tourisme sports (DGA CTS).

Cette fusion implique également :

- la création d'une direction sports tourisme, rattachée au DGA affaires culturelles,
- la création d'un 7e pôle au conservatoire à rayonnement départemental (CRD),
- la création d'un service "saison culturelle du Pays de Loiron",
- la bibliothécaire intercommunale du Pays de Loiron viendra rejoindre celle de Laval Agglomération, rattachées toutes les deux directement au DGA affaires culturelles.

Partant du constat, amplifié par la fusion, que la réalité opérationnelle n'est pas conforme au montage juridique et financier de la simple mise à disposition individuelle du DGA des affaires culturelles, il est proposé la création d'un service commun, entre la ville de Laval et Laval Agglomération, pour y remédier et de créer une direction générale adjointe culture tourisme sports pour prendre en compte la future fusion.

À l'instar de ce qui a été fait pour la DGA services urbains et infrastructures, la DGA aménagement environnement et la DGA ressources, il est envisagé de mutualiser les fonctions de pilotage des dossiers culturels et des dossiers liés au tourisme et au sport communautaires, intégrant le suivi financier et administratif (5 personnes).

Les avantages sont les suivants :

- cohérence entre réalité et montage juridique,
- mise à disposition de droit des agents illimité dans le temps (+ passage en comité technique),
- facturation unique pour le remboursement de la masse salariale municipale historique,
- limitation de l'impact de la fusion en rationalisant le nombre d'agents rattachés directement au DGA CTS (en passant de 9 responsables de services et 5 agents à 9 responsables de services, 1 responsable de pôle et 2 agents),
- structuration de la fonction financière et administrative au niveau de cette DGA, à l'équivalent de toutes les autres DGA de Laval Agglomération.

Les agents de la ville de Laval intervenant dans ce service commun seront transférés de droit à Laval Agglomération.

Dans ce cadre, la collectivité doit procéder à la fermeture des postes correspondants aux agents transférés. Aussi, est-il proposé de procéder à la suppression, à compter du 1er janvier 2019, de :

- 1 poste d'administrateur hors classe à temps complet,
- 1 poste de rédacteur principal 1ère classe à temps complet,
- 2 postes d'adjoint administratif principal 2e classe à temps complet.

Incidence budgétaire et financière :

La contribution financière de la ville de Laval à reverser à Laval Agglomération est estimée, en année pleine, à environ 209 170 €.

Comme pour toutes les mutualisations précédentes, la clé de répartition des dépenses de fonctionnement sera assise sur la masse salariale historique des deux collectivités. Elle est ainsi arrêtée à 23,50 % pour Laval Agglomération et à 76,50 % pour la ville de Laval.

La quote-part de la ville de Laval est prélevée sur son attribution de compensation la première année de création d'un nouveau service commun. Pour les années suivantes, les régularisations se feront via un titre de recette. Pour l'investissement, les flux financiers seront réglés par facturation.

La commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) n'est pas compétente en matière de mutualisation, mais de transfert de compétence. Il a toutefois été décidé d'y recourir afin de calculer la répartition des charges entre les participants aux services communs. C'est ainsi que la CLECT sera saisie, lors d'une de ses prochaines réunions, de cette nouvelle mutualisation.

Il vous est proposé d'approuver la création du service commun "direction générale adjointe culture tourisme sports", ainsi que les termes de la convention correspondante, entre Laval Agglomération et la ville de Laval, et d'autoriser le maire à signer cette convention, ainsi que toute pièce à cet effet.

Danielle Jacoviac : *Ce rapport vous rappelle que lors du transfert de compétences enseignements artistiques, le directeur des affaires culturelles de la ville de Laval a été mis à disposition de Laval agglomération à hauteur de 20 % de son temps de travail. Cette mise à disposition a été jugée insuffisante, puisqu'en effet, le suivi financier des dossiers culturels de l'agglomération est assuré par la responsable financière de la ville, et le suivi administratif est réalisé là aussi en partie par un agent de la ville de Laval. La fusion avec la communauté de communes du pays de Loiron au 1^{er} janvier va encore amplifier les difficultés de cette situation, puisque dans l'organigramme du nouvel EPCI, qu'on appelle ici établissement public de coopération internationale, alors j'en suis ravie mais ce n'est pas tout à fait cela, c'est établissement public de coopération intercommunale, on sera donc plus modeste. Cet organigramme prévoit d'étendre le périmètre d'intervention aux dossiers sport et tourisme à l'actuelle direction des affaires culturelles, qui deviendra une nouvelle DGA, qu'on appellera DGA culture, tourisme et sport. Cette fusion avec le pays de Loiron implique la création d'une direction sport tourisme, qui sera rattachée à cette DGA, la création d'un septième pôle au conservatoire à rayonnement départemental, la création d'un service saison culturelle du pays de Loiron. La bibliothécaire intercommunale de ce même pays de Loiron viendra rejoindre celle de Laval. Elles seront toutes les deux rattachées directement au DGA affaires culturelles. À l'instar de ce qui a déjà été fait pour les DGA SUI, aménagement, environnement et ressources, il est donc envisagé de mutualiser les fonctions de pilotage des dossiers culturels et des dossiers liés au tourisme et au sport communautaire, intégrant le suivi financier et administratif. Nous vous listons les avantages de cette décision, que je vous laisserai lire sur ce dossier. Cette mutualisation va comporter en réalité cinq personnes. En effet, des agents de la ville intervenant dans ce service seront donc, comme dans les autres mutualisations, transférés de droit à Laval agglomération. Dans ce cadre, la ville de Laval doit procéder à la fermeture des postes correspondants, au nombre de quatre. C'est la suppression d'un poste d'administrateur hors classe à temps complet, d'un poste de rédacteur principal première classe à temps complet et de deux postes d'adjoints administratifs principaux de deuxième classe à temps complet. La contribution financière de la ville de Laval à reverser à Laval agglomération est estimée à environ 209 000 €. La répartition des dépenses se fera comme dans les autres cas de mutualisation, c'est-à-dire à raison de 23,5 % pour Laval agglomération et 76,5 % pour la ville de Laval. La commission locale d'évaluation des charges transférées n'est pas compétente en matière de mutualisation, mais seulement de transfert de compétences. Cependant, il a été décidé d'y recourir pour calculer la répartition des charges entre les participants au service commun. Il vous est donc proposé d'approuver la création de ce service commun direction générale adjointe culture, tourisme, sports ainsi que les termes de la convention correspondante, que vous avez en pièce jointe.*

M. le Maire : *C'est une question dont nous avons également débattu au conseil d'agglomération, avec des votes qui se sont exprimés et que, je suppose, nous allons retrouver maintenant. Monsieur Guillot.*

Aurélien Guillot : *Je voterai contre un peu par principe, mais pas que, parce que je pense que toutes ces mutualisations affaiblissent les communes. Deuxièmement, cela laisse à penser qu'avec moins de moyens, on peut faire mieux. Or, avec moins de moyens financiers, on fait moins de politiques publiques. Et il y a des arguments que Claude Gourvil a très bien développés et qu'il va reprendre prochainement, qui disent qu'il n'est pas judicieux, en plus, dans ce cas précis.*

Claude Gourvil : *Forcément, même délibération, même débat, mêmes arguments, et sans doute, même vote. Mon propos, lundi dernier, était de se demander pourquoi se presser à faire une mutualisation de plus alors que l'évaluation des précédentes mutualisations n'est pas aboutie. Est-ce vraiment si urgent ? Surtout que nous allons accueillir le pays de Loiron. Nous aurions pu patienter un peu. Le deuxième argument est celui de la pertinence. Pourquoi culture, tourisme, sport ? Pourquoi les mettre ensemble ? C'est un peu la carpe et le lapin, alors qu'on aurait pu penser par exemple mettre sport, culture et enseignement. Ce n'était pas mal. Cela allait bien ensemble aussi. Pour ce qui reste du tourisme, on pouvait aussi mettre tourisme, environnement, économie. On pouvait aussi trouver d'autres types d'énergies, peut-être avec des pertinences plus intéressantes. Je pense que sport, culture et enseignement, en tout cas, s'il fallait mutualiser quelque chose, c'était mieux que tourisme, culture et sport. À mon goût, ils ne vont pas spécialement ensemble.*

M. le Maire : *C'est votre point de vue. Je vous rappelle quand même ce que j'ai dit l'autre jour au conseil d'agglomération, que tous les ans, il y a un rapport sur l'évaluation de la mutualisation. Je suis étonné que vous n'en ayez pas connaissance parce que nous votons ce rapport. Je mets aux voix la délibération. Adopté.*

CRÉATION DE SERVICE COMMUN ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LAVAL AGGLOMÉRATION : DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CULTURE TOURISME SPORTS

N° S 489 - PAGFGV - 11

Rapporteur : Danielle Jacoviac

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29, L. 5211-1 et L. 5211-4-2,

Vu le schéma de mutualisation adopté le 29 juin 2015,

Considérant que la ville de Laval et Laval Agglomération souhaitent créer un service commun "direction générale adjointe culture tourisme sports" au 31 décembre 2018,

Que le service commun constitue un dispositif de mutualisation, mis en œuvre en dehors des compétences transférées pour assurer des missions opérationnelles, fonctionnelles permettant de favoriser l'exercice des missions des structures contractantes et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de ces missions,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal décide la création du service commun "direction générale adjointe culture tourisme sports". La mise en œuvre de ce service commun sera effective au 31 décembre 2018. Les termes de la convention relative à la création du service commun direction générale adjointe culture tourisme sports, entre Laval Agglomération et la ville de Laval, jointe en annexe, sont approuvés.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer cette convention, ainsi que toute pièce à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, deux conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien GUILLOT) et trois conseillers municipaux s'étant abstenus (Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN et Isabelle EYMON).

**Convention relative à la création d'un service commun
"Direction Générale Adjointe Culture Tourisme Sports"
entre Laval Agglomération et la ville de Laval**

Entre

La Communauté d'agglomération de Laval représentée par son président, dûment habilité par délibération du 10 décembre 2018,

d'une part,

Et

La ville de Laval représentée par son maire, dûment habilité par délibération du 17 décembre 2018,

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-4-2,

Vu le projet de territoire adopté le 26 janvier 2015,

Vu le schéma de mutualisation adopté le 29 juin 2015,

Vu l'avis du comité technique de la ville de Laval du 22 novembre 2018 sur le projet de convention de service commun "DGA Culture Tourisme Sports",

Vu l'avis du comité technique de l'agglomération de Laval du 23 novembre 2018 sur le projet de convention de service commun "DGA Culture Tourisme Sports",

Préambule

Le service commun constitue un outil juridique de mutualisation permettant de regrouper les services d'un EPCI à fiscalité propre et d'une ou plusieurs de ses communes membres, afin de favoriser l'exercice des missions de ces structures contractantes en dehors de compétences transférées pour assurer des missions opérationnelles, fonctionnelles, et de rationaliser les moyens mis en œuvre pour l'accomplissement de leurs missions.

En l'espèce, Laval Agglomération et la ville de Laval souhaitent disposer d'un service commun pour le pilotage des dossiers culturels et des dossiers liés au tourisme et au sport communautaires, intégrant le suivi financier et administratif (5 personnes) :

- améliorer l'expertise et la technicité de l'administration communautaire,
- harmoniser les pratiques entre la ville et l'agglomération,
- faciliter le pilotage de la conduite des projets communautaires et communaux grâce à une administration performante et aux compétences renforcées,
- renforcer la solidarité et le sentiment d'appartenance à une même entité,
- réaliser des économies d'échelle (à moyen/long terme) par des "non dépenses", dédoubler des fonctions communes aux deux administrations.

Article 1 : Objet de la convention

Après avis des comités techniques de la ville de Laval et de Laval Agglomération, les 22 et 23 novembre 2018, la direction générale adjointe culture tourisme sports mutualisée est constituée.

La présente convention précise les modalités de mise en œuvre de ce service commun (moyens humains et matériel à la gestion de ce service), les clés de répartition des charges financières et le dispositif de suivi.

Article 2 : Les moyens humains

Le service commun "direction générale adjointe culture tourisme sports" est ainsi composée :

| Dénomination | Nombre ETP ville concernés | Nombre ETP communautaires concernés | Nombre d'agents constituant le service commun |
|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|---|
| Direction (DGA) | 0,8 ETP | 0,2 ETP | 1 agent = (1 ETP) |
| Pôle administratif et financier | 3 ETP | 1 ETP (Laval Agglomération) | 4 agents = (4 ETP) |

2-1 - Agents exerçant en totalité pour le service commun

Les fonctionnaires et agents non titulaires de la ville de Laval qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service commun sont transférés de plein droit à Laval Agglomération.

Ces agents sont placés sous l'autorité hiérarchique du président de l'agglomération et exercent la totalité de leurs fonctions pour le service commun au 31 décembre 2018.

En revanche, en fonction des missions réalisées, les agents composant un service commun sont placés sous l'autorité fonctionnelle du président de la Communauté d'agglomération ou du maire de la ville de Laval.

Les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice de leur régime indemnitaire qui leur était applicable, ainsi, qu'à titre individuel, les avantages acquis en application du 3^e alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, sous réserve de missions équivalentes.

Le service commun est géré par le président de la Communauté d'agglomération qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination. Dans ce cadre, l'entretien professionnel des agents exerçant leurs missions dans le service commun relève de la compétence du président de la Communauté d'agglomération.

Les agents sont rémunérés par la Communauté d'agglomération.

Le pouvoir disciplinaire relève du président de la Communauté d'agglomération, mais sur ce point le maire peut émettre des avis ou des propositions et le président de la Communauté d'agglomération s'engage à consulter, sauf urgence ou difficulté particulière, le maire dans l'exercice de ces deux prérogatives, sans pourtant que l'omission de cette consultation puisse vicier la procédure disciplinaire.

La Communauté d'agglomération fixe les autres conditions de travail des personnels. Elle prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la commune qui, sur ce point, peut émettre des avis.

La Communauté d'agglomération délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis de la commune si celle-ci en formule la demande.

2-2 - Évolution du nombre d'agents à l'effectif de ce service commun

Toute évolution (à la hausse ou à la baisse) des moyens humains affectés à ce service commun, par rapport au tableau ci-dessus, sera acté par le tableau des emplois permanents de Laval Agglomération, adopté en conseil communautaire au moment du vote du budget ou par toute autre délibération spécifique, sans qu'un avenant soit nécessaire.

Les questions liées aux mouvements de personnels seront traitées par le comité emploi mutualisé, traitant de la masse salariale, des aspects organisationnels et humains des services communs.

Ce comité emploi mutualisé donnera un avis sur le remplacement ou non d'un agent mutualisé quittant la collectivité (retraite, mutation) et sur la création de nouveaux postes, au sein de l'ensemble des services communs.

Article 3 : Modalités financières

3-1 - Principes de base, définition d'une clé commune de répartition

L'ensemble des frais liés à l'activité de ce service commun doit être assumé par l'ensemble des collectivités adhérentes.

Une clé de répartition sera appliquée pour chaque collectivité adhérente. Cette clé de répartition est assise sur la masse salariale historique de chaque collectivité, telle que définie à l'article 3-3.2.

Cette "clé commune" sera révisée dans les cas suivants :

- modification du nombre de l'effectif du service commun ;
- adhésion de nouvelle(s) commune(s) au service commun.

Le montant obtenu par l'application de la clé commune de répartition sur la masse salariale historique (telle que définie à l'article 3-3.2) sera déduit de l'attribution de compensation. Ce montant servira de base initiale.

Chaque année, un bilan financier annuel du service commun sera effectué. Une régularisation sur la base de ce bilan, par comparaison à la base initiale, fera l'objet d'un titre de recette ou d'un mandat.

Pour calculer la clé de répartition assise sur la masse salariale historique de chaque collectivité, sont prises en compte :

- la masse salariale et les charges afférentes. La déclaration annuelle faite auprès des organismes sociaux sera ensuite utilisée pour calculer les dépenses réelles de la masse salariale,
- les charges salariales annexes : cotisations CDG, CNAS et CNFPT, l'ajustement du régime indemnitaire dû au transfert de personnel de la collectivité d'origine vers Laval Agglomération, assurance statutaire...

3-2 - Périmètre des frais à mutualiser

Le périmètre des frais à retenir, pour l'application de la "clé commune", englobe :

- les charges récurrentes :
 - les frais liés à l'agent et au service (hors bâtiment),
 - les frais liés au bâtiment d'accueil des services communs,
- les charges non récurrentes :
 - les frais nécessaires à l'installation d'un nouveau service commun (déménagement, travaux...),
 - les investissements ponctuels tels que le mobilier, les logiciels, les travaux.

En cas de dépenses nécessaires à l'activité du service commun mais dont l'utilisation est exclusive à une collectivité ; la clé de répartition commune ne s'appliquera pas. Une clé spécifique sera alors utilisée : 100 % pour la collectivité utilisatrice et 0 % pour la(les) collectivité(s) non-utilisatrice(s).

3-3 - Évaluation des frais à mutualiser

3-3.1 Évaluation l'année de création d'un service commun

Il a été décidé de recourir à la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT). Cette instance donnera un avis sur le calcul de la répartition des charges entre les participants au service commun.

3-3.2 Frais liés aux agents et au service :

- la masse salariale et les charges afférentes y compris l'assurance statutaire. Pour 2018, la masse salariale historique correspond aux dépenses des salaires chargés estimés pour 2018. La déclaration annuelle faite auprès des organismes sociaux sera ensuite utilisée pour calculer les dépenses réelles de la masse salariale,
- les charges salariales annexes (cotisations CDG, CNAS et CNFPT, l'ajustement du régime indemnitaire dû au transfert de personnel de la collectivité d'origine vers Laval Agglomération, assurance statutaire...) : dépenses réelles,
- les frais de formation : dépenses réelles,

- les frais de mission (déplacement, carburant...) : dépenses réelles,
- les fournitures administratives : dépenses réelles,
- la téléphonie (abonnements et consommations) : dépenses réelles,
- l'affranchissement : dépenses réelles,
- les assurances (responsabilité civile et bâtiment) : dépenses réelles,
- l'entretien et la location de véhicules : dépenses réelles,
- l'informatique : dépenses réelles,
- les charges diverses de fonctionnement : déménagement, etc. : dépenses réelles.

3-3.3 Frais liés aux bâtiments :

- les frais liés aux bâtiments (chauffage, eau, électricité...) : dépenses réelles,
- l'entretien des locaux (ménage) : dépenses réelles,
- la maintenance des locaux : dépenses réelles,
- les loyers : un forfait unique, quelle que soit la localisation des agents, est arrêté à hauteur de 12 €, par mois et par m² de bureau utilisé par le service commun en cas d'utilisation de bâtiment en propriété de la collectivité. Pour les bâtiments pris à bail à un tiers c'est le prix réel du loyer qui s'applique.

3-3.4 Dépenses d'investissement non récurrentes

Les investissements non récurrents seront préfinancés par Laval Agglomération. La ville de Laval participera à ces investissements. Cette participation sera calculée en appliquant la clé commune aux dépenses réelles et sera appelée sur la base d'une facturation.

3-4 - Évaluation des recettes à mutualiser

Le périmètre des recettes à mutualiser pour le calcul du bilan annuel des services communs recouvre toutes recettes liées à l'activité de ce service à l'exclusion des recettes issues des facturations inter-services au sein de Laval Agglomération (frais d'administration).

Article 4 : Durée et effet de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à compter du 31 décembre 2018 sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties. Elle pourra être résiliée unilatéralement, à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant accepté par les deux parties.

Article 5 : Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Nantes, dans le respect des délais de recours.

Article 6 : Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Communauté d'agglomération et de la ville de Laval.

Fait à LAVAL, le....., en 2 exemplaires.

Le Maire de LAVAL,

François ZOCCHETTO

Le Président de Laval Agglomération,
Par délégation du Président,
Le Vice-Président,

Jean-Marc BOUHOURS

Etude d'octobre 2018

Fiche d'impact
Annexe à la convention relative à la mutualisation du pôle administratif de la DAC

| Collectivité d'origine | Agents impactés par la mutualisation | Fonctions | Temps de travail de l'agent | Position statutaire | Affectation/
Nouvelle fonction | Supérieur hiérarchique | Impact sur le régime indemnitaire/ avantages collectivement acquis | Masse salariale et charges indirectes affectées aux postes |
|------------------------|---|--|-----------------------------|---------------------|---|---|--|--|
| Laval agglomération | Catégorie B Rédacteur | Assistante de direction | Temps plein | Titulaire | Pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Responsable du pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Aucune incidence | 41 745,44€ |
| Laval agglomération | Catégorie A Administrateur hors classe | Directeur des affaires culturelles | 20% | Contractuel | DGA Culture
Tourisme Sports | DGS | Aucune incidence | 112 597,32€
+ fin de mise à disposition |
| Ville Laval | Catégorie A Administrateur hors classe | Directeur des affaires culturelles | 80% | Contractuel | DGA DGA Culture
Tourisme Sports | DGS | Aucune incidence | |
| Ville Laval | Catégorie B Rédacteur principal 1 ^{ère} classe | Responsable administrative | Temps plein | Titulaire | Responsable du pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | DGA Culture
Tourisme Sports | Aucune incidence | 48 254€ |
| Ville Laval | Catégorie C Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe | Assistante administrative | Temps plein | Titulaire | Pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Responsable du pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Aucune incidence | 34 019,48€ |
| Ville Laval | Catégorie C Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe | Responsable financier | Temps plein | Titulaire | Pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Responsable du pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Aucune incidence | 36 816,08€ |
| Pays de Loiron | Catégorie C Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe | Secrétaire de direction (50%) / Assistante administrative école de musique (50%) | 80% | Titulaire | Pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Responsable du pôle administratif
DGA Culture
Tourisme Sports | Aucune incidence | 30 000€ |

RAPPORT

CONVENTION AVEC LE LYCÉE HAUTE-FOLLIS DANS LE CADRE DES VOEUX AUX LAVALLOIS POUR 2019

Rapporteur : Danielle Jacoviac

Afin d'améliorer le service du vin d'honneur lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois, qui se déroulera vendredi 11 janvier 2019, il est fait, chaque année, appel au renfort d'élèves de première et de terminale baccalauréat professionnel commercialisation et services en restauration du lycée Haute-Follis.

Les élèves étant sous statut scolaire, ils sont pris en charge par le lycée Haute-Follis dans le cadre pédagogique de leur formation et restent sous la responsabilité du lycée Haute-Follis. Ils sont couverts par l'assurance de l'établissement.

En contrepartie de leur prestation, la ville de Laval s'engage à participer aux projets pédagogiques des élèves sous forme de compensation financière de 500 euros.

Il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat avec le lycée et d'autoriser le maire ou son représentant à signer cette convention, ainsi que tout autre document en lien à cet effet.

Danielle Jacoviac : *Comme chaque année, il est prévu de faire appel au renfort des élèves du lycée Haute Follis pour assurer un appui logistique au service du vin d'honneur, lors de la cérémonie des vœux aux Lavallois, qui se déroulera le 11 janvier 2019. Ces élèves seront au nombre de neuf. Ils sont en deuxième année de BTS. Ils seront évidemment sous statut scolaire. Ils sont pris en charge par le lycée Haute Follis dans le cadre pédagogique de leur formation. Ils restent évidemment sous la responsabilité du lycée. Ils sont ainsi couverts par l'assurance de l'établissement. En contrepartie de leurs prestations, la ville de Laval s'engage à hauteur de 500 € à participer au projet pédagogique de ces élèves. Il vous est donc demandé d'approuver cette convention de partenariat avec le lycée Haute Follis.*

Isabelle Eymon : *La formation existe au lycée public Robert Buron. Je trouverais normale une alternance d'une année sur l'autre entre les deux établissements.*

M. le Maire : *Oui, en effet, mais Haute Follis est le seul établissement à avoir répondu. Si vous pouvez donc inciter d'autres établissements à répondre, ce sera très bien pour les élèves de ces établissements. C'est la réponse. Merci.*

CONVENTION AVEC LE LYCÉE HAUTE-FOLLIS DANS LE CADRE DES VOEUX AUX LAVALLOIS POUR 2019

N° 489 - PAGFGV - 12

Rapporteur : Danielle Jacoviac

Le conseil municipal de la ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que la ville de Laval et Laval Agglomération invitent les Lavallois à la cérémonie des vœux le vendredi 11 janvier 2019,

Que le service cérémonies de la ville de Laval a besoin de renfort pour servir le vin d'honneur,

Que la ville de Laval fait appel aux élèves du lycée Haute-Follis de Laval,

Qu'il convient de préciser les modalités techniques, administratives et financières de cette prestation par voie de convention entre la ville de Laval et le lycée Haute-Follis,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'intervention d'élèves du lycée Haute-Follis pour servir le vin d'honneur organisé à l'occasion de la cérémonie des vœux aux Lavallois est approuvée.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention correspondante avec le lycée Haute-Follis, ainsi que tout avenant en lien avec cette convention ou tout autre document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés,

Monsieur ZOCCHETTO François, Monsieur Le Maire de Laval,
Représentant de la **VILLE DE LAVAL**
Adresse : **Place du 11 Novembre – BP 1327 – 53013 LAVAL CEDEX**
☎ 02.43.49.45.76 - N° de SIRET : 21530130000012
Service organisateur : Cérémonies
Contact : M. PARIS - ☎ : 02.43.49.43.78

et

Monsieur BAYOL Henri-Claude, Chef d'établissement du **LYCÉE PRIVE HAUTE-FOLLIS**,
Adresse : **91 Rue Haute-Follis – BP 30129 – 53001 LAVAL CEDEX**
☎ 02.43.26.17.17 – Fax : 02.43.91.14.42 - Mail : hautefollis@lhf53.eu

Il a été convenu, conformément à la note de service 95249 - BO 43 du 23/11/1995, ce qui suit :

Monsieur BAYOL confie un groupe de 9 élèves de Deuxième année de BTS Management des Unités de Restauration pour l'appui logistique d'un service cocktail qui aura lieu le vendredi 11 janvier 2019 de 17h00 à 21h30 sur le site de l'hippodrome, route de Saint-Nazaire, 53010 LAVAL.

Supervisé par Mme Karababa, professeur au Lycée Haute-Follis, le groupe d'élèves se compose de :

| | |
|--------------------|--------------------|
| ■ BELLANGER Amélie | ■ GUILLET Antoine |
| ■ BOURDON Paul | ■ LAMBERT Ombeline |
| ■ FAUCON Laura | ■ ORHANT Théo |
| ■ FERRE Hélène | ■ SURGET Antoine |
| ■ GUEDON Louis | |

Les élèves étant sous statut scolaire, ils sont pris en charge par le Lycée Haute-Follis pour les déplacements et l'activité présentée ci-dessus. Cette activité extérieure entrant dans le cadre pédagogique de la formation, les élèves restent sous la responsabilité du Lycée Haute-Follis. Ils sont couverts par l'assurance de l'établissement, la Mutuelle Saint-Christophe.

L'entreprise ci-dessus nommée, s'engage à participer aux projets pédagogiques des élèves sous forme d'une compensation financière de 500 euros sur justificatif émis par le Lycée Haute-Follis.

Fait en double exemplaire,

A LAVAL, le

Le Chef d'établissement,

H.C. BAYOL

Le Maire,

F. ZOCCHETTO

RAPPORT

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Rapporteur : Danielle Jacoviac

Il convient de mettre à jour le tableau des emplois permanents de la ville de Laval afin de prévoir l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Conformément à l'article 34 de la loi modifiée n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant qui fixe l'effectif des emplois ; en cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique. Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas. L'état du personnel fait donc partie des annexes obligatoires jointes au budget.

Il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois. Le tableau ci-joint fait état des indications suivantes :

- 5 suppressions liées au transfert partiel de l'administration de la direction des affaires culturelles vers Laval Agglomération et à la réorganisation de la direction démocratie locale ;
- 10 postes vacants du fait des départs en disponibilité et en détachement ou en cours de recrutements.

En fonction des éléments précités, le présent tableau récapitule les suppressions de postes et précise les postes pourvus.

Il convient de supprimer 5 emplois et d'arrêter le tableau des emplois permanents conformément au tableau joint.

Danielle Jacoviac : *Comme régulièrement, nous vous présentons ce tableau des emplois permanents de la ville de Laval, qui prévoit les effectifs nécessaires au fonctionnement des services. Celui qui vous est proposé totalise les emplois autorisés au conseil municipal d'aujourd'hui, qui correspondent au total à 809 postes. Ce tableau des emplois permanents montre aussi des suppressions d'emplois. Cette suppression est une décision qui doit être soumise à l'avis préalable des comités techniques. Il a été consulté et l'avis a été unanimement favorable. Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois. Les cinq suppressions qui sont proposées sont liées à ce que je viens de vous expliquer sur le transfert de compétences qui concernent la suppression de quatre postes plus une cinquième qui correspond à la réorganisation de la direction démocratie locale. En plus de ces suppressions, nous constatons 10 postes vacants, qui s'expliquent par des départs en disponibilité, des détachements, mais aussi des postes qui sont en prévision de recrutements futurs. En fonction de ces éléments, le tableau récapitule les suppressions de postes et précise les postes pourvus. Il convient donc de supprimer cinq postes et d'arrêter ce tableau des emplois permanents conformément au tableau ci-joint.*

M. Le Maire : *Merci. C'est donc la suite de ce que nous avons voté tout à l'heure, en tout cas pour certains. C'est adopté.*

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS.

N° S 489 - PAGFGV - 13

Rapporteur : Danielle Jacoviac

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des communes, Livre IV,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 22 novembre 2018,

Considérant qu'il y a lieu de modifier le tableau des emplois permanents afin de prévoir l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il convient de supprimer 5 emplois (cf. tableau ci-joint).

Article 2

Le tableau des emplois permanents est arrêté comme suit (cf. tableau ci-joint).

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, deux conseillers municipaux ayant voté contre (Aurélien GUILLOT) et trois conseillers municipaux s'étant abstenus (Claude GOURVIL, Isabelle BEAUDOUIN et Isabelle EYMON).

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

ORC - Comité Technique VIII 22 Novembre 2018

[illegible]

DRC - Commune de Toulon - Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Résumé / Cadre emploi | Catégorie de grade | Grade | N° de poste | Poste | Taux de la
de admin. | Homme | Femme | Titulaire | Éligible | Contratuel | Effectif
pour l'année | Vacant | Création | Suppression | Matr. Création | Matr. suppression | Tableau
au 31/12/2018 |
|-----------------------|--------------------|----------------------------|-------------|---|-------------------------|-------|-------|-----------|----------|------------|--------------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------------------|
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10816 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10818 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10824 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10822 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11125 | Documentaliste C.U. | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10830 | Agent de la direction | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11006 | Assistante de communication | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10818 | Agent de la direction | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10014 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11252 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11026 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 11026 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 10722 | Gestionnaire courrier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 12062 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-1E | 12061 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | Ges. formalités administratives du numéro vert | 10,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 10,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11453 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11226 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10810 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11451 | Responsable du service régulier et de la place | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11021 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11123 | Agent de la direction | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10813 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11259 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11029 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10810 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10814 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11223 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11023 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11023 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10814 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10816 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11381 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10826 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11216 | Agent de la direction | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11023 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10832 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10762 | Ges. formalités administratives du numéro vert | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11340 | Responsable financier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 10812 | Agent chargé des formalités administratives | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11216 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11023 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11226 | Agent de la direction | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11026 | Chargé de mission - Allocated - Qualité de la Mission | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11312 | Chargé de mission O.L.S. - Qualité de la Mission | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11251 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11066 | Responsable plaidier - coordinateur des marchés publics | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11270 | Agent de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJO INT-ADMINIS-TER-PL-2E | 11020 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

[illegible]

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

ORC - Comité Technique VIII 22 Novembre 2018

| Rôle / Adresse email | Catégorie de poste | Ordon | # de Poste | Poste | Taux de l'ÉP et de l'ÉP | Femme | Remise | Titulaire | Région | Contribution | Efficacité par rapport à | Vaccin | Création | Soutien | Matr. Création | Matr. Soutien | Total en pourcentage de l'ensemble |
|-----------------------------|--------------------------------|-------------------------------|---|---|-------------------------|-------|--------|-----------|--------|--------------|--------------------------|--------|----------|---------|----------------|---------------------------|------------------------------------|
| | O | ADJ. INT. ADMINISTR. TER. | 11532 | Ass. ter. méd. inf. inf. | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 26,84 | 22 | 6 | 22 | | | 22 | | | | | | 22 |
| | | | | | 0 | 110 | 89 | 12 | 111 | 0 | 111 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 102 |
| TOTAL FUIERE ADMINISTRATIVE | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| AUTRE ANIMATION | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ANIMATEUR | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11523 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11124 | Coordonnateur du Centre d'Information Jeunesse (CIJ) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11519 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11518 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11212 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11521 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11012 | Coordonnateur de projet de quartier / Responsable de la direction | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11522 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11235 | Responsable du service Vie d'urgence et de des quartiers | 100,00 | 1 | | | | | | | | | 1 | Réorganisation de service | -1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11254 | Responsable maison de quartier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11300 | Chargé de mission senior responsable de l'espace seniors | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 10256 | Responsable du service patrimonial associatif | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11520 | Responsable de secteur des accueils périscolaires | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11125 | Directeur adjoint de la jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | | | | 14 | 6 | 7 | 12 | | | 12 | | | 1 | | 12 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | | Animateur CLAD | 25,00 | 0,25 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | | Animateur | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | 1 |
| | B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11243 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| B | ANIMATEUR PRINCIPAL 1ER DECL. | 11513 | Chargé de projet | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | | | | 2,26 | 2 | 1 | 2 | | 1 | 4 | | | | | 4 | |
| B | ANIMATEUR | 11459 | Médecin périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11419 | Acc. bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11156 | Responsable Accueil de L'Odéon (Santé, Hébergement) (LASH) | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11555 | Chargé de mission logement et patrimonial | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11135 | Chargé de projet culture jeunesse | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 10517 | Animateur de club de la jeunesse | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11515 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11342 | Chargé de mission éducation locale et d'urgence | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 10714 | Responsable de la programmation de l'action culturelle et de la communication | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11513 | Animateur d'équipe de la jeunesse | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | | Animateur d'équipe de la jeunesse | 100,00 | 1 | | | | | | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11512 | Responsable du service jeunesse | 100,00 | 1 | | | | | | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11256 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| B | ANIMATEUR | 11255 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| | | | | | 14 | 7 | 6 | 10 | | 2 | 12 | 2 | | | | | 14 |
| | | | | | 0 | 21 | 16 | 12 | 26 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 20 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11047 | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11051 | Animateur socioducatif | 60,00 | 0,62 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11505 | Médecin périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11145 | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | | | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11245 | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11507 | Médecin périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | ADJ. INT. TER. AMB. PPAL 1EO L | 11506 | Médecin périscolaire | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

DRC - Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

| Rôle/Jaune emploi | Culture d'usage | Orde | n° n° de | Pa de | Tau et de et de | Tru TEP | Rem | Tilure | Ragie | Contrat | Etre par e | Nant | Crat | Supres | Mit Crat | Mit Crat | Ten emen an de e en 1770-18 |
|-------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---|---|-----------------|---------|-----|--------|-------|---------|------------|------|------|--------|----------|----------|-----------------------------|
| ADJOINT TER. D'AMMATION | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 1EO L | 11504 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 1EO L | 11170 | Animaleu sodo éducat | 50,00 | 1 | 1 | | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 1EO L | 11500 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 10,82 | 8 | 2 | 11 | | | 11 | | | | | | 11 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11556 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11132 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11496 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11162 | Animaleu sodo éducat | 30,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11093 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11062 | Animaleu sodo éducat | 30,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11059 | Animaleu sodo éducat | 25,00 | 0,25 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11161 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11046 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11150 | Animaleu sodo éducat | 30,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11165 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11322 | Agenti spéciale des ees maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11166 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11206 | Animaleu ré éren talle | 100,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11217 | Agenti admie talle | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11509 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11153 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 10576 | Agenti de aurance du poe de eoue (général) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11142 | Animaleu sodo éducat | 30,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11162 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11623 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11610 | Re éren pécicole | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11183 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11597 | Re éren pécicole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11430 | Animaleu sodo éducat | 100,00 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11430 | Animaleu sodo éducat | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11502 | Re éren pécicole | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11670 | Animaleu ré éren talle | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11176 | Animaleu sodo éducat | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | |
| 0 | ADJOINT TER. AMM PPAL 2EO L | 11242 | Agenti de mission de eoue (général) (| | | | | | | | | | | | | | |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

| Référence emploi | Catégorie de grade | Grade | N° Poche | Poche | Taux de la prime d'entretien | Fonction | Remarque | Titulaire | Régime | Contratsuel | Spécificité particulière | Vacant | Création | Suspension | Matière Création | Statut suppléance | Taken en compte au calcul du C.A.P. 07/12/2018 |
|------------------|-----------------------------|-------|----------|--|------------------------------|----------|----------|-----------|--------|-------------|--------------------------|--------|----------|------------|------------------|-------------------|--|
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11147 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11032 | | Animateur socioducatif | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11166 | | Animateur socioducatif | 75,00 | 0,75 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11593 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11624 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11029 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11139 | | Animateur socioducatif | 30,00 | 0,2 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 10766 | | employé de bibliothèque | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11003 | | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEBM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11146 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11222 | | Animateur socioducatif | 0,50 | 0,5 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11132 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11171 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11173 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11066 | | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEBM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11131 | | Animateur socioducatif | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11022 | | Nettennigraphiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11447 | | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEBM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11562 | | Animateur socioducatif | 50,00 | 0,56 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11644 | | Animateur socioducatif | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11160 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11230 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11035 | | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEBM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11067 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11079 | | Animateur socioducatif | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11059 | | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEBM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11639 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11632 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11624 | | Nettennigraphiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11231 | | Animateur référent famille | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11632 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11134 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11103 | | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEBM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11623 | | Nettennigraphiste | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11659 | | Nettennigraphiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11633 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11137 | | Animateur culture le creuse | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11687 | | Assistant de puéricultrice | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11621 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 12023 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11225 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11692 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11679 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11612 | | Animateur référent famille | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11680 | | Agent d'animation polyvalent | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11683 | | Agent d'animation polyvalent | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11624 | | Animateur socioducatif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11213 | | Nettennigraphiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| O | AJUD INT TER. D'ANIMATEUR M | 11626 | | Nettennigraphiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

272

DRC -Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Emplois - Novembre 2018

| Niveau / poste emploi | Catégorie de grade | Grade | N° de poste | Poste | Taux de l'admin. et suppl. | Titulaire TEP | Remise | Nombre | Titulaire | Magistre | Contratuel | Effectif pour l'année | Naissant | Création | Suppression | Moins de suppression | Totalement au 17/12/2018 | | | |
|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|-------------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------|--------------------------------------|--------|-----------|----------|------------|-----------------------|----------|----------|-------------|----------------------|--------------------------|----|--|---|
| AUXILIAIRE DE BIEN-ÊTRE | C | ADJOINT TERR. PATR. PPAL 2E CL | 10764 | employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | 1 | | | |
| | | | 10775 | Employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10778 | Employé de bibliothèque | 50,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10782 | Employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10782 | Employé de bibliothèque | 30,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10782 | Employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | 11275 | Responsable pédagogique | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | 11611 | Médecin d'ophtalmologie | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 10 | 7 | 2 | 10 | | | | | | | | | | 10 | | |
| | | | 10887 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| | | | 10773 | employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| | | | 10761 | employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| | | | 10765 | employé de bibliothèque | 30,00 | 0,2 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| | | | 10770 | employé de bibliothèque | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| | | | 11036 | Acousticien-ethnologue | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| AUXILIAIRE DE BIEN-ÊTRE | C | ADJOINT TERR. PATR. PPAL 2E CL | 10821 | Agent d'accueil | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | | | 1 | | | | | 1 | | | |
| | | | 10743 | Employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 11571 | Magasinier de bibliothèques | 40,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10745 | employé de bibliothèque | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 11 | 6 | 8 | 10 | | | 11 | | | | | | 11 | | | |
| | | | | | 0 | 27 | 16 | 25 | 1 | | 27 | | | | | | 27 | | | |
| | | | | | 0 | 42 | 22 | 22 | 1 | 4 | 42 | 0 | 0 | 0 | 0 | 42 | | | | |
| | | | TOTAL FUSIER CULTURELLE | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | RUEMEDCO BOCALE | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | AUXILIAIRE DE BIEN-ÊTRE | A | C | 10823 | Directeur d'entretien Petite Enfance | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 11026 | Infirmier | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | | 11529 | Médecin de pédiatrie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| 10820 | Directeur d'entretien Petite Enfance | 100,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | 0 | | | | 6 | 6 | 4 | 1 | 6 | | | | | | 6 | | | | |
| 10846 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| 10847 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| 10871 | Auxiliaire de puériculture | 30,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| 10828 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| 10840 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| 10829 | Auxiliaire de puériculture | 30,00 | | | | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 | | | 0 | | | | | | 0 | | | |
| AUXILIAIRE DE BIEN-ÊTRE | C | ADJOINT TERR. PATR. PPAL 2E CL | | | | 10846 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | 10847 | Auxiliaire de puériculture | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10871 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10874 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10829 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10845 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | 10854 | Auxiliaire de puériculture | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |
| | | | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 | | | |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

ORC - Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

[illegible]

DMC - Comité Technique VIII 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Résumé emploi | Catégorie emploi | Grade | N° de | Poste | Taux de
et adm. | Statut
TEP | Remun. | Numéro | Téléphone | Équipement | Équipement
pour les | Création | Suppression | Matr. Création | Matr. Suppression | Tableau
au Bureau
Chiffre
17/12/18 |
|--------------------------------|------------------|--|-------|---|--------------------|---------------|--------|--------|-----------|------------|------------------------|----------|-------------|----------------|-------------------|---|
| TECHNICIEN PARAMÉDICAL | B | TECHNICIEN PARAMÉDICAL O.L.E.U.P. | 10077 | Adjoint au directeur des services restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 1 | | | | | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PARAMÉDICAL | | Diète Édième | 50,00 | 0,5 | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 0,5 | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 1,50 | 1 | | 1 | 1 | 1 | | | | | 2 |
| TOTAL FILIÈRE MÉDICO-TECHNIQUE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FILIÈRE POLICE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CHIEF SERVICE DE PM | B | CHIEF SERVICE DE PM PRINCIPAL 201 | 10022 | Responsable de service police municipale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| BROADIER-CHIEF PRINCIPAL | C | BROADIER-CHIEF PRINCIPAL | 10715 | Polier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | BROADIER-CHIEF PRINCIPAL | 10726 | Polier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | BROADIER-CHIEF PRINCIPAL | 10726 | Polier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | | | | | 2 |
| GARDIEN BROADIER POLIUM | C | GARDIEN BROADIER POLIUM | 10725 | Polier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | GARDIEN BROADIER POLIUM | 10721 | Polier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | GARDIEN BROADIER POLIUM | 11500 | Polier municipal | 100,00 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 2 | 2 | 1 | 2 | 2 | 2 | | | | | 2 |
| | | | | | | 7 | 4 | 2 | 6 | 6 | 6 | | | | | 6 |
| TOTAL FILIÈRE POLICE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FILIÈRE SOCIALE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ASSISTANT SOCIO-ÉDUC | B | ASSISTANT SOCIO-ÉDUC PRINCIPAL | 11346 | Chargé de Mission Handicap - Accessibilité | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ASSISTANT SOCIO-ÉDUC PRINCIPAL | 11206 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ASSISTANT SOCIO-ÉDUC PRINCIPAL | 11229 | Responsable de maison de quartier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | | 2 |
| ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 11000 | Boucheur de Jeunes Enfants | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10907 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10916 | Animateur de maison de la petite enfance | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10901 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10902 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10907 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10903 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10904 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENF | 10905 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | | | | | 6 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10906 | Boucheur de Jeunes Enfants | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10915 | Animateur coordinateur des lieux d'accueil enfants handicapés | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10906 | Boucheur de Jeunes Enfants | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10906 | Directeur d'établissement Petite Enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10916 | Animateur de maison de la petite enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10906 | Boucheur de Jeunes Enfants | 70,00 | 0,7 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10904 | Boucheur de Jeunes Enfants | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | B | ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS | 10907 | Boucheur de Jeunes Enfants | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 7,7 | 2 | 7 | 7 | 7 | 7 | | | | | 2 |
| | | | | | | 20 | 20 | 19 | 1 | 1 | 20 | | | | | 20 |
| ADJUTANT SOCIAL | C | ADJUTANT SOCIAL PRINCIPAL DE 2 ^e CLASSE | 10922 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJUTANT SOCIAL | 10904 | Assistante technique petite enfance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | C | ADJUTANT SOCIAL | 11414 | Assistante technique de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2018

| Référence emploi | Catégorie de poste | Degré | N° Poste | Poste | Taux de la dé. ann. | Taux TEP | Femme | Homme | Titulaire | Bagaire | Contractuel | Effectif pourcentage | Vacant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Téléemploi au 31/12/2023 | |
|-------------------|------------------------|---|--|---|---|---|--------|-------|-----------|---------|-------------|----------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|--------------------------|---|
| AGENT SPT. MAT. | C | AGENT SPT. MAT. | 11020 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11102 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | | 2 | 2 | | 2 | | | 2 | | | | | | 2 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11114 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11116 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11110 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11117 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | 11111 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 1 ^{RE} CLASSE | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | 2 | 2 | | 2 | | | 2 | | | | | | 2 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11074 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| AGENT SPT. MAT. | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11024 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11023 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11020 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11105 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11107 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11077 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11113 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 50,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11023 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11072 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| AGENT SPT. MAT. | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11078 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 30,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11022 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11201 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | *AGENT SPT. BOULEMANT PL 2 ^{DE} CL | | | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | C | AGENT SPT. MAT. PPAL 2 ^{DE} CLASSE | 11101 | Agent spécialisé des écoles maternelles (ATSEM) | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | 17 | 17 | 29 | 0 | 22 | 1 | 0 | 29 | | | | | | 17 | |
| | | | | | 0 | 29 | 29 | 0 | 22 | 1 | 0 | 29 | | | | | | 29 | |
| | TOTAL FILIERE BOCALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | -47 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| -49 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FILIERE SPORTIVE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | FILIERE SPORTIVE | B | BUCCATEUR TER. APS PL 1 ^{RE} CL | 10267 | BUCCATEUR sportif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | FILIERE SPORTIVE | B | BUCCATEUR TER. APS PL 1 ^{RE} CL | 10261 | BUCCATEUR sportif | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | FILIERE SPORTIVE | B | BUCCATEUR TER. APS PL 1 ^{RE} CL | 10269 | BUCCATEUR sportif | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | FILIERE SPORTIVE | B | BUCCATEUR TER. APS PL 1 ^{RE} CL | 10270 | BUCCATEUR sportif | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | 4 | 1 | 2 | 4 | | | 4 | | | | | | 4 | |
| | FILIERE SPORTIVE | B | BUCCATEUR TER. APS PL 2 ^{ME} CL | 10264 | BUCCATEUR sportif | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | FILIERE SPORTIVE | C | OFFICIAIRE TER. APS A DAILIE | 11475 | Agent d'animation sportive | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | TOTAL FILIERE SPORTIVE | | | | | 0 | 8 | 1 | 6 | 8 | | | 8 | | | | | | 8 |
| 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | INOENIEUR | A | INOENIEUR EN CHEF | 11326 | Directeur de l'urbanisme | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | INOENIEUR | A | INOENIEUR EN CHEF | 11325 | Directeur de la voirie et des espaces publics | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | | 2 | 2 | 2 | 2 | | | 2 | | | | | | 2 |
| | | INOENIEUR | A | INOENIEUR | 11324 | Directeur Espaces Verts | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 |
| | INOENIEUR | A | INOENIEUR | 10242 | Responsable du service maîtrise d'œuvre | 100,00 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | 1 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

DRIC – Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs – Novembre 2018

| Référence emploi | Catégorie de grade | Ordre | N° de | Poste | Taux de dim. | Échelle TEP | Remise | Titulaire | Régime | Contractuel | Effectif pur et net | Vacant | Création | Suppression | Matr. Création | Matr. Suppression | Totalement au budget au 31/12/2018 |
|-------------------|--------------------|------------------------------|-------|---|--------------|-------------|--------|-----------|--------|-------------|---------------------|--------|----------|-------------|----------------|-------------------|------------------------------------|
| TECHNICIEN | A | MOEURS | | Chercheur principal de ville | 100,00 | 1 | | | | | | 1 | | | | | 1 |
| | | | | | | 2 | 2 | 2 | | | 2 | 1 | | | | | 2 |
| | | | | | 0 | 4 | 4 | 4 | | | 4 | 1 | | | | | 6 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10206 | Chef du service technique de la voirie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10666 | Responsable du service travaux régie voirie et éclairage public | 100,00 | 1 | | | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10651 | Responsable du service espaces verts urbains | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10110 | Responsable du service imprimerie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10657 | Responsable du service maintenance voirie et éclairage public | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10659 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 1ER ECL | 10121 | Responsable du service de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAÎTRISE | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 2E ECL | 10659 | Responsable du service centre horticole | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 2E ECL | 11422 | Technicien régisseur de muette | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN PRINCIPAL 2E ECL | 10127 | Responsable du service entretien et prop | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | | 4 | 4 | 4 | | | 4 | | | | | | 4 |
| | B | TECHNICIEN | 11423 | Régisseur général de la voirie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN | 10654 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | | | | 1 | | | | | | | 1 |
| | B | TECHNICIEN | 10653 | Chargé de l'entretien des réseaux | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | | 2 | 2 | 1 | | 2 | 2 | | | | | | 2 |
| | | | | | 0 | 10 | 1 | 10 | 11 | 2 | 10 | | | | | | 10 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10543 | Surveillant travaux | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAÎTRISE | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10523 | Régisseur de voirie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10594 | Coordonnateur maintenance | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10594 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10591 | Responsable des imprimés et lettres de sport | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10705 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10579 | Responsable production livret | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 11327 | Responsable production livret | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10132 | Programmeur | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10536 | Responsable d'entretien éclairage public | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 11012 | Photographe urbain | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10564 | Responsable signalisation routière | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 11425 | Responsable entretien espaces sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10573 | Chargé de Travaux Intérieurs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 11553 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10102 | Responsable entretien et projet | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10570 | Agent chargé du suivi de l'occupation du domaine public | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10524 | Responsable climatisation | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 11555 | Responsable éclairage public | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10565 | Surveillant travaux | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10527 | Responsable entretien espaces verts | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10125 | Programmeur | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10519 | Responsable régie générale | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10356 | Responsable de distribution en restaurant | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE PRINCIPAL | 10541 | Responsable entretien livret | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| AGENT DE MAÎTRISE | | | | | 26 | 2 | 20 | 26 | | | 26 | | | | | | 26 |
| | C | AGENT'S EMATRESE | 10559 | Chauffeur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE | 10552 | Agent d'entretien voirie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | AGENT'S EMATRESE | 10520 | Responsable de tournée entretien | 100,00 | 1 | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Niveau / Adresse emploi | Coût global en euros | Ordonne | N° Poste | Poste | Taux de réalisation | Travail TEP | Remise | Nombre | Titulaire | Régime | Contraintes | Valeur | Crédits | Budget | Matériel | Crédits | Matériel | Crédits | Tableau des données |
|-------------------------------|----------------------|---|----------|---|---------------------|-------------|--------|--------|-----------|--------|-------------|--------|---------|--------|----------|---------|----------|---------|---------------------|
| C | C | AO ENTSEMAITR.BE | 10107 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | | 1 | 0 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10146 | Chauxeur laveur | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10036 | Agent de maintenance des Équipements sportifs | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 11661 | Responsable entretien équipements sportifs | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10109 | Chargé de support et réalisation des programmes d'information | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10516 | Agent de maintenance des Équipements sportifs | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10617 | Responsable équipe | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10662 | Surveillant de travaux | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10618 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10472 | Responsable atelier atelier d'assemblage | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 11369 | Secrétaire de cuisine | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | AO ENTSEMAITR.BE | 10603 | Responsable atelier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | 0 | | 1 | | | | | | 1 |
| C | C | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | | | 16 | 2 | 12 | 14 | 1 | | | 16 | | | | | | | 16 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10667 | Chauxeur | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 11296 | Assistant administratif | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10142 | Agent polyvalent de restauration | 90,00 | 0,91 | 1 | | | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10169 | Magasinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10149 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 0,9 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 11003 | Agent polyvalent des codes matériaux (ATTECM) | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 11618 | Agent polyvalent des codes matériaux (ATTECM) | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10677 | Floriculteur | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10671 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10119 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 0,9 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10646 | Coordonnateur | 100,00 | 0,9 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10144 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10660 | Conducteur étréger | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 11667 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| | | ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10146 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10466 | Beckchen | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10618 | Conducteur étréger | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10646 | Agent de maintenance des Équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10663 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10103 | Agent polyvalent de Restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10667 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10666 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10036 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10076 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10026 | Agent de maintenance des Équipements sportifs | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10672 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10672 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10602 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10111 | Magasinier - Biocheux | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10662 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10034 | Agent de maintenance des Équipements sportifs | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 11204 | COO MANUTEN P BESOINS DE RESTO M | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10006 | Agent de maintenance des Équipements sportifs | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10003 | Beckchen | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |
| ASJUNT TECH. TER. PPAL. TECH. | 10064 | Jardinier | 100,00 | 1 | | | 1 | 1 | | 1 | | | | | | | 1 | | |

DMC - Comité Technique Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Intitulé du poste | Catégorie de poste | Grade | N° de poste | Poste | Titulaire | Magasin | Contratuel | Effectif par poste | Vacant | Ordon | Région | Matricule | Statut | Temps plein ou partiel |
|-------------------|-------------------------|-------|-------------|---|-----------|---------|------------|--------------------|--------|-------|--------|-----------|--------|------------------------|
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | TECL | 10190 | Quintier | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | TECL | 10196 | Agence de maintenance | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | TECL | 10207 | Jardinier | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | TECL | 10208 | Jardinier | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| | | | | | 28,81 | 18 | 24 | 40 | | | | | | 40 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11551 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,56 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10106 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10108 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11008 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10408 | Marionnettiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11007 | Animateur socio-éducatif | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10106 | Agent polyvalent de restauration | 50,00 | 0,56 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10247 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11005 | Acte bibliothécaire | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10204 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10209 | Acte de la technique | 27,50 | 0,28 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10714 | Agent de Surveillance de la route Publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10108 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10221 | Agent de la voirie urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10262 | Conducteur d'énergie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11024 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10216 | Conducteur d'énergie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10214 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11011 | Photographe vidéo | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10151 | Reprographie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10129 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10262 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10201 | Chargé de | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10206 | Assistante administrative | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10204 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10702 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10303 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10147 | Agent polyvalent de restauration | 20,00 | 0,26 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10716 | Agent de Surveillance de la route Publique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10262 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10406 | Marionnettiste | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10311 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10219 | Agent de propreté urbaine | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10131 | Reprographie | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10246 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10247 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10719 | Responsable du service des remontées | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10369 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10360 | Agent de maintenance des équipements sportifs | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10510 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10203 | Beckstein | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 10706 | Agent polyvalent de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |
| C | ADJOINT TECH. TER. PPAL | ZEOL | 11416 | Responsable technique | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | | | | 1 |

Tableau des Emplois et des Entreprises - Novembre 2013

[illegible]

Tableau des Emplois et des Entreprises 2018

[illegible]

282

DRC - Com de Teché que Ville 22 Novembre 2018

Tableau des Emplois et des Effectifs - Novembre 2018

| Résumé emploi | Catégorie de grade | Grade | N° de job | Poste | Taux de la démission | Femme | Homme | Titulaire | Bagaire | Contractuel | Effectif pourcentage | Néant | Création | Suppression | Motif Création | Motif suppression | Total emploi au 30/11/2018 |
|---------------|--------------------|-------------------------------|-----------|----------------------------|----------------------|-------|-------|-----------|---------|-------------|----------------------|-------|----------|-------------|----------------|-------------------|----------------------------|
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10156 | Agencement de restauration | 50,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10134 | Agencement de restauration | 80,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11567 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10330 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10117 | Imprimeur - Brocheur | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10313 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10246 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10071 | Agencement de restauration | 80,00 | 0,2 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10229 | Maison | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10249 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10133 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10156 | Agencement de restauration | 85,00 | 0,25 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10116 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11403 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10485 | Marquandier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11001 | CLASSEUR | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10246 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10086 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 12000 | Agencement de restauration | 31,00 | 0,31 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10257 | Conducteur d'engin | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10221 | Maison | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11417 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11640 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10662 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10207 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11975 | Agencement de restauration | 85,00 | 0,25 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10480 | Marquandier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11363 | Agencement de restauration | 30,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10274 | ELABORER | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10209 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10213 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10164 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10124 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10093 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10114 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10143 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | | Agencement de restauration | 82,00 | 0,22 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10112 | Jardinier | 70,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10140 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10051 | Chercheur d'emploi | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11482 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10084 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10262 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10265 | Conducteur d'engin | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 10210 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11404 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11403 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11402 | Jardinier | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |
| | C | ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL | 11406 | Agencement de restauration | 100,00 | 1 | 1 | 1 | | | 1 | | | | | | 1 |

[illegible]

RAPPORT

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LAVAL AGGLOMÉRATION POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS COMMUNES EN LIEN AVEC LA COMMUNICATION INTERNE

Rapporteur : Philippe Habault

Par suite des mutualisations de plusieurs directions générales adjointes (DGA)/directions/services entre la ville de Laval et Laval Agglomération, il est envisagé de mettre en place un pilotage mutualisé, porté par Laval Agglomération, pour l'organisation en commun d'opérations liées à la communication interne à ces deux collectivités.

Il est proposé la mise en place d'une convention qui permettra de fixer un principe général de répartition des frais de fonctionnement entre ces deux collectivités pour la réalisation des opérations communes suivantes :

- cérémonie des vœux,
- séminaire des cadres,
- cérémonie des médaillés,
- accueil des nouveaux agents,
- pot de départ en retraite.

La présente convention s'applique pour 2 années, renouvelable une fois par tacite reconduction. Elle pourra être résiliée avec un préavis de 4 mois.

Le budget de Laval Agglomération portera ces dépenses.

Le montant total des dépenses engendrées par l'organisation d'une opération commune sera réparti entre Laval Agglomération et la ville de Laval au prorata du nombre des agents invités ou concernés.

Un titre de recette sera alors émis par Laval Agglomération une fois chaque opération réalisée.

Il vous est proposé d'approuver ce principe de répartition et d'autoriser le maire à signer la convention afférente.

Philippe Habault : *Dans la logique des mutualisations, il paraît pertinent de mettre en place une convention de pilotage mutualisé des opérations de communication interne. C'est pour les vœux, les séminaires des agents et des cadres, les remises de médailles, l'accueil des nouveaux agents, les pots de départ en retraite. Cette convention est conclue pour une durée de deux ans et renouvelable une fois par tacite reconduction. En ce qui concerne les arrangements financiers, c'est l'agglomération qui paye les factures et qui se fait rembourser par la ville de Laval. Sauf pour ce qui est des pots de départ en retraite, où c'est la ville qui paye. En ce qui concerne la facturation des consommations, lorsqu'elle est faite par un prestataire externe, chaque collectivité financera à hauteur du nombre d'agents qui auront été invités. Quand c'est la ville de Laval qui, par le biais de sa cuisine, fera la prestation, elle se fera rembourser selon les mêmes normes, à savoir au prorata de ce que chaque collectivité aura invité d'agents. Vous avez le détail des prestations dans la délibération. Je vous propose d'approuver cette convention et de permettre au maire de la signer.*

M. Le Maire : *Je suppose que personne n'est contre, les bons comptes faisant les bons amis ? Personne ne s'abstient ?*

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LAVAL AGGLOMÉRATION POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS COMMUNES EN LIEN AVEC LA COMMUNICATION INTERNE

N° S 489 - PAGFGV - 14

Rapporteur : Philippe Habault

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29, L. 5211-1 et L. 5211-2 et L. 5211-10,

Considérant que la ville de Laval et Laval Agglomération organisent en commun des opérations en lien avec la communication interne,

Qu'il est proposé la mise en place d'une convention qui permettra de fixer un principe général de répartition des frais de fonctionnement entre ces deux collectivités pour la réalisation des opérations communes suivantes : cérémonie des vœux, séminaire des cadres, cérémonie des médaillés, accueil des nouveaux agents, pot de départ en retraite,

Sur proposition de la commission personnel - administration générale - finances - gestion de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal approuve les termes de la convention entre la ville de Laval et Laval Agglomération pour la réalisation d'opérations communes en lien avec la communication interne.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer cette convention, ainsi que tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée, deux conseillers municipaux s'étant abstenus (Aurélien GUILLOT).

**CONVENTION ENTRE LAVAL AGGLOMÉRATION ET LA VILLE DE LAVAL
POUR LA RÉALISATION D'OPÉRATIONS COMMUNES
EN LIEN AVEC LA COMMUNICATION INTERNE**

Entre :

Laval Agglomération, ci-après désignée comme "**L'AGGLOMÉRATION**", représentée par le président autorisé par la délibération n° 179 / 2018 du bureau communautaire du 26/11/2018 à contracter cette présente convention, d'une part,

Et

La ville de LAVAL, ci-après désignée comme "**LAVAL**", représentée par le maire autorisé par la délibération n° _____ du conseil municipal du 17/12/2018 à contracter cette présente convention, d'autre part,

PRÉAMBULE

Par suite des mutualisations de plusieurs services entre Laval et l'Agglomération, il est envisagé de mettre en place un pilotage mutualisé, porté par Laval Agglomération pour l'organisation en commun d'opérations liées à la communication interne à ces 2 collectivités.

L'objet de la présente convention est de fixer un principe général de répartition des frais de fonctionnement entre ces deux collectivités pour la réalisation d'opérations communes.

Article 1 – Objet de la convention

L'objectif est de fixer un principe général de répartition des frais de fonctionnement entre ces 2 collectivités pour la réalisation de manifestations strictement énumérées ci-après :

- cérémonie des vœux,
- séminaire des cadres,
- cérémonie des médaillés,
- accueil des nouveaux agents,
- pot de départ en retraite.

Article 2 – PRINCIPES GÉNÉRAUX HORS POT DE DÉPART EN RETRAITE

→ Les frais concernés par cet accord sont ceux, hors temps de pilotage, nécessaires à la réalisation des opérations suivantes :

- cérémonie des vœux,
- séminaire des cadres,
- accueil des nouveaux agents,
- cérémonie des médaillés.

→ Ces frais regroupent les dépenses liées à l'intervention de prestataires extérieurs et celles liées

- à des prestations assurées en régie par Laval définies ci-dessous :
- confection de repas par le service "restauration collective"
 - intervention du service "cérémonies",
 - manutention du service "bâtiments logistique",
 - contributions de la direction "espaces verts".

→ Le budget de L'Agglomération portera ces dépenses.

→ Le montant total des dépenses engendrées par l'organisation d'une opération commune sera réparti entre L'Agglomération et Laval au prorata du nombre des agents invités ou concernés.

Un titre de recette sera émis par L'Agglomération une fois chaque opération réalisée.

Article 3 – CAS PARTICULIER DES POTS DE DÉPART À LA RETRAITE

Les pots de départ à la retraite des agents municipaux et communautaires sont tous portés par le budget de la ville.

Toutefois, lorsqu'il s'agit du départ en retraite d'un agent communautaire, la prestation sera facturée à Laval Agglomération. Un titre de recette sera alors émis par Laval une fois chaque opération réalisée.

Les achats de cadeaux et les "bons cadeau" seront pris en charge par chacune des collectivités.

Article 4 – TARIFS ET PRESTATIONS DE LA VILLE DE LAVAL

Les prestations assurées en régie par Laval seront facturées à Laval Agglomération sur la base des forfaits ci-dessous :

- service de la restauration collective : confection de repas froid type buffet ou "apéritif déjeunatoire"
 - 4,00 € / personne
 - 0,50 € / viennoiserie
 - 0,30 € / mini viennoiserie
- intervention du service fêtes et cérémonies : mise à disposition de personnel
 - 26,00 € / heure pour le personnel de catégorie C
 - 30,00 € / heure pour le personnel de catégorie B
- manutention du service "bâtiments logistique" : mise à disposition de personnel
 - 26,00 € / heure pour le personnel de catégorie C
 - 30,00 € / heure pour le personnel de catégorie B
- concours de la direction espaces verts : mise à disposition de plantes
 - 4,00 € / plante

Un titre de recette sera émis par la ville de Laval une fois chaque opération réalisée.

Article 5 – DURÉE

La présente convention s'applique pour 2 années, renouvelable une fois par tacite reconduction. Elle pourra être résiliée avec un préavis de 4 mois.

Fait à Laval, le

Le Président de Laval Agglomération

Le Maire de Laval,

URBANISME - TRAVAUX - ÉCOLOGIE URBAINE

RAPPORT

ACQUISITION AUPRÈS DE LAVAL AGGLOMÉRATION DE GYMNASES DES COLLÈGES EMMANUEL DE MARTONNE ET JULES RENARD ET D'UNE PARTIE DU GYMNASSE DU COLLÈGE ALAIN GERBAULT

Rapporteur : Xavier Dubourg

Dans le cadre du transfert de compétences des collèges datant de 1983, Laval Agglomération a mis à la disposition du département de la Mayenne les bâtiments dont elle est propriétaire, à l'exclusion des gymnases et des équipements sportifs qui font l'objet d'une utilisation multiple.

Sont dans ce cas les deux gymnases attenants aux collèges Emmanuel de Martonne et Jules Renard, ainsi que la partie de celui d'Alain Gerbault qui lui appartient.

Laval Agglomération rappelle que leur gestion ne relève pas de sa compétence.

Elle demande à ce qu'ils soient transférés à la ville de Laval qui reprendra les conventions existantes.

La cession de ces trois gymnases se fait à l'euro symbolique.

Aussi, vous est-il proposé d'acquérir, auprès de Laval Agglomération, à l'euro symbolique, les deux gymnases qui dépendent des collèges Emmanuel de Martonne et Jules Renard, ainsi que la partie de celui d'Alain Gerbault avec le plateau sportif annexe et d'autoriser le maire à signer toute pièce et toute convention à cet effet.

Xavier Dubourg : *Il s'agit de deux délibérations qui permettent de régler une situation administrative créée en 1983 par la loi lors du transfert de compétences des collèges au département, le transfert de compétences entraînant normalement le transfert automatique des biens au nouveau gestionnaire. Ce sont deux délibérations qui vont être présentées et qui concernent ce point.*

La première règle la situation des gymnases, pour lesquels nous avons une particularité sur la ville de Laval, puisque certains gymnases attenants aux collèges, qui servent à la fois pour les activités des collèges et à la fois pour les activités sportives des associations de la ville, ou directement par la ville, sont propriétés de l'agglomération, qui n'a pas de compétence ni pour les collèges, ni pour les activités sportives des associations de la ville de Laval. La première délibération vise donc à transférer pour l'euro symbolique la propriété des gymnases Emmanuel de Martonne, Jules Renard, ainsi qu'Alain Gerbault à la ville. Cela ne change absolument rien dans le fonctionnement, puisque depuis des années, la ville assure l'ensemble des charges d'occupant et de propriétaire de ces gymnases. C'est juste une régularisation administrative.

M. Le Maire : *Merci. Pas d'opposition ? Pas d'abstention ?*

ACQUISITION AUPRÈS DE LAVAL AGGLOMÉRATION DE GYMNASES DES COLLÈGES EMMANUEL DE MARTONNE ET JULES RENARD ET D'UNE PARTIE DU GYMNASE DU COLLÈGE ALAIN GERBAULT

N° S 489 - UTEU - 1

Rapporteur : Xavier Dubourg

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que dans le cadre du transfert de compétences des collèges datant de 1983, Laval Agglomération a mis à la disposition du Conseil départemental les bâtiments dont elle est propriétaire, à l'exclusion des gymnases et des équipements sportifs qui font l'objet d'une utilisation multiple,

Que sont dans ce cas les deux gymnases attenants aux collèges Emmanuel de Martonne et Jules Renard, ainsi que la partie de celui d'Alain Gerbault qui lui appartient,

Que Laval Agglomération rappelle que leur gestion ne relève pas de sa compétence,

Qu'elle demande à ce qu'ils soient transférés à la ville de Laval qui reprendra les conventions existantes,

Que la cession de ces trois gymnases se fait à l'euro symbolique,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval acquiert à l'euro symbolique, auprès de Laval Agglomération, les deux gymnases qui dépendent des collèges Emmanuel de Martonne et Jules Renard, ainsi que la partie de celui d'Alain Gerbault avec le plateau sportif annexe. Les frais d'acte sont à la charge de Laval Agglomération.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer toute pièce et toute convention à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES COLLÈGES AU DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE

Rapporteur : Xavier Dubourg

Depuis le transfert de compétences de 1983, le Conseil départemental a en charge la gestion des collèges.

Conformément aux dispositions de l'article L. 213-3 du code de l'éducation, lorsque le département effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande.

Faisant acte de propriétaire et ayant engagé des rénovations importantes au cours de ces dernières années, le Conseil départemental est en droit de demander le transfert, à titre gratuit, en pleine propriété des biens immobiliers.

Il a sollicité la ville en ce sens pour formaliser le transfert des collèges Fernand Puech, Pierre Dubois et Jacques Monod, ainsi qu'un petit espace intégré à celui d'Alain Gerbault.

La vente de Fernand Puech permettra au Conseil départemental de financer le transfert de ce collège sur le site de Val de Bootz.

La ville de Laval étant dans l'obligation légale d'y donner suite, il est proposé d'approuver la cession de ces différents collèges.

Xavier Dubourg : *C'est le même motif. Cette fois-ci, le transfert est au bénéfice du conseil départemental. Ce transfert aurait donc dû être effectué depuis 1983. Sont transférés à l'euro symbolique le transfert de propriété de Fernand Puech, de Pierre Dubois, de Jacques Monod ainsi qu'un petit espace intégré à celui d'Alain Gerbault. Je précise qu'il s'agit du transfert... dans le rapport, vous avez un alinéa spécifique sur Fernand Puech, dont il a été question à de nombreuses reprises. Il s'agit de transférer la propriété au département qui, là aussi, assure l'ensemble des charges d'occupant et de propriétaire. Le département n'envisage pas, bien entendu, de se défaire de ses collèges tant qu'il y a des élèves dedans.*

Isabelle Beaudouin : *Je voulais juste une petite précision par rapport à Puech. Effectivement, le département sera propriétaire de Fernand Puech. Ce que je voudrais que vous nous assuriez, c'est que les élèves de Puech quitteront la rue Crossardière pour aller à Val de Bootz et qu'à aucun moment ils ne seront dans des préfabriqués ou dispatchés par-ci par-là, tant que le nouveau collège ne sera pas fini d'être construit. Ces élèves partiront donc bien de Puech pour aller dans leur nouveau collège ?*

Xavier Dubourg : *Je ne sais même pas comment vous pouvez imaginer des choses pareilles. Je ne peux pas répondre pour le compte du département dans cette enceinte. Mais quand on dit que le collège Pierre Dubois est transféré au département, subitement, le département n'a pas pour idée de détruire le collège pour mettre les élèves dans la rue. C'est aberrant que vous puissiez penser un seul instant que, sous prétexte que le département devient propriétaire d'un ensemble immobilier qui est occupé par les collégiens dont il a la charge de la gestion matérielle, il va subitement mettre les collégiens dans la rue en attendant de voir ce qui se passe. Je ne peux pas en dire plus.*

Isabelle Beaudouin : *Ne vous énervez pas, Monsieur Dubourg. Vous êtes tout rouge. Je vous parle gentiment. Par contre, effectivement, sur le collège Pierre Dubois, il n'y a rien en ce moment. On ne leur a pas dit qu'ils allaient s'agrandir. Par contre, il y a un projet sur Fernand Puech. Je vous parle donc du projet de Fernand Puech. À Pierre Dubois, il n'y a aucun projet en perspective.*

Xavier Dubourg : *Pourquoi voulez-vous justement mettre les collégiens dans la rue avant d'avoir construit le nouveau collège ? Je ne sais pas comment vous pouvez faire courir des bruits pareils.*

M. Le Maire : *C'est assez invraisemblable, oui. Monsieur Gourvil.*

Claude Gourvil : *Vous comprenez bien que nous pouvons quand même avoir une petite interrogation avec la phrase « la vente de Fernand Puech permettra au conseil départemental de financer le transfert de ce collège sur le site de val de Bootz ». C'est vrai que nous posons la question à vous, mais il va falloir aussi la poser à Monsieur Richefou, qui n'est pas là. Dans le cadre des préparations, avez-vous demandé si nous pouvions avoir l'assurance qu'il ne vendrait pas avant de construire le collège Fernand Puech pour avoir du cash et construire l'autre ? Nous avons le droit d'avoir des interrogations. Il semble que vous vouliez nous rassurer. Monsieur Dubourg, vous dites qu'il ne va pas mettre les collégiens dans la rue. Mais s'il le faisait, ce ne sont pas les collégiens qu'il aurait dans la rue, c'est une nouvelle fois les profs et les parents. J'espère donc bien qu'il ne le fera pas.*

M. le Maire : *Est-ce que l'État ne va pas vendre le palais de justice aussi, pour mettre les justiciables dans la rue ? On peut raconter ainsi n'importe quoi. Cela n'a aucun sens. Essayez d'élever le débat.*

Alexandre Lanoë : *Pour répondre à une partie de vos interrogations, Monsieur Gourvil, surtout sur la question du financement du futur collège, qui sera Jean Monnet, dans le quartier de Val de Bootz, il a bien été précisé par le département, et les documents sont publics, et vous avez vous-même été conseiller général, donc vous savez comment avoir accès à ces documents, qu'il provisionnerait une somme tous les ans pour financer le projet de Fernand Puech, qui sera à Val de Bootz. Mais je vous invite à retourner voir les documents, éventuellement, qui sont publics.*

M. le Maire : *Je crois que plutôt que de lancer des rumeurs, plutôt que de créer de l'angoisse inutile chez des personnes qui n'ont peut-être pas le même accès aux informations que vous, il faut se réjouir que nous ayons la possibilité d'avoir un collège neuf en centre-ville. Là aussi, nous ne l'avons pas vu avant.*

Claude Gourvil : *Il ne s'agit pas de faire du catastrophisme ou d'affoler qui que ce soit. Seulement, nous vous poussons un peu à donner des réponses et finalement, vos réponses vous engagent, et c'est très bien. Cela nous donne un peu plus confiance. Parce que dans quelques années, si la stratégie du conseil départemental devient un peu différente, nous espérons bien que vous serez encore là, peut-être, sous une forme ou sous une autre, pour faire valoir votre point de vue d'aujourd'hui, qui rejoint notre point de vue.*

M. Le Maire : *En effet, sur ce dossier-là, nous avons été assez efficaces, je le reconnais. Merci de le souligner. Je mets aux voix le transfert des collèges au département. C'est adopté.*

TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DES COLLÈGES AU DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE

N° S 489 - UTEU - 2

Rapporteur : Xavier Dubourg

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L. 213-1 et suivants et L. 213-3,

Vu les procès-verbaux en date du 10 juillet 1985 par lesquels la ville de Laval a mis à la disposition du Conseil départemental les collèges Fernand Puech, Pierre Dubois et Jacques Monod,

Vu la lettre en date du 15 mars 2018 par laquelle le Conseil départemental demande le transfert de la propriété des collèges,

Considérant que depuis le transfert de compétences de 1983, le Conseil départemental a en charge la gestion des collèges,

Que conformément aux dispositions de l'article L. 213-3 du code de l'éducation, lorsque le département effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande,

Que, faisant acte de propriétaire et ayant engagé des rénovations importantes au cours de ces dernières années, le Conseil départemental est en droit de demander le transfert en pleine propriété des immeubles,

Qu'il a sollicité la ville en ce sens pour formaliser le transfert des collèges Fernand Puech, Pierre Dubois et Jacques Monod, ainsi qu'un petit espace intégré à celui d'Alain Gerbault,

Que, selon l'article L. 213-3 du code de l'éducation, la ville de Laval est dans l'obligation légale d'y donner suite,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval cède au Conseil départemental de la Mayenne la propriété des collèges Fernand Puech, 40 rue Crossardière ; Pierre Dubois, 71 rue Victor Boissel ; Jacques Monod, 27 boulevard Frédéric Chaplet, ainsi qu'un petit espace intégré à celui d'Alain Gerbault, rue Mortier. Cette opération se fait à titre gratuit.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer toute pièce et toute convention à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

CESSION DU LOT 5 DU LOTISSEMENT DE LA VOIE NOUVELLE DES POMMERAIES, SITUÉE DANS LE PROLONGEMENT DE LA RUE HÉBERT, À LA SOCIÉTÉ PAILLARD PROMOTION

Rapporteur : Xavier Dubourg

Sur le quartier des Pommeraies, dans le prolongement de la rue Hébert, pour attirer de nouvelles familles, faciliter les parcours résidentiels et permettre l'installation des services publics, il a été décidé de donner une nouvelle affectation à un ensemble immobilier comprenant des anciens terrains à usage sportif et des délaissés de voirie.

La société Paillard Promotion souhaite construire une résidence étudiante pour une soixantaine de logements sur le lot 5 d'une superficie de 1 533 m², permettant la réalisation de 1 500 m² de surfaces de plancher.

Le prix est fixé à 98 000 €.

Il est proposé d'approuver la cession à la société Paillard Promotion, ou toute société qui se substituerait, du lot 5 du lotissement de la voie nouvelle des Pommeraies, comprenant un terrain de 1 533 m², cadastré AM 853, au prix de 98 000 € et d'autoriser le maire à signer toute pièce à cet effet.

Xavier Dubourg : *Il s'agit de poursuivre l'urbanisation dans le quartier ANRU des Pommeraies avec la société Paillard promotion, qui souhaite faire l'acquisition d'une parcelle de 1 533 m² pour un montant fixé à 98 000 €, dans l'objectif de construire une résidence d'une soixantaine de logements pour étudiants, à mi-chemin entre le quartier de la gare et le quartier de la technopole, sur lequel est implanté un campus important. Il vous est proposé de valider cette cession. C'est l'avant-dernière parcelle que nous allons commercialiser sur cette rue.*

M. Le Maire : *C'est donc adopté.*

CESSION DU LOT 5 DU LOTISSEMENT DE LA VOIE NOUVELLE DES POMMERAIES, SITUÉE DANS LE PROLONGEMENT DE LA RUE HÉBERT, À LA SOCIÉTÉ PAILLARD PROMOTION

N° S 489 - UTEU - 3

Rapporteur : Xavier Dubourg

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29 et L. 2241-1,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 1111-1 et L. 3211-14,

Vu la délibération en date du 23 avril 2014 autorisant le dépôt d'un permis d'aménager,

Vu le permis d'aménager n° 15K3001 en date du 17 août 2015,

Vu l'avis de France Domaine en date du 22 octobre 2018,

Vu la délibération en date du 9 mai 2016 cédant à la Foncière Logement deux terrains sis rue Hébert aux Pommeraies,

Considérant que sur le quartier des Pommeraies, la ville de Laval a décidé de désaffecter et de déclasser des terrains à usage sportif et des voies de desserte afin de permettre leur urbanisation,

Que la société Paillard Promotion souhaite construire une résidence étudiante pour une soixantaine de logements sur le lot 5 d'une superficie de 1 533 m² permettant la réalisation de 1 500 m² de surfaces de plancher,

Que le prix est fixé à 98 000 €,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval vend à Paillard Promotion, ou toute société qui se substituerait, le lot 5 du lotissement de la voie nouvelle des Pommeraies, comprenant un terrain de 1 533 m², cadastré AM 853, au prix de 98 000 €.

L'acte de vente devra être signé au plus tard le 31 décembre 2019. Si cet acte ne pouvait être signé, pour un motif quelconque tenant à l'une ou l'autre des parties, la présente délibération deviendrait sans objet et l'acquéreur ne pourrait prétendre à aucun droit.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer toute pièce à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

PARTICIPATIONS DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE DE LAVAL AU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT DE LAVAL AGGLOMÉRATION POUR L'ENTRETIEN ET LE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT UNITAIRES EN 2019

Rapporteur : Bruno Maurin

La redevance assainissement, instituée par le décret n° 67-945 du 24 octobre 1967, a pour objet d'assurer le financement d'un service qui ne recouvre que la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées.

Le coût des mêmes opérations pour les eaux pluviales doit être imputé au budget général de la collectivité et couvert par les ressources fiscales de celle-ci dans les conditions précisées par l'article 9 du décret susvisé et détaillées dans la circulaire d'application du 12 décembre 1978.

Le réseau d'assainissement de Laval étant, en partie, de type unitaire, il importe de tenir compte des investissements consentis pour assurer l'évacuation des eaux pluviales et notamment du surdimensionnement des canalisations.

Il appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer forfaitairement la proportion des charges de fonctionnement et d'investissement qui fera l'objet d'une participation du budget communal général versée au budget annexe assainissement communautaire.

Selon la circulaire d'application du décret, du 12 décembre 1978, il résulte que, dans le cas de réseaux unitaires, les fourchettes d'application de participation du budget général communal devraient se situer entre 20 et 35 % des charges de fonctionnement du réseau et 30 à 50 % des charges d'investissement.

Lors du conseil d'exploitation des régies d'eau et d'assainissement du 11 octobre 2018, il a été proposé de retenir, pour 2019, les contributions du budget principal de la ville pour le budget annexe assainissement de l'agglomération, suivantes :

- 30 % pour les charges de fonctionnement,
- 40 % pour les charges d'investissement.

Le conseil d'exploitation des régies précise que cette délibération s'applique, d'une part, dans le cadre de travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement (charges d'investissement) sur des réseaux de diamètre inférieur à 1 000 mm et, d'autre part, dans le cadre de l'entretien (charges de fonctionnement) des réseaux d'assainissement, à tous les diamètres.

Une délibération spécifique, permettant de définir la contribution du budget général communal au budget annexe d'assainissement, devra être prise, dans le cadre de travaux de renouvellement sur des réseaux d'assainissement d'un diamètre supérieur ou égal à 1 000 mm.

Le service des eaux de Laval Agglomération est le concessionnaire des réseaux d'eaux usées de la ville de Laval. À ce titre, il réalise l'entretien de ces réseaux.

Les réseaux unitaires de Laval nécessitent un entretien et un renouvellement.

Une convention doit être signée entre la ville de Laval et Laval Agglomération afin de définir les modalités de réalisation de ces interventions par le service des eaux de l'agglomération sur les réseaux unitaires communaux.

Aussi, vous est-il proposé d'approuver les taux de participation du budget principal de la ville de Laval au budget annexe de l'assainissement de Laval Agglomération pour l'entretien et le renouvellement des réseaux d'assainissement unitaires en 2019, à savoir 30 % pour les charges de fonctionnement et 40 % pour les charges d'investissement et d'autoriser le maire à signer les conventions correspondantes, ainsi que tout autre document nécessaire à effet.

Bruno Maurin : *Il s'agit de la participation du budget général de la ville de Laval au financement des investissements réalisés par Laval agglomération dans le cadre des renouvellements de réseaux d'assainissement. Puisqu'à la ville de Laval, nous fonctionnons sur ce qu'on appelle un réseau unitaire. C'est-à-dire que transitent par le même tuyau les eaux usées et les eaux pluviales. La réglementation fait obligation à ce qu'une participation du budget général de la ville soit consacrée à la partie des travaux qui incombe pour collecter les eaux pluviales dans cette même canalisation. Il y a une délibération parallèle qui a été prise à Laval agglomération. La circulaire du 12 décembre 1978 fixe des fourchettes d'une part pour le financement, d'autre part pour les investissements. Le conseil d'exploitation des régies a proposé que le financement du budget général de la ville de Laval soit porté à 30 % pour le fonctionnement et 40 % pour les investissements lorsqu'il s'agit de travailler sur ces canalisations où transitent de façon unitaire les eaux usées, d'une part, les eaux pluviales, d'autre part.*

M. Le Maire : *Merci. C'est adopté.*

PARTICIPATIONS DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE DE LAVAL AU BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT DE LAVAL AGGLOMÉRATION POUR L'ENTRETIEN ET LE RENOUVELLEMENT DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT UNITAIRES EN 2019

N° S 489 - UTEU - 4

Rapporteur : Bruno Maurin

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu le décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 relatif à l'institution, au recouvrement et à l'affectation des redevances dues par les usagers des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration et notamment son article 9,

Vu la circulaire d'application du décret sus-visé en date du 12 décembre 1978,

Considérant que la redevance assainissement a pour objet d'assurer le financement d'un service qui ne recouvre que la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées,

Que le coût de ces opérations pour les eaux pluviales doit être imputé au budget principal de la collectivité et couvert par les ressources fiscales de celle-ci dans les conditions précisées par l'article 9 du décret susvisé et détaillées dans la circulaire d'application du 12 décembre 1978,

Que le réseau d'assainissement de Laval étant, en partie, de type unitaire, il importe de tenir compte des investissements consentis pour assurer l'évacuation des eaux pluviales et notamment du surdimensionnement des canalisations,

Qu'il appartient à la ville de Laval de fixer forfaitairement la proportion des charges de fonctionnement et d'investissement qui fera l'objet d'une participation du budget principal de la ville de Laval versée au budget annexe de l'assainissement de Laval Agglomération,

Que le service des eaux de Laval Agglomération, en tant que concessionnaire des réseaux d'eaux usées de la ville de Laval, réalise l'entretien de ces réseaux,

Que les réseaux unitaires de la ville de Laval nécessitent un entretien et un renouvellement,

Qu'il convient de définir les modalités de réalisation de ces interventions par le service des eaux de l'agglomération sur les réseaux unitaires communaux par la signature d'une convention entre la ville de Laval et Laval Agglomération,

Que cette délibération s'applique, d'une part, dans le cadre de travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement (charges d'investissement) sur des réseaux de diamètre inférieur à 1 000 mm et d'autre part, dans le cadre de l'entretien (charges de fonctionnement) des réseaux d'assainissement, à tous les diamètres,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les participations du budget principal de la ville de Laval au budget annexe de l'assainissement de Laval Agglomération pour l'entretien et le renouvellement des réseaux d'assainissement unitaires en 2019 sont fixées à :

- 30 % pour les charges de fonctionnement,
- 40 % pour les charges d'investissement.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer les conventions correspondantes, ainsi que tout autre document nécessaire à effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

**Convention
entre
la ville de LAVAL
et
LAVAL Agglomération
pour l'entretien des réseaux unitaires**

ENTRE :

La ville de LAVAL dont le siège social est à 53000 LAVAL - place du onze novembre représentée par Monsieur François ZOCCHETTO, agissant en qualité de maire en vertu d'une délibération en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

LAVAL Agglomération dont le siège social est à 53000 LAVAL - 1 place du Général Ferrié, représentée par Monsieur François ZOCCHETTO, agissant en qualité de président en vertu d'une délibération en date du 10 décembre 2018,

d'autre part.

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le service des eaux de Laval Agglomération est le concessionnaire des réseaux d'eaux usées et, à ce titre, en assure l'entretien.

Une partie des réseaux d'assainissement de la ville de Laval est unitaire, c'est-à-dire qu'ils collectent les eaux usées et les eaux pluviales. La collecte des eaux pluviales est à la charge du budget général de la commune.

Le service des eaux assure l'entretien des réseaux unitaires de la ville de Laval.

CECI AYANT ÉTÉ EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1

Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les obligations respectives du service des eaux de Laval Agglomération concernant les interventions sur les réseaux unitaires de la ville de Laval.

À cet effet, les parties s'accordent sur les prestations suivantes pour l'application de la présente convention :

- réseaux unitaires : Le service des eaux réalise toutes les interventions d'entretien et de renouvellement des réseaux,
- bouches d'engouffrement : Le service des eaux réalise toutes les interventions d'entretien des bouches d'engouffrement ;
- chambre à sable : le service des eaux réalise toutes les interventions d'entretien des chambres à sable.

Article 2

Facturation des interventions réalisées

Le service des eaux transmet chaque année un détail des prestations réalisées à la ville de Laval.

Les prestations seront facturées aux tarifs, et selon les modalités, délibérés par Laval Agglomération.

Article 3

Durée et entrée en vigueur

La présente convention prend effet le 1er janvier 2019 pour une durée de 2 ans. Elle sera ensuite tacitement reconduite par périodes successives d'un an.

L'une des deux parties peut résilier cette convention par courrier sans préavis.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Laval, le

Pour la ville de Laval Pour Laval Agglomération

Le maire,

Le vice-président en charge
de l'environnement

François ZOCCHETTO

Bruno MAURIN

RAPPORT

ANNEXE À LA CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE ACTION COEUR DE VILLE DE LAVAL

Rapporteur : Xavier Dubourg

La ville de Laval et Laval Agglomération ont signé, le 27 juillet 2018, la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville » en présence du ministre de la Cohésion des territoires, Jacques Mézard.

Au titre de cette convention, dans le cadre de la rénovation et de la mise en sécurité d'équipement de centre-ville structurant et accessible aux manifestations culturelles et associatives, la ville de Laval souhaite annexer la fiche action pour la rénovation de la salle polyvalente.

Il s'agit de la rénovation électrique et du système de sécurité incendie de ce bâtiment dont le budget global s'élève à 475 200 € TTC et figurant sur le budget ville de Laval/prêt de la Caisse des dépôts et cautionnement.

Les travaux sont prévus à compter du 20 décembre 2018 jusqu'au 28 février 2019

Il vous est donc proposé d'approuver la fiche action qui sera annexée à la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville » de Laval.

Xavier Dubourg : *Suite à la signature de la convention-cadre action Cœur de ville de Laval avec l'État, nous allons procéder, au fur et à mesure de l'avancement des projets, à la validation d'un certain nombre de fiches actions qui permettent de rentrer dans le dispositif Cœur de ville. Celles-ci concernent les travaux de rénovation électrique et de mise en sécurité de la salle polyvalente, pour 475 200 € TTC. Il vous est proposé de valider cette fiche action, qui permet de faire appel en l'occurrence à un prêt de la Caisse des Dépôts et à un cautionnement. Les travaux, mais cela a déjà été évoqué, vont entraîner une période de fermeture de la salle polyvalente. Mais c'est pour le bien de tous.*

M. Le Maire : *Personne n'est contre la mise en sécurité de la salle polyvalente ? Pas d'abstention ?*

ANNEXE À LA CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE ACTION COEUR DE VILLE DE LAVAL

N° S 489 - UTEU - 5

Rapporteur : Xavier Dubourg

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la communication du ministère de la Cohésion des territoires en date du 27 mars 2018 et la confirmation écrite du ministre Jacques Mézard, du souhait de retenir le territoire de Laval parmi les villes éligibles au dispositif « Action Cœur de Ville »,

Considérant que le cœur de ville de Laval doit faire l'objet d'une politique volontariste et transversale pour renforcer son attractivité et celle de son agglomération,

Que l'implication de la ville de Laval et de Laval Agglomération est requise à la conduite et la réussite de ce projet,

Sur proposition de la commission urbanisme - travaux - écologie urbaine,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La fiche action relative à la rénovation de la salle polyvalente sera annexée à la convention cadre pluriannuelle « Action Cœur de Ville ».

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

VIE QUOTIDIENNE

RAPPORT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA SECTION BASKET-BALL DE L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE LAVALLOISE OMNISPORTS

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Les subventions aux associations ont été votées lors du conseil municipal du 18 décembre 2017.

Dans ce cadre, une subvention de 145 425 € a été attribuée à l'Union sportive lavalloise omnisports dont 42 500 € au bénéfice de sa section basket-ball.

La ville de Laval s'est engagée à aider financièrement la section basket-ball de l'Union sportive lavalloise omnisports par l'attribution d'une subvention complémentaire d'un montant de 3 000 €, liée à leur maintien en nationale 2.

Il convient, par conséquent d'établir un nouvel avenant à la convention de partenariat d'objectifs et de moyens en date du 31 mars 2014 passée avec la ville de Laval.

Il vous est donc proposé d'allouer à la section basket-ball de l'association Union sportive lavalloise omnisports une subvention complémentaire d'un montant total de 3 000 € et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Alexandre Lanoë : *Il s'agit d'une subvention complémentaire qui serait attribuée à l'équipe de nationale 2 de l'USL pour un montant de 3 000 €. Il vous est proposé d'attribuer cette somme complémentaire.*

M. Le Maire : *Je ne doute pas que vous suivez tous les très bons résultats de cette équipe, qui mérite d'être encouragée. Personne n'est contre ? Personne ne s'abstient ?*

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA SECTION BASKET-BALL DE L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE LAVALLOISE OMNISPORTS

N° S 489 - VQ - 1

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal du 18 décembre 2017 portant sur le vote des subventions aux associations,

Considérant qu'une subvention de 145 425 € a été attribuée à l'Union sportive lavalloise omnisports, dont 42 500 € au bénéfice de sa section basket-ball,

Que la ville de Laval s'est engagée à aider financièrement la section basket-ball de l'Union sportive lavalloise omnisports par l'attribution d'une subvention complémentaire liée à leur maintien en nationale 2,

Qu'un nouvel avenant doit être établi, à cet effet, à la convention de partenariat d'objectifs et de moyens en date du 31 mars 2014 passée avec la ville de Laval,

Sur proposition de la commission vie quotidienne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une subvention complémentaire de 3 000 € est attribuée à la section basket-ball de l'association l'Union sportive lavalloise omnisports au titre de l'année 2018.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AVENANT 5

à la convention d'objectifs et de moyens au titre de 2018

ENTRE

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association **Union Sportive Lavalloise (USL)**, représentée par sa présidente, dûment mandatée à cet effet,

d'autre part,

En application de l'article 10 de la convention en date du 31 mars 2014, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : SUBVENTIONS 2018

Pour 2018, la ville de Laval attribue à l'USL une subvention dont le montant est fixé à **148 425 €** et qui se décompose comme suit :

| | prime projet | animations partenariales | aide forfaitaire à l'emploi |
|-------------------|--------------|--------------------------|-----------------------------|
| Omnisports | 4 000 € | 16 200 € | 36 000 € |

| SECTIONS | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | |
|----------------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------------|
| | | organisation de manifestations | soutien de haut niveau |
| Athlétisme | 6 100 € | 2 000 € (1) | |
| Basket | 15 000 € | 4 500 € (2) | 26 000 € |
| Cirque | 1 500 € | | |
| Danse/Théâtre | 4 000 € | | |
| Football | 9 000 € | | |
| Gymnastique | 16 725 € | | |
| Handball | 3 500 € | | |
| Tir à l'Arc | 3 900 € | | |
| Total | 59 725 € | 6 500 € | 26 000 € |

(1) Ekiden.

(2) Gala de basket (1 500 € subvention projet + 3 000 € maintien en N2).

S'agissant des animations municipales se déroulant sur le site sportif d'Hilard, la mise en place de celles-ci s'effectuera comme suit :

- planification de l'activité en début d'année scolaire. La demande est à faire par la direction des sports, le plus tôt possible, avant la mise en place des activités, auprès de l'USL qui confirmera la disponibilité de l'équipe d'encadrement.

Dans le cas où aucun éducateur de l'USL ne serait disponible, il pourra être fait appel à des éducateurs de la direction des sports.

En ce qui concerne l'animation partenariale, le nombre d'heures assurées par l'USL est fixé à 900 h pour 2018.

Article 2 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention en date du 31 mars 2014 et des avenants 1 à 4 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités, de la vie
associative et du sport,**

**La présidente
de l'Union Sportive Lavalloise,**

Alexandre LANOË

Jacqueline DALIBARD

RAPPORT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA SECTION VOLLEY-BALL DE L'ASSOCIATION ASPTT LAVAL OMNISPORTS

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Les subventions aux associations ont été votées lors du conseil municipal du 18 décembre 2017.

Dans ce cadre, une subvention de 27 700 € a été attribuée à l'ASPTT Laval dont 11 850 € au bénéfice de sa section volley-ball.

La ville de Laval s'est engagée à aider financièrement la section volley-ball de l'association ASPTT Laval omnisports par l'attribution d'une subvention complémentaire liée à leur maintien en nationale 3.

Il convient, par conséquent, d'établir un nouvel avenant à la convention de partenariat d'objectifs et de moyens en date du 31 mai 2010 passée avec la ville de Laval.

Il vous est donc proposé d'allouer à la section volley-ball de l'association ASPTT Laval Omnisports une subvention complémentaire d'un montant total de 4 000 € et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Alexandre Lanoë : *C'est la même chose que l'USL concernant la nationale 3 de l'ASPTT volley-ball. Ce qui vous prouve, d'ailleurs comme l'avait dit Didier Pillon tout à l'heure, et je vous l'ai dit, qu'il y a des subventions en cours d'année qui s'ajoutent au budget primitif.*

M. le Maire : *C'est une remarque importante parce que là, en deux délibérations, nous changeons de 7 000 € le montant déjà versé globalement aux associations, en cours d'année. Monsieur Guillot.*

Aurélien Guillot : *Une petite question budgétaire, du coup, parce que vous dites que vous rajoutez en cours d'année. Fort bien, mais qu'est-ce qui est prévu comme ajout exceptionnel ? Même si vous ne dites pas que ce sera pour telle ou telle association, il faut quand même le budgéter. Je veux bien qu'on dise que dans l'année, on ne prévoit pas tout dès le début...*

Alexandre Lanoë : *Il y a trois manières de faire des subventions complémentaires en cours d'année. La première, c'est des recettes exceptionnelles. La deuxième, c'est par exemple des fonds de réserve, c'est-à-dire des sommes qui n'auraient pas été affectées et qui sont sur ce qu'on appelle le chapitre 65, le chapitre des subventions. Nous avons deux fonds pour l'année 2019, un d'à peu près 50 000 € et l'autre d'à peu près 20 000 € pour le sport, soit 70 000 €. L'autre, c'est par exemple des réaffectations d'économies sur le fonctionnement de certains services, comme cela peut arriver, qui sont ensuite réaffectées à une subvention.*

M. Le Maire : *Merci.*

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA SECTION VOLLEY-BALL DE L'ASSOCIATION ASPTT LAVAL OMNISPORTS

N° S 489 - VQ - 2

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal du 18 décembre 2017 portant sur le vote des subventions aux associations,

Considérant qu'une subvention de 27 700 € a été attribuée à l'ASPTT Laval Omnisports dont 11 850 € au bénéfice de sa section volley-ball,

Que la ville de Laval s'est engagée à aider financièrement la section volley-ball de l'association ASPTT Laval Omnisports par l'attribution d'une subvention complémentaire liée à leur maintien en nationale 3,

Qu'un nouvel avenant doit être établi à la convention de partenariat d'objectifs et de moyens en date du 31 mai 2010 passée avec la ville de Laval,

Sur proposition de la commission vie quotidienne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une subvention complémentaire de 4 000 € est attribuée à la section volley-ball de l'association ASPTT Laval omnisports au titre de l'année 2018.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

AVENANT N°9

à la convention de partenariat en date du 31 mai 2010

ENTRE

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association ASPTT Laval, représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 10 de la convention en date du 31 mai 2010, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : SUBVENTIONS 2018

Pour l'année 2018, une subvention de **31 700 €** est allouée à l'association ASPTT Laval. Ce montant figure au budget primitif 2018 de la ville de Laval.

Cette subvention se répartit comme suit :

| SECTIONS | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | | |
|----------------------------------|-------------------------------|--|--------------------------|-----------------|
| | | soutien équipe N3 féminine + manifestation | animations partenariales | aide à l'emploi |
| <u>Football</u> | 7 000 € | | | 2 400 € |
| <u>Kidi sport</u> | 100 € | | | |
| <u>Randonnée Pédestre</u> | 50 € | | | |
| <u>Volley-ball</u> | 11 600 € | 4 250 € (3) | | |
| <u>Omnisports</u> | 1 700 € (1) | | 3 600 € (2) | 1 000 € |
| <u>TOTAL</u> | 20 450 € | 11 250 € | | |

(1) prime projets club.

(2) aide financière attribuée dans le cadre de la mise en place d'animations menées par l'ASPTT Laval en partenariat avec Ville de Laval.

(3) organisation d'une coupe de France jeunes (250 €) + maintien en N3 (4 000 €).

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : AUTRES DISPOSITIONS

Les autres dispositions de la convention en date du 31 mai 2010 et des avenants 1 à 8 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

Alexandre LANOË

**Le Président
de l'ASPTT Laval,**

Daniel COQUELIN

RAPPORT

CONVENTIONS AVEC LES ASSOCIATIONS POUR 2019

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Dans le cadre des attributions des subventions aux associations, des dispositions législatives et réglementaires font obligation aux personnes publiques attribuant une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir, avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

Par ailleurs, dans un cadre de travail en partenariat, la ville de Laval formalise ses relations avec des associations qui bénéficient de subventions inférieures à 23 000 €, au travers de conventions ou d'avenants aux conventions.

Il vous est proposé d'autoriser le maire ou son représentant à signer les conventions ou avenants, permettant le versement des subventions supérieures à 23 000 € ou destinés à formaliser le partenariat entre la ville et les associations.

Alexandre Lanoë : *Là, nous sommes sur une subvention classique annuelle au niveau du budget. C'est une proposition de délibération avec la liste des associations dans l'ensemble des secteurs concernés, avec lesquels la ville a obligation, étant dans un montant supérieur à 23 000 € ou par volonté politique récente ou ancienne, de passer une convention. Ce qui prouve, et je le précise une fois de plus, au cas où les choses n'auraient pas été assez claires, qu'il n'y a pas eu de baisse des subventions entre 2018 et 2019. Je dis cela notamment à l'endroit de nos amis de la presse, si jamais ils avaient compris autre chose.*

M. Le Maire : *Non, ils se font leur idée. Qui est contre les conventions avec les associations ? Qui s'abstient ? Je précise que Jacques Phelippot ne prend pas part au vote, puisqu'il est président du centre d'information jeunesse.*

CONVENTIONS AVEC LES ASSOCIATIONS POUR 2019

N° S 489 - VQ - 3

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018, portant adoption du budget primitif 2019,

Considérant que les dispositions législatives et réglementaires susvisées font obligation aux personnes publiques attribuant une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention,

Qu'il convient de conclure une convention ou un avenant en ce sens avec chacune des associations concernées,

Que la ville de Laval, dans le cadre d'un travail en partenariat avec des associations qui bénéficient de subventions inférieures à 23 000 €, formalise ses relations avec elles au travers de conventions ou d'avenants,

Sur proposition de la commission vie quotidienne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval attribue des subventions aux associations suivantes :

- Art zygote : 19 000 €,
- Orchestre d'Harmonie de Laval : 16 000 €,
- L'art au centre : 10 000€,
- L'œil mécanique : 4 000 €,
- Jeunesses musicales de France de Laval – La Mayenne : 3 000 €,
- Académie Lyrique des Pays de la Loire : 15 000 €,
- Croix-rouge française (halte garderie Pomme d'Api) : 53 460 €,
- Aid' a dom (micro crèche) : 31 635 €,
- ADAVIP : 6 700 €,
- Alcool assistance : 8 500 €,
- Secours populaire français : 12 000 €,
- Centre information jeunesse (CIJ) : 127 266 €,
- Comité des œuvres sociales des employés municipaux (COSEM) : 183 000 €,
- Comité de jumelage coopération Laval Garango : 26 000 €,
- Office des Retraités et Personnes de l'Agglomération Lavalloise (ORPAL) : 119 099 €,
- ASPTT : 30 700 €,
- Association Sportive du Bourny Football : 23 000 €,
- Francs-archers : 38 170 €,
- Laval Bourny Gym : 27 150 €,
- Laval Cyclisme 53 : 48 000 €,
- Pégase Organisation Courses cyclistes (POCC) : 23 000 €,
- Stade Lavallois Omnisports : 108 000 €,

- Union Sportive Lavalloise (USL) : 147 350 €,
- L'Étoile Lavalloise futsal club : 18 000 €,
- Judo Club Lavallois : 4 700 €,
- Canoë-kayak Laval : 10 750 €,
- Centre Lavallois d'éducation populaire (CLEP) : 168 963 €.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer les conventions ou avenants aux conventions avec ces associations, notamment.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Jacques PHELIPPOT, en tant que président du Centre information jeunesse (CIJ), ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



CONVENTION TRIENNALE D'OBJETIFS ET DE MOYENS

AVEC L'ASSOCIATION ART ZYGOTE 2019 – 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

La ville de Laval

Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 Laval Cedex
représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018
siret n° 215 301 300 000 12
code APE : 8411Z

d'une part,

ET :

L'association Art Zygote

25 rue Albert Einstein - 53000 Laval
représentée par M. Marcel LEBIHAN, agissant en qualité de co-président,
siret n° 418192076

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

La présente convention est conclue en application des dispositions combinées de l'article 10 de la loi n° 2000 - 321 du 12 avril 2000 et du décret 2001 - 495 du 6 juin 2001 pris pour application.

Au terme de ce dispositif, les personnes publiques attribuant une subvention d'un montant annuel supérieur à 23 000 € doivent établir, avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

La ville de Laval a affirmé son souhait de soutenir, développer et pérenniser les activités théâtrales, danse, art plastiques, écriture et art visuels.

Dans ce but, elle souhaite, au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec tout organisme susceptible de répondre au mieux aux objectifs précités.

L'association Art Zygote s'inscrit entièrement dans ce cadre de par ses années d'expérience professionnelle, la qualité de ses productions, sa sensibilisation à l'art auprès du public et de sa dynamique culturelle dans la cité.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'association Art Zygote, conformément à ses statuts. De ce fait, l'association Art Zygote s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- la création d'un minimum de deux spectacles théâtraux sur trois ans,
- la poursuite et le développement du travail mené jusqu'ici en direction de tous les publics,
- la sensibilisation des publics au théâtre sous diverses formes :
 - + ateliers et stages à l'intention de tous les publics,
 - + rencontres artistiques,
 - + répétitions publiques,
 - + participation à divers événements culturels sur la ville,
- le développement des partenariats avec les acteurs sociaux et culturels, ainsi qu'avec le tissu associatif lavallois.

Article 2 - CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE LAVAL

2.1 Moyens financiers

Afin de soutenir l'action/les actions mentionnée(s) à l'article 1, et sous réserve que l'association Art Zygote respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 57 000 € pour les trois années, qui se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020 et 2021 :

- année 2019 : 19 000 €,
- année 2020 : 19 000 €,
- année 2021 : 19 000 €.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association Art Zygote lorsque les procédures décrites aux articles 4,5 et 6 de la présente convention seront respectées.

2.2 Prestations en nature

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires à accorder des prestations en nature à l'association Art Zygote. Ces prestations se matérialisent par la mise à disposition de matériel technique.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'association Art Zygote.

2.3 Communication

Chaque partie fera systématiquement état de la participation des cosignataires à chaque fois qu'il sera fait mention de sa collaboration.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association Art Zygote s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions dans la limite du budget proposé,
- respecter les obligations légales en matière de droit fiscal et de droit du travail,
- effectuer l'affichage, pour la publicité des manifestations, sur les emplacements prévus à cet effet et autorisés par la ville, dans le respect des réglementations en vigueur en matière d'affichage, et notamment de l'article L. 581-13 du code de l'environnement,
- signaler à la ville de Laval toute modification intervenue dans ses statuts, dans la composition de ses organes de direction ou dans le choix du consultant de l'opération (mission(s) subventionnée(s)) ;

Article 4 - OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association Art Zygote s'engage à communiquer à la ville de Laval :

- pour la date de dépôt des demandes de subvention, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité détaillé,
- le budget prévisionnel pour l'exercice 2019 ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, les autres financements attendus en distinguant les apports des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires et des ressources propres,
- les perspectives qu'elle entend développer pour l'année à venir,
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1 (mises à disposition de locaux, de personnel...).

L'association Art Zygote s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes, apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

Article 5 - ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la ville de Laval a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Chaque année, ou au maximum deux mois avant l'échéance de la convention, une réunion de bilan sera organisée entre la ville de Laval et l'association Art Zygote. À cette occasion, celle-ci devra produire un bilan des activités menées au cours de la période d'exécution de la convention.

À l'issue de cette réunion, la ville de Laval produit un document de synthèse d'appréciation de la réalisation des objectifs et propose les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, par avenant ou par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la ville de Laval, des conditions d'exécution de la convention par l'association Art Zygote, la ville de Laval peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation, par l'association Art Zygote, des documents mentionnés à l'article 4.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

Article 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la ville de Laval se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

**Le Maire,
Pour le maire et par délégation
l'adjoint au maire,
délégué à la culture et au patrimoine,**

**Le co-Président de l'Association
Art Zygote**

Didier PILLON

Marcel LEBIHAN



CONVENTION TRIENNALE D'OBJETIFS ET DE MOYENS
AVEC L'ASSOCIATION
ORCHESTRE D'HARMONIE DE LAVAL
2019 – 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Laval

Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 Laval Cedex
représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018
siret n° 215 301 300 000 12
code APE : 8411Z

d'une part,

ET :

L'association Orchestre d'Harmonie de Laval

27 rue de Bretagne - 53000 Laval
représentée par Mme Chantal LEBOHEC, agissant en qualité de présidente,
siret n° 493048201

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La présente convention est conclue en application des dispositions combinées de l'article 10 de la loi n° 2000 - 321 du 12 avril 2000 et du décret 2001 - 495 du 6 juin 2001 pris pour application.

Au terme de ce dispositif, les personnes publiques attribuant une subvention d'un montant annuel supérieur à 23 000 € doivent établir, avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

La ville de Laval a affirmé son souhait de soutenir, développer et pérenniser la création, la production et la diffusion d'œuvres plastiques, audiovisuelles et cinématographiques.

Dans ce but, elle souhaite, au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec tout organisme susceptible de répondre au mieux aux objectifs précités.

L'association Orchestre d'Harmonie de Laval œuvrant pour le développement des pratiques collectives amateurs, s'inscrit entièrement dans ce cadre de par ses années d'expérience professionnelle, la qualité de ses projets, de ses créations artistiques et sa dynamique culturelle dans la cité.

Ambassadeur de la ville de Laval et animateur de la vie de sa région, l'Orchestre d'Harmonie de Laval rassemble une soixantaine de musiciens amateurs et professionnels, issus, pour la plupart du conservatoire à rayonnement départemental. L'Harmonie est restée fidèle à sa mission de diffusion de la musique vivante et a su faire évoluer son répertoire pour proposer aujourd'hui des œuvres nouvelles et originales.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval, conformément à ses statuts. De ce fait, l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- accueillir des élèves du conservatoire à rayonnement départemental de Laval dans le cadre de leur pratique collective,
- poursuivre et développer le travail mené jusqu'ici en direction de tous les publics,
- participer aux cérémonies commémoratives et à divers événements culturels de la ville de Laval,
- développer des partenariats avec les acteurs sociaux et culturels ainsi qu'avec le tissu associatif lavallois.

Article 2 - CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE LAVAL

2.1 Moyens financiers

Afin de soutenir l'action/les actions mentionnée(s) à l'article 1, et sous réserve que l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 48 000 € pour les trois années, qui se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020 et 2021 :

- année 2019 : 16 000 €,
- année 2020 : 16 000 €,
- année 2021 : 16 000 €.

Dont, respectivement :

- 6 700 € au titre de la participation au fonctionnement de l'association et à l'accueil des élèves du conservatoire à rayonnement départemental,
- 7 300 € au titre de la participation à la rémunération du chef d'orchestre,
- 2 000 € au titre de l'aide au projet.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval lorsque les procédures décrites aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention seront respectées.

2.2 Prestations en nature

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires, à accorder des prestations en nature à l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval. Ces prestations se matérialisent par la mise à disposition :

- du lieu de diffusion,
- du personnel technique,
- de matériel technique,
- du véhicule de transport,
- des instruments,
- de la réalisation de supports publicitaires.

L'agent de sécurité reste à la charge de l'association.

La ville de Laval s'engage à mettre à disposition de l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval, dans le cadre des répétitions, des lieux de répétitions et de stockage ainsi que des instruments de musique. La mise à disposition de ces locaux et instruments font l'objet d'une convention spécifique annuelle.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval.

2.3 Mise à disposition de salles municipales

La ville de Laval s'engage à accorder la gratuité des salles municipales nécessaires à la réalisation des activités prévues par la présente convention, et ce pour la durée totale de l'événement. Toute demande supplémentaire non liée à cette convention, devra faire l'objet d'une demande spécifique et sera soumise à validation par les services compétents.

2.4 Communication

Chaque partie fera systématiquement état de la participation des cosignataires à chaque fois qu'il sera fait mention de sa collaboration.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions dans la limite du budget proposé,
- respecter les obligations légales en matière de droit fiscal et de droit du travail,
- effectuer l'affichage, pour la publicité des manifestations, sur les emplacements prévus à cet effet et autorisés par la ville, dans le respect des réglementations en vigueur en matière d'affichage, et notamment de l'article L. 581-13 du code de l'environnement,
- signaler à la ville de Laval toute modification intervenue dans ses statuts, dans la composition de ses organes de direction ou dans le choix du consultant de l'opération (mission(s) subventionnée(s)).

Article 4 - OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval s'engage à communiquer à la ville de Laval :

- pour la date de dépôt des demandes de subvention, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité détaillé,
- le budget prévisionnel pour l'exercice 2019 ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, les autres financements attendus en distinguant les apports des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires et des ressources propres,
- les perspectives qu'elle entend développer pour l'année à venir,
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1 (mises à disposition de locaux, de personnel...).

L'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes, apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

Article 5 - ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la ville de Laval a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Chaque année, ou au maximum deux mois avant l'échéance de la convention, une réunion de bilan sera organisée entre la ville de Laval et l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval. À cette occasion, celle-ci devra produire un bilan des activités menées au cours de la période d'exécution de la convention.

À l'issue de cette réunion, la ville de Laval produit un document de synthèse d'appréciation de la réalisation des objectifs et propose les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, par avenant ou par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la ville de Laval, des conditions d'exécution de la convention par l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval, la ville de Laval peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation, par l'association de l'Orchestre d'Harmonie de Laval, des documents mentionnés à l'article 4.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

Article 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la ville de Laval se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

**Le Maire,
Pour le maire et par délégation
l'adjoint au maire,
délégué à la culture et au patrimoine,**

**La Présidente de l'Association
de l'Orchestre d'Harmonie de Laval**

Didier PILLON

Chantal LEBOHEC



CONVENTION TRIENNALE D'OBJETIFS ET DE MOYENS
AVEC L'ASSOCIATION « L'ART AU CENTRE »
2019 – 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

La ville de Laval

Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 Laval Cedex
représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018
siret n° 215 301 300 000 12
code APE : 8411Z

d'une part,

ET:

L'association « l'Art au Centre »

36 place Hardy de Levaré - 53000 Laval
représentée par Mme Isabelle MARCHAND, agissant en qualité de présidente,
siret n° 813 298 882 000 16
code APE : 9499Z

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

La présente convention est conclue en application des dispositions combinées de l'article 10 de la loi n° 2000 - 321 du 12 avril 2000 et du décret 2001 - 495 du 6 juin 2001 pris pour application.

Au terme de ce dispositif, les personnes publiques attribuant une subvention d'un montant annuel supérieur à 23 000 € doivent établir, avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

La ville de Laval a affirmé son souhait de soutenir, développer et pérenniser la création, la production et la diffusion d'œuvres plastiques, audiovisuelles et cinématographiques.

Dans ce but, elle souhaite, au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec tout organisme susceptible de répondre au mieux aux objectifs précités.

L'association « l'Art au Centre » s'inscrit entièrement dans ce cadre de par ses années d'expérience professionnelle, la qualité de ses productions et de son réseau, sa sensibilisation à l'art auprès des publics jeunes, empêchés, à mobilité réduite entre autres, et sa dynamique culturelle dans la cité.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'association « l'Art au Centre », conformément à ses statuts. De ce fait, l'association « l'Art au Centre » s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- créer en fin d'année un parcours-exposition artistique temporaire ayant pour titre « Urbanités ». Ce projet se déploie dans l'accrochage d'œuvres d'artiste(s) dans les quatre salles du rez-de-chaussée du dit « musée école de la Perrine » et dans un parcours artistique hors les murs, reliant la rive droite du centre historique à sa périphérie en suivant le tracé de l'enceinte médiévale. Ce parcours artistique fait l'objet d'une convention de partenariat précisant de manière détaillée son exécution,
- mettre en place de trois expositions saisonnières ayant pour but de faire découvrir des œuvres d'artistes contemporains de renom ou relatif à des événements de la cité (Laval Virtual et Lecture en Tête),
- mettre en place des ateliers plastiques et des chantiers « Argent de poche » avec des jeunes dans le cadre de la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse),
- développer des partenariats avec les acteurs sociaux, économiques et culturels locaux,
- développer ses actions culturelles autour de la mise en valeur du patrimoine architectural de la ville de Laval en créant des passerelles visuelles dans la palette architecturale de la ville de Laval, du médiéval au contemporain.

Article 2 - CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE LAVAL

2-1 Moyens financiers

Afin de soutenir l'action/les actions mentionnée(s) à l'article 1, et sous réserve que l'association « l'Art au Centre » respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 30 000 € pour les trois années, qui se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020 et 2021 :

- année 2019 : 10 000 €,
- année 2020 : 10 000 €,
- année 2021 : 10 000 €.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association « l'Art au Centre » lorsque les procédures décrites aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention seront respectées.

2-2 Prestations en nature

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires disponible, à accorder des prestations en nature à l'association « l'Art au Centre ». Elles se concrétisent de la manière suivante :

- mise à disposition de matériel technique,
- transport aller et retour des œuvres,
- prise en compte des frais d'assurance des œuvres retenues à hauteur de leur valeur d'assurance « clou à clou ».

2-3 Communication

Chaque partie fera systématiquement état de la participation des cosignataires à chaque fois qu'il sera fait mention de sa collaboration.

La ville de Laval s'engage à :

- assurer l'impression des affiches, flyers, tracts, plaquettes et programmes pour un montant à hauteur maximale de 1 200 € TTC.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de « l'Art au Centre ».

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association « l'Art au Centre » s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions dans la limite du budget proposé,
- respecter les obligations légales en matière de droit fiscal et de droit du travail,
- effectuer l'affichage, pour la publicité des manifestations, sur les emplacements prévus à cet effet et autorisés par la ville, dans le respect des réglementations en vigueur en matière d'affichage, et notamment de l'article L581-13 du code de l'environnement,
- signaler à la ville de Laval toute modification intervenue dans ses statuts, dans la composition de ses organes de direction ou dans le choix du consultant de l'opération (mission(s) subventionnée(s)) ;

Article 4 - OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association « l'Art au Centre » s'engage à communiquer la ville de Laval :

- pour la date de dépôt des demandes de subvention, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité détaillé,
- le budget prévisionnel pour l'exercice 2019 ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, les autres financements attendus en distinguant les apports des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires et des ressources propres,
- les perspectives qu'elle entend développer pour l'année à venir,
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1 (mises à disposition de locaux, de personnel...).

L'association « l'Art au Centre » s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes, apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

Article 5 - ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la ville de Laval a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Chaque année, ou au maximum deux mois avant l'échéance de la convention, une réunion de bilan sera organisée entre la ville de Laval et l'association « l'Art au Centre ». À cette occasion, celle-ci devra produire un bilan des activités menées au cours de la période d'exécution de la convention.

À l'issue de cette réunion, la ville de Laval produit un document de synthèse d'appréciation de la réalisation des objectifs et propose les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, par avenant ou par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la ville de Laval, des conditions d'exécution de la convention par l'association « l'Art au Centre », la ville de Laval peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'association « l'Art au Centre » des documents mentionnés à l'article 4.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

Article 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la ville de Laval se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

**Le Maire,
Pour le maire et par délégation
l'adjoint au maire,
délégué à la culture et au patrimoine,**

**La Présidente de l'Association
« l'Art au Centre »**

Didier PILLON

Isabelle MARCHAND



CONVENTION TRIENNALE D'OBJETIFS ET DE MOYENS
AVEC L'ASSOCIATION L'OEIL MECANIQUE
2019 – 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

La ville de Laval

Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 Laval Cedex

représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018

siret n° 215 301 300 000 12

code APE : 8411Z

d'une part,

ET :

L'association L'Oeil Mécanique

27 rue de Bretagne - 53000 Laval

représentée par Mme Myriam OUMARJAL, agissant en qualité de présidente,

Siret n° 522809201

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

La ville de Laval a affirmé son souhait de soutenir, développer et pérenniser la création, la production et la diffusion d'œuvres plastiques, audiovisuelles et cinématographiques.

Dans ce but, elle souhaite, au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec tout organisme susceptible de répondre au mieux aux objectifs précités.

L'association L'Oeil Mécanique s'inscrit entièrement dans ce cadre de par ses années d'expérience professionnelle, la qualité de ses productions, sa sensibilisation à l'art auprès du public et de sa dynamique culturelle dans la cité.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'association L'Oeil Mécanique, conformément à ses statuts. De ce fait, l'association L'Oeil Mécanique s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- apporter un soutien logistique et technique à des événements organisés par le conservatoire, par le prêt de matériel, l'installation de dispositifs de prise de vues et/ou de projection vidéo, suivant les besoins et projets portés à sa connaissance et selon les disponibilités,
- proposer des stages d'initiations à la prise de vue et au montage sur les thématiques « Arts visuels et accompagnement audiovisuel de projets musicaux initiés par de jeunes groupes du DMAC »,
- mutualiser du matériel de prise de vue et de prise de son avec le pôle ado des Pommeraies et les juniors associations qui lui sont rattachés, suivant les besoins et projets portés à sa connaissance et selon les disponibilités.

Article 2 - CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE LAVAL

2-1 Moyens financiers

Afin de soutenir l'action/les actions mentionnée(s) à l'article 1, et sous réserve que l'association L'Oeil Mécanique respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 12 000 € pour les trois années, qui se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020 et 2021 :

- année 2019 : 4 000 €
- année 2020 : 4 000 €
- année 2021 : 4 000 €

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association L'Oeil Mécanique lorsque les procédures décrites aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention seront respectées.

2-2 Prestation en nature

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires à accorder des prestations en nature à l'association L'Oeil Mécanique. Ces prestations se matérialisent par la mise à disposition de matériel technique.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'association L'Oeil Mécanique.

2-3 Communication

Chaque partie fera systématiquement état de la participation des cosignataires à chaque fois qu'il sera fait mention de sa collaboration.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association L'Oeil Mécanique s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions dans la limite du budget proposé,

- respecter les obligations légales en matière de droit fiscal et de droit du travail,
- effectuer l'affichage, pour la publicité des manifestations, sur les emplacements prévus à cet effet et autorisés par la ville, dans le respect des réglementations en vigueur en matière d'affichage, et notamment de l'article L581-13 du code de l'environnement,
- signaler à la ville de Laval toute modification intervenue dans ses statuts, dans la composition de ses organes de direction ou dans le choix du consultant de l'opération (mission(s) subventionnée(s)).

Article 4 - OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association L'Oeil Mécanique s'engage à communiquer à la ville de Laval :

- pour la date de dépôt des demandes de subvention, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité détaillé,
- le budget prévisionnel pour l'exercice 2019 ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, les autres financements attendus en distinguant les apports des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires et des ressources propres,
- les perspectives qu'elle entend développer pour l'année à venir,
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1 (mises à disposition de locaux, de personnel...).

L'association L'Oeil Mécanique s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes, apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

Article 5 - ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la ville de Laval a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Chaque année, ou au maximum deux mois avant l'échéance de la convention, une réunion de bilan sera organisée entre la ville de Laval et l'association L'Oeil Mécanique. À cette occasion, celle-ci devra produire un bilan des activités menées au cours de la période d'exécution de la convention.

À l'issue de cette réunion, la ville de Laval produit un document de synthèse d'appréciation de la réalisation des objectifs et propose les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, par avenant ou par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la ville de Laval, des conditions d'exécution de la convention par l'association L'Oeil Mécanique, la ville de Laval peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'association L'Oeil Mécanique des documents mentionnés à l'article 4.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

Article 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la ville de Laval se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

**Le Maire,
Pour le maire et par délégation
l'adjoint au maire,
délégué à la culture et au patrimoine,**

**La Présidente de l'Association
L'Oeil Mécanique**

Didier PILLON

Myriam OUMARJAL



CONVENTION TRIENNALE D'OBJETIFS ET DE MOYENS

AVEC L'ASSOCIATION DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE DE LAVAL – LA MAYENNE

2019 – 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS:

La ville de Laval

Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 Laval Cedex

représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018

siret n° 215 301 300 000 12

code APE : 8411Z

d'une part,

ET:

L'association des Jeunes musicales de France de Laval - la Mayenne

2 impasse des Grenadiers - 53810 Changé

représentée par Mme Mauricette SEMIN, agissant en qualité de présidente,

siret n° en cours

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT:

PRÉAMBULE

La ville de Laval a affirmé son souhait de soutenir, développer et pérenniser la création, la production et la diffusion d'œuvres plastiques, audiovisuelles et cinématographiques.

Dans ce but, elle souhaite, au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec tout organisme susceptible de répondre au mieux aux objectifs précités.

L'association des Jeunes musicales de France de Laval - la Mayenne s'inscrit entièrement dans ce cadre de par ses années d'expérience professionnelle, la qualité de son organisation, de sa programmation sur le territoire lavallois de concerts musicaux en direction du jeune public scolaire et de sa dynamique culturelle dans la cité.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne, conformément à ses statuts. De ce fait, l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- par convention annuelle avec le Théâtre-Scène conventionnée de Laval, intégrer à la programmation de la saison culturelle ses concerts ; le Théâtre-scène conventionnée de Laval mettant à disposition les locaux et son équipe technique,
- modérer le prix des places afin d'obtenir l'accessibilité la plus large possible.

Article 2 - CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE LAVAL

2-1 Moyens financiers

Afin de soutenir l'action/les actions mentionnée(s) à l'article 1, et sous réserve que l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 9 000 € pour les trois années, qui se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020 et 2021 :

- année 2019 : 3 000 €
- année 2020 : 3 000 €
- année 2021 : 3 000 €

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne lorsque les procédures décrites aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention seront respectées.

2-2 Prestations en nature

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires à accorder des prestations en nature à l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne. Ces prestations se matérialisent par la mise à disposition de matériel technique.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne.

2-3 Communication

Chaque partie fera systématiquement état de la participation des cosignataires à chaque fois qu'il sera fait mention de sa collaboration.

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions dans la limite du budget proposé,
- respecter les obligations légales en matière de droit fiscal et de droit du travail,

- effectuer l'affichage, pour la publicité des manifestations, sur les emplacements prévus à cet effet et autorisés par la ville, dans le respect des réglementations en vigueur en matière d'affichage, et notamment de l'article L. 581-13 du code de l'environnement,
- signaler à la ville de Laval toute modification intervenue dans ses statuts, dans la composition de ses organes de direction ou dans le choix du consultant de l'opération (mission(s) subventionnée(s)).

Article 4 - OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne s'engage à communiquer à la ville de Laval :

- pour la date de dépôt des demandes de subvention, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité détaillé,
- le budget prévisionnel pour l'exercice 2019 ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, les autres financements attendus en distinguant les apports des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires et des ressources propres,
- les perspectives qu'elle entend développer pour l'année à venir,
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1 (mises à disposition de locaux, de personnel...).

L'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes, apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

Article 5 - ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la ville de Laval a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Chaque année, ou au maximum deux mois avant l'échéance de la convention, une réunion de bilan sera organisée entre la ville de Laval et l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne. À cette occasion, celle-ci devra produire un bilan des activités menées au cours de la période d'exécution de la convention.

À l'issue de cette réunion, la ville de Laval produit un document de synthèse d'appréciation de la réalisation des objectifs et propose les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, par avenant ou par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la ville de Laval, des conditions d'exécution de la convention par l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne, la ville de Laval peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'association des Jeunesses musicales de France de Laval - la Mayenne des documents mentionnés à l'article 4.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

Article 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la ville de Laval se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

**Le Maire,
Pour le maire et par délégation
l'adjoint au maire,
délégué à la culture et au patrimoine,**

**La Présidente de l'Association
des Jeunesses musicales de France
de Laval - la Mayenne**

Didier PILLON

Mauricette SEMIN



CONVENTION TRIENNALE D'OBJETIFS ET DE MOYENS
AVEC L'ASSOCIATION
« ACADEMIE LYRIQUE DES PAYS DE LOIRE » (ALPL)
2019 – 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Laval

Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 Laval Cedex
représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018
siret n° 215 301 300 000 12
code APE : 8411Z

d'une part,

ET :

L'association « Académie Lyrique des Pays de Loire » (ALPL)

8 place Saint-Martin - 53210 Louvigné
représentée par Jean-François Carric, agissant en qualité de président,
siret n° 5220 7797 3000 17
mail :
ci-après dénommée l'ALPL,

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La présente convention est conclue en application des dispositions combinées de l'article 10 de la loi n° 2000 - 321 du 12 avril 2000 et du décret 2001 - 495 du 6 juin 2001 pris pour application.

Au terme de ce dispositif, les personnes publiques attribuant une subvention d'un montant annuel supérieur à 23 000 € doivent établir, avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, une convention définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention.

La ville de Laval a affirmé son souhait de soutenir, développer et pérenniser la création, la production et la diffusion d'œuvres plastiques, audiovisuelles et cinématographiques.

Dans ce but, elle souhaite, au travers d'un conventionnement, formaliser le partenariat avec tout organisme susceptible de répondre au mieux aux objectifs précités.

L'ALPL s'inscrit entièrement dans ce cadre de par ses années d'expérience professionnelle, la qualité de ses productions et de son réseau, sa sensibilisation à l'art auprès des publics jeunes, empêchés, à mobilité réduite entre autres, et sa dynamique culturelle dans la cité.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'ALPL conformément à ses statuts. De ce fait, l'ALPL s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- créer un festival lyrique annuel sur trois ans : « Laval Opéra festival »,
- poursuivre et développer le travail mené jusqu'ici en direction de tous les publics, notamment les publics scolaires,
- sensibiliser les publics à l'opéra sous diverses formes :
 - * concerts à l'intention de tous les publics,
 - * rencontres autour de conférenciers,
 - * répétitions de spectacles pour les scolaires,
 - * participation à divers événements culturels lyriques organisés dans les collèges et lycées,
- développer le partenariat avec les acteurs sociaux et culturels ainsi qu'avec le tissu associatif lavallois.

Article 2 - CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE LAVAL

2.1 Moyens financiers

Afin de soutenir l'action/les actions mentionnée(s) à l'article 1, et sous réserve que l'ALPL respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 45 000 € pour les trois années, qui se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020 et 2021 :

- année 2019 : 15 000 €,
- année 2020 : 15 000 €,
- année 2021 : 15 000 €.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'ALPL lorsque les procédures décrites aux articles 4, 5 et 6 de la présente convention seront respectées.

2.2 Prestations en nature

La ville de Laval s'engage, dans la limite de ses moyens techniques et budgétaires disponibles à accorder des prestations en nature à l'ALPL.

Ces prestations se matérialisent par la mise à disposition de matériel technique pour le montage d'expositions, la mise en lumière des concerts et la réalisation de supports de communication, notamment.

Le détail de ces prestations feront l'objet d'une convention de partenariat logistique et de communication pour chaque édition du festival.

Ces prestations feront l'objet d'une valorisation dans les comptes de l'ALPL

Article 3 - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'ALPL s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions dans la limite du budget proposé,
- respecter les obligations légales en matière de droit fiscal et de droit du travail,
- effectuer l'affichage, pour la publicité des manifestations, sur les emplacements prévus à cet effet et autorisés par la ville, dans le respect des réglementations en vigueur en matière d'affichage, et notamment de l'article L 581-13 du code de l'environnement,
- signaler à la ville de Laval toute modification intervenue dans ses statuts, dans la composition de ses organes de direction ou dans le choix du consultant de l'opération (mission(s) subventionnée(s)).

Article 4 - OBLIGATIONS COMPTABLES

L'ALPL s'engage à communiquer à la ville de Laval :

- pour la date de dépôt des demandes de subvention, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité détaillé,
- le budget prévisionnel pour l'exercice 2019 ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, les autres financements attendus en distinguant les apports des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires et des ressources propres,
- les perspectives qu'elle entend développer pour l'année à venir,
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1 (mises à disposition de locaux, de personnel...).

L'ALPL s'engage à justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes, apportées par la commune et tiendra sa comptabilité à la disposition de cette dernière.

Article 5 - ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la ville de Laval a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Chaque année, ou au maximum deux mois avant l'échéance de la convention, une réunion de bilan sera organisée entre la ville de Laval et l'ALPL. À cette occasion, celle-ci devra produire un bilan des activités menées au cours de la période d'exécution de la convention.

À l'issue de cette réunion, la ville de Laval produit un document de synthèse d'appréciation de la réalisation des objectifs et propose les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, par avenant ou par la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 6 - SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans accord écrit de la ville de Laval, des conditions d'exécution de la convention par l'ALPL, la ville de Laval peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 - AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'ALPL des documents mentionnés à l'article 4.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et transmission au représentant de l'État chargé du contrôle de légalité.

Article 9 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Par ailleurs, la ville de Laval se réserve le droit de résilier cette convention à tout moment, moyennant un préavis de trois mois, pour tout motif tenant à l'ordre public.

Fait à Laval, le

**Le Maire,
Pour le maire et par délégation
l'adjoint au maire,
délégué à la culture et au patrimoine,**

Didier PILLON

**Le Président de l'Association
« Académie Lyrique des Pays de Loire »
(ALPL)**

Jean-François CARRIC

**AVENANT N°4
À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU 18 JUIN 2015**

ENTRE :

La ville de Laval représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

ET

L'association Croix Rouge Française représentée par son président M. ELEDJAM et par délégation du directeur général M. Combe par Madame Bouget Catherine, directrice de la filière Enfance Famille Ouest, dûment mandatée à cet effet,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Le montant de la subvention pour l'année 2019 est fixé à 53 460 €.

Article 2 : Les autres dispositions de la convention demeurent identiques.

À Laval, le

Le maire de Laval

Pour le président de l'association
La directrice de la filière Enfance Famille Ouest

François ZOCCHETTO

Catherine BOUGET

**AVENANT N°4
À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DU 3 JUIN 2015**

ENTRE :

La ville de Laval représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

ET

L'association Aid'à Dom, gestionnaire des micro-crèches Hilard, Saint-Nicolas, Grenoux, représentée par son président, dûment mandaté à cet effet.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Le montant de la subvention pour l'année 2019 est fixé à 31 635 €.

Article 2 : Les autres dispositions de la convention demeurent identiques.

À Laval, le

Le maire de Laval

Le président de l'association
Aid'A Dom

François ZOCCHETTO

Michel COSME

Convention financière 2019

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018.

ET

L'association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales (ADAVIP), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et déclarée à la préfecture de la Mayenne sous le numéro 3671 ayant son siège social à la résidence "les Remparts" Porte C - 14 rue des curés - 53000 Laval, représentée par son président, M. Patrick Auger,

Considérant que la ville, dans le cadre de sa politique sociale, entend soutenir les actions de prévention en direction des victimes d'infractions pénales,

Que l'association ADAVIP s'inscrit dans une démarche de prévention de ces infractions et de soutien et d'orientation pour les victimes,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} :

Le montant de la subvention au titre de l'année 2019 à verser à l'Association Départementale d'Information et d'Aide aux Victimes d'Infractions Pénales (ADAVIP) s'élève à 6 700 €

À Laval, le

Le maire,

François Zocchetto

Le Président,

Patrick Auger



Convention d'objectifs et de moyens 2019 - 2021

ENTRE :

La Ville de Laval, représentée par son maire en exercice agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'Association Alcool assistance – Croix d'Or de la Mayenne, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et déclarée en préfecture de la Mayenne sous le n° W532000451 ayant son siège social au 51 rue Avoise de Craon - 53000 LAVAL, représentée par sa présidente habilitée par le conseil d'administration,

d'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Préambule

La ville de Laval, dans le cadre de sa politique en matière d'action sociale, entend encourager et faciliter l'accompagnement social.

Le Contrat local de santé de Laval, signé le 21 juillet 2014 par la ville de Laval, l'Agence régionale de santé Pays de la Loire et le préfet de la Mayenne, prévoit également de soutenir l'action associative locale pour développer une politique de prévention santé, dans un cadre partenarial.

L'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne s'inscrit entièrement dans ces objectifs en aidant et accompagnant des personnes en difficulté avec le produit alcool. L'association développe également des actions de prévention et de promotion de la santé en partenariat avec les acteurs locaux.

C'est dans ce contexte que la ville de Laval a décidé d'apporter son soutien à l'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne pour les actions menées.

C'EST DANS CES CONDITIONS QU'IL A ÉTÉ CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que mène l'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne, conformément à ses statuts. De ce fait, l'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à poursuivre et développer les actions suivantes et à engager les moyens nécessaires à leur réalisation :

- écouter et informer pleinement les personnes en difficulté avec le produit sur leur changement de comportement,

- les aider concrètement sans se substituer à elles, à réaliser des démarches auprès de leur médecin généraliste, pour un suivi en centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) ou en centre de soins,
- assurer un suivi pour les groupes de paroles (thérapie de groupe),
- écouter et accompagner l'entourage, avec des permanences dédiées pour les familles et les proches,
- mettre tout en œuvre afin de réaliser autour des malades de l'alcool la mobilisation de toutes les bonnes volontés, toutes les compétences et tous les secours afin d'aider ces malades à se libérer, puis à se réadapter à la vie familiale, sociale, culturelle et aussi au retour vers le monde du travail,
- être acteur dans le champ de la prévention, de l'information et de la sensibilisation sur la consommation de produits et les changements de comportement, notamment en direction des jeunes,
- favoriser l'engagement des jeunes bénévoles dans l'action "Couleurs prévention" déclinée dans les lieux de vente et de consommation,
- jouer un rôle moteur dans le partenariat local.

Article 2 : Participation financière de la ville

2.1- Afin de soutenir l'action mentionnée à l'article 1 et sous réserve que l'association respecte l'ensemble des clauses de la présente convention, la ville de Laval s'engage à verser une subvention annuelle.

2.2 Le montant de la subvention s'élève à la somme de 25 500 € pour les trois années, et se décline ainsi sous réserve du vote du budget 2019, 2020, 2021 :

- année 2019 : 8 500 €,
- année 2020 : 8 500 €,
- année 2021 : 8 500 €.

2.3 La contribution de la ville concerne, d'une part, une subvention de fonctionnement et, d'autre part, le soutien matériel et logistique nécessaire à la mise en œuvre des actions, dans la limite de ses possibilités.

2.4 L'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne adressera à la ville de Laval une demande de subvention, chaque année, en y joignant notamment les documents suivants :

- le programme des actions prévues pour l'année à venir, complété par une note de présentation,
- le budget prévisionnel de l'association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devront figurer, notamment, les financements et les subventions attendus de tout autre organisme ou partenaire.

L'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne transmet, également, les documents nécessaires à l'instruction du dossier de demande de subvention, tels qu'ils sont mentionnés dans le formulaire de demande.

Article 3 : Obligations comptables

Dès la clôture de l'exercice comptable, l'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne transmettra à la ville de Laval un exemplaire du bilan, du compte de résultat, du détail de ces documents et de l'annexe des comptes annuels.

Par ailleurs, l'article L. 1611-4 du CGCT prévoit que la collectivité se réserve la possibilité de demander tous documents faisant apparaître les résultats de gestion de l'association : déclaration annuelle des salaires, liasses fiscales, etc.

Enfin, l'Association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne s'engage à transmettre à la ville de Laval les rapports moral, d'activité et d'orientation, si ce dernier est produit.

Article 4 : Autres engagements

L'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne s'engage à signaler tous les changements dans les statuts ou dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association.

L'association Alcool assistance - Croix d'Or de la Mayenne s'engage à citer la ville de Laval comme partenaire dans toutes les actions de communication sous réserve de l'accord de cette dernière.

Article 5 : Évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action pour laquelle la commune a apporté son soutien, sur un plan quantitatif comme qualitatif, porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

Article 6 : Limites des engagements de la ville

La ville de Laval limite ses engagements contractuels à ceux qui découlent ipso facto des différentes clauses de la présente convention.

Ainsi, la ville n'est pas tenue de prendre à sa charge le déficit qui pourrait apparaître au bilan de l'association et n'est aucunement responsable des charges nouvelles, qui traduiraient l'application de décisions qu'elle n'aurait préalablement approuvées par écrit.

Article 7 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention ou des annexes, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs fondamentaux de la présente convention.

Article 8 : Prise d'effet - durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature et de sa transmission au représentant de l'État, chargé du contrôle de légalité.

D'une durée prévisionnelle de trois ans, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve du respect des engagements précisés dans les articles 1 à 6.

Article 9 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs, inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et à tout moment par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de trois mois après une mise en demeure, formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, chacune des parties a la faculté de dénoncer la présente convention, moyennant un préavis adressé à la partie cocontractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Fait à Laval, le

Pour la ville de Laval
Le maire,

Pour l'association
Alcool assistance - croix d'or 53
La présidente,

François Zocchetto

Martine Deshayes

AVENANT N°2 À LA CONVENTION EN DATE DU 24/07/2017

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET :

L'association Secours populaire, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et déclarée en préfecture de la Mayenne sous le n° 1773 ayant son siège social au 9-11 rue Achille Bienvenu - 53000 Laval, représentée par son secrétaire général habilité par le conseil d'administration,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article unique :

Le montant de la subvention pour l'année 2019 s'élève à 12 000 € (douze mille euros).

Fait à Laval, le

Le maire,

Pour l'association Secours populaire,
Le secrétaire général,

M. François ZOCCHETTO

M. Gilles LEBOISNE

CONVENTION

RELATIVE AUX MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA SUBVENTION

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Centre Information Jeunesse, représentée par son président habilité par le conseil d'administration,

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article unique :

Le montant de la subvention 2019 à verser au Centre Information Jeunesse (CIJ) s'élève à 127 266 € se répartissant de la manière suivante :

- 4 000 € au titre du fonctionnement de l'association,
- 3 201 € au titre du financement de projets,
- 120 065 € au titre de la mise à disposition de personnel municipal.

Fait à LAVAL, le

Le maire,

Le Président de l'association
Centre Information Jeunesse,

François Zocchetto

Jacques Phelippot

CONVENTION
RELATIVE A LA PARTICIPATION FINANCIERE
DE LA MUNICIPALITE DE LAVAL AU COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES DES EMPLOYÉS
MUNICIPAUX (C.O.S.E.M.)

ENTRE :

LA VILLE DE LAVAL, représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

LE COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX (COSEM), déclaré à la préfecture de la Mayenne, le 15 novembre 1951, sous le numéro 901, dont le siège social est situé au 19 rue Haute Chiffolière à Laval, représenté par sa présidente en exercice dûment habilitée à l'effet des présentes,

d'autre part,

Article 1er - Objet de la convention

Dans le cadre du développement de ses activités, la ville de Laval prend acte que l'association dénommée Comité des Œuvres Sociales des Employés Municipaux (COSEM) a pour but de développer les relations amicales entre le personnel actif, conjoint(e), les enfants, les agents retraités et leur conjoint(e), de pratiquer l'entraide, d'organiser diverses manifestations culturelles, sportives, fêtes...

Afin de développer ces activités, la ville de Laval a souhaité attribuer les moyens définis par la présente convention.

Article 2 - Subventions municipales

La ville de Laval soutient financièrement l'objectif général de l'association, ci-dessus défini. Elle fixe annuellement, dans le cadre de son propre budget, le montant de son concours financier.

À cet effet, l'association lui propose une demande de subvention pour l'exercice suivant, accompagnée d'un plan de financement prévisionnel, du compte de résultat de l'exercice précédent et de son budget dans lequel apparaît la participation financière de la ville de Laval.

Pour l'année 2019, la subvention attribuée par la Ville de Laval est de 183 000 €. Ce montant comprend la masse salariale des salariés de l'association.

Le montant de la subvention de la Ville de Laval étant supérieur à 153 000 €, les honoraires des commissaires aux comptes sont à la charge de celle-ci et compris dans cette subvention.

La subvention de la Ville de Laval sera versée par trimestre à terme échu.

Article 3 - Concours des agents municipaux et des locaux

La ville de Laval autorise ponctuellement le personnel à prêter son concours, pour la bonne réalisation de la mission définie par l'article premier de la présente convention.

La ville de Laval autorise les adhérents du COSEM à participer aux assemblées générales de l'association.

La ville de Laval met à disposition en permanence les locaux du siège social de l'association situés au 19 rue Haute Chiffolière à Laval, un local sécurisé pour le stockage des jouets de Noël et un local pour les activités de la commission achat.

Elle assure l'entretien et la maintenance de ces derniers ainsi que leurs abords.

La ville de Laval met à disposition de l'association des salles municipales, pour ses diverses manifestations, ainsi que les moyens et les personnels techniques.

Article 4 - Moyens techniques

La ville de Laval prend en charge les moyens techniques pour assurer le bon fonctionnement de l'association : frais d'affranchissements, téléphone, électricité, gaz, eau, informatique, imprimerie, bureautiques, archives et leurs suivis.

Article 5 - Contrôle de l'aide attribuée

Conformément à l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, le COSEM devra fournir à la collectivité, dans les six mois suivants la fin de l'exercice, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Article 6 - Durée de la convention et renouvellement

Cette présente convention est prévue pour la durée de l'exercice en cours.

Dans tous les cas, la présente convention pourra être reconduite à l'expiration de son terme par un avenant librement négocié entre les parties concernées.

Article 7 - Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par accord des deux parties ou de plein droit par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect des clauses de la convention.

Article 8 - Attribution de compétence

En cas de désaccord persistant entre les parties, le tribunal administratif de Nantes sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait à LAVAL, le

La ville de Laval
Pour le maire et par délégation,
L'adjointe au maire
chargée des ressources humaines

Le COSEM
La Présidente,

Danielle Jacoviac

Sylvie Mauchossé

**Avenant N° 8
à la convention relative aux modalités d'attribution
d'une subvention
au Comité jumelage-coopération Laval-Garango
en date du 8 novembre 2011**

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération en date du 17 décembre 2018,

ET :

Le comité de jumelage-coopération Laval-Garango, représenté par son président, habilité par le conseil d'administration.

Considérant que la ville, dans le cadre de sa politique en matière de jumelages et de coopération, soutient les actions menées par le comité jumelage-coopération Laval-Garango,

Que le comité jumelage-coopération Laval-Garango a pour but de développer des relations privilégiées dans tous les domaines entre les deux villes conformément aux principes et objectifs contenus dans la charte de la "Fédération mondiale des villes jumelées, Cités unies",

Que l'article 4 de la convention du 8 novembre 2011 prévoit l'établissement d'un avenant en cas de modification,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Subvention 2019

Pour l'année 2019, une subvention ordinaire de **26 000 €** est attribuée au comité jumelage-coopération Laval-Garango.

Ce montant figure au **budget primitif 2019** de la ville de Laval.

.../...

Article 2 : Objet de la subvention

La présente subvention a pour objet de soutenir l'exécution des missions du comité jumelage-coopération Laval-Garango et de contribuer à la mise en œuvre de certaines actions de développement :

- aide à l'éducation (construction et remise en état de bâtiments, soutien à la formation des maîtres),
- promotion de l'accès à la santé (construction et réfection de centres de santé) ainsi qu'à l'eau potable et à l'assainissement,
- soutien à l'agriculture (reboisement, construction de digues),
- soutien à des projets visant au développement économique local,
- appui à des initiatives visant au développement culturel.

Le comité de jumelage-coopération Laval-Garango rendra compte régulièrement à la ville de Laval du choix des projets soutenus et de leur avancement.

Article 3 :

Les autres dispositions de la convention en date du 8 novembre 2011 demeurent.

À LAVAL, le

**Pour le Maire et par délégation,
La conseillère municipale déléguée
chargée des relations internationales
et de la coopération,**

Josiane DEROUET

**Le Président
du Comité de jumelage-coopération
Laval-Garango,**

Jean-Michel RUCHE



**Avenant n° 3
à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens
en date du 3 juin 2015**

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'Office des Retraités et Personnes de l'Agglomération Lavalloise (ORPAL), représenté par son président dûment habilité,

d'autre part,

Une convention d'objectifs et de moyens en date du 3 juin 2015 a été passée entre l'association et la ville de Laval définissant les conditions dans lesquelles la ville de Laval apporte son soutien aux activités d'intérêt général que l'ORPAL entend poursuivre conformément à ses statuts. Conformément à l'article 2.3 de la convention, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er :

Le montant de la subvention au titre de l'année 2019 à verser à l'Office des Retraités et Personnes de l'Agglomération Lavalloise (ORPAL) s'élève à 119 099 €, répartie comme suit :

- 79 000 € au titre du fonctionnement,
- 40 099 € au titre de la mise à disposition de personnel.

Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

L'association s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser ses objectifs, à mettre en œuvre les projets et les actions conformément à son objet et à fournir à la ville de Laval les bilans.

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention en date du 3 juin 2015 demeurent.

Fait à LAVAL, le

Le maire,

Le président de l'ORPAL

François Zocchetto

Patrick Launay

AVENANT N° 10

à la convention de partenariat en date du 31 mai 2010

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association ASPTT Laval, représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 10 de la convention en date du 31 mai 2010, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subventions 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **30 700 €** est allouée à l'association ASPTT Laval. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

Cette subvention se répartit comme suit :

| SECTIONS | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | | |
|-------------------------|-------------------------------|--|--------------------------|------------------|
| | | soutien équipe N3 féminine + manifestation | animations partenariales | aides à l'emploi |
| Gymnastique d'entretien | 100 € | | | |
| Football | 5 000 € | | | 2 400 € |
| Kidi sport | 100 € | | | |
| Volley-ball | 10 000 € | 5 000 € (2) | | |
| Omnisports | 1 700 € (1) | | 2 000 € (3) | 4 400 € |
| TOTAL | 16 900 € | 13 800 € | | |

(1) prime projets club.

(2) maintien en N3.

(3) aide financière attribuée dans le cadre de la mise en place d'animations menées par l'ASPTT Laval en partenariat avec la ville de Laval.

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 31 mai 2010 et des avenants 1 à 9 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

**Le Président
de l'ASPTT Laval,**

Alexandre LANOË

Daniel COQUELIN

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018.

d'une part,

ET

L'Association sportive du Boumy, représentée par son Président, dûment mandaté à cet effet,

d'autre part,

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Considérant que la ville de Laval, dans le cadre de sa politique en faveur du sport, entend favoriser la pratique pluridisciplinaire, et notamment celle du football,

Que l'action de l'association dans ce domaine tend à développer cette pratique en direction de la population lavalloise,

Qu'elle agit pour réduire les facteurs d'exclusion en encourageant les pratiques et l'accès du plus grand nombre aux activités sportives,

Qu'elle remplit donc une mission d'intérêt général et présente un intérêt pour la collectivité lavalloise,

Que la ville de Laval a décidé de mettre à la disposition de l'association les moyens, notamment financiers, nécessaires à la réalisation de ces objectifs,

Que le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 prévoit qu'une convention doit être passée avec les associations bénéficiant de subventions publiques annuelles dépassant 23 000 €

IL EST DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article unique: subventions 2019.

Pour l'année 2019, une subvention de **23 000 €** est allouée à l'association sportive du Boumy. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

Cette subvention se répartit comme suit :

| SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTION DE PROJET
aides à l'emploi |
|------------------------------|--|
| 15 000 € | 8 000 € |

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités, de la vie
associative et du sport,**

**Le Président de
l'association Sportive du Bourny,**

Alexandre LANOË

Philippe MACÉ

AVENANT N°4

à la convention de partenariat en date du 12 juin 2017

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Francs Archers, représentée par son président, dûment mandaté à cet effet,

d'autre part,

En application de l'article 11 de la convention en date du 12 juin 2017, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque saison faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er: Subventions 2019

La ville de Laval attribue à l'association Francs Archers, pour l'année 2019, une subvention dont le montant est fixé à **38 170 €** et qui se décompose comme suit :

| SECTIONS | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS DE PROJETS | | |
|------------------------|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| | | achat matériel | animation partenariale | aides à l'emploi |
| Aïkido | 350 € | | | |
| Basket | 5 000 € | | | |
| Billard | 900 € | | | |
| Football | 11 500 € | | | |
| Gymnastique Volontaire | 300 € | | | |
| Handi-basket | 500 € | 500 € (2) | | |
| Tennis de Table | 3 400 € | | | 2 400 € |
| Omnisports | 2 000 € (1) | | 10 000 € | 1 320 € |
| TOTAL | 23 950 € | 14 220 € | | |

(1) prime pour projets.

(2) achat fauteuils.

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2: Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 12 juin 2017 et des avenants 1 à 3 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et du sport,**

**Le Président de
l'association Francs Archers,**

Alexandre LANOË

Patrick PITZ

AVENANT N° 7

à la convention de partenariat en date du 12 avril 2013

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Laval Bourny Gym, représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 15 de la convention en date du 12 avril 2013 la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :**Article 1er : Subventions 2019**

Pour l'année 2019, une subvention de **27 150 €** est allouée au club de Laval Bourny Gym. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

| | SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | |
|--------------|---------------------------------|---|------------------|
| | | projets | aides à l'emploi |
| | 16 450 € | 450 € (organisation d'une compétition régionale).
250 € (pérennisation du Centre d'Entraînement Primaire). | 10 000 € |
| TOTAL | 16 450 € | 10 700 € | |

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 12 avril 2013 et des avenants 1 à 6 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

**Le Président de l'association
Laval Bourny Gym,**

Alexandre LANOË

Michel HOUDAYER

AVENANT N° 10

à la convention de partenariat en date du 20 mai 2010

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Laval Cyclisme 53, représentée par sa présidente,

d'autre part,

L'article 9 de la convention en date du 20 mai 2010 stipule que la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant sur lequel figureront également les modifications des conditions ou modalités d'exécution de la convention.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subventions 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **48 000 €** est allouée à l'association Laval Cyclisme 53. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

| | SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | | | |
|--------------|------------------------------|---------------------|----------------------------|---------------------------|-----------------|
| | | section handisport | soutien équipe de N2 route | soutien équipe de DN3 VTT | aide à l'emploi |
| | 7 500 € | 500 € (1) | 20 000 € | 15 000 € | 5 000 € |
| TOTAL | 48 000 € | | | | |

(1) Section handisport paracyclisme.

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : Autres dispositions.

Les autres dispositions de la convention en date du 20 mai 2010 et des avenants 1 à 9 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

**La Présidente
de Laval Cyclisme 53,**

Alexandre LANOË

Annick DESMONS

AVENANT N° 2

à la convention de partenariat en date du 3 mai 2017

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association POCC (Pégase Organisation Courses Cyclistes), représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 6 de la convention en date du 3 mai 2017, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit, chaque année, faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subvention 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **23 000 €** est allouée à l'association Pégase Organisation Courses Cyclistes pour l'organisation de l'édition 2019 des "Boucles de la Mayenne".

L'association, dont la vocation se limite strictement à l'organisation de la compétition cycliste, s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

Article 2 : Autres dispositions.

Les autres dispositions de la convention en date du 3 mai 2017 et de l'avenant n° 1 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

**Le Président de l'association
POCC,**

Alexandre LANOË

Pierrick GUESNÉ

AVENANT N° 5 à la convention de partenariat du 30 juin 2016

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018.

d'une part,

ET

L'association Stade Lavallois Omnisports, représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 12 de la convention en date du 23 mai 2003, la détermination de la subvention de la Ville de Laval doit chaque saison faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subventions 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **108 000 €** est allouée à l'association Stade Lavallois Omnisports. Ce montant figure au budget 2019 de la ville de Laval.

Cette subvention se répartit comme suit :

| SECTIONS | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | | |
|--------------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------|------------------------|
| | | organisation de manifestations | aides à l'emploi | animation partenariale |
| Athlétisme | 15 600 € | | 2 400 € | |
| Basket | 6 300 € | | | |
| Boxe | 4 150 € | | | |
| Football américain | 1 200 € | | | |
| Hockey-sur-gazon | 10 000 € | | | |
| Natation | 15 000 € | 1 000 € (2) | 12 400 € | |
| Sport/santé | 500 € | | 13 000 € | |
| Tennis | 6 500 € | | 2 400 € | |
| Tennis de table | 150 € | | | |
| Ultimate frisbee | 500 € | | | |
| Vovinam | 2 500 € | | | |
| Omnisports | 4 000 € (1) | | 2 400 € | 8 000 € (3) |
| TOTAL | 66 400 € | | 41 600 € | |

(1) 4 000 € prime projets club et fonctionnement omnisports.

(2) meeting de la Ville de Laval.

(3) aide financière attribuée dans le cadre de la mise en place d'animations menées par le Stade Lavallois Omnisports en partenariat avec la ville de Laval.

Le Stade Lavallois Omnisports s'engage, en contrepartie, à utiliser la subvention allouée pour réaliser l'objectif, les projets, les actions conformes à l'objet social de l'association et à mettre en œuvre à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 30 juin 2016 et des avenants 1 à 4 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

**Le Président de l'association
Stade Lavallois Omnisports,**

Alexandre LANOË

Alain TANCREL

CONVENTION

relative à l'attribution de la subvention 2019

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Union Sportive Lavalloise (USL), représentée par sa présidente, dûment mandatée à cet effet,

d'autre part,

Le montant de la subvention allouée par la ville de Laval à l'USLaval au titre de l'année 2019 est fixée à **147 350 €** et se décompose comme suit :

| | prime projet | animations partenariales | aide forfaitaire à l'emploi |
|------------|--------------|--------------------------|-----------------------------|
| Omnisports | 4 000 € | 18 000 € | 36 000 € |

| SECTIONS | SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | |
|---------------|-------------------------------|--------------------------------|------------------------|
| | | organisation de manifestations | soutien de haut niveau |
| Athlétisme | 5 950 € | 2 000 €(1) | |
| Basket | 14 000 € | | 30 000 € |
| Cirque | 1 500 € | | |
| Danse/Théâtre | 3 000 € | | |
| Football | 9 000 € | | |
| Gymnastique | 16 000 € | 500 €(2) | |
| Handball | 3 500 € | | |
| Tir à l'Arc | 3 900 € | | |
| Total | 56 850 € | 2 500 € | 30 000 € |

(1) Ekiden.

(2) Organisation d'une compétition régionale.

S'agissant des animations municipales se déroulant sur le site sportif d'Hilard, la mise en place de celles-ci s'effectuera comme suit :

- planification de l'activité en début d'année scolaire (la demande est à faire par la direction des sports, le plus tôt possible, avant la mise en place des activités, auprès de l'USL qui confirmera la disponibilité de l'équipe d'encadrement).

Dans le cas où aucun éducateur de l'USL ne serait disponible, il pourra être fait appel à des éducateurs de la direction des sports.

En ce qui concernant l'animation partenariale, le nombre d'heures assurées par l'USL est fixé à 900 h pour 2019.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités, de la vie
associative et du sport,**

Alexandre LANOË

**La présidente
de l'Union Sportive Lavalloise,**

Jacqueline DALIBARD

AVENANT N° 4

à la convention de partenariat en date du 11 février 2015

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Étoile Lavalloise Futsal Club, représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 11 de la convention en date du 11 février 2015, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subvention 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **18 000 €** est allouée à l'association Étoile Lavalloise Futsal Club. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

| | | |
|--------------|---------------------------------|-----------------|
| | SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT | AIDE A L'EMPLOI |
| | 13 000 € | 5 000 € |
| TOTAL | 18 000 € | |

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 25 février 2015 et des avenants 1 à 3 demeurent.

À Laval, le

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,

Le Président de l'association
Étoile Lavalloise Futsal Club,

Alexandre LANOË

Julien MOREAU

AVENANT N° 3 **à la convention de partenariat en date du 9 juin 2016**

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Judo Club Lavallois, représentée par son président,

d'autre part,

En application de l'article 15 de la convention en date du 22 avril 2016, la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subventions 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **4 700 €** est allouée au Judo Club Lavallois. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

| SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT | AIDE A L'EMPLOI |
|------------------------------|-----------------|
| 3 500 € | 1 200 € |

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 9 juin 2016 et des avenants 1 et 2 demeurent.

À Laval, le

**Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,**

Le Président du Judo Club Lavallois,

Alexandre LANOË

Robert JAVELLE

AVENANT N° 10

à la convention de partenariat en date du 26 mars 2009

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

L'association Canoë-Kayak Laval, représentée par sa présidente,

d'autre part,

En application de l'article 11 de la convention en date du 26 mars 2009 la détermination de la subvention de la ville de Laval doit chaque année faire l'objet d'un avenant.

IL A ÉTÉ DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Article 1er : Subventions 2019

Pour l'année 2019, une subvention de **10 750 €** est allouée au club de Canoë Kayak Laval. Ce montant figure au budget primitif 2019 de la ville de Laval.

| | SUBVENTION DE
FONCTIONNEMENT | SUBVENTIONS PROJETS | |
|--------------|---------------------------------|--|-----------------|
| | | projets | aide à l'emploi |
| | 8 000 € | 350 € (Laval Handi Kayak –
développement de l'activité) | 2 400 € |
| TOTAL | 8 000 € | 2 750 € | |

Le club s'engage à utiliser l'aide financière allouée pour réaliser les objectifs, à mettre en œuvre les projets, les actions, conformes à son objet social et à fournir les bilans.

Article 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention en date du 26 mars 2009 et des avenants 1 à 9 demeurent.

À Laval, le

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
L'adjoint au maire chargé du lien social,
de la lutte contre les précarités,
de la vie associative et des sports,

La Présidente de l'association
Canoë-Kayak Laval,

Alexandre LANOË

Tina GIRARD

CONVENTION FINANCIÈRE

ANNÉE 2019

ENTRE :

La ville de Laval, représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

ET

Le Centre Lavallois d'Éducation Populaire (CLEP) représenté par sa présidente dûment habilitée par son conseil d'administration,,

d'autre part,

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 :

Le montant de la subvention 2019 à verser au Centre Lavallois d'Éducation Populaire (CLEP) s'élève à 168 963 € se répartissant de la manière suivante :

- 105 000 € au titre du fonctionnement de l'association,
- 63 963 € au titre de la mise à disposition de personnel municipal.

À Laval, le

Le maire,
pour le maire et par délégation,
l'adjointe au maire chargée
de la vie des quartiers,

La présidente,
Centre Lavallois d'Éducation
Populaire

Chantal GRANDIÈRE

Delphine HIVET

RAPPORT

CONVENTION DE PARTENARIAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE LAVALLOISE

Rapporteur : Alexandre Lanoë

La ville de Laval, dans le cadre de sa politique en faveur du sport et de la culture, entend favoriser la pratique pluridisciplinaire, contribuer à l'accès, à la promotion et au développement des activités dans un environnement de qualité.

L'action de l'association Union sportive lavalloise dans ce domaine tend à développer cette pratique en direction de la population lavalloise, au regard de son antériorité, du panel des pratiques offertes.

Dans ce cadre, la ville de Laval entend, en priorité :

- soutenir et favoriser le développement des activités physiques et sportives pour tous et l'accès à des pratiques culturelles pour tous,
- promouvoir, encourager et soutenir le maintien des sportifs et équipes de haut niveau amateur,
- promouvoir l'éthique et l'esprit sportif auprès des clubs lavallois,
- favoriser la mixité et la citoyenneté,
- soutenir les événements sportifs et culturels afin de promouvoir et valoriser l'image de la ville de Laval.

L'association remplit donc une mission d'intérêt général et présente un intérêt pour la collectivité lavalloise.

La ville a décidé de mettre à la disposition de l'association les moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Une convention ayant pour objet de définir le partenariat avec la ville a été établie le 31 mars 2014.

Cette convention est arrivée à échéance, il convient donc d'établir une nouvelle convention qui précise le partenariat avec la ville et les moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation des objectifs de l'association Union sportive lavalloise.

Il vous est donc proposé d'approuver la mise à disposition, auprès de l'Union sportive lavalloise, des moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation de ces objectifs et d'autoriser le maire à signer la convention afférente.

Alexandre Lanoë : *Un petit préambule à l'endroit de mes collègues : ce n'est pas une menace, mais je pense que quand les uns comme les autres prennent la parole en conseil municipal sur tel ou tel dossier et le soulignent de manière particulière, c'est bien pour qu'il y ait une sortie. Cela vous sert donc politiquement. Moi, je précise les choses. C'est une nuance que je tiens à dire, et publiquement. Pour revenir à cette délibération, la ville de Laval et l'USL, comme depuis de nombreuses années, passent des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens. Celle de l'USL étant arrivée à terme, il y a eu un certain nombre de rencontres faites avec les responsables de l'USL sur la question. Nous avons eu entre cinq et six rendez-vous, qui ont été très constructifs. Il a été décidé de repasser une convention qui courra sur une durée de six ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'olympiade actuelle, 2020, et plus loin encore, jusqu'à la fin de l'olympiade de 2024. Puisque l'objectif de l'ensemble des clubs sportifs est de travailler sur une saison d'olympiade.*

Vous retrouvez donc dans cette délibération et dans cette convention l'ensemble des éléments factuels, matériels, d'objectifs que la ville et l'association ont souhaité mettre noir sur blanc.

M. le Maire : *Ce qui rappelle qu'il y a vraiment des critères objectifs et qu'une association, par exemple, qui a moins d'activité ou moins d'adhérents, se retrouve en règle générale avec moins de subventions. C'est ainsi. Alors qu'une association qui a plus d'activité voit sa subvention progresser. Pour la convention avec l'USL, merci.*

CONVENTION DE PARTENARIAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE LAVALLOISE

N° S 489 - VQ - 4

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que la ville de Laval, dans le cadre de sa politique en faveur du sport et de la culture, entend favoriser les structures y participant,

Que l'action de l'association Union sportive lavalloise dans ce domaine tend à développer cette pratique en direction de la population lavalloise, au regard de son antériorité, du panel des pratiques offertes,

Qu'elle remplit donc une mission d'intérêt général et présente un intérêt pour la collectivité lavalloise,

Que la convention en date du 31 mars 2014, ayant pour objet de définir le partenariat entre la ville de Laval et l'association Union sportive lavalloise, est arrivée à échéance,

Qu'il convient, par conséquent, d'établir une nouvelle convention entre la ville de Laval et l'association Union Sportive Lavalloise,

Sur proposition de la commission vie quotidienne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La convention de partenariat d'objectifs et de moyens avec l'Union Sportive Lavalloise est approuvée.

Cette convention prend effet pour une durée de 6 ans du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2024.

Article 2

Le maire, ou son représentant, est autorisé à signer la convention passée entre la ville de Laval et l'Union sportive lavalloise.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION DE PARTENARIAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Entre :

La ville de Laval,

représentée par son maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018,

d'une part,

et

L'Union Sportive Lavalloise (USLaval), association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège social à Laval, 51 rue d'Hilard, représentée par sa présidente, dûment mandatée à cet effet,

d'autre part,

En préambule, il est exposé ce qui suit :

Considérant que la ville de Laval, dans le cadre de sa politique en faveur du sport et de la culture, entend favoriser la pratique pluridisciplinaire, contribuer à l'accès, à la promotion et au développement des activités dans un environnement de qualité.

Considérant les perspectives ouvertes par Paris 2024, tant par l'effet dynamique en faveur des sports que par les actions qui pourront être conduites par tous les partenaires.

Que dans ce cadre, la ville de Laval entend, en priorité :

- soutenir et favoriser le développement des activités physiques et sportives pour tous et l'accès à des pratiques culturelles pour tous,
- promouvoir, encourager et soutenir le maintien des sportifs et équipes de haut niveau amateur,
- promouvoir l'éthique et l'esprit sportif auprès des clubs lavallois,
- favoriser la mixité et la citoyenneté,
- soutenir les événements sportifs et culturels afin de promouvoir et valoriser l'image de la ville de Laval.

Que l'action de l'association dans ce domaine tend à développer cette pratique en direction de la population lavalloise, au regard de son antériorité, du panel des pratiques offertes et des agréments délivrés par les services de l'État (DDCSPP), à savoir : sport n° S 930 du 15 avril 1946, et jeunesse et éducation populaire n° 53-13-682 du 7 février 2013.

Que l'association a pour objet :

- de mettre en œuvre toutes activités sportives ou culturelles au service du public avec le sens de l'intérêt général tel que défini par la loi de 1901 et par le code du sport,
- de porter un projet associatif structuré autour de ses sections,
- de réduire les facteurs d'exclusion en encourageant les pratiques et l'accès du plus grand nombre aux activités sportives et culturelles,
- et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire au développement des valeurs éducatives et sociétales dont celles de l'Olympisme.

Qu'elle remplit donc une mission d'intérêt général et présente un intérêt pour la collectivité lavalloise, et répond aux objectifs de la ville de Laval.

Que la ville de Laval, comme c'est le cas pour les autres associations sportives, souhaite mettre à la disposition de l'USLaval les moyens matériels et financiers nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

Qu'un acte notarié, en date du 2 décembre 1993, portant sur l'acquisition par la ville du patrimoine de l'USLaval et la mise à disposition des équipements à l'association a été établi.

Que la convention en date du 31 mars 2014 passée avec l'USLaval est arrivée à échéance.

Qu'il convient de passer une nouvelle convention ayant pour objet de définir le partenariat avec la ville compte tenu de l'évolution du club.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1er

Dispositions administratives

La convention en date du 31 mars 2014 est abrogée.

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2024.

Article 2

Objet de la convention

Cette convention s'inscrit dans un contexte caractérisé par :

- l'évolution de l'USLaval et la poursuite de professionnalisation de son personnel d'encadrement,
- la diversité des publics et des territoires d'intervention de l'association,
- la diversité des offres associatives et commerciales en permanente évolution exigeant d'adapter les moyens alloués.

La présente convention a pour objet de préciser, dans le cadre des olympiades actuelles et suivantes jusqu'à Paris 2024, le contenu du partenariat entre la ville de Laval et l'USLaval.

Elle définit les droits et obligations de chacun des partenaires, précise les moyens et détermine les conditions financières consenties par la ville de Laval à l'USLaval permettant d'atteindre des objectifs conjointement définis.

Article 3

Contenu du partenariat

Dans le cadre de ses politiques sportives et culturelles, la ville de Laval reconnaît l'USLaval comme un partenaire privilégié par l'exercice de cette mission d'intérêt général local et souhaite lui apporter son aide pour la réalisation des objectifs du club. La ville de Laval et l'USLaval rechercheront la coordination des actions et leur complémentarité.

L'USLaval contribue et participe activement à la promotion, à la structuration et au développement des activités sportives et culturelles pour tous sur la ville de Laval par :

3.1 Politique sportive de l'USL

L'USLaval conduit une politique sportive de qualité qui permet d'accueillir en particulier les enfants et les jeunes dans de bonnes conditions, et de leur permettre de participer à l'ensemble des activités existantes de l'association. Cette politique repose, en particulier, sur l'obtention de labels fédéraux.

Cette politique s'appuie sur un encadrement de qualité, parmi lequel le recrutement de professionnels diplômés d'Etat, qui permet à chaque participant de développer de façon optimale ses capacités dans le cadre des activités de l'association.

Elle entend favoriser, à travers sa politique sportive et la qualité de l'encadrement, l'apprentissage par les jeunes de l'exercice des responsabilités dans la vie publique et sociale.

Afin de faire rayonner son projet sportif, mais aussi de contribuer à l'animation et au rayonnement de la ville de Laval, l'USLaval s'engage à accompagner la mise en place de manifestations d'envergure en répondant aux sollicitations des fédérations, mais aussi à être force de proposition sur la mise en place de spectacles sportifs.

L'USLaval et la ville de Laval définiront les bases d'un projet sportif liées à un niveau de pratique minimum niveau national, compte tenu des engagements réciproques que cela nécessite.

La section basket évoluant en N2 est prioritairement concernée par la présente convention.

Toute évolution de pratique au sein d'une section pourra faire l'objet d'un avenant.

3.2. Politique culturelle de l'USLaval

L'USLaval est une association culturelle. Elle développe un projet de diffusion culturelle par sa section « arts circassiens » et son centre de danse.

Ce projet répond, notamment, aux objectifs partagés avec la ville, à savoir :

- favoriser la découverte et l'initiation à la pratique artistique,
- diffuser le plus largement les différentes formes d'art.

La ville de Laval reconnaît les arts du cirque comme un outil adapté et performant pour le développement de la personne et d'inclusion.

3.3 Animation

3.3.1 Offre d'animation de l'USLaval

L'association a un domaine d'intervention large en matière d'animation et de publics. La ville de Laval reconnaît son rôle éducatif aux côtés des autres partenaires associatifs et institutionnels, des parents et en lien avec eux.

Dans le cadre de son projet associatif, l'USLaval propose des activités sportives, culturelles et de loisirs qui prennent notamment en compte les objectifs suivants, partagés avec la ville de Laval :

- réduire les inégalités,
- favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap,
- favoriser la mixité et la rencontre en général,
- former à la citoyenneté,
- promouvoir la santé et le bien être par ses activités.

Les projets de l'USLaval visent à développer un éventail d'activités sportives, culturelles et de loisirs, en tenant compte des attentes et des besoins exprimés de la population lavalloise et des services de l'Etat.

Les activités proposées par l'USLaval en cohérence avec son projet associatif et éducatif tiennent compte des activités des autres associations et des services municipaux et s'inscrivent ainsi dans une logique complémentaire de territoire.

L'USLaval et la ville de Laval s'engagent à réfléchir ensemble à l'adaptation des activités aux différents publics accueillis en ce qui concerne les matériels mis à disposition, sur la disponibilité des équipements et des intervenants, les installations sportives, s'agissant notamment de l'accessibilité des équipements aux personnes en situation de handicap comme prévu par la convention.

3.3.2 Animation partenariale avec la ville de Laval

L'USLaval s'engage à assurer des heures d'animation réparties sur les différentes disciplines développées par ses différentes sections. Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'animation, la ville de Laval, en concertation avec ses partenaires dont l'USLaval, élabore un projet commun en direction de tous les publics et prioritairement en direction de la jeunesse. Ces heures ne pourront pas être utilisées à des fins commerciales ou promotionnelles.

Le nombre d'heures et le taux horaire seront fixés chaque année par avenant.

S'agissant des animations municipales se déroulant sur le site sportif d'Hilard, la mise en place et l'organisation de celles-ci seront définies en accord avec la ville de Laval.

Article 4

Engagements et obligations de l'USLaval

L'USLaval s'engage à :

- gérer son personnel en conformité avec les lois et règlements sociaux et appliquer les conventions collectives en vigueur. Les décisions de gestion du personnel engagent juridiquement et financièrement l'association,
- respecter toutes les règles qui régissent la vie des associations et à gérer avec la rigueur nécessaire les financements publics attribués,
- rendre accessible la pratique de l'activité au plus grand nombre, permettant, notamment, l'intégration des plus défavorisés, dans une perspective éducative et sociale,
- garantir la destination des subventions publiques obtenues et produire les pièces justifiant du bon emploi des fonds,
- répondre à l'obligation de faire certifier ses comptes annuels par un commissaire aux comptes dès que le total des subventions publiques perçues est supérieur ou égal au montant défini par la loi y compris la mise à disposition gratuite de moyens évalués par la ville de Laval.

Article 5

Engagements de la ville de Laval.

La ville de Laval s'engage à être un partenaire privilégié en matière d'organisation et de conseil, et à fournir à l'association toute l'aide nécessaire à la réalisation de ses projets, dans la mesure des possibilités.

La ville s'engage, par ailleurs, à désigner un interlocuteur unique pour les projets culturels portés par l'association (Centre de danse et à l'école de cirque de l'USLaval) ; la direction des sports étant naturellement l'interlocuteur pour les activités sportives.

Article 6

Financement

6-1 Contribution financière de la ville

La ville de Laval fixe sa contribution financière à l'USLaval au regard de l'action d'intérêt général mis en œuvre par les statuts de l'association, de ses agréments, de son projet associatif et de ses actions quotidiennes au bénéfice des différents publics.

La ville de Laval fixe sa contribution financière sur les bases suivantes :

6.6.1 Subvention courante annuelle de fonctionnement pour les sections :

Sur la base de leur projet sportif pluriannuel la subvention de fonctionnement.

Elle sera calculée suivant les critères d'attribution des subventions, à savoir :

- les effectifs et leur origine géographique,
- le niveau de pratique ,
- le nombre d'équipes engagées,
- les déplacements,
- les actions de formations d'arbitrage ou juge,
- leur implication dans la vie de la cité par leur participation aux projets ville.

Les aides aux sections feront l'objet d'un dépôt de dossier annuel de demande de subventions.

6.6.2 Aide à l'événementiel :

L'organisation d'événements exceptionnels pourra faire l'objet d'une subvention ponctuelle dans le cadre des procédures habituelles de dépôt et d'instruction des demandes d'aides financières exceptionnelles.

6.6.3 Subvention à l'omnisports

En raison de l'importance de l'USLaval sur le territoire de Laval et de son agglomération et l'importance de ses actions sportives, culturelles et sociales, sera pris en compte le rôle de coordination au regard de la structure et de ses missions dans la définition des subventions.

Dans ses activités, l'omnisports réalise des actions transversales qui feront l'objet d'une aide à la réalisation de projets.

Aide à l'emploi : l'aide à l'emploi associatif fait l'objet d'une volonté politique de la ville de Laval. Un soutien est alloué à l'USLaval dans le cadre de cette politique et pourra être revalorisé au regard de l'effectif salarié et de ses qualifications, après négociation annuelle avec la ville de Laval.

Heures d'animation partenariale au titre de l'implication du club dans les activités municipales : un soutien est apporté à l'USLaval compte tenu de ses effectifs spécialisés participant aux activités mises en place par la ville de Laval dans le cadre de ses orientations éducatives.

Sport de niveau national : un soutien sera alloué à l'USLaval, qui sera déterminé au regard des résultats obtenus par les équipes concernées et leur maintien au niveau de pratique ayant motivé l'aide municipale.

Sur la durée de l'olympiade 2019/2020 et 2021/2024, la ville de Laval s'engage à maintenir son soutien financier à l'omnisports en ce qui concerne l'aide à l'emploi, l'animation partenariale et le sport de niveau national, au vu des bilans et du nombre d'emplois affiché par l'association, sous réserve de l'annualité budgétaire.

L'USLaval s'engagera à ne pas limiter ses demandes d'aides financières à la seule ville de Laval et recherchera des financements complémentaires privés et d'autres collectivités territoriales.

6.6.4 Mise à disposition des locaux et de moyens

Afin de garantir la sincérité des comptes, la ville de Laval communiquera un tableau annuel récapitulatif par section des locaux et moyens mis à disposition. Cette valorisation sera intégrée aux comptes consolidés de l'USLaval.

6.2 Suivi du financement

Afin de faciliter les perspectives financières, un prévisionnel sur 3 ans glissant indiquant les tendances sera adressé à la ville de Laval et validé, suite à une réunion de concertation.

Le montant annuel de la subvention hors événementiel sera versé à hauteur de 80 % en début d'exercice, les 20 % lors de la production des documents prévus dans la convention et après la réunion de bilan des objectifs et résultats.

Dans son esprit de transparence, l'USLaval produira, chaque année, une série d'états qui justifieront le résultat de son activité et l'utilisation des fonds qui lui ont été alloués :

- un bilan d'activités détaillé par section,
- une évaluation de l'action accomplie,
- un tableau récapitulatif des emplois dont elle a la charge avec les caractéristiques suivantes :
 - . la qualification des personnels et un organigramme,
 - . le type de contrat (CDI, CDD, temps plein, temps partiel),
 - . les aides obtenues par d'autres financeurs (emplois aidés),
 - . l'ancienneté dans l'emploi,
 - . le plan de formation,
- les documents comptables.

Elle fournira également ses perspectives et projets sur la durée de l'olympiade.

Elle remettra un rapport d'activités et un tableau de bord qui montreront le respect des engagements à l'animation de la cité.

6.3 Équipements mis à disposition par la ville de Laval

Un acte notarié, en date du 2 décembre 1993, d'une durée de 99 ans, portant sur l'acquisition par la ville de Laval du patrimoine de l'USLaval et la mise à disposition des équipements à l'association, règle les conditions d'utilisation, d'entretien et de réparation, les consommations d'eau, d'électricité et de chauffage, ainsi que le nettoyage du bâti et des voies d'accès sur le site du 51 rue d'Hilard.

La ville de Laval se réserve la possibilité de permettre à d'autres utilisateurs de bénéficier des équipements municipaux après accord de l'USLaval et tel que le stipule l'acte notarié en date du 2 décembre 1993 rappelé selon les motifs ci-dessous.

La ville de Laval pourra mettre à la disposition d'autres associations ou organismes les biens prêtés à l'USLaval, à condition expresse de maintenir au club ses jours et heures d'utilisation et de lui garantir la priorité dans les attributions d'horaires supplémentaires, et ceci après accord du bureau de l'USLaval.

L'USLaval s'engage à fournir à la ville de Laval les créneaux horaires d'utilisation, pour chaque section, à chaque début de saison sportive.

Pour le reste des équipements (salles du Palindrome, piste d'athlétisme et autres équipements) la ville de Laval répondra aux demandes selon les procédures définies par la direction des sports.

6.4 La programmation d'un plan pluriannuel d'investissement.

Compte tenu de l'évolution de l'association, la ville de Laval engagera, dans la mesure de ses possibilités, un programme pluriannuel de création et de réhabilitation des structures dédiées aux activités proposées par l'association et sur la base d'une concertation.

Article 7

Suivi de convention

Les dirigeants de l'association rencontreront, au moins une fois par an, les représentants de la ville de Laval (secteurs sportif et culturel) pour évaluer les conditions d'application de la convention.

Article 8

Contrôle et limite à l'emploi de la subvention

L'USLaval s'engage à :

- justifier de l'utilisation des aides directes et indirectes apportées par la ville de Laval,
- respecter toutes les règles qui régissent la vie des associations et à gérer avec rigueur les financements publics attribués,
- garantir la destination des subventions publiques obtenues et produire les pièces justifiant le bon emploi des fonds,
- se conformer à l'obligation de faire certifier ses comptes annuels par un commissaire aux comptes dès lors que le total des subventions publiques perçues sera supérieur ou égal tels que défini par la loi, y compris la mise à disposition gratuite des moyens évalués par la ville de Laval.

L'USLaval devra produire ses comptes annuels (compte de résultat et bilan) au plus tard dans les 6 mois de la clôture de l'exercice, soit avant le 31 janvier de l'année suivante.

L'USLaval produira ainsi à la ville de Laval les documents suivants :

- le compte de résultats de l'année n-1,
- le budget prévisionnel global,
- le budget prévisionnel des projets par section,
- le bilan d'activités concernant les actions de l'année n-1,
- les renseignements administratifs de l'association, à jour,
- le rapport moral de la dernière assemblée générale.

Article 9

Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2024. Elle prend effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2024.

L'année 2024 sera l'année de l'évaluation de l'exécution de la présente convention et l'ouverture de la négociation pour la convention portant sur l'olympiade suivante.

Article 10

Avenant

Cette convention fera l'objet d'un avenant chaque année (de 2019 à 2024) pour préciser la participation financière de la ville de Laval et le nombre d'heures assurées par le club dans le cadre de l'animation partenariale.

Par ailleurs, toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera également l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention s'agissant notamment des objectifs et des résultats attendus sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Article 11

Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties avec un préavis de 6 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception et en indiquant les motifs.

La résiliation entraînera le reversement de tout ou partie des aides financières attribuées par la ville de Laval et notamment :

- en cas de manquement aux obligations décrites dans l'article 3,
- si les sommes versées par la ville de Laval n'ont pas été utilisées conformément à leur objet,
- si les pièces demandées n'ont pas été fournies,
- lorsque l'association est dissoute avant réalisation des actions subventionnées.

De façon générale, il est expressément convenu qu'en cas d'inexécution de l'une des clauses du présent engagement et deux mois après une mise en demeure d'exécuter restée infructueuse, la présente convention sera résiliée immédiatement et de plein droit.

Fait à Laval, le

Le maire,

**La présidente
de l'Union Sportive Lavalloise,**

François ZOCCHETTO

Jacqueline DALIBARD

RAPPORT

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LE CLEP

Rapporteur : Chantal Grandière

La ville de Laval met en œuvre des moyens humains, matériels et financiers pour promouvoir un développement solidaire des quartiers lavallois et le mieux vivre ensemble de leurs habitants, en lien avec des partenaires institutionnels et associatifs.

La ville de Laval gère à cet effet huit centres sociaux agréés par la caisse d'allocations familiales dont l'objectif est de favoriser l'épanouissement des personnes, les solidarités et le lien social, au travers d'activités, d'animations et de services, dans des domaines divers qui répondent aux besoins des concitoyens de toutes les conditions et de tous les âges.

Le CLEP développe son activité associative dans le cadre d'un agrément centre social accordé par la caisse d'allocations familiales de la Mayenne, au profit des habitants du centre-ville de Laval, rive droite et rive gauche.

Cet agrément est en cours de reconduction pour la période 2019 - 2022.

Historiquement plutôt orientée vers l'activité centre de loisirs / ludothèque / animations scientifiques, l'association oriente désormais son activité et son projet d'ensemble vers une dimension élargie,

en s'inscrivant davantage dans une logique de proximité (territoire du centre-ville rive droite / rive gauche).

Avec les 8 maisons de quartier municipales, le CLEP constitue ainsi un 9e centre social sur le territoire lavallois, sa spécificité étant d'être une structure associative.

Dans le respect de son objet statutaire et grâce au dévouement de ses bénévoles, le CLEP joue un rôle actif dans l'animation sociale, culturelle et de loisirs du quartier centre-ville mais aussi à l'échelle de la ville.

La ville de Laval reconnaît cette contribution au dynamisme de ce territoire et au bien-être de ses habitants qu'elle entend soutenir par le biais d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour la période 2019 - 2022.

Cette convention a pour buts de :

- définir les termes du partenariat entre la ville de Laval et le CLEP,
- définir les moyens financiers et matériels que la ville apporte pour le fonctionnement du CLEP.

Elle est signée pour une durée de quatre ans et concerne les années 2019, 2020, 2021 et 2022. Chaque année, la convention sera complétée par des avenants fixant les participations financières de la ville pour le fonctionnement du CLEP ou relatifs à de nouveaux projets.

Il vous est proposé d'approuver cette proposition et permettre à monsieur le Maire de signer tous les documents à cet effet.

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LE CLEP

N° S 489 - VQ - 5

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que, dans le cadre de son plan municipal, la ville de Laval s'est engagée à placer les habitants au cœur de son action publique en les incitant à devenir un maillon essentiel de la vie locale,

Que la ville de Laval reconnaît le rôle actif du centre lavallois d'éducation populaire dans l'animation sociale et culturelle en direction des habitants des quartiers lavallois, particulièrement ceux du centre-ville,

Que la convention définissant les modalités de partenariat entre la ville de Laval et le centre lavallois d'éducation populaire est caduque depuis 2017,

Qu'il convient de définir les modalités du nouveau cadre de relations entre la ville et le centre lavallois d'éducation populaire d'animation par une nouvelle convention,

Sur proposition de la commission vie quotidienne,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval reconnaît le rôle actif du centre lavallois d'éducation populaire, en direction des habitants des quartiers lavallois.

Cette implication a un caractère d'intérêt général qui justifie le soutien de la ville par :

- l'attribution d'une subvention de fonctionnement,
- la mise à disposition et l'entretien de locaux,
- la mise à disposition d'agents municipaux.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer, avec le centre lavallois d'éducation populaire, la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens proposée pour la période 2019 à 2022.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Alexandre Lanoë : *C'est la même question pour le CLEP, puisqu'il s'agit de repasser la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens entre la ville et le CLEP qui, je le rappelle, est le neuvième centre social existant sur le territoire de la ville de Laval. Vous en avez huit qui sont des centres sociaux dits municipaux. Celui-ci a la particularité d'être un centre social associatif.*

Nous sommes donc sur une convention qui porte sur la période 2019/2022, qui réaffirme et reconnaît à nouveau le rôle du CLEP comme un véritable animateur social, culturel, de loisirs, qu'il s'agisse du centre-ville, mais aussi de l'ensemble de la ville. La convention a pour but de définir les termes du partenariat et les moyens financiers et matériels que la ville apporte pour le fonctionnement du CLEP, avec, chers collègues, notamment si vous avez pris le temps de la lire dans le détail, une augmentation de subvention à partir de 2020.

M. le Maire : *Et un montant total pour les quatre années de 428 000 €. C'est donc une convention importante, comme celle de l'USL d'ailleurs.*
Monsieur Gourvil.

Claude Gourvil : *Une demande de précisions par rapport à des choses que nous pouvons entendre et qui ne sont pas forcément vraies, ou qui peuvent l'être, je ne sais pas. C'est le neuvième centre social de Laval. Super, c'est un centre social de centre-ville, que certains d'entre nous fréquentent encore avec les enfants qui leur restent. Nous entendons dire que vous ne seriez pas d'accord pour monter un contrat local d'accompagnement à la scolarité en prenant comme support ce neuvième centre social de Laval qu'est le CLEP. Or, il y a des besoins, réels, notamment des besoins de proximité à l'école Saint-Joseph et à l'école Victor Hugo, par exemple. Ces élèves pourraient en bénéficier. Envisagez-vous d'ouvrir un contrat local d'accompagnement à la scolarité en prenant appui sur cette structure du CLEP ?*

M. le Maire : *Vous savez que nous sommes très attachés, moi en particulier, au dispositif des CLAS. Les relations étant particulièrement étroites et régulières avec le CLEP, si ce dernier fait cette proposition, ou si lors d'un échange sur le sujet, nous pouvons aborder la question, pourquoi pas... les CLAS, je ne dis pas que plus nous en ferons, mieux ce sera, mais c'est un peu le fond de ma pensée quand même. Je mets aux voix la convention d'objectifs et de moyens avec le CLEP. Merci.*



CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2019/2022

**entre le CENTRE LAVALLOIS D'ÉDUCATION POPULAIRE
et
LA VILLE DE LAVAL.**

Entre :

La Ville de Laval, représentée par Monsieur François Zocchetto, Maire de Laval, dûment habilité aux fins des présentes par délibération en date du 17 décembre 2018, ci-après désignée par les termes «La Ville»,
d'une part,

Et

L'association Centre Lavallois d'Éducation Populaire, association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège à Laval, 8 impasse Haute Chiffolière, représentée par sa Présidente, Madame Delphine HIVET, ci-après désignée par les termes «Le CLEP»
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La ville de Laval met en œuvre des moyens humains, matériels et financiers pour promouvoir un développement solidaire des quartiers Lavallois et le mieux vivre ensemble de leurs habitants, en lien avec des partenaires institutionnels et associatifs.

La ville de Laval gère à cet effet huit centres sociaux agréés par la caisse d'allocations familiales dont l'objectif est de favoriser l'épanouissement des personnes, les solidarités et le lien social, au travers d'activités, d'animations et de services, dans des domaines divers qui répondent aux besoins des concitoyens de toutes les conditions et de tous les âges.

Dans le respect de son objet statutaire et grâce au dévouement de ses bénévoles, le CLEP joue un rôle actif dans l'animation sociale, culturelle et de loisirs du quartier centre-ville mais aussi à l'échelle de la ville.

La ville de Laval reconnaît cette contribution au dynamisme de ce territoire et au bien-être de ses habitants qu'elle entend soutenir par le biais de cette convention.

Cette convergence des objectifs montre que les deux parties contribuent à l'intérêt général et au bien-être des habitants. Cela fonde la démarche qui consiste à bâtir un partenariat constructif et durable, dans le respect des valeurs, de l'objet, du fonctionnement et de l'indépendance de chacun.

Le CLEP développe son activité associative dans le cadre d'un agrément centre social prononcé par la Caisse d'Allocations Familiales de la Mayenne, au profit des habitants du centre-ville de Laval, rive droite et rive gauche. Cet agrément est en cours de reconduction pour la période 2019 – 2022.

L'objet de cette convention est d'acter les modalités de mise en œuvre d'un partenariat entre la Ville de Laval et le CLEP pour optimiser le service rendu par le centre social et renforcer la cohérence et l'efficacité de ses interventions afin de mieux répondre aux besoins de la population.

Dans la perspective de permettre au CLEP de réaliser au mieux ses missions, la Ville de Laval a décidé de s'engager afin de définir les objectifs de cette coopération. Cet engagement vise à rechercher la complémentarité et l'efficacité des actions des signataires au bénéfice de la population pour un mieux vivre ensemble durable sur la base d'objectifs partagés et d'engagements réciproques.

TITRE I – LE PARTENARIAT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objectif de définir les conditions dans lesquelles la Ville et le CLEP unissent leurs efforts, dans la perspective des objectifs définis en commun ainsi que les conditions d'utilisation des moyens alloués par la Ville pour le fonctionnement du CLEP.

La présente convention a pour but de :

- définir les termes du partenariat entre la Ville et le CLEP,
- définir les moyens financiers et matériels que la Ville apporte pour le fonctionnement du CLEP,

La convention est signée pour une durée de quatre ans et concerne les années 2019, 2020, 2021 et 2022. Chaque année, la convention sera complétée par des avenants fixant les participations financières de la Ville pour le fonctionnement du CLEP ou relatifs à de nouveaux projets.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS DU CLEP

Les missions exercées par le CLEP ont pour objectif de contribuer à la mise en œuvre d'un projet d'animation globale sur le centre ville de Laval, rive droite et rive gauche. Le CLEP s'engage à mettre en œuvre les axes, objectifs et actions du projet validés dans le cadre de son agrément centre social, priorisant son intervention en tant qu'équipement de proximité qui accueille les habitants, qui leur permet de s'impliquer dans un projet, dans la réalisation des actions qu'ils mènent, dans la gestion de la structure et dans son évolution.

Son activité s'inscrit dans les missions suivantes :

- **Etre un lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toutes les populations en veillant à la mixité sociale** : il est ouvert à l'ensemble de la population à qui il offre un accueil, des activités et des services ; par là même il est en capacité de déceler les besoins et les attentes des usagers et des habitants. C'est un lieu de rencontre et d'échange entre les générations, il favorise le développement des liens familiaux et sociaux.

- **Etre un lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets** : il prend en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et des habitants, et favorise la vie sociale et la vie associative. Il propose des activités ou des services à finalité sociale, éducative, culturelle ou de loisirs, ainsi que des actions spécifiques pour répondre aux problématiques sociales du territoire. Il favorise le développement des initiatives des usagers en mettant des moyens humains et logistiques à leur disposition.

ARTICLE 3 – PROJET SOCIAL DU CLEP

Pour répondre aux objectifs visés à l'article 2, le CLEP mènera les actions conformes au projet Centre Social remis à la CAF 53 dans le cadre de la demande d'agrément. Le Projet Social du CLEP est initié et conçu par l'association. Il est élaboré et adopté par les instances associatives. La gestion du centre social est confiée à un conseil d'administration qui s'appuie sur une équipe de bénévoles et de professionnels pour animer ce projet.

Un exemplaire du Projet Social du CLEP est remis à la Ville de Laval.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Le CLEP s'engage à développer le Projet Social, objet de la présente convention, répondant aux objectifs visés aux articles 2 et 3, ce qui justifie l'aide de la ville de Laval. L'association s'engage à son initiative et

sous sa responsabilité, à mettre en œuvre son Projet Social en tenant compte des orientations de politique publique initiées par la Ville de Laval et en complémentarité avec celles développées par les autres associations et partenaires publics intervenant sur ou à proximité du centre-ville.

Le CLEP et la ville de Laval conviennent d'engager à l'échelle du centre-ville, un travail approfondi pour mettre en œuvre une coopération avec les maisons de quartiers agréées centres sociaux à travers des actions communes et la coordination de projets.

Le CLEP s'engage à respecter toutes les règles qui régissent la vie des associations et à gérer avec la rigueur nécessaire les financements publics attribués. Il s'engage à garantir la destination des subventions publiques obtenues et à produire les pièces justifiant le bon emploi de ces fonds. Il s'engage à se conformer à l'obligation de faire certifier ses comptes annuels par un commissaire aux comptes dès que le total des subventions publiques perçues sera supérieur ou égal à 153 000 €, y compris la mise à disposition gratuite de moyens évalués par la ville de Laval. La liste et la valeur des mises à dispositions gratuites sont évaluées dans un document annexé à la présente convention (annexe 1).

C'est dans ce cadre que la ville de Laval contribue financièrement à ce service.

TITRE II – LES CONDITIONS DE FINANCEMENTS

ARTICLE 5 – CONCOURS FINANCIER

Sous réserve du vote du budget municipal et de la délibération du Conseil Municipal fixant la répartition de l'enveloppe, le CLEP reçoit chaque année de la Ville de Laval une subvention de fonctionnement pour l'association. L'attribution de cette subvention s'inscrit dans la procédure d'instruction financière conduite par la Ville de Laval sur la base du dossier de demande de subvention adressé par le CLEP dans les délais impartis.

L'attribution des subventions de fonctionnement donne lieu à la signature d'avenants annuels à la présente convention. Des avenants complémentaires peuvent, le cas échéant, être signés pour le financement de projets spécifiques.

Le montant total de la subvention s'élève à la somme de 428 000 € pour les 4 années, qui se décline ainsi sous réserve du vote des budgets 2019, 2020, 2021, 2022 :

- Année 2019 : 105 000 €
- Année 2020 : 107 000 €
- Année 2021 : 107 000 €
- Année 2022 : 107 000 €

La subvention annuelle sera créditée au compte du CLEP lorsque les procédures décrites à l'article 11 de la présente convention seront respectées.

Au cas où le montant de la subvention annuelle serait revu à la baisse, le CLEP adaptera son projet en conséquence.

Les subventions annuelles de fonctionnement seront versées en deux fois (acompte et solde de subvention) suivant les modalités suivantes : 30 % au premier trimestre de chaque année civile ; solde de la subvention avant la fin du second trimestre de chaque année civile.

ARTICLE 6 – MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS

La ville de Laval met à disposition du CLEP les moyens personnels suivants : un animateur à temps plein et un animateur à 80 %. Cette mise à disposition à titre gratuit de personnels par la Ville fait l'objet de conventions annuelles spécifiques annexées à la présente convention d'objectifs et de moyens

ARTICLE 7 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

La Ville de Laval met à disposition du CLEP un ensemble de locaux à titre gratuit, sis au 8, impasse Haute Chiffolière à Laval, qu'il utilise dans le cadre de ses activités. Les travaux d'entretien et de réparation, les consommations d'eau, d'électricité et de chauffage, ainsi que le nettoyage du bâti et des voies d'accès, sont pris en charge par la ville de Laval.

La gratuité des fluides s'appuie sur les consommations des dernières années. Si la ville devait constater une consommation excessive ou anormale, elle avertira dans un premier temps le CLEP, puis se réserve la possibilité de facturer cette consommation excessive au CLEP si l'abus est démontré.

Le CLEP décide de l'utilisation des locaux pour les besoins de ses activités et ouvrira le plus largement possible les locaux aux autres associations. Le CLEP pourra également mettre les locaux à disposition des écoles et autres organismes lavallois du centre-ville ainsi qu'aux habitants.

Une annexe à la présente convention précise la nature des bâtiments mis à disposition du CLEP par la ville de Laval et leur valeur locative (annexe 2). Cet avantage en nature, ainsi que la valorisation des fluides et du ménage devront figurer dans le budget du CLEP.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le CLEP est responsable vis-à-vis des tiers des accidents et dégâts causés du fait de son activité dans les locaux mis à disposition par la ville de Laval. À ce titre, le CLEP doit souscrire une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile et peut également souscrire une assurance dommages, en vue de garantir ses propres biens.

La ville de Laval, en tant que propriétaire, doit garantir les ouvrages dans le cadre de sa propre police d'assurances dommages. La ville de Laval et son assureur renoncent aux recours qu'ils seraient en droit d'exercer contre le CLEP et son assureur à la suite de tout sinistre atteignant les biens, meubles ou immeubles mis à disposition, en dehors du cas de malveillance. En conséquence, le CLEP est dispensé de s'assurer contre les risques locatifs.

Réciproquement, le CLEP et son assureur renoncent à tout recours contre la ville de Laval et l'assureur de celle-ci en cas de sinistre. Les polices souscrites par le CLEP devront mentionner cette renonciation à recours.

Les compagnies d'assurances de la ville de Laval et du CLEP auront communication des termes de la convention afin de prévoir leurs garanties en conséquence.

TITRE III – LES MODALITÉS DE LA RELATION ENTRE LA VILLE ET LE CLEP

ARTICLE 9 – REPRÉSENTATION DE LA VILLE

Le CLEP associera la Ville de Laval au Conseil d'Administration de l'association. L'adjoint au Maire en charge de la vie des quartiers est invité aux réunions du Conseil d'Administration du CLEP en qualité de membre de droit à titre consultatif. Les invitations aux réunions seront adressées à son intention à l'Hôtel de Ville.

Par ailleurs, sans s'immiscer dans la gestion du CLEP, la Ville pourra apporter son concours aux dirigeants en termes d'information, de conseils ou participer à toute réflexion engagée sur des préoccupations communes.

ARTICLE 10 – PILOTAGE ET SUIVI DE LA CONVENTION

Une fois par an, à l'invitation du CLEP, les signataires de la présente convention se rencontreront, afin de dessiner de manière concertée les grandes lignes des projets de l'année suivante.

Un comité de suivi devra être mis en place. Il est composé des représentants de la commune, de la CAF 53 et du CLEP. Il est possible d'inviter un représentant de fédération des Centres Sociaux 49/53 comme personne qualifiée au comité de suivi. Ce comité permettra de faire participer les partenaires à la réflexion globale et aux orientations, de faire le point sur les missions du centre social. Il se réunit au moins une fois par an, sur invitation du CLEP.

Les directeurs, du CLEP, du Service Vie de quartier et du Service Vie Associative de la Ville de Laval, assurent une veille de la mise en œuvre des actions, des opportunités de financements et des obligations légales. Ils organisent des réunions de travail technique et organisent les versements de la subvention. Ils se réunissent au moins 3 fois par an sur invitation du CLEP.

ARTICLE 11 – COMPTES-RENDUS ET ÉVALUATION DE L'ACTIVITÉ

Le CLEP transmettra à la Ville de Laval, au plus tard dans les six mois suivant la fin de chaque exercice pour lequel une subvention aura été attribuée les documents suivants :

- le rapport d'activité du CLEP
- le bilan financier avec ses annexes, validé par le commissaire aux comptes
- le compte de résultat avec ses annexes, validé par le commissaire aux comptes

Ces documents seront transmis aux services Vie des quartiers et Vie associative.

Le CLEP devra également communiquer à la Ville tous les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration du CLEP et lui adresser les mises à jour relatives aux membres de ce Conseil d'Administration. Ces documents seront adressés à l'élu désigné par la Ville de Laval pour assister aux réunions du Conseil d'Administration.

Le CLEP acceptera et facilitera tous les contrôles que la Ville de Laval décidera d'effectuer ou de faire effectuer afin de s'assurer de la bonne utilisation des fonds versés et des conditions de gestion.

ARTICLE 12 – COMMUNICATION

Le CLEP devra participer à la valorisation de l'image de la Ville, notamment en faisant figurer le logo de la Ville de Laval sur ses documents, rapports, invitations, tracts d'informations relatifs à l'activité du Centre social CLEP. Il devra également signaler, dans le cadre de manifestations publiques, l'intervention de la Ville de Laval (sur les panneaux, programmes et calicots...).

Le cas échéant, le logo de la Ville de Laval sera affiché sur le site internet du CLEP, en incluant un lien afin de permettre l'accès direct au site de la Ville de Laval.

La ville de Laval accorde au CLEP une aide à la communication par l'impression de différents supports édités par l'imprimerie municipale dans la limite de 2 500 €/an.

TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 – DURÉE

Cette convention est signée pour la période de l'agrément centre social du CLEP, à savoir pour les années 2019, 2020, 2021 et 2022. Elle prend effet à la date de signature et se termine au 31 décembre 2022.

Cette convention donnera lieu à négociation tous les 4 ans dans la perspective du renouvellement de l'agrément Centre Social. En cas de non reconduite d'agrément centre social pour le CLEP, la ville redéfinira avec le CLEP les conditions de son partenariat.

ARTICLE 14 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuses.

ARTICLE 15 – LITIGE

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de conciliation. Si, dans le délai d'un mois à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

FAIT A LAVAL, le
(en deux exemplaires originaux)

La Présidente du CLEP
Delphine HIVET

Le Maire de Laval
François ZOCCHETTO

ATTRACTIVITÉ ET DÉVELOPPEMENT

RAPPORT

ACQUISITION DU TABLEAU INTITULÉ « HOMMAGE À ROUSSEAU » DE L'ARTISTE JEAN-YVES LEBRETON DIT LEB

Rapporteur : Nadia Caumont

Jean-Yves Lebreton, dit LEB, artiste peintre et sculpteur mayennais, a souhaité organiser une exposition de ses œuvres dans la salle d'honneur et dans la cour du Vieux-Château de Laval. Cette exposition s'est déroulée du 7 juillet au 23 septembre 2018.

Au terme de cette exposition, la ville de Laval souhaite acquérir la toile de l'artiste intitulée « Hommage à Rousseau », au format de 160X440 cm, pour une valeur de 2 000 €.

Aussi, vous est-il proposé d'approuver l'acquisition de ce tableau auprès de Jean-Yves Lebreton, dit LEB, pour un montant de 2 000 €.

Nadia Caumont : *Il s'agit de l'acquisition du tableau intitulé « hommage à Rousseau » de l'artiste Jean-Yves Lebreton, dit Leb. Vous en avez une image en pièce jointe. Nous allons acquérir cette œuvre suite à l'exposition qui s'est déroulée du 7 juillet au 23 septembre 2018. Aussi, il vous est proposé d'approuver l'acquisition de ce tableau de Jean-Yves Lebreton pour un montant de 2 000 €.*

M. le Maire : *Vous êtes tous d'accord ? Vous connaissez tous Jean-Yves Lebreton, dit Leb ? Nous avons d'ailleurs déjà un certain nombre d'œuvres de cet artiste, me semble-t-il.*

ACQUISITION DU TABLEAU INTITULÉ « HOMMAGE À ROUSSEAU » DE L'ARTISTE JEAN-YVES LEBRETON DIT LEB

N° S 489 - AD - 1

Rapporteur : Nadia Caumont

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que Jean-Yves Lebreton, dit LEB, a organisé une exposition de ses œuvres dans la salle d'honneur ainsi que dans la cour du Vieux Château de Laval du 7 juillet au 23 septembre 2018,

Qu'au terme de cette exposition la ville de Laval souhaite acquérir une de ses œuvres intitulée « Hommage à Rousseau », au format de 160x 440 cm,

Que la valeur de ce tableau est de 2 000 €,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'acquisition d'une œuvre de l'artiste Jean-Yves Lebreton, dit LEB, intitulée « Hommage à Rousseau », pour une valeur de 2 000 €, est approuvée.

Article 2

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS CULTURELLES VILLE D'ART ET D'HISTOIRE POUR 2019

Rapporteur : Didier Pillon

La ville de Laval a souhaité renouveler avec l'État son partenariat autour de la convention « Ville d'Art et d'Histoire » et a pour ce faire signé une nouvelle convention le 4 juillet 2016.

Dans ce cadre, l'action du service patrimonial fait l'objet d'un renouvellement important afin : de renforcer les actions en faveur du public éloigné de la culture (outils pédagogiques jeune et très jeune public), mettre en œuvre des visites innovantes dans le cadre de la préfiguration d'un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), développer des offres de loisirs patrimoniaux innovants et originaux (mise en place d'un Cluedo géant et de visites nocturnes théâtralisées), améliorer et renouveler les supports de communication.

Ces actions nécessitent la mise en place d'un programme annuel cohérent qui peut bénéficier de l'aide financière de l'État et de nos partenaires privés et institutionnels.

Le coût global de ces actions est estimé à 37 000 € et fait l'objet d'une inscription au budget 2019 de la ville.

Il vous est donc proposé d'approuver les actions culturelles et touristiques 2019 sous le label « Ville et Pays d'Art et d'Histoire » et d'autoriser le maire à solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des partenaires institutionnels ou privés dans le cadre des activités d'animations du patrimoine prévues en 2019 et à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ces actions.

Didier Pillon : *Il s'agit d'une demande qui est renouvelée chaque année puisque vous le savez, le label Ville d'art et d'histoire pour la ville de Laval a été renouvelé le 4 juillet 2016. Un certain nombre d'opérations, de visites insolites, de visites guidées, d'ouverture de monuments a eu lieu dans ce cadre-là, avec notamment certaines opérations comme un Cluedo géant, des visites nocturnes théâtralisées. Le coût total est estimé à 37 000 € pour ces manifestations. Comme nous sommes ville d'art et d'histoire, cette délibération a pour but d'autoriser le maire à demander de l'argent et de l'aide auprès du Ministère de la Culture au titre de la valorisation du patrimoine.*

J'en profite pour dire que les Bains-douches sont toujours ouverts et qu'il y a énormément de monde à aller voir cette très belle exposition, que je vous engage à aller voir, qui fait le lien entre le design et la nature, et qui nous montre également de très belles collections du musée des sciences, que nous n'avons pas souvent l'occasion de voir. Profitez-en donc pour aller voir cette très belle exposition aux Bains-douches.

M. Le Maire : *Bien. Merci.*

DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS CULTURELLES VILLE D'ART ET D'HISTOIRE POUR 2019

N° S 489 - AD - 2

Rapporteur : Didier Pillon

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la convention Laval Ville d'Art et d'Histoire du 4 juillet 2016 passée avec l'État,

Considérant que la ville de Laval souhaite intensifier ses actions de mise en valeur culturelle et touristique autour du patrimoine,

Que la ville de Laval a, dans ce cadre, arrêté, pour l'année 2019, son programme d'actions de démocratisation culturelle pour le patrimoine,

Que ce programme culturel est assorti d'actions pédagogiques et d'animations en direction des publics jeunes, scolaires et touristiques et qu'il comporte également la création de matériel pédagogique et la réalisation d'actions estivales,

Que ces actions peuvent faire l'objet de subventions et de mécénats,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les actions culturelles et touristiques 2019 sous le label « Ville et Pays d'Art et d'Histoire » sont approuvées.

Article 2

Le maire est autorisé à solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des partenaires institutionnels ou privés dans le cadre des activités d'animations du patrimoine prévues en 2019.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre des actions culturelles et touristiques 2019 réalisées sous le label « Ville et Pays d'Art et d'Histoire ».

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

DÉNOMINATION DE VOIES SUR LES SECTEURS DE GRENOUX ET SAINT-NICOLAS

Rapporteur : Nadia Caumont

Considérant qu'il convient de poursuivre l'action visant à féminiser les noms de rues à Laval, il vous est proposé de nommer les deux voies suivantes :

- . une nouvelle voie dans le secteur de Grenoux, dont l'entrée se fera par la rue Michel Knindick et ne débouchant pas sur une autre voie, reliant la rue Charles Toutain et la RD 900 a été créée.

Il est proposé que la voie nouvelle principale puisse être baptisée rue Jeanne Labbé-Lesourd.

Jeanne Labbé-Lesourd, 1879-1924, a tenu un journal de guerre de 1914 à 1919. Elle raconte, notamment, son quotidien auprès des blessés de l'hôpital bénévole n° 21bis, pour lesquels elle montre un dévouement sans faille.

- . une nouvelle allée dans le secteur Saint-Nicolas entre l'avenue Kléber et la rue de Lannes a été créée. Il est proposé que la nouvelle allée puisse être baptisée Myriam Lepert.

Myriam Lepert, 1963-11 mars 2014, a beaucoup œuvré pour les actions de l'État en faveur de la cause des femmes en Mayenne. Chargée de mission à la préfecture, animatrice de la commission Industri'elles, membre du club Innerwheel, elle était également une cheville ouvrière de la manifestation « les foulées d'octobre rose ».

Il vous est demandé d'approuver ces dénominations de voies.

Nadia Caumont : *Il s'agit là de poursuivre une action que nous avons commencée en 2018, la féminisation des noms de rues de Laval. Deux rues vous sont proposées, une dans le secteur de Grenoux et une dans le secteur de Saint-Nicolas. Dans le secteur de Grenoux, nous souhaitons nommer une rue Jeanne Labbé-Lesourd. Dans le secteur de Saint-Nicolas, nous souhaitons baptiser une rue Myriam Lepert. Il vous est demandé d'approuver ces dénominations de rues.*

Didier Pillon : *Juste une petite précision pour le rapport, parce que j'ai eu la famille de Myriam Lepert. Il faudra sans doute appeler la rue Myriam Lepert-Giraud, nom de jeune fille de Madame Lepert.*

M. Le Maire : *Je suppose que personne n'y est opposé ? Merci, c'est adopté.*

DÉNOMINATION DE VOIES SUR LES SECTEURS DE GRENOUX ET SAINT-NICOLAS

N° S 489 - AD - 3

Rapporteur : Nadia Caumont

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu les articles L. 2321-2-20 du code général des collectivités territoriales sur les frais d'établissement, d'entretien et de renouvellement des plaques de rues,

Vu les articles R. 2512-6 à R. 2512-8 du code général des collectivités territoriales sur les dénominations de voies,

Vu le décret n° 94-1112 du 19 septembre 1994 imposant la notification par le maire des listes alphabétiques des voies publiques et privées aux services de l'État,

Considérant que deux voies sont à dénommer dont une voie principale dans le secteur de Grenouet une allée dans le secteur Saint Nicolas,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La voie principale entre la rue Charles Toutain et la RD900 est dénommée rue Jeanne Labbé-Lesourd.

Article 2

L'allée située entre l'avenue Kléber et menant à la rue de Lannes est dénommée rue Myriam Lepert-Giraud.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION POC POK ET LE THÉÂTRE-SCÈNE CONVENTIONNÉE DE LAVAL DANS LE CADRE DU FESTIVAL DES 3 ÉLÉPHANTS ÉDITION 2019

Rapporteur : Didier Pillon

Dans le cadre de sa politique culturelle, la ville de Laval s'associe, comme les années passées, au festival des 3 Éléphants qui se déroulera du 24 au 26 mai 2019.

Le festival des 3 Éléphants mêle concerts de musiques actuelles, arts de la rue, concerts jeune public et installations plastiques.

Afin de préciser les rapports et les modalités du partenariat entre la ville de Laval, l'association Poc Pok et le Théâtre-scène conventionnée de Laval, co-organisateur du festival, il convient de signer une convention.

Dans le cadre de cette manifestation, la ville prendra en charge :

- l'impression de documents de communication pour un montant maximum de 16 000 € TTC,
- l'achat d'espaces publicitaires pour un montant maximum de 11 000 € HT,
- l'édition d'un supplément spécial d'un quotidien local pour un montant maximum de 4 000 € HT,
- la mise à disposition des lieux de représentation, d'implantation du camping festival,
- la mise à disposition de matériel (son, éclairage, barrières, barnums, points d'eau, armoires électriques, plantes, etc.).

Il vous est donc proposé d'approuver le partenariat entre la ville de Laval, l'association Poc Pok et le Théâtre-scène conventionnée de Laval pour l'organisation du festival des 3 Éléphants et d'autoriser le maire à signer la convention correspondante, ainsi que tout autre document à cet effet.

Didier Pillon : *Il s'agit là encore d'une convention qui a lieu tous les ans. Vous le savez, nous aidons le théâtre à participer à cette grande opération qu'est le festival des trois éléphants. Vous savez donc que l'édition 2019 se déroulera du 24 au 26 mai. Là encore, je rappelle que la ville met à disposition de ce festival à la totalité des équipements culturels et du personnel pour permettre un grand nombre de manifestations. Là, il est question, dans cette convention, d'insister sur le montant maximum de la communication que la ville prendra à sa charge. Nous vous expliquons que le montant maximum est de 16 000 €, 11 000 € pour un montant maximum correspondant à l'achat d'espaces publicitaires et également pour participer à un supplément du quotidien local pour 4 000 €. Voilà ce qui vous est donc demandé, étant précisé là encore que nous aurons l'occasion de revenir sur cette nouvelle édition des trois éléphants au mois de mai 2019.*

M. Le Maire : C'est voté.

CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION POC POK ET LE THÉÂTRE-SCÈNE CONVENTIONNÉE DE LAVAL DANS LE CADRE DU FESTIVAL DES 3 ÉLÉPHANTS ÉDITION 2019

N° S 489 - AD - 4

Rapporteur : Didier Pillon

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Considérant que dans le cadre de sa programmation culturelle, la ville de Laval a décidé d'apporter sa contribution à l'organisation du festival des 3 Éléphants et des arts de la rue du 24 au 26 mai 2019,

Qu'il convient de préciser le contenu et les modalités du partenariat avec l'association Poc Pok et le Théâtre-scène conventionnée de Laval, également partenaire du festival,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le partenariat entre la ville de Laval, l'association Poc Pok et le Théâtre-scène conventionnée de Laval pour l'organisation du festival des 3 Éléphants - édition 2019 est approuvé.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document en lien avec l'organisation de ce festival ainsi que tout avenant éventuel.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à solliciter les subventions les plus larges et à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La ville de Laval
Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 LAVAL Cedex
représentée par son maire
agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 17 décembre 2018
siret n° 215 301 300 000 12
code APE : 8411Z
ci-après dénommée la ville de Laval,

ET

Le Théâtre - scène conventionnée de Laval
34 rue de la Paix - 53000 LAVAL
représenté par son président agissant en vertu d'une délibération du conseil d'administration en date du
siret n° 200 025 542 000 16
code APE : 9004Z
ci-après dénommé le Théâtre,

ET

L'association Poc Pok
dont le siège social est situé 177 rue du Vieux Saint-Louis - 53000 LAVAL
représentée par sa présidente dûment habilitée
siret n° 482 378 452 000 23
code APE : 9001Z
ci-après dénommée Poc Pok

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

Dans le cadre de l'organisation du festival des 3 Éléphants qui aura lieu les **24, 25 et 26 mai 2019** à Laval, les différentes parties, la ville de Laval, le Théâtre-scène conventionnée de Laval et l'association Poc Pok, ont convenu de mutualiser leurs moyens.

Article 2 : PROGRAMMATION

Poc Pok prend en charge la programmation des concerts de musiques actuelles et des concerts jeune public (kidztival).
Le Théâtre prend en charge la programmation des arts de la rue.

Article 3 : DROITS D'AUTEUR ET TAXE FISCALE

Poc Pok et le Théâtre auront à leur charge les déclarations auprès des sociétés de perception des droits d'auteur et des droits voisins afférents aux contrats qu'ils auront programmés (SACD, ASTP, SACEM, CNV,...).

Article 4 : COMMUNICATION

Poc Pok assurera la communication de cet événement et notamment par :

- l'impression d'affiches de différents formats,
- l'impression d'une bâche 8 m x 5 m,
- l'achat d'encarts publicitaires dans la presse écrite, notamment au sein de la presse nationale,
- l'achat de spots publicitaires sur les radios,
- la mise en place d'un site Internet et de diffusion sur les réseaux sociaux,
- l'affichage sur les réseaux libres et magasins dans le Grand Ouest,
- street marketing,
- la mise en place de supports vidéo originaux tout le long du festival valorisant la ville de Laval, son patrimoine et l'environnement du festival (rue, musiques, publics,...).

La ville de Laval prendra en charge l'impression de documents de communication pour un montant maximum de 16 000 €TTC.

La ville de Laval prendra en charge l'achat d'espaces publicitaires pour un montant maximum de 11 000€ HT.

La ville de Laval prendra en charge l'édition d'un supplément spécial d'un quotidien local pour un montant maximum de 4 000€ HT.

Article 5 : LIEUX ET LOCAUX

Le festival les 3 Éléphants aura lieu : place de Hercé, promenade Anne d'Alègre, cour du musée des sciences et plus largement dans le Vieux Laval.

La ville de Laval met à disposition de Poc Pok les locaux et bâtiments suivants :

- la salle polyvalente du 16 mai au 28 mai 2019,
- l'auditorium de la salle polyvalente du 16 mai au 29 mai 2019,
- le local rez-de-chaussée de la bibliothèque du 17 mai au 29 mai 2019,
- la cour du service espaces verts de la Perrine (la serre - allée Adrien Bruneau) du 16 mai au 29 mai 2019,
- la maison Colbus du 22 mai (à partir de 22 h) au 29 mai 2019 (à 12 h),
- les salles d'exposition du musée école de la Perrine (rez-de-chaussée, 1er étage, rez-de-jardin, salle dite « la Poterie ») du 18 mai (8 h) au 28 mai 2019 (18 h),
- l'espace dit « l'Orangerie », jardin de la Perrine, du 18 mai (8 h) au 28 mai 2019 (18 h),
- le musée Alain Gerbault du 24 mai (8 h) au 27 mai 2019 (18 h),
- Le gymnase Ambroise Paré du 24 mai (13 h) au 27 mai 2019 (18 h),
- la Maison Pierre Briand du 24 mai (8 h) au 26 mai 2019 (23 h),
- la salle d'exposition de la Scormam du 22 mai (8 h) au 26 mai (18 h).

La ville de Laval met à disposition de Poc Pok les lieux / espaces publics suivants :

- la Place de Hercé, en partie (les 2 travées près de la salle polyvalente, du 16 au 19 mai 2019
- la Place de Hercé, en totalité, du 19 mai au 29 mai 2019,
- la promenade Anne d'Alègre du 17 mai au 29 mai 2019,
- l'espace extérieur du CCAS, place de Hercé, du 18 mai au 29 mai 2019 pour l'implantation du camping bénévoles/équipes/staff,
- le parking arrière de la salle polyvalente, rue de la Halle aux Toiles du 17 mai au 29 mai 2019,
- les espaces verts, place du Gast, pour l'implantation du camping festival du 17 au 28 mai 2019,
- la cour du musée des sciences du 18 mai au 29 mai 2019,
- la cour du Vieux-Château du 24 mai (08 h) au 26 mai 2019 (23 h),
- l'Esplanade Château-Neuf du mercredi 22 mai (08h) au lundi 27 mai 2019 (20 h),
- plateau sportif du gymnase Ambroise Paré du 23 mai (18 h) au dimanche 26 mai 2019 (23 h).

Article 6 : MATÉRIEL

La ville de Laval s'engage à mettre à disposition :

- du matériel scénique (son, éclairage),
- le parc technique municipal (barrières, bamum, praticables,...),
- des points d'eau et d'évacuations des eaux usées sur les différents sites,
- les armoires électriques sur les sites et câbles, dans les limites du matériel disponible,
- des plantes vertes décoratives,
- le nettoyage par les services de propreté de la promenade Anne d'Alègre et la place de Hercé,
- des travaux de voiries si nécessaires,
- l'installation temporaire des moyens de communication (téléphonie et informatique),
- l'ensemble des plots bétons nécessaires à la sécurisation préconisée par les services compétents,
- des véhicules du parc municipal afin de réaliser les points de contrôle sécurité renforcée Vigipirate.

Le Théâtre s'engage à mettre à disposition du personnel et du matériel technique selon les besoins liés aux accueils des spectacles de rue, du Kidztival, des concerts sauvages et des Plus Plus.

Poc Pok se chargera de fournir tout autre matériel nécessaire à la mise en place et à l'organisation du festival.

Poc Pok s'engage à prendre soin du matériel qui lui est prêté, à ne pas effectuer de quelconques manipulations, modifications, réparations sans avis préalable de la ville de Laval ou du Théâtre.

Article 7 : SÉCURITE - SECOURS - INCENDIE

Poc Pok et le Théâtre solliciteront les autorités compétentes pour obtenir les autorisations nécessaires pour le bon déroulement de l'événement.

Poc Pok et le Théâtre prendront en charge la sécurité et les secours nécessaires à l'ensemble de la manifestation.

Article 8 : RESTAURATION - HÉBERGEMENT

Poc Pok prendra en charge l'ensemble des repas des personnes qui auront à intervenir sur le festival (artistes, techniciens,...).

Poc Pok et le Théâtre prendront respectivement en charge l'hébergement des artistes pour lesquels ils auront programmé et signé des contrats.

Article 9 : ASSURANCES

Poc Pok et la ville de Laval attestent avoir souscrit une assurance en dommage aux biens et responsabilité civile s'agissant de leur matériel et de leur personnel. Elles se sont également assurées pour tous les risques liés à l'accueil du public.

Le Théâtre atteste avoir souscrit une assurance qui prendra en charge tout dommage lié aux biens au titre des risques locatifs.

Article 10 : RESPECT DE LA LÉGISLATION

Poc Pok, la ville de Laval et Le Théâtre s'engagent à travailler dans le respect du droit et des personnes, notamment à respecter la législation relative à la protection des œuvres de l'esprit, aux droits d'auteur et de la propriété intellectuelle et artistique.

Chaque partie déclare être régulièrement affiliée à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes.

En leur qualité d'employeur, elles s'engagent à effectuer pour le compte de leur personnel toutes les déclarations et versements exigibles aux organismes sociaux, de telle sorte que la responsabilité de chacun des cocontractants ne puisse en aucun cas et à quelque titre que ce soit être recherchée à ce sujet. Chaque partie garantit aux mêmes fins son cocontractant de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'elle pourrait s'adjoindre à cette occasion.

Article 11 : CLAUSE D'ANNULATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence française.

Article 12 : DURÉE

La présente convention est conclue et acceptée pour la durée de la prestation :
du 16 mai au 29 mai 2019.

Fait à Laval, le

Pour Poc Pok
Le Président,

Pour Le Théâtre
Le Président

Pour la ville de Laval
Le Maire

M. GARNIER

D.PILLON

F. ZOCCHETTO

RAPPORT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION DES COLLECTIONNEURS DE VINYLES ET DE LA BANDE DESSINÉE 53 (ACVB 53)

Rapporteur : Philippe Vallin

L'Association des collectionneurs de vinyles et de la bande dessinée 53 organise un salon du disque et de la bande dessinée à la Scomam en février 2019.

La ville de Laval souhaite s'investir sur ce projet en versant, à titre exceptionnel, une aide à la réalisation de l'exposition, dans le cadre de ce salon, pour un montant de 1 000 €.

Il vous est proposé d'approuver le versement de cette subvention exceptionnelle de 1 000 € à l'Association des collectionneurs de vinyles et de la bande dessinée 53 et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Philippe Vallin : *Le 10 février 2019, l'association des collectionneurs de vinyles et de bandes dessinées 53 organise un salon du disque et de la bande dessinée. Il s'agira de la quatrième édition. Ce salon se déroulera à la SCOMAM et l'entrée sera gratuite. Au cours de cette manifestation seront notamment proposées au public des séances de dédicaces, mais aussi diverses expositions autour du monde de la BD. La ville de Laval a souhaité soutenir ce projet et verser une aide à la réalisation de ces expositions pour un montant de 1 000 €. Il vous est donc demandé d'approuver le versement de cette subvention exceptionnelle.*

M. Le Maire : *Merci. Personne ne s'y oppose ? Il n'y a pas d'abstention ? Didier Pillon pour une subvention exceptionnelle à l'association théâtre. Ce serait quand même bien que nous fassions le total de toutes les subventions que nous avons voté en l'espace de quelques minutes, et que nous venions les ajouter au budget primitif 2018.*

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION DES COLLECTIONNEURS DE VINYLES ET DE LA BANDE DESSINÉE 53 (ACVB 53)

N° S 489 - AD - 5

Rapporteur : Philippe Vallin

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Considérant que la ville de Laval souhaite soutenir, développer et pérenniser les activités des associations culturelles,

Que l'association des collectionneurs de vinyles et de la bande dessinée 53 organise un salon du disque et de la bande dessinée à la Scmam en février 2019,

Que cette manifestation représente un intérêt pour la collectivité et ses habitants,

Que la ville de Laval souhaite s'investir sur ce projet en versant, à titre exceptionnel, une aide à la réalisation d'une exposition dans le cadre de ce salon,

Que le versement d'une subvention exceptionnelle 2018 est nécessaire afin d'organiser cette exposition,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une subvention exceptionnelle d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association des collectionneurs de vinyles et de la bande dessinée 53 pour l'année 2018.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION LE THÉÂTRE D'AIR DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (CLEAC)

Rapporteur : Didier Pillon

La ville de Laval mène une politique active dans le champ de l'éducation artistique et culturelle. Sous l'impulsion de la direction des affaires culturelles, les services concourent au dynamisme de cet axe essentiel de la politique culturelle.

Le contrat local d'éducation artistique et culturelle (CLEAC) est une démarche partenariale entre les acteurs culturels, éducatifs et sociaux, qui concerne prioritairement les 0/25 ans, sur tous les espaces et temps de vie. La politique de la ville étant attachée à une éducation pour tous, tout au long de la vie, un élargissement est envisageable aux publics déjà au cœur de la démarche de médiation : publics des structures sociales, justice, santé... Dans l'idée d'une éducation continue, le CLEAC garantit une structuration de l'offre pour l'ensemble des usagers et des publics sur l'ensemble du territoire.

Dans le cadre de ce dispositif, l'association Théâtre d'air a créé et conçu, au sein du quartier Saint-Nicolas à Laval, un spectacle intitulé « Cendrillon ».

C'est pourquoi, la ville de Laval souhaite s'investir tout particulièrement sur ce projet, en versant à l'association Théâtre d'air une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 500 €.

Il vous est proposé d'approuver le versement de cette subvention exceptionnelle de 2 500 € à l'association Théâtre d'air et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Didier Pillon : *Monsieur le Maire, c'est ce que j'expliquais tout à l'heure. J'ai bien dit qu'il fallait comparer de compte administratif à compte administratif. Dans le domaine culturel, on ne peut pas savoir au début de l'année tout ce qui va se passer. C'est le cas notamment de cette très belle opération qui est faite avec le Théâtre d'air, que nous aidons par ailleurs avec pratiquement 15 ou 20 000 € par an. Il s'agit d'accorder une subvention exceptionnelle supplémentaire de 2 500 €. Puisque dans le cadre de ce contrat local d'éducation artistique et culturelle, il y aura l'année prochaine, au théâtre, une très belle production de Cendrillon avec des ateliers théâtre qui auront lieu à Saint-Nicolas. Le Théâtre d'air travaille avec énormément de personnes, costumes, décors, autour de cette très belle mise en scène. Il vous est donc proposé d'accorder une subvention exceptionnelle de 2 500 €, qui s'ajoutera là encore au total des subventions culturelles de l'année.*

M. Le Maire : Avez-vous des questions ? Non, des voix contre ? Des abstentions ?

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION LE THÉÂTRE D'AIR DANS LE CADRE DU CONTRAT LOCAL D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE (CLEAC)

N° S 489 - AD - 6
Rapporteur : Didier Pillon

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Considérant que la ville de Laval mène une politique active dans le champ de l'éducation artistique et culturelle,

Qu'un contrat local d'éducation artistique et culturelle (CLEAC) a été signé et qu'il représente une démarche partenariale entre les acteurs culturels, éducatifs et sociaux, qui concerne prioritairement les 0/25 ans, sur tous les espaces et temps de vie,

Que pour soutenir une éducation continue, le CLEAC garantit une structuration de l'offre pour l'ensemble des usagers et des publics sur l'ensemble du territoire,

Que dans le cadre de ce dispositif, l'association Théâtre d'air a créé et conçu, au sein du quartier Saint-Nicolas à Laval, un spectacle intitulé « Cendrillon »,

Que la ville de Laval souhaite s'investir tout particulièrement sur ce projet en versant à l'association Théâtre d'air une subvention exceptionnelle,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une subvention exceptionnelle d'un montant de 2 500 € est attribuée à l'association Théâtre d'air pour l'année 2018.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

RAPPORT

MANDAT SPÉCIAL 2019

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le code général des collectivités territoriales prévoit que les fonctions de maire, d'adjoint ou de conseiller municipal donnent droit au remboursement des frais que nécessite l'exécution de mandats spéciaux.

Pour effectuer ce remboursement, il appartient au conseil municipal de déterminer, par délibération, les mandats ainsi confiés et leurs titulaires.

Les frais de séjour (hébergement et restauration) et les frais de transport peuvent ainsi être remboursés aux frais réels, sur présentation d'un état de frais par les élus bénéficiaires, étant entendu que la ville veille à obtenir les tarifs les plus avantageux (réservation Internet, réservation au plus tôt, etc).

Au titre de l'année 2019, pourraient être organisés des déplacements vers l'une ou l'autre des collectivités étrangères avec lesquelles la ville de Laval entretient un partenariat, à savoir :

- Boston (Grande-Bretagne)
- Mettmann (Allemagne)
- Garango (Burkina Faso)
- Gandia (Espagne)
- Laval (Québec, Canada)
- l'Unité régionale de Chalcidique (Grèce)
- Suceava (Roumanie)
- Lovech (Bulgarie)
- Modesto (Californie, USA)

Pourraient s'y ajouter des déplacements en métropole liés à des réunions de collectivités ou organismes œuvrant dans les domaines des jumelages ou de la coopération.

Au regard de ces dispositions, il vous est proposé de confier un mandat spécial aux élus amenés à se déplacer à l'étranger dans le cadre des relations entretenues par la ville de Laval avec des autorités locales étrangères, tant au titre des jumelages, que de la coopération avec ces dernières.

Alexandre Lanoë : *C'est une délibération traditionnelle au moment du budget, sur le mandat spécial, qui permet, que ce soit au maire, à l'adjoint ou au conseiller municipal en charge de ces questions de se voir rembourser ses frais de séjour, frais de déplacement au réel, sur présentation de factures et selon les tarifs les plus avantageux possible, avec l'ensemble des villes jumelles ou collectivités avec lesquelles nous pouvons être jumelés ou avoir des relations particulières. S'ajoutent également les déplacements en métropole liés à d'éventuelles réunions de collectivités ou organismes qui œuvrent dans ce domaine.*

Claude Gourvil : *Juste pour finir, une question que j'avais déjà posée l'année dernière, et probablement l'année d'avant. Tous les ans, nous vous demandons si nous pouvons avoir un bilan. C'est sans suspicion. C'est juste pour savoir. Nous votons un mandat spécial. C'est normal que nous en ayons la restitution de l'année précédente, tout simplement. Ce n'est pas compliqué.*

M. Le Maire : *Mais j'ai le souvenir que nous l'avons fait, non ? Ce n'est pas du tout compliqué de faire cela. L'année dernière, nous l'avons fait. Nous allons donc le faire cette année aussi. Il n'y a pas de difficultés.*

Alexandre Lanoë : *On l'a fait et on peut prendre l'engagement que pour fin janvier, vous ayez la liste des années passées en termes de frais de déplacement.*

M. Le Maire : *Vous votez donc tous cette délibération à l'unanimité. Merci.
Ce conseil est le dernier de l'année. Nous nous retrouverons bien sûr dans la même configuration, ce n'est pas comme à l'agglomération, au mois de janvier ou de février. Je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année. Merci.*

MANDAT SPÉCIAL 2019

N° S 489 - AD - 7

Rapporteur : Alexandre Lanoë

Le conseil municipal de la Ville de Laval,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2123-18, R. 2123-22-1 et R. 2123-22-2,

Vu l'arrêté du maire n° 51/14 du 18 avril 2014, portant délégation de fonctions à Josiane Derouet dans les domaines des relations internationales et de la coopération,

Considérant que l'action de la ville de Laval, dans le cadre des jumelages et de la coopération décentralisée, implique annuellement des déplacements à l'étranger,

Que les frais occasionnés par ces déplacements peuvent faire l'objet d'un remboursement dans le cadre d'un mandat spécial,

Sur proposition de la commission attractivité et développement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal décide de donner mandat spécial au maire et à Josiane Derouet, conseillère municipale en charge des relations internationales et de la coopération, pour représenter la ville de Laval à l'occasion des échanges organisés entre la ville et des autorités locales étrangères, dans le cadre des jumelages et de la coopération avec ces dernières.

Au titre de l'année 2019, pourraient être organisés des déplacements vers l'une ou l'autre des collectivités étrangères avec lesquelles la ville de Laval entretient un partenariat, à savoir : Boston (Grande-Bretagne) ; Mettmann (Allemagne) ; Garango (Burkina Faso) ; Gandia (Espagne) ; Laval (Québec, Canada) ; l'Unité régionale de Chalcidique (Grèce) ; Suceava (Roumanie) ; Lovech (Bulgarie) ; Modesto (Californie, USA).

Article 2

En cas d'empêchement du maire ou de la conseillère municipale en charge des relations internationales et de la coopération dans leur mission de représentation de la ville à l'étranger ou en métropole, ils pourront être représentés par un élu du conseil municipal.

Article 3

Les bénéficiaires de ce mandat spécial peuvent prétendre, pour les frais de séjour (hébergement et restauration) et de transport, à un remboursement aux frais réels, sur présentation d'un état de frais accompagné de justificatifs. Le remboursement se fera sous réserve que les sommes engagées ne sortent pas du cadre de la mission assignée à l'élue(e) et ne présentent pas un montant manifestement excessif.

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée à 21 h 37.